CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION DU MALI
CNT

MAGAZINE

Jama

REVUE TRIMESTRIELLE D'**INFORMATION GÉNÉRALE** DU **CONSEIL NATIONALE DE TRANSITION**

N° SPÉCIAL JUIN 2026

MISSION DE CONTRÔLE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE



Questions Écrites & Réponses du Gouvernement

MISSION DE CONTRÔLE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE

Questions Ecrites du 1e Décembre 2022
au 07 Octobre 2024

- CNT -

Conseil national de Transition
-=-=-=-=-=-=-=-
Secrétariat Général
-=-=-=-=-=-=-
Direction des Services Législatifs et du Contrôle parlementaire

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
-=-=-=-=-=-=-

QUESTIONS ECRITES

N°	Auteur	Ministre Destinataire	Date d'envoi	Date de réponse
1	Aboubacar Sidick FOMBA, membre du CNT	Ministre des Maliens Etablis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	1er décembre 2022	11 janvier 2023
2	Nouhoum DABITAO, membre du CNT	Ministre de la Défense et des Anciens Combattants	16 décembre 2022	30 janvier 2023
3	Aboubacar Sidick FOMBA, membre du CNT	Ministre des Mines	09 novembre 2023	21 décembre 2023
4	Nouhoum SARR, membre du CNT	Ministre de l'Energie et de l'Eau	10 novembre 2023	11 décembre 2023
5	Aboubacar Sidiki FOMBA, membre du CNT	Ministre de l'Energie et de l'Eau	01 décembre 2023	21 décembre 2023
6	Aboubacar Sidiki FOMBA membre du CNT	Ministre de l'Energie et de l'Eau	15 mai 2024	30 mai 2024
7	Aboubacar Sidiki FOMBA, membre du CNT	Ministre de l'Economie et des Finances	15 mai 2024	20 juin 2024
8	Aboubacar Sidiki FOMBA, membre du CNT	Ministre des Mines	15 mai 2024	24 juin 2024
9	Adama FOMBA, membre du CNT	Ministre de l'Education nationale	23 mai 2024	24 juin 2024
10	Adama FOMBA, membre du CNT	Ministre de l'Education nationale	31 mai 2024	24 juin 2024
11	Mme Fanta DIENTA, membre du CNT	Ministre de l'Education Nationale	28 mai 2024	24 juin 2024
12	Aboubacar Sidick FOMBA, membre du CNT	Ministre des Transports et des Infrastructures	21 mai 2024	27 juin 2024

13	Mme Aminata SANGARE, membre du CNT	Ministre de l'Urbanisme, de l'habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population	27 mai 2024	10 juillet 2024
14	Aboubacar Sidiki FOMBA, membre du CNT	Ministre de l'Industrie et du Commerce.	01 décembre 2023	03 juillet 2024
15	Aboubacar Sidick FOMBA, membre du CNT	Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile	27 mai 2024	06 aout 2024
16	Aboubacar Sidick FOMBA, membre du CNT.	Ministre du Travail Fonction Publique et du Dialogue Social	28 mai 2024	26 juin 2024
17	Mme Fanta DIENTA, membre du CNT	Ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions	28 mai 2024	08 juillet 2024
18	Bilaly KEITA, membre du CNT	Ministre des Mines	29 mai 2024	24 juin 2024
19	Aboubacar Sidiki FOMBA, membre du CNT	Ministre de l'Agriculture	31 mai 2024	27 juin 2024
20	Aboubacar Sidick FOMBA, membre du CNT	Ministre des Maliens Etablis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	14 octobre 2024	07 novembre 2024

Honorable Aboubacar Sidick FOMBA
Membre du Conseil National de la Transition (CNT)
Téléphone : 79182493

A

Monsieur le Président du Conseil National de Transition

Objet : Questions Ecrites

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de venir, par la présente, vous demander de bien vouloir transmettre mes questions écrites adressées à Monsieur le Ministre en charge des maliens établis à l'extérieur conformément à l'article 81 du Règlement Intérieur du Conseil National de Transition (CNT).

Vous en souhaitant bonne réception, veuillez recevoir, l'expression de ma haute considération.

Ci-joint :
Les questions écrites adressées à Monsieur le Ministre en charge des maliens établis à l'extérieur.

Bamako, le 25 novembre 2022

L'intéressé

Conseil National de Transition
01 DEC. 2022
2963

Honorable Aboubacar Sidick FOMBA

Membre du Conseil National de la Transition (CNT)

Téléphone : 79182493

Questions écrites adressées au Ministre en charge des maliens établis à l'extérieur.

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur et le regret de vous informer de mes investigations parlementaires auprès des maliens établis en Guinée Equatoriale qui vivent dans une situation critique qui les empêchent de vaquer librement à leurs occupations et fructifier les biens accumulés durant de nombreuses années de durs labeurs dans ce pays d'accueil.

En effet, les ressortissants maliens (et bien d'autres) font l'objet de traque permanente de la part des autorités guinéennes et de nos jours, plus de 200 maliens sont emprisonnés et vivent dans des conditions catastrophiques en prison (maltraitance, démence, faim, maladie, suicide et assassinat) tandis que ceux qui ne sont pas encore arrêtés par les forces de sécurité ne peuvent plus sortir de chez eux et par conséquent ne peuvent plus travailler pour survivre comme par exemple se rendre dans leurs boutiques ou simplement à leur lieu de travail. Ce qui a pour conséquence d'entrainer la mort silencieuse de nombre de nos compatriotes.

Les quelques maliens qui ont pris l'engagement de les soutenir en leur apportant à manger dans les prisons et à leurs domiciles sont aujourd'hui à bout de souffle, compte tenu de l'importance numérique de ces personnes jugées en situation irrégulière dans ce pays. Ces maliens membres de « l'Association de soutien à la transition » sont régulièrement menacés et intimidés à la fois par les autorités guinéennes et par celles maliennes accréditées sur place pour leur engagement auprès des maliens en détresse.

Il se trouve, Monsieur le ministre, que ces maliens ont été arrêtés suite à l'expiration des délais fixés par les autorités guinéennes pour se mettre en règle. Une fois les délais passés, les autorités guinéennes estiment qu'elles sont en droit de punir toutes les personnes qui n'ont pas suivi les directives fixées.

Or, les maliens vivant en Guinée équatoriale sont confrontés à un problème d'accès à la carte de résidence guinéenne dont on n'a ni communiqué le lieu d'établissement ni le montant à payer par les personnes qui souhaitent l'acquérir. Sans compter les difficultés liées à l'octroi de la carte NINA et du passeport par nos autorités sur place dans des délais raisonnables et au niveau de leurs localités respectives assez éloignées de l'Ambassade à Malabo et du Consulat du Mali à Bata. Cette situation qui dure depuis plusieurs années a atteint un niveau de non-retour vu la dégradation récente des relations de la population avec nos autorités accréditées à Malabo et Bata.

Monsieur le ministre, affirmez-vous ces informations venant des maliens établis en Guinée Équatoriale ? Pourriez-vous me faire l'état des lieux de cette situation ? Pourriez-vous me donner les actions entreprises pour une solution définitive à cette situation ?

Monsieur le ministre, quel mécanisme comptez-vous mettre en place pour la délivrance immédiate des passeports biométriques aux maliens dans le besoin y compris ceux incarcérés ?

Quelles sont les mesures prises pour raffermir les relations diplomatiques entre le Mali et la Guinée équatoriale ?

Monsieur le ministre, que savez-vous des remous au consulat de Paris ?

Monsieur le ministre, que peut-on retenir de votre bilan à la tête de ce département ?

Vous en souhaitant bonne réception, veuillez recevoir, l'expression de ma haute considération.

Bamako, le 25 novembre 2022

L'intéressé

PRIMATURE

CABINET DU PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

N° 00019 /PM-CAB

Bamako, le 09 JAN 2023

Le Premier Ministre
Chef du Gouvernement
A

Monsieur le Secrétaire Général du Conseil National de Transition.

A la Très haute Attention de Monsieur le Président du Conseil National de Transition (CNT).
- Bamako -

Réf : V/Lettre n°021/P-CNT du 19 décembre 2022.

Objet : Questions écrites.

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, les éléments de réponse du ministre des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration africaine, aux questions écrites de Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, membre du CNT.

Je vous prie d'agréer, **Monsieur le Secrétaire Général**, l'expression de ma considération distinguée./.

P/Le Premier ministre et par Ordre
Le Directeur de Cabinet

PRIMATURE
République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi
Le Directeur de Cabinet

Mohamed Sidda DICKO
Officier de l'Ordre National

Ampliations :
- MRE.....P/Info
- MMEEIA... P/Info

P.J :
Copie de la lettre n°000002/MMEEIA-SG du 03 janvier 2023.

Conseil National de Transition
Date 11 JAN. 2023
N° 69

MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR
ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE
****
SECRETARIAT GENERAL
****

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - un But - une Foi

Éléments de réponse de Monsieur *Alhamdou AG ILYENE, Ministre des Maliens Etablis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine* aux questions écrites de Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, membre du CNT.

Décembre, 2022

Introduction :

Ces dernières années les autorités équato-guinéennes accentuent les contrôles d'identités des étrangers vivant sur leur territoire. Ces contrôles sont effectués généralement au dernier trimestre de l'année et conduisent le plus souvent à des arrestations des personnes étrangères en situation irrégulière c'est-à-dire celles qui ne disposent pas de permis de séjour.

Il convient de signaler que de nombreux maliens vivent en Guinée-Equatoriale dont certains sont en situation irrégulière.

Ainsi, les présents éléments de réponse ont été élaborés en vue de répondre aux questions écrites de Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, membre du CNT. Ils permettront de comprendre les actions menées par le département en faveur de maliens établis à l'extérieur.

Eléments de réponse :

1. **Etat des lieux de la situation des Maliens en Guinée-Equatoriale**

Dès les premiers jours des opérations de contrôles et d'arrestations des étrangers le département est à pied d'œuvre en rapport avec l'Ambassade du Mali à Malabo. C'est dans ce cadre que le département par courrier n°000416/MMEEIA-SG du 25 octobre 2022 a saisi l'Ambassadeur du Mali à Malabo pour comprendre davantage la situation de nos compatriotes.

En réponse, l'Ambassadeur nous a informés que les autorités de la Guinée Equatoriale ont entamé une vaste opération de contrôle documentaire des étrangers sur l'ensemble de leur territoire pour assurer la sécurité et la stabilité lors des élections générales organisées le 20 novembre 2022. Les corps diplomatiques accrédités ont été informés de la teneur de cette décision. Ainsi, l'Ambassade du Mali à Malabo a relayé l'information auprès de la communauté malienne.

L'Ambassadeur a multiplié les initiatives en engageant des démarches auprès des autorités équato-guinéennes concernant la situation de nos compatriotes. C'est dans ce cadre que l'Ambassadeur a rencontré le ministre des Affaires étrangères Equato-Guinéen. A la suite de cette rencontre il a été demandé de transmettre la liste des maliens en entente de régularisation. Ainsi 1532 demandes ont été transmises et sont en cours de traitement. Il est important de préciser que tous ceux qui sont arrêtés sont en situation irrégulière.

Selon les informations fournies par l'Ambassade, en fin octobre 137 maliens étaient arrêtés. Ils bénéficient de l'assistance de l'Ambassade et des Associations des Maliens établis en Guinée-Equatoriale. L'Ambassade n'a jusqu'à ce jour enregistre aucun cas de traitement inhumain et dégradant ni de dégâts à l'égard de nos compatriotes.

Il faut aussi préciser que les informations qui circulent sur les réseaux ne sont pas toutes avérées, elles émanent des personnes, qui pour certaines vivent hors de la Guinée-Equatoriale.

Le département reste mobilisé avec l'Ambassade pour le suivi de la situation de nos

2. Mécanisme d'obtention des passeports biométriques par les Maliens établis à l'Extérieur 3.Remous au Consulat du Mali à Paris :

L'accès des documents d'état civil et de voyage pour nos compatriotes établis à l'extérieur en général et ceux vivant en France en particulier, constitue une préoccupation majeure et une priorité du département. C'est dans ce cadre que le Gouvernement a adopté **le projet de loi portant modification du Code des Personnes et de la Famille** pour permettre la prise en charge des difficultés engendrées par le processus du Recensement Administratif à Vocation d'Etat Civil (RAVEC).

La principale contrainte liée à l'obtention du Numéro d'identification Nationale (NINA) trouve sa source dans les divergences plus ou moins grandes figurant sur les documents de la même personne, créant ainsi de nombreuses entraves dans la délivrance des documents de nombreux maliens établis à l'extérieur dont ceux de la France.
L'adoption prochaine du projet de loi permettra la rectification des actes ayant servi de base à l'enrôlement dans le Recensement Administratif à Vocation d'Etat Civil et mettre un terme aux difficultés de nos compatriotes.

Le département a engagé une communication intense pour permettre à nos compatriotes d'entreprendre les démarches nécessaires pour corriger les erreurs.
La Carte d'identité biométrique sécurisée gratuitement mise en circulation par le Gouvernement jouera le rôle de carte d'identité nationale, de carte d'électeur et de carte de voyage dans l'espace CEDEAO pour une durée de cinq ans.
Elle sera produite à partir de la base de données du Recensement Administratif à Vocation d'Etat Civil (RAVEC) et comportera le numéro d'identification nationale sur chaque carte

d'identité et d'établir un lien entre les différents documents d'identité. Il est nécessaire de fournir et de saisir des informations exactes pour sortir des déboires de la carte NINA. A noter que l'établissement de carte d'identité biométrique CEDEAO permettra de procéder à certaines corrections sur les fiches descriptives individuelles.

Le Ministère de la Sécurité et de la Protection civile a entrepris des mesures fortes pour mettre les outils d'enrôlement de la carte d'identité biométrique à la disposition des Missions Diplomatiques et Consulaires pour faciliter l'accès de nos compatriotes de l'extérieur à la carte d'identité biométrique.

L'établissement de la carte d'identité biométrique sécurisée et les rectifications dans le cadre de la **loi portant modification du Code des Personnes et de la Famille** faciliteront certainement l'accès au passeport biométrique pour nos compatriotes établis à l'extérieur.

4. Bilan à la tête du département :

Les deux dernières années ont été marquées par la réalisation d'importantes activités allant dans le sens de la protection, la mobilisation de nos compatriotes établis à l'extérieur et la promotion de l'Intégration africaine.

- **Assistance au maliens établies à l'extérieur :**

Ainsi, d'octobre 2020 à nos jours, les efforts conjugués du Gouvernement et des partenaires internationaux (Organisation Internationale pour les Migrations et l'Union européenne), ont permis d'assister **près de 13000 migrants maliens de retour au Mali** à travers des opérations de rapatriements. Ces migrants viennent en majorité de la Libye et d'Algérie via le Niger. Pendant la même période plus de **10 000 migrants** de retour ont bénéficié d'appui dans le cadre de leur insertion à travers des projets.

Concernant les missions d'assistance et de prise de contact, le ministre des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration africaine a effectué **du 11 au 23 octobre 2021,** une mission auprès des Maliens établis **en Afrique Centrale.** Il a rencontré la communauté malienne de Brazzaville au Congo, de Kinshasa en République Démocratique du Congo, de Douala au Cameroun et de Libreville au Gabon.
Cette mission avait pour objet de s'imprégner des conditions de vie des maliens vivant dans les différents pays, d'expliquer les axes prioritaires de la Transition, les réformes politiques et institutionnelles et la politique des autorités de la Transition vis-vis des maliens établis à l'extérieur dans le cadre de l'assistance, de la protection, de leur réintégration, de leur mobilisation pour le développement national et leur participation à la vie politique de la Nation.

Le programme de prise de contact avec nos différentes diasporas n'a pas pu être effectué à cause de l'embargo et des différentes restrictions sur les déplacements des ministres du Gouvernement.

- **Soutien aux initiatives de la diaspora :**

Appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine et financé par l'Union Européenne

Dans le cadre de cette initiative, 25 projets communautaires portés par des associations de migrants ont été soutenus et **50 jeunes entrepreneurs** de la diaspora ont été accompagnés pour la mise en place de projets d'investissement productifs.

- **L'adoption du Décret n°0610 /PT-RM du 13 septembre 2021** portant détermination du statut de malien de l'extérieur **et de migrant de retour par le Conseil de Ministres.**
  L'application de ce décret a permis de center l'appui de l'Etat et de ses partenaires essentiellement sur les Maliens véritablement établis à l'extérieur et les migrants de retour d'une période maximum de deux ans et met les migrants à l'abris des usurpations de leurs statuts par les nombreux imposteurs

- **L'élaboration en cours des projets de textes pour la création d'un mécanisme d'accompagnement des porteurs de projets d'investissement de la diaspora.**

  La création de ce projet permettra la mise en place d'un mécanisme financier et technique adéquat pour l'accompagnement des porteurs de projets d'investissement de la diaspora. Les discussions sont à un niveau avancé avec les parties prenantes en vue de l'opérationnalisation de cet outil. Il permettra d'amplifier le rôle de la diaspora dans le processus du développement national.

- **L'élaboration en cours des projets de textes relatifs à la création de l'Agence Nationale pour le Transfert des Compétences de la Diaspora Malienne.**

  Le projet TOKTEN démarré en 1998, est une initiative du Gouvernement de la République du Mali et du PNUD qui a permis la mobilisation des intellectuels maliens de la diaspora. Ils participent ainsi au renforcement des capacités des structures universitaires, des Centres hospitaliers, des PMI et PME. Dans ce cadre 39 doctorants de notre université ont soutenu leur thèse grâce à l'encadrement des universitaires maliens de la diaspora.
  Le département travaille actuellement à la création d'une structure nationale pour consolider les acquis du projet TOKTEN et mobiliser toutes les compétences scientifiques et expertises de la diaspora. Les textes de création sont en cours d'adoption.

- **Lancement des travaux de construction du Centre d'accueil, d'assistance et d'orientation des migrants à Gao.**

Dans un partenariat dynamique avec l'Italie et l'OIM, les travaux de construction du Centre d'accueil, d'assistance et d'orientation des migrants à Gao ont démarré courant 2022. La construction de ce Centre permettra d'apporter plus d'assistance aux migrants de transit à Gao. Ce centre permettra à l'Etat d'accueillir et d'assister les migrants au départ comme au retour.

- **Activités de renforcement des capacités.**

Pendant la période de référence plus **de 1000** cadres et agents de l'administration publique, des Collectivités territoriales et des Organisations de la Société civile ont été formés sur les enjeux migratoires en vue de répondre aux besoins des migrants. Ces activités ont été réalisées dans le cadre du projet TOKTEN et d'autres projets en cours avec les partenaires internationaux.

- **Création des cadres de concertation sur la migration dans les régions de Kayes, Sikasso, Mopti, Tombouctou et Gao.**

En partenariat avec l'OIM, les cadres de concertations sur la migration ont été créés pour améliorer la coordination des actions dans le domaine de la migration, le partage des données, la mise en place des synergies entre les acteurs.

- **Organisation des grandes rencontres**

Ces deux dernières années ont été l'occasion de promouvoir le dialogue autour des enjeux migratoires en vue de trouver les solutions durables face aux défis imposés par la migration et pour mobiliser la diaspora pour le développement national.

✓ **Organisation de la Journée internationale du migrant**

Les Editions 2020, 2021 et 2022 de la Journée internationale des migrants organisées respectivement à Kayes, Ségou et Koulikoro avec une participation remarquable des membres du Gouvernement et des acteurs locaux ont permis d'échanger sur les enjeux migratoires et de formuler des recommandations pour une meilleure gouvernance des migrations. Les travaux de ces journées rassemblent tous les acteurs concernés par la gestion des migrations.

✓ **Organisation de la 6e Conférence statutaire du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur**

L'organisation de cette conférence a permis au HCME de renouveler ses instances et d'apporter des modifications à leurs textes.

✓ **Forum maroco-malien sur l'investissement productif et la mobilisation des compétences des diasporas, du 17 au mars 2022 à Bamako.**

Il avait comme objectifs entre autres de faciliter la communication entre la diaspora et les autorités nationales, de promouvoir l'investissement productif au plan national et local, d'instaurer la confiance au sein de la diaspora par rapport au climat des affaires au Mali, de capitaliser des expériences marocaines en matière de mobilisation des diaspora et de renforcer la coopération avec le Royaume du Maroc sur les enjeux migratoires. Lors de ce

forum, les maliens de l'extérieur sont venus d'un peu partout et l'une des recommandations phares était l'opérationnalisation du Fonds d'Appui à l'Investissement Productif (FAIP).

- ✓ **Conférence régionale de Gao du 14 au 17 mai 2022 sur le partage du deuxième rapport de mise en œuvre du Pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières.**

Cette conférence a été l'occasion de partager avec les acteurs concernés par la migration les avancées significatives du Mali dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières. Elle a été l'occasion de partager la vision des plus hautes autorités avec les acteurs régionaux sur les questions migratoires. Cette conférence a été organisée en partenariat avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM).

- ✓ **Participation au forum de l'UNESCO et de la Maison de la Presse du 20 au 21 juin 2022 à Bamako**

Ce forum a réuni les structures techniques de l'Etat, les Organisations de la Société civile, les Partenaires Techniques et Financiers et les médias pendant deux jours pour faire le panorama des initiatives dans le domaine de la migration et le rôle des médias dans la gouvernance migratoire. Il a été fortement recommandé de mettre les médias au cœur de la gouvernance migratoire pour la réalisation des actions d'information et de sensibilisation contre le fléau de la migration irrégulière.

- ✓ **Participation au Symposium de la Société Malienne des Sciences Appliques (MSAS) du 31 juillet au 05 août 2022 à l'Université de Ségou sur la thématique « Adaptation au changement climatique : un défi pour une agriculture durable, la sécurité alimentaire et la paix au Sahel »**

La Société Malienne des Sciences Appliquées (MSAS) est une organisation scientifique à but non lucratif de droit malien et émane du Symposium, fruit de la collaboration entre MaliWatch et les scientifiques de la diaspora malienne avec comme mission d'appuyer les actions de développement, de recherche scientifique et d'enseignement au Mali sur la base du volontariat. Elle est une initiative des chercheurs maliens vivant en Europe et en Amérique du Nord et des chercheurs résidant au Mali.

Le Symposium Malien sur les Sciences Appliquées (MSAS) est une rencontre scientifique et est l'une des initiatives des membres de la MSAS qui s'organise de façon régulière en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et le Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine depuis 2000.

- **Réalisation d'étude en lien avec la migration**

Plusieurs études ont été réalisées pendant la période de référence. Parmi lesquelles on peut citer :

- ✓ **Etude relative à la mise en place d'un mécanisme adapté à l'accompagnement des investisseurs de la diaspora malienne.**

Cette étude a pour objectif de proposer un mécanisme cohérent pour soutenir les investisseurs de la diaspora malienne en vue d'accroitre leur rôle dans le processus du développement national. Elle a été financée par l'Union Européenne.
Les projets de textes relatifs à la mise en place d'un mécanisme adapté pour l'investissement productif et un projet de plan d'orientation stratégique pour l'investissement productif de la diaspora sont en cours d'élaboration.

- ✓ **Réalisation de deux études relatives à la mise en œuvre des textes en lien avec la reconnaissance des compétences des migrants africains au Mali et l'état des lieux des statistiques migratoires nationales.**

Les deux études sont réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières avec l'appui de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique à travers son Bureau de l'Afrique du Nord. L'atelier de validation des rapports des deux études a eu lieu les 28, 29 et juin 2022 à Bamako. Les rapports des deux études sont disponibles.

- ✓ **Réalisation de l'étude relative aux mécanismes de protection des migrants en rapport avec la Croix Rouge Malienne.**

Cette étude a permis de faire un état des lieux de la mise en œuvre des mécanismes de protection des migrants au Mali et a formulé des recommandations pour une meilleure protection des migrants. Elle a aussi insisté sur l'adaptation de la politique nationale de migration au contexte actuelle de la migration.

- **En matière de coopération internationale sur la migration**

- ✓ Participation à l'évaluation du Pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières à New-York en mai dernier

- ✓ Participation à la conférence d'évaluation du Pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières à New-York en mai dernier à Abudja au Nigéria ;

- ✓ Participation à la conférence régionale de la CEDEAO sur les enjeux des migrations de transit en Afrique de l'Ouest et centrale, au Niger ;

- ✓ Participation au septième (7ème) Forum Panafricain sur la Migration (PAFoM) Thème : "Faire face à l'impact des changements climatiques sur la mobilité humaine en Afrique : Construire des stratégies d'adaptation et des communautés résilientes", tenu du 18 au 21 octobre 2022 à Kigali (Rwanda) ;

- ✓ Participation à la réunion thématique du Processus de Rabat à Addis-Abeba sur les incidences des changements climatiques sur les mobilités humaines

Participations aux travaux préparatoires et à la conférence ministérielles du Processus de Rabat à Cadix en Espagne

✓ Participation aux travaux de la Grande Commission Mixte Mali-Guinée

La participation du département à cette rencontre a permis la signature d'un Mémorandum d'Entente avec la Guinée en vue de mieux gérer les défis communs de la migration et de promouvoir l'échange d'expérience en matière en matière de conduite de politiques ou stratégies migratoires.

La participation aux rencontres internationales ont permis de partager la vision du Mali sur la migration, de plaider pour le renforcement de la protection de nos compatriotes établis à l'extérieur et de s'imprégner des enjeux migratoires aux niveaux régional et international.

- **Efforts accomplis en matière d'intégration africaine**

  - ✓ l'organisation d'une journée d'information et de réflexion sur ***« les instrument s de prévention et de gestions des conflits de la CEDEAO »*** le jeudi 16 septe mbre 2021 dans les locaux de la Faculté de Droit Public ***;***
  - ✓ l'organisation de la Semaine nationale de l'Intégration Africaine qui célèbre l'anniversaire de la signature du Traité de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine), le 25 mai 1963 à Addis-Abeba (Ethiopie), devenue Union Africaine le 11 juillet 2000 en 2022 à Bamako ;

  - ✓ Atelier régional d'appropriation de la Politique Nationale en matière d'Intégration Africaine (PNIAM) à Sikasso.

  - ✓ soutien aux festivités de la commémoration des 21 ans de la Fédération des Communautés Africaines au Mali (FECAM) du 22 au 27 novembre 2021, avec le soutien financier, matériel et technique du Ministère des Maliens Etablis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, plusieurs activités ont été réalisées. Il s'agit d'une conférence-débat sur l'Intégration Africaine en général et la libre circulation des personnes et de leurs biens dans l'espace CEDEAO, d'un don de vivres et de non vivres aux femmes fistuleuses de l'Hôpital du Point G, d'un don de sang, d'une dégustation de mets africains et d'un marathon de l'Intégration Africaine pour la paix et la stabilité au Mali.

A noter que la plupart des activités dans le domaine de l'intégration africaine n'ont pas été réalisées à cause de notre suspension de la CEDEAO, de l'UEMOA et de l'Union Africaine, qui sont ses véritables domaines d'exécution.

Bamako, le 30 décembre 2022

Nouhoum DABITAO

Premier Questeur

Tél : 66 71 91 49

A

Monsieur le Président du Conseil National de Transition

Objet : Dépôt de questions écrites

Conformément à l'article 81 du Règlement intérieur, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir transmettre à Monsieur le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants les questions écrites jointes en annexe relative à l'application à la loi n°2018-052 du 11 juillet portant Code des pensions des fonctionnaires, des militaires et des parlementaires.

Dans cette attente, je vous prie d'accepter l'assurance de ma très haute considération

Bamako, le 16 juillet 2022

Conseil National de Transition
Date 16 DEC. 2022
N° 3129

Nouhoum DABITAO

Premier Questeur du CNT

Tél : 66 71 91 49

Courriel : rasdabit@yahoo.fr

QUESTIONS ECRITES A MONSIEUR LE MINSITRE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre haute attention que la présente question écrite est exclusivement relative à l'application de la Loi n°2018-053 portant Code des pensions des fonctionnaires, des militaires et des parlementaires du 11 juillet 2018.

Monsieur le Ministre,

Il convient de signaler qu'après études et réflexions, nous constatons que cette loi n'a pas tenu compte de nombre d'effets pervers et frustrants qui découleraient de son application sélective aux militaires admis à faire valoir leur droit à la retraite dans leur ensemble. Ladite loi a certes contribué à l'amélioration des pensions des militaires admis à faire valoir leur droit à la retraite à compter du 01 Janvier 2018 cependant, force est de reconnaitre que les militaires antérieurement, admis à la retraire n'ont pas pu bénéficier « des droits » suscités par son application.

Monsieur le Ministre,

Il en découle une conséquence fâcheuse due à la distorsion grave née de la disparité entre les émoluments des retraités militaires, ceux d'avant 2018 et ceux admis à la retraite pour compter de 2018. Cette injustice entraine, irrémédiablement, des frustrations au sein de notre corporation. Nous saluons les motivations, essentiellement l'esprit, de l'élaboration de cette loi par les plus

hautes autorités ; l'objectif visé était l'amélioration des pensions des militaires retraités d'une manière générale, mais loin s'en faut elle a créé de grands écarts inimaginables de traitement entre les droits des éléments de mêmes catégorie et échelon.

Monsieur le Ministre,

La cause majeure de cette disparité réside dans l'intégration des primes et indemnités édictées par ladite loi (TITRE III –CHAP V -ART 73) dans la liquidation des droits à pensions pendant les cinq dernières années avant la retraite. Il n'a pas été tenu compte de l'esprit de la loi mais uniquement du principe standardisé de la non rétroactivité de la loi. La loi, ici incriminée, aurait pu prendre exemple sur l'alinéa 2 de l'article 55 nouveau de la Loi N°95-035, du 12 avril 1995, portant modification du régime général des pensions militaires. Elle aurait concerné tous les militaires retraités sans exclusive.

Monsieur le Ministre,

Aussi, pour étayer cet état de fait, deux militaires de même catégorie perçoivent des émoluments différents dont les écarts sont hors d'imagination, toute chose suscitant frustration et désolation chez nos illustres devanciers : deux commandants, l'un admis à la retraite le 31 décembre 2017 et l'autre admis à la retraite le 31 décembre 2018, illustre parfaitement cet état de fait : le premier perçoit 306 000 francs CFA tandis que le second perçoit 419 000 francs CFA. La comparaison des deux émoluments dégage une différence de 113000 francs CFA.

Monsieur le Ministre,

Cet exemple, loin d'être exhaustif, concerne toute la frange de la hiérarchie admise à la retraite avant 2018. Pire, ce même commandant de 2018 perçoit plus que le colonel d'avant 2018 et ses droits avoisinent ceux du colonel major en terme d'émoluments à percevoir Encore pire, un colonel admis en retraite en

2018 perçoit plus qu'un Général admis à la retraite avant 2018. Quelle entorse à la hiérarchie et surtout la notion de grade tant chères à notre institution !

Monsieur le Ministre,

Beaucoup d'autres cas existent où les différences sont énormes entre les émoluments, dans les catégories, à tous les niveaux de la hiérarchie. Rien ne saurait justifier une quelconque disparité de traitement. Ces exemples, si nombreux, impactent négativement la cohésion militaire pour n'entretenir que la division.

Monsieur le Ministre,

Une harmonisation des droits à pensions de l'ensemble des militaires est attendue. L'esprit de justice et d'équité l'exige et, surtout, compte tenu des loyaux services accomplis par tous les militaires au sein des Forces Armées et au profit de la Nation Malienne. Il ne sera nullement question d'allouer des pensions à titre rétroactif mais de les harmoniser pour l'avenir. Je rappelle que ce fut le cas pour l'application des pensions des fonctions et des parlementaires. Mais en raison de la loi 94-009 du 22 mai 1994 portant pincipes fondamentaux de création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics dans ses articles 2 et 53 l'armée et les forces de sécurité ont été exclus du champ d'application. En conséquence, appliquer la loi 2018-053 du 11 juillet 2018 à tous sans tenir compte du statut particulier des militaires est une erreur administrative à régulariser conformément aux articles 8 ; 29 et 116 de la même loi.

Monsieur le Ministre,

Compte tenu de l'inégalité criarde et l'injustice flagrante de traitement des droits des retraités, je voudrais soumettre à votre haute attention les questions suivantes :

- **Pourquoi cette stigmatisation des militaires retraités à partir de 2018 ?**
- **Ne pensez-vous pas qu'il ne saurait coexister deux modes de traitement de pensions concernant le personnel de la même corporation ?**
- **Qu'envisagez-vous pour mettre fin à cette disparité de traitement ?**

Je vous prie d'agréer l'assurance de ma haute considération.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

SECRETARIAT GENERAL

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Bamako, le 27 JAN 2023

Le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants

A

N° - - 0071/**MDAC-SG**

CONFIDENTIEL

Monsieur le Secrétaire Général du Conseil National de Transition

- Bamako -

Objet : A/S Questions écrites
Référence : Lettre n°000200/MRE-SG du 30 décembre 2022
Pièce jointe : Réponses aux questions de l'honorable Monsieur Nouhoum DABITAO

Comme suite à la lettre en référence, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, pour attribution, les réponses aux questions de l'honorable Monsieur Nouhoum DABITAO relatives à l'application de la Loi n°2018-053 du 11 juillet 2018 portant code des pensions des fonctionnaires, des militaires et des parlementaires.

Je vous remercie de votre franche collaboration.

Pour le Ministre et par ordre,
Le Secrétaire Général

Général de Division Sidiki SAMAKE
Chevalier de l'Ordre National

Ampliations

Primature	ATCR
MRE	P/Info
IGAS	1
DRHA	1
ONAC	1
DFM	1
Archives & Chrono	

Conseil National de Transition
Date 30 JAN. 2023
N° 102

REPONSES AUX QUESTIONS

1. Pourquoi cette stigmatisation des militaires retraités à partir de 2018 ?

Réponse :

Il est nécessaire de rappeler que ladite loi a été initiée et portée par le Ministère du Développement Social qui est l'autorité de tutelle de la Caisse Malienne de Sécurité Sociale. Elle est entrée en vigueur le 1er janvier 2019 à travers le décret n°0707/PRM du 04 septembre 2018.

Dans son application, elle a apporté des innovations profondes notamment en la forme, par l'adoption d'un code unifié des pensions des fonctionnaires, des militaires et des parlementaires.

Au fond, elle a procédé à une modification fondamentale du mode de calcul même de la pension d'ancienneté par l'élargissement de la base de la cotisation d'une part, et la suppression des bonifications de campagne et de la majoration pour famille nombreuse d'autre part.

Ainsi l'élargissement de la base de cotisation a permis aux militaires de cotiser sur l'ensemble de leurs rémunérations. Avec ce changement, le militaire bénéficie d'une pension calculée sur la base de la moyenne des cinq dernières années de rémunérations soumises à cotisation.

Dans la pratique, cet élargissement de l'assiette des cotisations a eu un impact considérable sur le revenu des affiliés. Ainsi, Le militaire qui a un traitement salarial élevé et quel que soit son grade dans la hiérarchie, cotise plus et est mieux rémunéré en pension d'ancienneté que celui qui cotise moins que lui.

Aussi, Il est à noter qu'à partir de la même date, les affiliés militaires ne bénéficient plus des bonifications de campagne, ni de la majoration pour famille nombreuse dont bénéficient les militaires admis à la retraite avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi avec un taux plafond de calcul de 80%.

Au regard de la modification de la base de calcul de la pension d'ancienneté, il est difficile de déduire par comparaison, qu'il y a eu une stigmatisation entre les militaires retraités.

Dans la pratique, les retraités avant 2019 n'ont pas supporté une retenue pour pension égale à 4% des sommes perçues au titre de l'ensemble des rémunérations. Ils ont seulement consenti une retenue à pension sur la solde de base et l'indemnité spéciale de solidarité.

A titre illustratif, il convient de procéder dans un cas pratique, à la comparaison des pensions de deux militaires tous deux de grade Commandant, de mêmes échelle et échelon dont l'un est admis en retraite en 2018 et l'autre en 2019.

1-Un commandant retraité en 2018 :

Indice : **714**

Valeur indiciaire : **400 F CFA**

Solde de base : **714 x 400 = 285 600 F CFA**

Indemnité de solidarité : **3000F**

Montant soumis à retenue pour pension : 285 600+3000 = 288 600 F CFA

Retenue mensuelle à pension : 288 600 x 4% = 11 544 F CFA

Il a cotisé mensuellement à la CMSS la somme de : **11 544 F CFA**

2-<u>Un commandant retraité en 2019</u> :

Indice : 714

Valeur indiciaire : 400 F CFA

Solde de base : 714 x 400 = 285 600 F CFA

Prime de Fonction.....65 000 F

ISS.....3000 F

Résidence..... 20 000 F

Indemnité de charge militaire.....21 180 F

Indemnité compensatoire de logement.....100 000 F

Rémunération totale : 494 780 F

Montant soumis à retenue pour pension : 494 780 x 4% = 19 791 F CFA

Il a cotisé mensuellement à la CMSS la somme de : 19 791 F CFA

Somme toute, le Ministère de la Défense et des Anciens Combattants est l'un des exécutants en plus de celui de la fonction publique.

2. **Ne pensez-vous pas qu'il ne saurait coexister deux modes de traitement de pensions concernant le personnel de la même corporation ?**

<u>Réponse</u> :

Il n'y a pas deux modes de traitement de pensions des militaires retraités.

Le seul texte qui régit le traitement de la pension est la Loi n°2018-053 du 11 juillet 2018 portant code des pensions des fonctionnaires, des militaires et des parlementaires.

3. **Qu'envisagez-vous pour mettre fin à cette disparité de traitement?**

<u>Réponse</u> :

Cette situation n'est pas un problème de disparité. Même si une relecture de la Loi citée ci-dessus s'impose, c'est au Ministère de la Santé et du Développement social de l'initier en collaboration avec le Conseil national de Transition.

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
PRESIDENCE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

Bamako, le 19 NOV. 2024

N° 843 /P-CNT

Le Président

A

Monsieur le Premier ministre,
Chef du Gouvernement
- Bamako -

Objet : Questions écrites

Monsieur le Premier ministre,

Conformément à l'article 85 du Règlement Intérieur, j'ai l'honneur de vous communiquer, à toutes fins utiles, les Questions Ecrites de Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, membre du CNT, adressées à Monsieur le Ministre des Mines.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Pièce jointe :
- Questions Ecrites

Malick DIAW
Commandeur de l'Ordre National

QUESTIONS ECRITES A MONSIEUR LE MINISTRE DES MINES

Monsieur le ministre,

Tout d'abord recevez mes chaleureuses félicitations pour votre nomination à la tête de ce département hautement stratégique pour l'économie et la quiétude sociale.

Monsieur le ministre, l'adoption du projet de loi de révision du code minier de 2019 a été hautement saluée par la majorité du peuple malien et a suscité beaucoup d'espoir.

Sa promulgation par le président de la transition a été également saluée.

Ce nouveau code minier avec son contenu local prévoyait beaucoup d'innovations dont la mise application est liée à la prise de certains décrets d'application et de certaines décisions.

Pouvez-vous me faire la situation des décrets et décisions prises ?

Où en sommes-nous avec la création du commissariat rattaché à la présidence et l'organe institutionnel du contenu local ?

Cinq fonds ont été créés par ce nouveau code minier à travers son contenu local. Ces fonds sont-ils opérationnels à la date d'aujourd'hui ? Si non leur opérationnalisation est prévue pour quand ?

Les innovations de ce nouveau code prévoyaient la fermeture des comptes offshore et l'ouverture du traitement par péage, pouvez-vous me situer par rapport à ces innovations ?

L'introduction des zones promotionnelles et de la notion de substances stratégiques constituent des innovations majeures, à ce jour nous sommes à quel niveau par rapport à leur mise en application ?

Monsieur le ministre, la révision du code minier a suscité beaucoup d'espoir pour la population locale. Cependant la population de Kenieba continue à se plaindre aux pratiques anciennes.

Pouvez-vous m'éclairer sur cette situation à Kenieba ?

Monsieur le ministre, les sociétés minières sont les plus mauvais exemples en matière de paiement pour l'institut national de prévoyance sociale. Quelles précautions envisagez-vous pour le recouvrement des deniers publics pour l'INPS ?

Monsieur le ministre, l'ordre des géologues est un élément important pour que l'or brille pour les maliens et cet ordre tarde à être créer. Pouvez-vous me faire l'état de la situation de la création de cet ordre ?

Monsieur le ministre, l'introduction de la taxe ad-valorem dans le nouveau code minier est hautement stratégique et salutaire ainsi que la suppression des exonérations à la phase d'exploitation.

Quelle sera la valeur ajoutée de ces deux innovations sur le budget national ?

Monsieur le ministre, la création de la SOREM, une recommandation forte des assises nationales a été appréciée comme une initiative salutaire. Pouvez-vous me faire un petit bilan de la SOREM et les perspectives ?

Le Programme de Développement des Ressources Minérales du Mali (PDRM) crée depuis 1990 tarde à produire les résultats escomptés.

Quel bilan pouvons-nous tirer de sa création à aujourd'hui ? Quel est son rapport avec la SOREM ?

Monsieur le ministre, le mandat de la chambre des mines a pris fin depuis 2019, qu'est ce qui bloque le renouvellement ? Quel bilan depuis sa création à la date d'aujourd'hui ?

Monsieur le ministre, les rapports d'audit sur les mines ont été à l'origine de beaucoup de prise de décision pour la révision du code minier.

Quelles les conclusions de ce rapport d'audit ?

Dans l'attente de la réponse à mes questions et constats énumérés, veuillez recevoir Monsieur le ministre l'expression de mes salutations distinguées.

Bamako, le 07 Novembre 2023

Honorable Aboubacar Sidick FOMBA

PRIMATURE

CABINET DU PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

N° 01797 PM-CAB

Bamako, le 20 DEC 2023

Le Premier Ministre

Chef du Gouvernement

A

Monsieur le Secrétaire Général,
A la haute attention de
Monsieur le Président du Conseil
National de Transition.
BAMAKO

Réf : V/Lettre n°843/P-CNT du 09/11/2023.

Objet : Questions écrites.

Monsieur le Secrétaire Général,

En réponse à la lettre, dont la référence et l'objet sont rappelés ci-dessus, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, copie de la lettre n°01191/MM-SG du 18 décembre 2023, par laquelle le ministre des Mines donne suite aux questions écrites formulées par Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, membre du Conseil National de Transition.

Veuillez agréer, **Monsieur le Secrétaire Général**, l'expression de ma considération distinguée /.

Pour le Premier ministre et par Ordre,
Le Directeur de Cabinet,

Mohamed Sidda DICKO
Officier de l'Ordre National.

Pièce jointe :

- Eléments de réponse aux questions écrites.

Conseil National de Transition
Date
N°

MINISTERE DES MINES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

Réponses aux questions écrites de Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA adressées au Ministre des Mines.

N°	QUESTIONS	REPONSES
1	Pouvez-vous me faire la situation des décrets et décisions prises ?	Le processus d'élaboration des textes d'application du Code minier et de la loi relative au Contenu local est beaucoup avancé. A ce jour, neuf (9) projets de décrets sont disponibles, à savoir : - le projet de décret fixant les conditions et les modalités d'application du Code minier en République du Mali ; - le projet de décret fixant les conditions et les modalités d'application de la loi relative au Contenu local dans le secteur minier ; - le projet de décret portant approbation de la Convention d'établissement-type pour la phase de recherche ; - le projet de décret portant approbation de la Convention d'établissement type pour la phase d'exploitation ; - le projet de décret portant création et fixant les modalités d'alimentation et de fonctionnement du Fonds de Financement de la Promotion du Secteur Minier ; - le projet de décret portant création et fixant les modalités d'alimentation et de fonctionnement du Fonds de réalisation Infrastructures Énergétique, Hydraulique et de Transport ; - le projet de décret portant création et fixant les modalités d'alimentation et de fonctionnement du Fonds de Réhabilitation, de Sécurisation des Sites Miniers artisanaux et de Lutte Contre l'Usage des Produits Chimiques Prohibés ; - le projet de décret portant création et fixant les modalités d'alimentation et de fonctionnement du Fonds Recherche Géologique, du Renforcement des Capacités et de la Formation ; - le projet de décret fixant l'organisation, le fonctionnement et les modalités de gestion du Fonds Minier de Développement Local (FMDL). Ces décrets seront très prochainement transmis au Secrétariat Général du Gouvernement en vue de leur introduction en réunion interministérielle et aux autres étapes du circuit d'adoption du Gouvernement.

2	Où en sommes-nous avec la création du Commissariat rattaché à la Présidence et l'organe institutionnel du contenu local ?	Le commissariat rattaché à la présidence est déjà créé, comme l'atteste l'article 187 de la Loi 2023-040 du 29 août 2023 portant Code minier en République du Mali. Quant à l'organisation et aux modalités de fonctionnement de ce Commissariat, elles sont fixées dans le décret d'application qui est en cours de validation. S'agissant des organes de mise en œuvre et de contrôle du contenu local, elles sont toutes créées (Article 10 de la loi relative au contenu local dans le secteur minier). Il s'agit du : - Cadre de Concertation sur le Contenu Local, en abrégé « CCCL », rattaché à la Présidence de la République, chargé de la régulation et du suivi du Contenu Local dans les projets développés en République du Mali ; - Secrétariat Permanent du Contenu Local « SPCL » qui est l'organe d'exécution du Contenu local. Leur organisation, fonctionnement et mode de désignation des membres sont fixés par le décret d'application en cours d'élaboration.
3	Cinq fonds ont été créés par ce nouveau Code minier à travers son contenu local. Ces fonds sont-ils opérationnels à la date d'aujourd'hui ? si non leur opérationnalisation est prévue pour quand ?	Les décrets relatifs aux cinq fonds ont été tous élaborés et sont en cours de validation. Il s'agit du : - décret portant création et fixant les modalités d'alimentation et de fonctionnement du Fonds de Financement de la Promotion du Secteur Minier ; - décret portant création et fixant les modalités d'alimentation et de fonctionnement du Fonds de réalisation Infrastructures Énergétique, Hydraulique et de Transport ; - décret portant création et fixant les modalités d'alimentation et de fonctionnement du Fonds de Réhabilitation, de Sécurisation des Sites Miniers artisanaux et de Lutte Contre l'Usage des Produits Chimiques Prohibés ; - décret portant création et fixant les modalités d'alimentation et de fonctionnement du Fonds Recherche Géologique, du Renforcement des Capacités et de la Formation ; - décret fixant l'organisation, le fonctionnement et les modalités de gestion du Fonds Minier de Développement Local (FMDL). Ils seront tous opérationnels dès que ces décrets seront adoptés.

4	Les innovations de ce nouveau code prévoyaient la fermeture des comptes offshore et l'ouverture du traitement par péage, Pouvez-vous me situer par rapport à ces innovations ?	L'autorisation d'ouverture de comptes offshore est accordée par le Ministre de l'Economie et des Finances (MEF) après avis de la BCEAO. Cette autorisation ne sera certainement plus donnée avec l'entrée en vigueur du nouveau code. Les sociétés minières sont désormais tenues de rapatrier intégralement les produits de leurs exportations. Quant aux comptes offshores déjà ouverts, leurs sorts seront déterminés par le MEF au moment de la demande de renouvellement de l'autorisation qui est annuelle. Le traitement de minerai par péage est désormais bien règlementé à travers les articles 92 et 93 du Code minier. Il est autorisé pour des sociétés installées dans un rayon de 75 km. Il nécessite une étude de faisabilité
5	L'introduction des zones promotionnelles et de la notion de substances stratégiques constituent des innovations majeures, A ce jour nous sommes à quel niveau par rapport à leur mise en application ?	Par définition : - une zone promotionnelle est une partie du territoire à l'intérieur de laquelle des données et des résultats suffisants sont obtenus et dont l'intérêt minier justifie une procédure de concurrence en vue de maximiser les revenus de l'Etat. - une substance stratégique est une substance qui présente une importance capitale pour I 'économie du pays et/ou qui constituent des sources d'énergie. La liste et les conditions d'exploitation de ces substances sont fixées dans le décret d'application du Code minier. La détermination de ces zones et substances se fera au fur et à mesure des recherches géologiques et des explorations au niveau du territoire national. Ces opérations vont être renforcées avec des partenaires stratégiques pour une meilleure connaissance du sous-sol de notre pays en termes de ressources minérales.
6	Monsieur le ministre, la révision du Code minier a suscité beaucoup d'espoir pour la population locale. Cependant la population de Kéniéba continue à se plaindre aux pratiques anciennes. Pouvez-vous m'éclairer sur cette situation à Kéniéba ?	La notion d'« anciennes pratiques » aurait dû être explicitées pour pouvoir apporter à la question une réponse claire. Toutefois, il faut souligner que le département est engagé depuis bien longtemps dans la lutte contre les exploitations illégales dans la zone de Kéniéba et ailleurs. C'est toutes les zones minières qui subissent ces envahissements d'exploitants illégaux contre lesquels des missions du département sont envoyées. Le nouveau Code minier permettra de renforcer cette lutte dès que les décrets d'application seront en vigueur avec leurs arsenaux juridiques, administratifs et répressifs.

7	Monsieur le ministre, les sociétés minières sont les plus mauvais exemples en matière de paiement pour l'Institut National de Prévoyance Sociale. Quelles précautions envisagez-vous pour le recouvrement des deniers publics pour l'INPS ?	Nous avons à notre connaissance, trois contentieux entre l'INPS et les sociétés d'exploitation minière : - Entre la mine de Syama et l'INPS en 2011, relatif au non-paiement de certaines obligations liées aux travailleurs expatriés ; - Entre la mine de Syama et l'INPS ; en cours de discussion et qui est relatif à un problème de dissimulation du nombre réel des travailleurs de la mine ; - Entre l'INPS et les sociétés du groupe Barrick, relatif aux cotisations qui devraient être versées à l'INPS sur la période de 1999 à juillet 2022 dont le montant s'élève à vingt-deux millions de dollars US. L'INPS serait certainement mieux placé pour répondre à cette question. Il dispose de tous les moyens légaux pour recouvrer les montants qui lui sont dus.
8	Monsieur le ministre, l'Ordre des Géologues est un élément important pour que l'or brille pour les maliens et cet ordre tarde à être créer. Pouvez-vous me faire l'état de la situation de la création de cet ordre ?	Depuis 2019, les géologues du Mali se sont réunis autour du projet de création d'un ordre professionnel qui vise à encadrer l'exercice de leur métier. Une Commission a été mise en place à ce sujet. J'ai reçu la commission le 10 novembre 2023 et nous avons échangé sur l'importance de la création de cet ordre. Un point focal au niveau du Ministère des Mines a été désigné pour continuer les échanges avec la commission.
9	Monsieur le ministre, l'introduction de la taxe ad valorem dans le nouveau Code minier est hautement stratégique et salutaire ainsi que la suppression des exonérations à la phase d'exploitation. Quelle sera la valeur ajoutée de ces deux innovations ?	La taxe ad valorem (TAV) existait déjà et son taux de 3% était calculé sur la base de la valeur départ carreaux mine. Ce système de taxation basé sur la valeur départ carreau mine a été modifié. La base de calcul est désormais la production valorisée. En outre, l'Etat peut la percevoir en nature. L'amélioration de la base de calcul de la Taxe Ad Valorem (TAV) en l'indexant sur le prix réel de l'or et la suppression des exonérations pendant la phase d'exploitation permettront à l'Etat de maximiser ces revenus.
10	Monsieur le ministre, la création de la SOREM, une recommandation forte des assises nationales a été appréciée comme une initiative salutaire.	Créée par Ordonnance N°2022-016/PT-RM du 08 septembre 2022 et ratifiée par la Loi N°2022-045 du 23 novembre 2022 à la suite d'une recommandation forte des Assises nationales, la Société de Recherche et d'Exploitation des Ressources minérales du Mali a pour mission la recherche, l'exploitation, le traitement et la commercialisation des substances minérales sur les permis miniers et pétroliers acquis.

	Pouvez-vous me faire un petit bilan de la SOREM et les perspectives ?	SOREM est aujourd'hui juridiquement constituée avec à sa tête un Directeur Général (Décret No2023-0127/PT-RM du 24 février 2023), et un Conseil d'Administration en place. Les locaux qui abriteront son siège sis à Médina Coura Rue 26 Porte 656 près du groupe scolaire Liberté A, sont en cours de rénovation. L'équipe de la SOREM est en voie de constitution. Pour l'atteinte de ses objectifs, SOREM a : - élaboré un plan stratégique de développement ; - analysé différentes zones d'intérêts géologiques du Mali, - dégagé un certain nombre de cibles prioritaires tant sur la recherche que l'exploitation ; - ciblé des substances minérales par ordre de valeur économique et stratégiques notamment le Lithium, l'Or, l'Uranium, le Pétrole etc. ; - entrepris des projets de partenariats stratégiques (Russie, Chine, etc.) SOREM est aussi en phase de : - prendre le contrôle d'une mine ; - conclure un partenariat avec des partenaires stratégiques pour la recherche et l'exploitation d'un permis de Lithium. Le Mali dispose d'un potentiel géologique important avec une grande diversité de substances minérales. Un accord de projet de cartographie avec des partenaires pour renforcer les connaissances géologiques et valoriser le potentiel minier et pétrolier est en cours d'étude (principalement le nord encore sous exploré) ; ce qui va augmenter les zones de prospection et de réalisation de la SOREM.
11	Le programme de Développement des Ressources Minérales du Mali (PDRM) créé depuis 1990 tarde à produire les résultats escomptés.	Les programmes de cartographie et de prospection étaient exécutés dans les années 1980 par un projet dénommé « Projet Or Bagoé » financé par le PNUD au profit de l'Etat. Cette coopération bilatérale a permis non seulement la mise en évidence de nombreux indices miniers dont certains font aujourd'hui l'objet d'exploitation, mais aussi l'acquisition d'importants équipements et matériels.

	Quel bilan pouvons-nous faire de sa création à aujourd'hui ? Quel est son rapport avec la SOREM ?	L'épuisement du financement du projet a conduit à un certain nombre de contraintes par rapport à la maintenance des équipements, la poursuite de l'inventaire minier sur l'ensemble du territoire national et la prise en charge du personnel déjà formé par le projet. Afin de remédier à cette situation, le Programme pour le Développement des Ressources Minérales, dénommé « PDRM » a été créé par la loi n°90-103/AN-RM du 11 octobre 1990 avec pour missions : - d'exécuter les programmes de prospection géologique, minière et d'hydrocarbures et tous travaux d'analyses chimiques s'y afférant pour l'Etat et pour les tiers sur contrat, convention ou en régie ; - d'exécuter tous travaux de reconnaissance et de prospection concourant à la mise en évidence d'indices de minéralisation, de combustibles solides, liquides ou gazeux ; - de gérer en relation avec la Direction des Finances et du Matériel les fonds destinés à réaliser les programmes de prospections géologique, minière et d'hydrocarbures. De sa création à nos jours, le PDRM peine à atteindre ses objectifs à hauteur de souhait avec des difficultés liées notamment à : - l'inadaptation de son statut avec ses missions ; - la lourdeur des procédures de mobilisation des ressources financières ; - l'insuffisance des financements alloués à la recherche et à la promotion minière ; - l'inadaptation du personnel avec le cadre organique ; - la concurrence de plus en plus rude avec la présence sur le marché malien, des sociétés privées de prestations minières et de laboratoire international reconnu; - la mobilité du personnel géologue soumis à la forte concurrence des sociétés minières En termes de bilan, de sa création à nos jours, le PDRM a contribué à la découverte de plusieurs gisements, aujourd'hui en exploitation, notamment : - les gisements de Sadiola et Yatela contrat au cours duquel la Long Year 38 (sondeuse carottante) a été acquise ; - le gisement de Faboula détenu par Wassoul'OR ; - le gisement de MORILA ; - le gisement de SYAMA, et

		- celui de Nampala. Il a également exécuté des travaux de géochimie et de cartographie sur plus de deux cents (200) titres miniers à travers tout le pays dont certains sont aujourd'hui des projets avancés (Pitiangoma, Misseni…) En 2022, avec la nouvelle machine RC, le PDRM a exécuté plus de 10 000m de sondage RC. Son laboratoire d'analyse chimique du PDRM a servi de référence en matière d'analyse pour toute la sous-région ouest Africaine. En termes de rapport entre le PDRM et la SOREM, il faut souligner qu'ils n'ont pas les mêmes missions. La SOREM est une société d'exploitation qui continuera les recherches sur les titres qu'elle détiendra comme toutes autres sociétés privées ou mixtes. Le PDRM pourra lui fournir des prestations à travers des contrats comme à d'autres sociétés. La SOREM pourra faire recours à l'expertise du PDRM dans bien de domaines.
12	Monsieur le ministre, le mandat de la Chambre des Mines a pris fin depuis 2019 ; qu'est ce qui bloque le renouvellement ? Quel bilan depuis sa création à la date d'aujourd'hui ?	La Chambre des Mines du Mali est créée par la Loi n°04-006 du 14 janvier 2004, modifiée par l'Ordonnance n°2018-021/P-RM du 08 aout 2018, sous la forme d'un Etablissement Public à caractère Professionnel doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. L'organisation et les modalités de fonctionnement de la Chambre des Mines du Mali sont fixées par le Décret n°04-587/P-RM du 23 décembre 2004. Les premières élections consulaires ont eu lieu en 2009 et l'Assemblée consulaire n'a été installée qu'en 2011 en raison de la multiplicité des recours administratifs après les élections. A la fin du mandat, les difficultés d'organisation des élections sont apparues qui ont conduit à la relecture de la loi n°04-006 du 14 janvier 2004, du décret d'organisation n°04-587 du 23 décembre 2004 et de l'arrêté n°09-1518/MM-SG du 25 juin 2009 portant organisation des élections consulaires à la Chambre des Mines du Mali. Ainsi ont été adoptés l'Ordonnance n° 2018-021/P-RM du 08 août 2018 portant création de la Chambre des Mines du mali et le Décret n° 2018-0656/P-RM du 08 août 2018 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Chambre des Mines du Mali.

		Depuis l'adoption de ces textes, le département a entrepris les actions pour le renouvellement du Bureau de la CMM. Il s'agit de mettre en application les dispositions relatives au renouvellement du Bureau de la Chambre des Mines qui prévoient que « en cas de non tenue des élections à la fin de la période de prorogation, il est mis en place un collège transitoire par Décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de tutelle ». La Chambre des Mines reste active dans les domaines de sa mission. Pour fournir un bilan depuis sa création, il sied de donner plus de temps afin de bien collecter les éléments.
13	Monsieur le ministre, les rapports d'audit sur les mines ont été à l'origine de beaucoup de prise de décision pour la révision du Code minier. Quelles sont les conclusions de ce rapport d'audit ?	En termes de conclusion il faut signaler que le rapport de l'audit des mines en exploitation a fait plusieurs recommandations visant notamment à mieux garantir les intérêts de l'Etat et dont la mise en œuvre est en cours. D'abord au niveau législatif, un nouveau Code minier et une loi relative au Contenu local dans le secteur minier ont été adoptés. Ces textes regorgent de plusieurs mesures règlementaires à adopter dont les projets de texte sont en fin de préparation. Aussi, les constats faits au niveau de chacune des sociétés font l'objet de traitement au cas par cas pour assainir les relations et trouver les cadres optimums de collaboration en termes de conventions plus équitables.

Bamako, le 14 DEC. 2023
Le ministre des Mines

Amadou KEITA
Chevalier de l'Ordre National

MINISTERE DES MINES
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
LE MINISTRE

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
PRESIDENCE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

Bamako, le

Le Président

N° _____/P-CNT

A

Monsieur le Premier ministre,
Chef du Gouvernement
- Bamako -

Objet : Questions écrites

Monsieur le Premier ministre,

Conformément à l'article 88 du Règlement Intérieur, j'ai l'honneur de vous communiquer, à toutes fins utiles, les Questions Ecrites de Monsieur Nouhoum SARR, membre du CNT, adressées à Madame le Ministre de l'Energie et de l'Eau.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Pièce jointe :
- Questions Ecrites

Malick DIAW
Commandeur de l'Ordre National

Questions écrites

Mme le ministre en vertu du principe de contrôle de l'action du gouvernement, permettez-moi de vous adresser les questions suivantes.

1. le déficit de la société énergie du Mali (EDM) est inquiétante à tout point de vue.
EDM n'est-elle pas en faillite ?

Pourquoi ne pas déclarer la cessation de paiement ?

2. Un vieux projet du secteur énergétique étant de séparer la production de l'exploitation. Qu'en est-il ?

N'est-il pas temps de migrer considérablement vers les énergies renouvelables ?

3. Vous avez évoquez le fuel management.
En quoi consiste-t-il ?

4. Estimez-vous tenable le maintien du prix du kilowattheure pratiqué aujourd'hui ?

Nouhoum SARR



MINISTERE DE L'ENERGIE
ET DE L'EAU
=-=-=-=-=-=
SECRETARIAT GENERAL
=-=-=-=-=-=

Un Peuple - Un But - Une Foi
=-=-=-=-=-=-=

Bamako, le 27 NOV. 2023

Le Ministre de l'Energie et de l'Eau

A

N° 01170 /MEE-SG

Monsieur le Premier ministre,
Chef du Gouvernement

-Bamako-

Objet: Questions écrites de Monsieur Nouhoum SARR, membre du CNT

Référence :
Votre Lettre n°01634 PM-CAB du 20 novembre 2023

Pièces jointes :
Eléments de réponses aux questions

Répu ... Mali
PRIMATURE
ORDINAIRE
Arrivée le 28/11/23 S/NF 7663

Monsieur le Premier ministre,

En réponse à votre lettre indiquée en référence, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, les éléments de réponses aux questions écrites de Monsieur Nouhoum SARR, membre du CNT.

Je vous prie d'agréer, **Monsieur le Premier ministre**, l'assurance de ma haute considération.

Ministère de l'Energie et de l'Eau
RÉPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
LE MINISTRE

Madame Bintou CAMARA
Chevalier de l'Ordre National

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU
-=-=-=-=-=-
SECRETARIAT GENERAL
-=-=-=-=-=-

REPUBLIQUE DU MALI
-=-=-=-=-=-
Un Peuple – Un But – Une Foi
-=-=-=-=-=-

ELEMENTS DE REPONSES AUX QUESTIONS ECRITES DE MONSIEUR NOUHOUM SARR

Membre du Conseil National de la Transition

La présente note a pour objet de donner les éléments de réponse aux questions posées par **Monsieur Nouhoum SARR,** Membre du CNT, adressées à Madame le Ministre de l'Energie et de l'Eau ; et ce, en vertu du principe de contrôle de l'action du Gouvernement.

QUESTION N°1 : Le déficit de la société Energie du Mali (EDM) est inquiétant à tout point de vue.

a) EDM n'est-elle pas en faillite ?
b) Pourquoi ne pas déclarer la cessation de paiement ?

REPONSE

Pour rappel, EDM-SA est une société d'Etat, gérée sous forme d'une Société Anonyme (SA), et dont l'Actionnaire unique est l'Etat du Mali.

La société EDM-SA est le principal distributeur de l'électricité du Mali.

a) Les Etats Financiers certifiés de EDM-SA datent du **31 Décembre 2022**, où l'on constate que les **capitaux propres sont négatifs de FCFA 328,7 Milliards**, et le Résultat net de l'exercice de 2022, est une **perte** de **FCFA 209,6 Milliards**, soit un **déficit.**

Nous portons à votre connaissance, que depuis le **31/12/2017**, les capitaux propres de EDM-SA sont inférieurs à la moitié de son Capital Social.

Conformément aux dispositions de l'article 664 et suivants de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique : *« Une société qui se trouve, du fait des pertes cumulées, dans une situation où les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié de son capital social ; dispose de **Quatre (04) mois** après approbation des comptes, pour convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) afin de statuer sur l'opportunité de la poursuite ou non de ses activités. Si la dissolution anticipée est écartée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du **deuxième exercice**, suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue ; de réduire*

son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social ».

Par courrier en date du **27 Janvier 2023**, le ministre de l'Economies et des Finances, a notifié l'accord du Gouvernement malien, pour le renforcement des capitaux propres de EDM-SA, à hauteur de **FCFA 142,2 Milliards**, relatifs à l'annulation de certaines dettes fiscales.

Des dispositions nécessaires sont à prendre par EDM-SA, pour la réalisation des formalités à l'effectivité de cette augmentation de Capital.

Toutefois, en raison des pertes cumulées, l'augmentation prévue du capital, ne saurait ramener les capitaux propres au niveau du minimum légal.

Enfin, à ce jour, EDM-SA ne dispose pas de Manuel de procédures administratives, comptables et financières.

b) Dans un contexte de droit privé pur, la Société EDM-SA serait effectivement en faillite.

Mais, sa particularité est que l'Etat est le seul Actionnaire et EDM-SA est le principal fournisseur d'électricité au Mali.

A cet égard, une déclaration de cessation de paiement n'aurait pas de sens.

QUESTION N°2 :

a) Un vieux projet du secteur énergétique étant de séparer la production de l'exploitation. Qu'en est-il ?
b) N'est-il pas temps de migrer considérablement vers les énergies renouvelables ?

REPONSE

a) La réforme institutionnelle des secteurs de l'électricité et de l'eau potable au Mali intervenue en 2010 a abouti à la création de deux sociétés d'Etat que sont respectivement la Société Malienne de Patrimoine de l'Eau Potable (SOMAPEP) et la Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable (SOMAGEP). Il était prévu, 3 ans plus tard, de poursuivre cette réforme dans le secteur de l'électricité également avec la création des sociétés de patrimoine et de gestion, à l'image de celles du secteur de l'eau. Cependant, la situation actuelle de EDM –SA marquée par un passif de plus 800 Milliards F FCA dont 200 Milliards pour les Banques et 600 Milliards les fournisseurs, n'est pas favorable à la création de nouvelles sociétés. Il serait plus judicieux d'assainir d'abord ce passif pour ne pas surcharger les nouvelles sociétés qui seront créées.

b) Le développement des énergies renouvelables est en cours. Le département enregistre de demande de partenariat pour plus de 1000 MWc en solaire à travers des financements publics et privés et un projet éolien de 150 MW.

Des plans directeurs de production à moindre coût jusqu'à l'horizon 2040 et d'intégration du solaire sur le réseau interconnecté en 2035 sont disponibles. La mise en œuvre de ces plans va permettre d'améliorer le mix énergétique à 70% en 2040 et la viabilité financière du secteur de l'électricité. Toutefois, pour des contraintes financières et de procédures, le Mali ne dispose que d'une centrale solaire de 50 MWc à grande capacité. Des réflexions sont en cours, notamment dans le cadre de la coopération avec la Russie, pour le développement des projets d'énergies renouvelables.

QUESTION N°3 : Vous avez évoquez le fuel management : En quoi consiste-t-il ?

Réponse :
Le fuel management est un système de gestion de combustibles permettant de surveiller et de contrôler, à l'aide d'un compteur, le niveau de fuel ou de gasoil dépoté par le fournisseur dans n'importe quelle centrale. Ainsi, chaque fournisseur sera payé en fonction de la quantité exacte de combustible dépotée en lieu et place de paiement par citerne. Ce qui constitue une réponse adéquate aux multiples problèmes relevés par les enquêtes concernant les vols de carburant et même les disparitions de citernes.

QUESTION N°4 : Estimez-vous tenable le maintien du prix du kilowattheure pratiqué aujourd'hui ?

Réponse :
En réalité, les tarifs d'électricité sont largement en dessous du coût de revient du service. A noter que le coût de production, hors les autres services, tourne autour de 120 à 130 FCFA/kWh contre un prix de vente moyen de 98 FCFA/kWh.
Le coût de production des centrales thermiques au diesel est de l'ordre de 150 FCFA/kWh, alors que la production d'énergie de EDM-SA est dominée par le thermique avec un taux au-delà de 53%.
L'idéal est d'augmenter le prix du kWh mais les revenus de la plus grande partie de ceux qui ont accès à l'électricité sont limités pour aller vers une augmentation. D'où des subventions accordées par l'Etat à EDM-SA pour atténuer le déficit tarifaire, mais qui ne sont pas aussi suffisantes.

Bamako le 27 novembre 2023

Le ministre,

Ministère de l'Energie et de l'Eau
RÉPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
LE MINISTRE

Madame Bintou CAMARA
Chevalier de l'Ordre National

Aboubacar Sidick FOMBA

Membre du Conseil National de la Transition (CNT)

Téléphone : 79 18 24 93

A

Monsieur le Président du Conseil National

de la Transition (CNT)

Objet : Questions écrites.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de venir, par la présente, vous demander de bien vouloir transmettre mes questions écrites adressées à Madame la Ministre de l'Energie et de l'Eau conformément à l'article 85 du règlement intérieur du Conseil National de la Transition (CNT).

Vous en souhaitant bonne réception, veuillez recevoir l'expression de ma haute considération.

Ci-joint :

-Les questions écrites adressées à Madame la Ministre de l'Energie et de l'Eau

Bamako, le 1er Decembre 2023

Conseil National de Transition
Date 01 DEC. 2023
N° 2548

L'intéressé

QUESTIONS ECRITES A MADAME LA MINISTRE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU.

Madame la Ministre, à l'entame de mes questions orales, je vous adresse les félicitations les plus ardentes pour votre nomination à la tête de ce département hautement stratégique pour la vie et le développement économique et social.

Projet de la société BADENYA GROUP INTERNATIONAL pour la valorisation énergétique des déchets municipaux du district de Bamako et des communes rurales de Kati et Koulikoro.

Soucieux d'accompagner la transition à faire face à la demande sans cesse croissante en énergie électrique et au problème salubrité de notre capital, d'emploi et autres défis du moment, la société BADENYA GROUP INTERNATIONAL en collaboration avec MILLENIUM GREEN INTERNATIONAL du CANADA ont initié un projet de valorisation énergétique des déchets municipaux du district de Bamako et des communes rurales de Kati et Koulikoro.

Notre pays a l'instar des autres pays subsahariens, est aujourd'hui confronté à deux (2) défis majeurs dans le domaine de l'environnement et de l'énergie. D'une part le développement des modèles de production et de consommation modernes a engendré une forte augmentation de la production des déchets municipaux. D'autre part, avec un secteur électrique très peu développé, le Mali ne peut répondre aux besoins de sa population en électricité.

Face à l'augmentation de la production de déchets dans le district de Bamako et dans les capitales régionales, les capacités des autorités et les acteurs de la filière ont été largement dépassées. Les services publics de gestion des déchets n'ont pu mettre en place les conditions nécessaires au bon développement de la filière. En conséquence, l'écart entre la production et la collecte de déchets a augmenté d'année en année. Le taux de collecte de ces déchets dépasse rarement 45% (DSUVA, 2017). Il en a résulté la multiplication de décharges sauvages, avec de graves conséquences sur l'environnement et l'économie locale.

C'est pourquoi, le projet porte sur la mise en place d'une centrale de traitement et de valorisation des déchets municipaux en énergie et compost, à Manabougou, dans la commune de Tienfala (Koulikoro). Il vise à organiser la collecte et la valorisation des déchets du district de Bamako et des communes urbaines de Kati et Koulikoro. Il s'agira non seulement de mettre en place un système permettant de collecter le maximum de déchets possibles, mais aussi de mettre en place des technologies pour la valorisation des déchets collectés en énergie, en engrais organiques. Le projet vise à collecter 4000 tonnes de déchets solides par jour, soit 1 440 000 tonnes par an. Ces déchets seront valorisés pour produire de l'énergie, du gaz et des engrais.

Les technologies de valorisation retenues sont l'incinération des déchets combustibles et la méthanisation des déchets organiques.

L'incinération est un procédé de traitement thermique des déchets avec excès d'air. Ce procédé consiste à brûler les ordures ménagères et les déchets industriels banals dans des fours adaptés à leurs caractéristiques (composition, taux d'humidité). Elle consiste à récupérer la chaleur dégagée par la combustion des éléments combustibles contenus dans les déchets. Cette chaleur, récupérée initialement sous forme de vapeur sous pression, va ensuite être :

- Soit utilisée pour alimenter un réseau de chaleur urbain ou des industriels avoisinants ;
- Soit introduite dans un turboalternateur produisant de l'électricité.

La méthanisation (encore appelée digestion anaérobie) est une technologie basée sur la dégradation par des micro-organismes de la matière organique, en conditions contrôlées et en l'absence d'oxygène (réaction en milieu anaérobie, contrairement au compostage qui est une réaction aérobie). Cette dégradation aboutit à la production :

- D'un produit humide riche en matière organique partiellement stabilisée appelé digestat (engrais organique). Il est généralement envisagé le retour au sol du digestat après éventuellement une phase de maturation par compostage ;
- De biogaz, mélange gazeux saturé en eau à la sortie du digesteur et composé d'environ 50 % à 70 % de méthane (CH_4), de 20 % à 50 % de gaz carbonique (CO_2) et de quelques gaz traces (NH_3, N_2, H_2S). Le biogaz a un Pouvoir Calorifique Inférieur (PCI) de 5 à 7 kWh/Nm³. Cette énergie renouvelable peut être utilisée sous

différentes formes : combustion pour la production d'électricité et de chaleur, production d'un carburant.

Les technologies de valorisation prévues permettront d'atteindre une puissance de 61 MW à travers l'incinération et 9,59 MW à travers la méthanisation ; ce qui permettra de produire 601 582 MWh par an et 140 000 tonnes d'engrais solides. En termes d'emploi, le projet permettra de créer plus de 4000 emplois.

Les autres produits issus du traitement des déchets sont l'engrais liquide, les cendres et les déchets de récupération.

La réalisation de ce projet impactera non seulement le domaine de la santé et l'environnement, à travers la gestion des déchets, mais aussi les domaines de l'énergie (production électricité) et l'agriculture (engrais).

La société BADENYA GROUP INTERNATIONAL a été retenu suite à une évaluation, selon les principes du Build Own Operate and Transfer (BOOT), conforment aux dispositions de l'article 17 de l'Ordonnance n°00-019/P-RM du 15 mars 2000 portant organisation du secteur de l'électricité, ratifiée par la loi n°00-078/P-RM du 22 décembre 2000 (y compris la directive n°15-001/C-CREE de la Commission de Régulation de l'Eau et de l'Électricité relative à la procédure d'appel d'offres régissant l'attribution des contrats de délégation de service public (concessions et contrats d'exploitation et de transfert) dans les secteurs de l'électricité et de l'eau en date du 17 août 2015).

I. LES ACQUIS DU PROJET

Le projet de la société BADENYA GROUP INTERNATIONAL dispose, à la date d'aujourd'hui les acquis suivants :

1. La disponibilité d'un espace de 34 ha en TF dans la commune de Manabougou ;
2. Un financement acquis auprès de son partenaire Canadien MILLENIUM GREEN INTERNATIONAL pour un montant de 960 000 000 000 FCFA, à travers la Lettre d'Intérêts du 11 septembre 2023 ;
3. La disponibilité de plus de 800 véhicules et engins destinés à la réalisation du projet ;

4. Le soutien et l'accompagnement des habitants de la commune de Managougou ;
5. Une convention partenariat signée le 13 décembre 2021 ente l'ANADEB et société BADENYA GROUP INTERNATIONAL. A travers cette convention l'ANADEB s'engage à apporter son appui institutionnel et expertise à la société BADENYA GROUP INTERNATIONAL ;
6. Un protocole d'accord signé le 29 octobre 2021 entre le Ministère des Mines de l'Énergie et de l'Eau et la société BADENYA GROUP INTERNATIONAL ;
7. La décision n°2021/0034/MEADD-SG du 28 juillet portant délivrance du permis environnemental à la société Badenya pour la construction d'une usine de transformation de déchets ménagère à Manabougou.

Madame la Ministre,

Au regard de ce qui précède et des avantages de ce projet, en termes de production d'énergie, de gaz, d'engrais, d'assainissement et de création de plus de 9 000 emplois, composé à plus de 60% de femmes, il importe de savoir :

Qu'est ce qui explique le retard dans la signature du contrat de concession et du contrat d'achat de l'électricité disponible au niveau de la Division étude de la DNE ?

Malgré la lettre d'intérêt du partenaire financier affirmant son soutien financier et technique à ce projet et malgré la signature des conventions entre d'une part votre ministère et la société Badenya et d'autre part entre l'ANADEB et la société Badenya qu'est ce qui explique la lenteur de l'opérationnalisation de ce projet ?

Madame la ministre,

Ne pensez-vous pas que la réalisation de ce projet peut être une solution aux problèmes énergétiques et à la gestion des ordures ? si oui pourquoi tout ce retard dans la réalisation de ce projet ?

PROTOCOLE d'Accord entre AMADER et JIN MYUNG INDUSTRY CO.TLD relatif à la mise en œuvre des projets d'électrification de (2540) localités au Mali reparti entre deux secteurs de la région de Ségou et de Tombouctou.

Madame la Ministre,

Ce protocole d'Accord signé depuis le 11 Aout 2023 et qui a bénéficié de l'étude de préfaisabilité technique et socio- économique de 100 villages dans la région de Ségou ne parvient pas à prospérer, comment expliquez-vous cette lenteur pour un projet aussi

important et dont le financement a fait l'objet d'un projet de loi voté par le Conseil National de Transition (CNT) depuis 2022 ?

Madame la Ministre,

Avez-vous eu une séance d'échange avec le groupe JIN MYUNG INDUSTRY CO.TLD ? si oui que peut -on retenir de cette rencontre ? si non pourquoi malgré l'existence d'une convention avec AMADER ?

Madame la Ministre,

Pouvez-vous me faire le bilan global de la mise en œuvre des projets d'électrification en milieu rural par le système solaire photovoltaïque pendant la transition ?

En attendant la réponse à mes questions vous avez mes salutations distinguées.

Bamako, le 1er Décembre 2023

Aboubacar Sidick FOMBA

PRIMATURE

CABINET DU PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

N° 01801 /PM-CAB

Bamako, le 21 DEC 2023

Le Premier Ministre

Chef du Gouvernement

A

Monsieur le Secrétaire Général
du Conseil National de Transition,
A la haute attention de
Monsieur le Président du Conseil
National de Transition.
BAMAKO

Réf : V/Lettre n°984/P-CNT du 04/12/2023.

Objet : Questions écrites.

Monsieur le Secrétaire Général,

En réponse à la lettre, dont la référence et l'objet sont rappelés ci-dessus, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, copie de la lettre n°01228/MEE-SG du 14 décembre 2023, par laquelle le ministre de l'Energie et de l'Eau donne suite aux questions écrites formulées par Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, membre du Conseil National de Transition.

Veuillez agréer, **Monsieur le Secrétaire Général**, l'expression de ma considération distinguée /.

Pour le Premier ministre et par Ordre,
Le Directeur de Cabinet,

Conseil National de Transition
Date 21 DEC. 2023
N° 9992

Mohamed Sidda DICKO
Officier de l'Ordre National du Mérite

Pièces jointes :

- Eléments de réponse aux questions écrites ;
- Copie de la lettre du 05 décembre 2023 du Directeur Général de Badenya Group International Sarl, adressée à la Directrice Nationale de l'Energie.

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU
SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

ELEMENTS DE REPONSE AUX QUESTIONS ECRITES DE MONSIEUR ABOUBACAR SIDICK FOMBA, MEMBRE DU CONEIL NATIONAL DE TRANSITION, ADRESSEES A MADAME LE MINISTRE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

La présente note a pour objet de donner les éléments de réponse aux questions écrites de **Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA**, membre du Conseil National de Transition, adressées à Madame le Ministre de l'Energie et de l'Eau ; et ce, en vertu du principe de contrôle de l'action du Gouvernement.

I. PROJET DE LA SOCIETE BADENYA GROUP INTERNATIONAL POUR LA VALORISATION ENERGETIQUE DES DECHETS MUNICIPAUX DU DISTRICT DE BAMAKO ET DES COMMUNES RURALES DE KATI ET KOULIKORO

Concernant l'affirmation : « la société BADENYA GROUP INTERNATIONAL a été retenue suite à une évaluation, selon les principes du Built Own Operat and Tranfer (BOOT), conformément de l'article 17 de l'Ordonnance N°00-19/P-RM du mars 2000 portant organisation du secteur de l'électricité, ratifiée par la loi n° 00-078/P-RM du 22 décembre 2000 (y compris la Directive n°15-001/C-CREE de la Commission de Régulation de l'Eau et l'Electricité relative à la procédure d'appel d'offre régissant l'attribution des contrats de délégation de service public (concessions et contrats d'exploitation et de transfert) dans les secteurs de l'électricité et l'eau en date du 17 août 2015)

Réponse :

Le Ministère de l'Energie et de l'Eau n'a pas connaissance d'une telle évaluation suite à laquelle la société Badenya a été retenue.

En effet, la société Badenya a manifesté son intérêt à développer un projet de centrale à déchets, et c'est dans ce cadre qu'un protocole d'accord a été signé le 29 octobre 2021 entre le Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau (MMEE) et la société Badenya Group International pour 12 mois relatif aux études, au financement, à la construction et à la mise en service d'une centrale à déchets à Manabougou et son raccordement au réseau interconnecté du Mali.

Il est utile de rappeler l'article 3 du protocole d'accord signé entre le MMEE et la société Badenya Group qui stipule : « *Les Parties négocieront de bonne foi et signeront les documents contractuels (convention de concession et contrat d'achat d'énergie) du Projet après validation des études de faisabilité par les structures techniques (CREE, DNE, AER-MALI, AMADER, ANADEB, EDM-SA) et avis favorables des entités chargées de l'évaluation préalable (CREE, DGMP et UPPP), en application des dispositions des articles 24 et 27 du Décret n°2017 -0057/P-RM du 09 février 2017 fixant les modalités d'application de la Loi n°2016-061 du 30 décembre 2016 relative au partenariat public-privé au Mali.* ».

QUESTION N°1 : Au regard de ce qui précède et des avantages de ce projet, en termes de production d'énergie, de gaz d'engrais, d'assainissement et de création de plus de 9 000 emplois, composé à plus de 60% de femmes, il importe de savoir :

a) Qu'est ce qui explique le retard dans la signature de contrat de concession et du contrat d'achat de l'électricité disponible au niveau de la Division étude de la DNE ?

b) Malgré la lettre d'intérêt du partenaire financier affirmant son soutien financier et technique à ce projet et malgré la signature des conventions entre d'une part votre ministère et la société Badenya et d'autre part entre l'ANADEB et la société Badenya qu'est ce qui explique la lenteur de l'opérationnalisation de ce projet ?

Réponse

a) La première réunion d'examen du rapport d'études de faisabilité s'est tenue le 08 février 2022 par les structures techniques. A la suite de laquelle des observations et recommandations ont été formulées.

Le rapport révisé a été examiné le 08 juin 2022, il s'est avéré que toutes les observations n'ont pas été prises en compte.

Une troisième version du rapport a été transmise en septembre 2022 aux structures pour vérification de la prise en charge de la totalité des observations formulées.

b) Conformément aux procédures, après validation des études de faisabilités sous réserve de la prise en charge de certaines préoccupations soulevées, les modèles type du rapport d'évaluation et des documents contractuels (Convention de Concession et Contrat d'Achat d'Energie) ont été transmis à la société Badenya pour renseignement en septembre 2022. Cependant, les documents renseignés n'ont été déposés qu'en fin juillet 2023 par la société Badenya, soit 10 mois plus tard.

Ces documents ont été transmis aux structures techniques et financières le 8 août 2023 (CREE, DNE, DGDB, DNPD, DGMP-DSP, DGB, DGD, DGI, ANADEB, AER-Mali, EDM-SA) pour observations.

Lors de l'examen du projet de Convention de Concession du 22 au 23 août 2023 par les structures techniques (CREE, DNE, DGDB, DNPD, DGMP-DSP, DGB, DGD, DGI, ANADEB, AER-Mali, EDM-SA), deux préoccupations majeures ont été soulevées. Il s'agit :

- du transfert de la centrale à l'Etat ;
- de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du site.

Une commission restreinte a proposé la solution suivante aux préoccupations soulevées :

- Pour le transfert de la centrale, il a été inséré une clause de rendez-vous deux (2) ans avant la fin de la Convention pour discuter des nouvelles conditionnalités ;
- Pour la DUP, il a été convenu que le terrain reste la propriété privée de la société Badenya, donc l'Etat n'interviendra pas.

Après la prise en compte de ces observations, la société Badenya a déposé les documents contractuels révisés le 5 décembre 2023 à la DNE.

Il est à signaler qu'il faudrait les avis respectifs de la Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau (CREE), de l'Unité de Partenariat Public-Privé (UPPP), du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et l'autorisation de la Direction Générale des Marchés Publics-Délégation de Services Publics (DGMP-DSP) pour l'attribution par entente directe.

Après approbation, le contrat de concession est signé entre l'Etat du Mali (Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre de l'Energie et de l'Eau) et le Concessionnaire (société créée par le promoteur) d'une part, et le Contrat d'achat est signé entre EDM-SA et le Concessionnaire d'autre part.

En résumé, le rapport d'évaluation préalable et les documents contractuels n'ont été soumis à l'examen des services techniques concernés qu'à partir d'août 2023.

QUESTION N°2 :

a)Madame la ministre,

Ne pensez-vous pas que la réalisation de ce projet peut être une solution aux problèmes énergétique et à la gestion des ordures ?

b) Si oui pourquoi tout ce retard dans la réalisation de ce projet ?

Réponse :

a)La mise en œuvre du projet peut contribuer à l'amélioration de l'offre énergétique sous réserve de sa soutenabilité budgétaire et tarifaire.

Par ailleurs, dans le cadre des actions de coopération en cours avec la Fédération de Russie, la société ROSATOM à travers sa filiale NovaWind se propose d'élaborer un plan de développement des énergies renouvelables courant premier semestre 2024. Il est souhaitable que ce dossier soit intégré dans ce plan en vue apprécier son impact sur le secteur.

b) Le retard s'explique par la réalisation des études par le promoteur et les procédures de validation des documents d'évaluation préalable et contractuels.

II. PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE AMADER ET JIN MYUNG INDUSTRY CO.TLD RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS D'ELECTRIFICATION DE (2540) LOCALITES AU MALI REPARTIS ENTRE DEUX SECTEURS DE LA REGION DE SEGOU ET DE TOMBOUCTOU.

QUESTION N°3 : Madame la ministre,

Ce protocole d'Accord signé depuis le 11 Août 2023 et qui a bénéficié de l'étude de préfaisabilité technique et socio-économique de 100 villages dans la région de Ségou ne parvient pas à prospérer, comment expliquez-vous cette lenteur pour un projet aussi important et dont le financement a fait l'objet d'un projet de loi voté par le Conseil National de la Transition (CNT) depuis 2022 ?

Réponse

Pour faire suite à la lettre de demande de partenariat, transmise le 13 février 2023, de la société coréenne JIN MYUNG INDUSTRY CO., l'AMADER a proposé une requête de financement pour l'électrification de **2540 localités** rurales au Mali. A la suite des échanges, un protocole d'accord a été signé, le 11 août 2023, entre l'AMADER et ladite société pour déterminer les modalités pratiques de partenariat et fixer respectivement les responsabilités des structures impliquées dans la réalisation d'un projet d'électrification de **100 localités** dans la région de Ségou (Ancien découpage administratif).

Un rapport d'étude de faisabilité technique effectuée sur un échantillon de trente-un (31) villages sélectionnés sur la base de critères de similarités géographique et

démographique a été examiné et validé le 24 novembre 2023 par les structures techniques du ministère en charge de l'énergie (DNE, AMADER, AER-Mali) .

Pour la décision de poursuivre la préparation dudit projet en Partenariat Public Privé (PPP) et en entente directe sur la base des engagements du contrat commercial transmis par la société coréenne JIN MYUNG INDUSTRY CO., un dossier d'évaluation préalable doit être élaboré et soumis aux entités indiquées. Cette évaluation visera plusieurs objectifs :

- Poursuivre la conception technique du projet,
- Confirmer l'intérêt socio-économique du projet et approfondir l'évaluation de l'impact environnemental et social,
- Evaluer les risques du projet,
- Proposer le montage juridico-financier le plus adapté,
- Faire le bilan financier des différents montages et montrer que le mode PPP est l'option la plus pertinente du point de vue de l'utilisation des fonds public.

Par ailleurs, le Ministère de l'Energie et de l'Eau n'a pas connaissance d'un projet de loi relatif au financement de ce projet.

QUESTION N°4 :

a) Madame la ministre,

Avez-vous eu une séance d'échange avec le groupe JIN MYUNG INDUSTRY CO.TLD ? Si oui que peut-on retenir de cette rencontre ?

b) Si non pourquoi malgré l'existence d'une convention avec AMADER ?

Réponse

a) Oui j'ai accordé une audience au groupe JIN MYUNG INDUSTRY CO.TLD, le vendredi 1er décembre 2023 au cours de laquelle nous avons eu des échanges très fructueux et suite à laquelle j'ai donné des instructions aux services techniques sur le traitement diligent des dossiers.

b) Sans objet

III. BILAN GLOBAL DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS D'ELECTRIFICATION RURALE

QUESTION N°5 : Madame la ministre,

Pouvez-vous me faire le bilan global de la mise en œuvre des projets d'électrification en milieu rural par le système solaire photovoltaïque pendant la **Transition** ?

Réponse

Malgré la crise multidimensionnelle que traverse le pays et la faible capacité des opérateurs d'électrification rurale, il a été enregistré la réalisation d'importants projets d'électrification rurale par systèmes solaires. Le taux d'électrification rurale est passé de 20,46 % en 2019 à 23, 79 % en 2022 et celui projeté en 2023 est de 25,59 % grâce à la mise en œuvre de ces projets.

LES REALISATIONS AU COURS DE LA TRANSITION PORTENT ESSENTIELLEMENT SUR :

a) **PROJET SYSTEME HYBRIDES D'ELECTRIFICATION RURALE (SHER) :**

- **Réalisation de mini-réseaux :**

Achèvement des travaux et mise en service de 31 centrales hybrides solaires photovoltaïques/ Diesel avec stockage à travers le pays. À ce jour, lesdites centrales sont en exploitation par les opérateurs d'électrification rurale.

- **Installation des systèmes solaires domestiques (SSD) don PHRD :**

Le volet Fonds Fiduciaires Japonais pour le Développement des Politiques et des Ressources Humaines (PHRD) du projet SHER a permis d'installer 4737 systèmes solaires domestiques au profit des populations rurales à faibles revenus n'ayant pas accès aux réseaux électriques dans une centaine de localités.

Aussi huit bibliothèques solaires ont été installées et 90 000 lanternes solaires.

b) **PARTENARIAT AMADER-WELIGHT :**

Le partenariat AMADER/WELIGHT a permis la réalisation et la mise en exploitation de cinq (5) centrales solaires photovoltaïques avec stockage. Les travaux de construction de neuf (9) autres centrales solaires sont en cours.

c) PARTENARIAT AMADER-AFRICA GRENN TEC :

Le partenariat AMADER/ **AFRICA GRENN TEC** a permis la réalisation et la mise en exploitation de neuf (9) centrales solaires photovoltaïques avec stockage à travers des solutions containerisées. Les travaux de construction de deux (2) autres centrales solaires sont en cours.

d) PARTENARIAT AMADER-PLAN-Mali :

Le partenariat AMADER/ Plan-Mali a permis la réalisation et la mise en exploitation de quatre (4) mini réseaux solaires photovoltaïques avec stockage et onze (11) plateformes multifonctionnelles.

e) PARTENARIAT AMADER-CONSEIL REGIONAL DE MOPTI :

Le partenariat AMADER/ Conseil Régional de Mopti a permis la réalisation et la mise en exploitation de deux (2) centrales solaires photovoltaïques avec stockage.

f) PROJET D'ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL (PESDR) :

Le projet connaît des difficultés de mise en œuvre depuis deux ans. À date, le taux d'exécution financière est de 10% et le taux d'exécution physique des travaux est de 0%. Le marché de travaux des centrales a été retiré du circuit de passation des marchés à l'étape Conseil des Ministres pour des raisons politiques. Les marchés de réalisation des réseaux ont eu des difficultés de mise en œuvre compte tenu de l'inflation du prix des équipements. Pour permettre de surmonter les difficultés de mise en œuvre, un processus de restructuration du projet est en cours.

g) PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE PAR SYSTEME HYBRIDES DE 32 LOCALITES :

Ce projet est réalisé en deux volets :

- ✓ **PERSHY-10/ Financement ADFD :** Electrification de 10 localités

À date, le taux d'exécution financière est de 50,47% et le taux d'exécution physique des travaux est de 67%. Le non-paiement des factures en instance de l'entreprise des travaux par l'ADFD pour raison de non-règlement du service de la dette par le Mali, ralenti significativement la construction des centrales prévues.

- ✓ **PERSHY-22/ Cofinancement ADFD&BADEA :** Electrification de 22 localités

À date, le taux d'exécution financière est de 1,57% et le taux d'exécution physique des travaux est de 0%.

Les marchés ont été provisoirement attribués. À ce jour, lesdits marchés n'ont pas été approuvés pour raison de non-maintien de la validé des offres par un des membres (Société ENTECH Smart énergies) du Groupement SINERGIE SA « Mali », KIA Energy Group « Togo » et ENTECH Smart énergies « France », attributaire provisoire de trois (03) marchés qui concernent 11 localités sur les 22 prévues et 48,91% de l'enveloppe total du projet.

h) PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE) : Electrification de 33 localités

Les études ont été finalisées et le DAO est disponible. Toutefois, en raison de la suspension des décaissements par l'Agence Française de Développement (AFD), les travaux physiques n'ont pas pu démarrer. À ce jour, des dispositions sont en cours par les parties pour la résiliation des accords de financement.

i) PROJET DE RENFORCEMENT DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE ET D'EXTENSION DE L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ (YELEN SIRA) : Electrification de 10 localités

Les accords de financement ont été signés. La levée des conditions de mise en vigueur est en cours.

j) ACTUALISATION DE L'ETUDE RELATIVE AU PLAN DIRECTEUR D'ELECTRIFICATION RURALE (PDER)

L'étude d'actualisation du Plan Directeur de l'Électrification Rurale, financée par la BAD est en cours.

Ladite étude permettra : i) l'actualisation du plan directeur d'électrification rurale à travers une étude d'électrification de moindre cout ; ii) le développement d'un programme prioritaire d'électrification rurale assorti de deux plans quinquennaux et ; (iii) l'étude de faisabilité du programme prioritaire d'électrification rurale.

k) ACTUALISATION DES INSTRUMENTS JURIDIQUES

Un financement de la BAD, a permis d'actualiser les instruments juridiques de l'AMADER aux fins de diagnostic de mise à niveau en vue d'harmonie avec la législation interne et sous régional. Les instruments révisés concernent : La décision d'autorisation, le contrat d'autorisation, le cahier de charges et le model de convention de financement.

l) ETUDE DE FAISABILITE DE 100 LOCALITES

Un financement de la BAD, a permis la réalisation de l'étude de faisabilité techno-économique pour le développement de mini-réseaux sur 100 sites. L'exécution de la phase d'études d'Avant-Projet Détaillé (APD) est en cours.

Bamako le 13 décembre 2023

Ministère de l'Energie et de l'Eau
RÉPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
LE MINISTRE

Madame Bintou CAMARA
Chevalier de l'Ordre National

Aboubacar Sidick FOMBA

Membre du Conseil National de la Transition (CNT)

Téléphone : 79 18 24 93

A

Monsieur le Président du Conseil National de la Transition (CNT)

Objet : Questions écrites.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de venir, par la présente, vous demander de bien vouloir transmettre mes questions écrites adressées à Madame la Ministre de l'Energie et de l'Eau conformément à l'article 85 du règlement intérieur du Conseil National de la Transition (CNT).

Vous en souhaitant bonne réception, veuillez recevoir l'expression de ma haute considération.

Ci-joint :

-Les questions écrites adressées à Madame la Ministre de l'Energie et de l'Eau.

Conseil National de Transition
Date 15 MAI 2024
N° 105

Bamako, le 15 Mai 2024

Honorable. Aboubacar Sidick FOMBA

QUESTIONS ECRITES ADRESSEES A MADAME LA MINISTRE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

Tout d'abord recevez mes chaleureuses félicitations pour le travail gigantesque accompli au niveau de votre département.

Madame la Ministre, depuis le début de l'année 2024 le problème lié à la question d'électricité ne cesse de prendre de l'ampleur, et pour atténuer la souffrance du peuple vous avez adopté un plan de délestage.

A quand la fin de cette situation qui n'a que trop duré ?

Quelles sont les mesures prises par votre département à court, moyen et long terme ?

Pouvez-vous me faire l'état des lieux des projets en souffrance dans le domaine de l'énergie de façon globale ?

Madame la Ministre, où en sommes-nous avec la réhabilitation du barrage hydro-électrique de sélingué ?

Madame la Ministre, le pont adossé au barrage de sélingué appelé pont du barrage beigne dans l'obscurité totale, comment expliquez-vous cela ?

Madame la Ministre, la société Badenya groupe SARL est toujours à l'attente de votre approbation.

Comment expliquez-vous cette lourdeur administrative ?

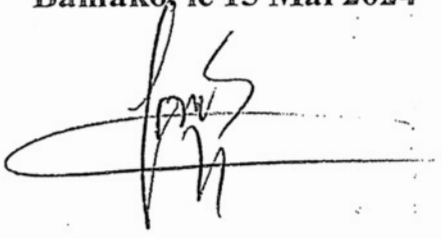
Madame la Ministre, quel est le besoin du Mali en quantité d'électricité ?

Madame la Ministre quel est l'apport des barrages de Manantali et de Gouina en matière d'électricité pour notre pays ?

Madame la Ministre, que pouvons-nous retenir de vos différents voyages en Russie dans le cadre énergétique ?

Dans l'attente d'une réponse claire et précise, veuillez recevoir Madame la Ministre, l'expression de mes salutations distinguées.

Bamako, le 15 Mai 2024



Honorable. Aboubacar Sidick FOMBA

PRIMATURE

CABINET DU PREMIER MINISTRE

N° 00835 PM-CAB

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Bamako, le 30 MAI 2024

Le Premier Ministre
Chef du Gouvernement

A

Monsieur le Secrétaire Général,

A la haute attention de
Monsieur le Président du Conseil
National de Transition.
BAMAKO

Objet : Questions écrites.
Réf : Votre lettre n°224/P-CNT du 16/05/2024.

Monsieur le Secrétaire Général,

En réponse à la lettre, dont l'objet et la référence sont rappelés ci-dessus, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, copie de la lettre n°00508/MEE-SG du 27 mai 2024, par laquelle le ministre de l'Energie et de l'Eau donne suite aux questions écrites formulées par Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, membre du Conseil National de Transition.

Veuillez agréer, **Monsieur le Secrétaire Général**, l'expression de ma considération distinguée /.

Pour le Premier ministre et par Ordre,
Le Directeur de Cabinet,

Mohamed Sidda DICKO
Officier de l'Ordre National

Pièce jointe :
- Eléments de réponse relatifs aux questions écrites.

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU
¤¤¤¤¤¤¤¤¤¤¤¤¤
SECRETARIAT GENERAL
¤¤¤¤¤¤¤¤¤¤¤¤¤

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi
¤¤¤¤¤¤¤¤¤¤¤¤¤

ELEMENTS DE REPONSES AUX QUESTIONS ECRITES DE MONSIEUR ABOUBACAR SIDICK FOMBA, MEMBRE DU CONEIL NATIONAL DE TRANSITION, ADRESSEES A MADAME LE MINISTRE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU.

Référence : Lettre n°224/P-CNT du 16 mai 2024

La présente note a pour objet de donner les éléments de réponse aux questions écrites de **Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA**, membre du Conseil National de Transition, adressées à Madame le Ministre de l'Energie et de l'Eau ; et ce, en vertu du principe de contrôle de l'action du Gouvernement.

N°	QUESTIONS	REPONSES
1.	Madame la Ministre, depuis le début de l'année 2024, le problème lié à la question de l'électricité ne cesse de prendre de l'ampleur, et pour atténuer la souffrance du peuple vous avez adopté un plan de délestage. a) A quand la fin de cette situation qui n'a que trop duré ?	a) Un plan de délestage a été adopté pour permettre à la population de mieux s'organiser en fonction de la disponibilité de l'électricité. L'Etat met tout en œuvre pour soulager la population de cette situation de crise énergétique sans précédent à travers la mise en œuvre des projets structurants dont les réalisations permettront de mettre fin à la crise énergétique dans les meilleurs délais.
	b) Quelles sont les mesures prises par votre département à court, moyen et long terme ?	b) Les actions importantes ont été entreprises par le Gouvernement du Mali ont pour améliorer la situation de la fourniture d'électricité à savoir : A court terme des mesures de redressement des finances de EDM-SA et d'amélioration de la fourniture d'électricité ont été prises et sont en cours. Il s'agit principalement de :

		- la signature du contrat de fourniture de combustible avec le Niger qui souffre des difficultés liées à la logistique (éloignement des dépôts) ; - la restructuration des dettes bancaires de EDM-SA pour permettre à la société de disposer de trésorerie pour les factures de ses fournisseurs ; - la modification de la loi de finances de l'exercice 2024 pour le renforcement de l'enveloppe budgétaire affectée à la subvention d'exploitation en faveur de EDM-SA de 30 milliards de francs CFA ; A moyen terme : - des discussions sont en cours avec nos sociétés sœurs pour l'importation de l'électricité ; - la restructuration du projet Yelen Sira pour réallouer 60 millions de dollars aux paiements de l'énergie non thermique. A long terme des dispositions sont en cours notamment : • l'accélération de la mise en œuvre des projets d'infrastructures qui souffrent pour la plupart des problèmes environnementaux et sociaux (mise en œuvre des mesures environnementales et sociales) • le développement des sources d'énergies renouvelables pour l'amélioration du mix de production à travers la mise en œuvre des nouveaux projets de construction de Centrales solaires tels que : - le Projet de construction en BOOT de la nouvelle centrale solaire 200 MWc de Sanankoroba - la Réalisation en BOOT de la centrale solaire photovoltaïque de 2*50 MWc dont 50 MWc en première phase à Tiakadougou-Dialakoro ; - le Projet de construction des centrales solaires photovoltaïques de 100 MWC avec stockage de 50 MW/50MWh à Safo
2.	Pouvez-vous me faire l'état des lieux des projets en souffrance dans le domaine de l'Energie de façon globale ?	La souffrance des projets du domaine de l'Energie est en grande partie due aux :

		1- Retard dans l'indemnisation des personnes affectées par les projets du secteur de l'Energie ; 2- Retard dans le paiement des factures des entreprises dans le cadre de la réalisation de certains travaux. Les projets qui rencontrent des difficultés sont entre autres : - **le Doublement de la capacité de Sotuba (Sotuba II) :** Travaux suspendus et attente du paiement des factures de la contrepartie nationale depuis le 15 avril 2021 d'un montant total de près de 1,5 milliards de FCFA pour les travaux de génie civil de Sotuba II. - **le Renforcement de la capacité des centrales de Selingué et Sotuba I ;** Travaux génie civil suspendus pour non-paiement des factures. - **le projet de ligne 225 kV Sikasso Bougouni Sanankoroba- Bamako ;** Retard dans l'indemnisation des personnes affectées par le projet. - **le projet de ligne 225 kV Interconnexion Guinée-Mali ;** Retard dans l'indemnisation des personnes affectées par le projet. - **le projet de ligne 225 kV Boucle nord autour de Bamako ;** Retard à cause du retrait de l'AFD et la BEI pour le financement. Négociations engagées avec la BID, la BAD et la BOAD pour le financement. - **le Projet d'Électrification Rurale par Systèmes Hybrides de 32 Localités (PERSHY-32).** **PERSHY10** : Les factures de l'entreprise des travaux ne sont pas payées par l'ADFD depuis juillet 2020 au motif que le Mali est en retard dans le règlement des échéances de l'ADFD. **PERSHY 22** : Difficultés liées à la signature des six (06) projets de marchés de réalisation des 22 centrales solaires PV-Diesel introduits dans le circuit d'approbation en juin 2021. Pour rappel, le partenaire a donné son ANO en mars 2021. Le partenaire conditionne la prorogation du PERSHY-22 à la signature des marchés.
3.	Où en sommes-nous avec la réhabilition du barrage hydroélectrique de Sélingué ?	La situation se présente comme suit : Pour le Volet électromécanique : - la réhabilitation du groupe G4 est terminée en 2016.

		- la Réhabilitation des 3 groupes G1, G2, G3 et du système de contrôle commande qui a commencé le 01/11/2019 est en cours par le groupement d'entreprises General Electrique Hydro /Comelex - le taux d'exécution de la Tranche 1 est de 53% pour un délai consommé de 158%. Le taux de décaissement dela tranche 1 est de 53% y compris l'acompte de démarrage (sous caution). L'entreprise a suspendu les travaux sur le site le 03/03/2022 pour retard de paiement de factures en raison de l'arrêt des diligences de la BOAD à la suite des sanctions imposées par la CEDEAO le 09 janvier 2022. - l'entreprise conditionne la reprise des travaux sur site au paiement des factures échues et la prise en charge des coûts inhérents à la période de suspension des travaux. Les échanges en cours entre les parties sont très avancés et devraient se terminer en juin 2024, afin de permettre la reprise des travaux. Pour le Volet Génie Civil : - les travaux Réhabilitation du Génie Civil qui ont commencé le 16/10/2020 sont en cours par l'entreprise SOMAFREC-SA. Le taux d'exécution est de 78% pour un délai consommé de 80% Le taux de décaissement est de 69%. - l'entreprise avait suspendu les travaux le 01/04/2022 pour retard de paiement de factures en raison de l'arrêt des diligences de la BOAD à la suite des sanctions imposées par la CEDEAO le 09 janvier 2022. - la reprise des travaux est intervenue le 19 décembre 2023 à la suite de la mise en vigueur de l'avenant N°01 au contrat. - l'entreprise a de nouveau suspendu les travaux le 06 mai 2024 pour non-paiement de facture.
4.	Le pont adossé au barrage de Sélingué appelé pont du barrage baigne dans l'obscurité, comment expliquez-vous cela ?	L'électrification du Pont barrage est prise en compte dans le volet électrification rurale de la Réhabilitation de Sélingué. Actuellement EDM SA est en train de prendre des dispositions pour installer des lampadaires solaires en attendant.
5.	La société Badenya groupe SARL est toujours à l'attente de votre approbation. Comment expliquez-vous cette lourdeur administrative ?	Pour le développement d'un projet en partenariat public-privé plusieurs structures interviennent d'où la durée relativement longue du développement.

		Pour le cas de la société Badenya, le projet était mal libellé dans sa conception, cela a amené la Direction Nationale de l'Energie à aider le promoteur à recadrer le projet. Ainsi, il fallait reprendre les études, les approuver avant de faire l'évaluation préalable, ainsi que les documents contractuels qui doivent être aussi validés par les différentes structures dont la CREE, l'UPPP, la DGMP….Après tous ces avis favorables, le Ministre en charge de l'Energie transmet les différents documents contractuels au Ministre de l'Economie et des Finances pour introduction en Conseil des Ministres. En résumé des actions entamées depuis la signature du protocole sont :a) La première réunion d'examen du rapport d'études de faisabilité s'est tenue le 08 février 2022 par les structures techniques. A la suite de laquelle des observations et recommandations ont été formulées. Le rapport révisé a été examiné le 08 juin 2022, il s'est avéré que toutes les observations n'ont pas été prises en compte. Une troisième version du rapport a été transmise en septembre 2022 aux structures pour vérification de la prise en charge de la totalité des observations formulées. b) Conformément aux procédures, après validation des études de faisabilités sous réserve de la prise en charge de certaines préoccupations soulevées, les modèles type du rapport d'évaluation et des documents contractuels (Convention de Concession et Contrat d'Achat d'Energie) ont été transmis à la société Badenya pour renseignement en septembre 2022. Cependant, les documents renseignés n'ont été déposés qu'en fin juillet 2023 par la société Badenya, soit 10 mois plus tard. Ces documents ont été transmis aux structures techniques et financières le 8 août 2023 (CREE, DNE, DGDB, DNPD, DGMP-DSP, DGB, DGD, DGI, ANADEB, AER-Mali, EDM-SA) pour observations. Lors de l'examen du projet de Convention de Concession du 22 au 23 août 2023 par les structures techniques (CREE, DNE, DGDB, DNPD, DGMP-DSP, DGB, DGD, DGI, ANADEB, AER-Mali, EDM-SA), deux préoccupations majeures ont été soulevées. Il s'agit : - du transfert de la centrale à l'Etat ; - de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du site. Une commission restreinte a proposé la solution suivante aux préoccupations soulevées :

		- Pour le transfert de la centrale, il a été inséré une clause de rendez-vous deux (2) ans avant la fin de la Convention pour discuter des nouvelles conditionnalités ; - Pour la DUP, il a été convenu que le terrain reste la propriété privée de la société Badenya, donc l'Etat n'interviendra pas. Après la prise en compte de ces observations, la société Badenya a déposé les documents contractuels révisés le 5 décembre 2023 à la DNE. Il est à signaler qu'il faudrait les avis respectifs de la Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau (CREE), de l'Unité de Partenariat Public-Privé (UPPP), du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et l'autorisation de la Direction Générale des Marchés Publics-Délégation de Services Publics (DGMP-DSP) pour l'attribution par entente directe. Il faut aussi signaler que la prise en compte des différentes observations formulées lors des réunions de validation prend du retard au niveau de la Société. Les étapes et avis avant l'approbation de la convention de concession sont : - Réalisation et validation des études de faisabilités ; - Examen et validation des documents contractuels (avis conforme de la CREE, avis favorable de l'UPPP, avis de non-objection de la DGMP-DSP, avis de EDM-SA, avis de Premier ministre). Parallèlement il faut réaliser et valider l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) sous la conduite de la DNACPN conformément à la règlementation malienne et les normes internationales ; - Introduction en conseil des ministres. Actuellement le dossier se trouve au niveau de la CREE.
6.	Quel est le besoin du Mali en quantité d'électricité ?	Pour l'année 2024 les besoins prévisionnels sont de 580 MW. A la date du 15 mai 2024, la demande maximale est de 572,39 MW. Actuellement la demande est satisfaite à hauteur de 40 à 50 % maxi. NB : le taux d'accroissement annuel est d'environ 10%, soit une prévision de 630 MW pour 2025.
7.	Quel est l'apport de Manantali et de Gouïna en matière d'électricité pour notre pays ?	Les centrales de Manantali, Félou et Gouina fournissent respectivement au Mali 52%, 45% et 34% de leur productible annuel (déduction faite des consommations internes des sites).

		Au premier trimestre 2024, la production totale d'énergie sur le réseau interconnecté s'est élevée à 452,344 GWh. La quantité d'énergie fournie par les centrales de Manantali, Félou et Gouina au réseau électrique du Mali a été de 184,907 GWh (soit 40%) répartie comme suit : - Manantali : 124,134 GWh soit 27,44 % de la production globale du RI - Félou : 25,848 GWh soit 5,71% de la production globale du RI - Gouina : 34,929 GWh soit 7,72% de la production globale du RI
8.	Que pouvons-nous retenir de vos différents voyages en Russie dans le cadre énergétique ?	Les différentes missions effectuées en Russie ont permis à notre pays de signer de protocole d'accord pour la réalisation des infrastructures énergétiques, à savoir : <u>A court terme,</u> - la construction en BOOT de la nouvelle centrale solaire 200 MWc de Sanankoroba avec 20 MWh de stockage dont le lancement des travaux vient d'être effectué ce vendredi 24 mai 2024 par Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'Etat. <u>A moyen terme</u> - La réalisation en BOOT d'une nouvelle centrale solaire à Bougouni pour une puissance de 150 MWc. <u>A long terme</u> - le développement et la construction d'une centrale nucléaire civile pour la production d'électricité.

Bamako, le 23 mai 2024.

Le Ministre

<u>Madame Bintou CAMARA</u>
Chevalier de l'Ordre National

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

Présidence

N°.....225...../P-CNT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Bamako, le 16 MAI 2024

Le Président

A

Monsieur le Premier ministre,
Chef du Gouvernement
- Bamako -

Objet : Questions écrites

Monsieur le Premier ministre,

Conformément à l'article 85 du Règlement Intérieur, j'ai l'honneur de vous communiquer, à toutes fins utiles, les Questions Ecrites de Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, membre du CNT, adressées à Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Pièce jointe : - Questions Ecrites

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
Le Président

Malick DIAW
Commandeur de l'Ordre National

République du Mali
PRIMATURE
ORDINAIRE
Arrivée le 16 MAI 2024

QUESTIONS ECRITES ADRESSEES A MONSIEUR LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Monsieur le ministre, tout d'abord recevez mes sincères félicitations pour les efforts inestimables pour le bien-être du peuple Malien.

Monsieur le ministre, quels sont les problèmes et défis qui empêchent l'Etat d'augmenter la performance de mobilisation et la rentabilité des ressources de l'Etat (hors recette douanière) surtout que la constitution stipule que toutes les ressources sur le sol malien appartiennent d'office à l'État ?

Monsieur le ministre, pourquoi cette propension à lever des capitaux de petites sommes sous forme d'emprunts ?

Qu'est-ce qui vous empêche d'instaurer la taxe sur les terres battues et non battues pouvant renflouer la caisse de l'Etat ?

Monsieur le ministre, le peuple malien est patriote et sera prêt à contribuer aux renflouements des caisses de l'Etat.

Qu'en est-il devenu des fonds du compte bancaire qui avait été ouvert et annoncé dans les médias aux lendemains de l'embargo décrété par la CEDEAO ? Qu'est qui empêche le prélèvement d'efforts de guerre sur la communication téléphonique et les transferts d'argent ?

Monsieur le ministre ne faudrait -il pas exploiter les relations d'amitié du Mali avec la Chine, les Émirats et autres pour amener un peu d'argent frais pour payer la dette intérieure qui me paraît être un des leviers de la relance économique ?

En d'autres termes quels sont les stratégies envisagées pour relancer l'économie?

Monsieur le ministre, la crise énergétique a ébranlé un pan entier de notre économie par les dépenses extra de carburants pour faire fonctionner les groupes électrogènes par les entreprises.

Quelles sont les mesures d'accompagnement prévues par votre département ?

Monsieur le ministre, selon mes investigations parlementaires beaucoup de personnes évoquent le problème de liquidités qu'en est-il réellement ? Et si tel est le cas quelles sont les mesures que vous envisagez pour résorber la situation ?

Monsieur le ministre, la création de la monnaie de l'AES a inondé les réseaux sociaux que ça soit ou pas quelles mesures de communication avez-vous programmé pour rassurer les investisseurs et précisément les locaux ?

Monsieur le ministre, la création l'OMAP a suscité beaucoup d'espoir chez les maliens souverainistes.

Quel est l'apport de sa création au budget d'Etat ?

Monsieur le ministre, pouvez-vous me faire le bilan de prise en compte des recommandations formulées par les membres du conseil national de transition lors de l'adoption de la loi des finances et précisément la commission des finances ?

Monsieur le Ministre, que pensez-vous de la militarisation de la Douane ?

Dans l'attente de la réponse à mes questions et constats énumérés, veuillez recevoir Monsieur le ministre l'expression de mes salutations distinguées.

Bamako, le 15 Mai 2024

Honorable. Aboubacar Sidick FOMBA

PRIMATURE

CABINET DU PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

N° 00916 PM-CAB

Bamako, le 19 JUIN 2024

Le Premier Ministre

Chef du Gouvernement

A

Monsieur le Secrétaire général du Conseil national de Transition,

A la Haute Attention de
Monsieur le Président du Conseil national de Transition.

- BAMAKO -

Réf. : Votre lettre n°225/P-CNT du 16 mai 2024.

Objet : Transmission de réponses aux questions écrites.

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, la lettre n°001928/MEF-SG du 12 juin 2024 relative aux réponses du Ministre de l'Economie et des Finances aux questions écrites de Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, Membre du CNT.

Veuillez agréer, **Monsieur le Secrétaire général**, l'expression de ma considération distinguée.

Conseil National de Transition
Date 20 JUIN 2024
N° 1267

Pour le Premier ministre et par Ordre,
Le Directeur de Cabinet,

PRIMATURE * Le Directeur de Cabinet * République du Mali Un Peuple - Un But - Une Foi

Mohamed Sidda DICKO
Officier de l'Ordre National

Pièces jointes :

- Lettre n°001928/MEF-SG du 12 juin 2024 ;
- Réponses aux questions écrites adressées au Ministre de l'Economie et des Finances.

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

QUESTIONS ECRITES ADRESSEES A MONSIEUR LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Eléments de réponse aux questions écrites adressées à Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances par l'Honorable Aboubacar Sidiki FOMBA du CNT

Juin 2024

QUESTION N°1 :

Quels sont les problèmes et défis qui empêchent l'Etat d'augmenter la performance de mobilisation et la rentabilité des ressources de l'Etat (hors recettes douanières) surtout que la Constitution stipule que toutes les ressources sur le sol malien appartiennent d'office à l'État ?

REPONSE :

Les réformes structurelles engagées ces dernières années ont permis d'assurer une augmentation régulière du niveau des ressources intérieures. Elles ont entre autres concerné la transformation numérique (e-impôt, digitalisation des paiements etc.), l'introduction de la facture normalisée, l'adoption d'un nouveau code minier, l'imposition du commerce électronique et le renforcement du système d'information.

Aucun problème particulier n'empêche l'Etat d'augmenter la performance de ses services d'assiette.

Il est envisagé le renforcement des mesures visant à (i) élargir l'assiette fiscale, (ii) améliorer la gouvernance et sécuriser les recettes de l'Etat et à (iii) renforcer le système d'information.

Enfin, la création de la Société de recherche et d'exploitation des ressources minérales du Mali (SOREM MALI SA) permettra de mieux capter les revenus miniers, toute chose qui contribuera à améliorer la performance de mobilisation des ressources intérieures.

QUESTION N°2 :

Pourquoi cette propension à lever des capitaux de petites sommes sous forme d'emprunts ?

REPONSE :

Il convient de noter que la situation actuelle du marché financier régional est caractérisée, entre autres, par des tensions de liquidité, le faible taux de couverture ou la non-couverture des émissions, un renchérissement des coûts du financement dus entre autres à la hausse des taux directeurs de la BCEAO.

A cet égard pour lever les ressources à des conditions acceptables, la stratégie adoptée est d'ajuster le montant des émissions en tenant compte :

- des besoins de trésorerie ;
- de l'évolution des taux ;

- de la capacité d'absorption du marché.

Parallèlement à ces émissions de taille moyenne, l'Etat procède ponctuellement à des émissions portant sur des montants importants.

Nous continuons à faire la promotion des titres publics en vue de diversifier et d'élargir la base des investisseurs

QUESTION N°3 :

Qu'est-ce qui vous empêche d'instaurer la taxe sur les terres battues et non battues pouvant renflouer la caisse de l'État ?

REPONSE :

Rien n'empêche l'Etat à le faire. Le dossier est d'ailleurs en cours de prise en charge dans le cadre de la relecture du code Général des Impôts.

Des dispositions pourraient prises pour engager séparément la taxation des propriétés non bâtis qui restent non taxées à date. Ceci devrait freiner la spéculation foncière.

QUESTION N°4 :

Qu'en est-il devenu des fonds du compte bancaire qui avait été ouvert et annoncé dans les médias aux lendemains de l'embargo décrété par la CEDEAO ?

REPONSE :

Ce compte intitulé « soutien à la Transition » est toujours opérationnel et les populations continuent de l'alimenter et des lettres de remerciement leur sont régulièrement adressées à cet effet.

QUESTION N°5 :

Qu'est ce qui empêche le prélèvement d'effort de guerre sur la communication téléphonique et les transferts d'argent ?

REPONSE :

Au cours des dernières années, le développement sans cesse croissant des technologies de l'information et de la communication a bouleversé l'ordre économique mondial. Cette mutation a entrainé des changements importants dans les modèles économiques

classiques avec l'expansion de l'économie numérique couvrant tous les secteurs d'activités.

Le rôle financier de l'impôt prend une allure particulière lorsqu'il s'agit d'imposer le secteur des télécommunications. Une strate de droit commun, constituée de prélèvements auxquels sont assujetties les entreprises dans les conditions identiques que toutes les autres activités économiques, et une strate spécifique, formée de taxation particulière à ce secteur.

Ainsi, le secteur des télécommunications fait l'objet d'imposition à deux niveaux. En plus de la taxation d'ordre général, se greffe la taxation spécifique.

Taxation spécifique : La Taxe sur l'Accès au Réseau des Télécommunications Ouvert au Public (TARTOP). Elle est instituée au profit du budget de l'État. Le taux de la taxe est fixé à 5 %.

S'agissant d'un prélèvement supplémentaire, il pourrait être apprécié à l'aune des conclusions d'une étude à réaliser à cet effet.

QUESTION N°6 :

Ne faudrait-il pas exploiter les relations d'amitié du Mali avec la Chine, les Émirats et autres pour amener un peu d'argent frais pour payer la dette intérieure qui me paraît être un des leviers de la relance économique ?

REPONSE :

Des partenariats sont déjà bien établis avec la Chine, les Emirats Arabes Unis, le Qatar, etc. Mais à date, la mobilisation des appuis budgétaires de montants significatifs ne figure pas dans le mode d'intervention de ces partenaires.

Il convient de signaler que des efforts sont en cours pour trouver le mécanisme de financement approprié de l'Etat. Aussi, des efforts sont déployés pour aller davantage vers d'autres partenaires, dont effectivement la Chine et les pays du Golfe dans le respect strict des trois principes clés édictés par le président de la Transition, Chef de l'Etat.

QUESTION N°7 :

En d'autres termes quels sont les stratégies envisagées pour relancer l'économie ?

REPONSE :

La relance de l'économie requiert la mise en œuvre d'un certain nombre de stratégies qui permettront d'assurer une transformation structurelle de l'économie qui passe par l'atteinte d'objectifs bien définis. Il s'agit d'accroître la productivité agricole qui servira d'input pour l'agro-industrie basée sur les filières porteuses tout en développant les secteurs d'appui à la croissance tels que les infrastructures de transport et des TIC. Pour ce faire, les actions entreprises par le Gouvernement sont orientées vers :

- le renforcement de la sécurisation des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire, en particulier dans les zones à forte production agricole ;
- l'accroissement de la productivité avec des variétés à haut rendement et l'amélioration de l'accès aux marchés ;
- la poursuite de la politique de soutien au secteur rural, notamment à travers la subvention des intrants et la mécanisation de l'agriculture ;
- le renforcement des activités de recherche et de formation à travers le développement des technologies et techniques de production adaptées aux besoins du développement rural ;
- la poursuite des réformes du secteur de l'énergie afin d'améliorer l'offre d'énergie ;
- l'intensification de la recherche, de l'exploration et de l'exploitation des ressources minières et minérales ;
- la promotion des industries extractives avec la transformation des substances minérales ;
- la mise en œuvre des reformes du secteur minier, notamment l'application du nouveau code minier ;
- Le développement des pôles économiques régionaux, zones économiques spéciales, zones industrielles et les agropoles en se concentrant sur les filières économiques porteuses à fort potentiel de croissance et de création d'emplois et en s'appuyant sur les avantages comparatifs et les ressources naturelles de chaque région ;
- la reprise de la production de certaines unités industrielles comme la COMATEX et l'UMPP ;
- la poursuite de la réalisation des grands chantiers d'infrastructures routières, de transport, de télécommunication, d'aménagement hydroagricoles, de construction de ponts et d'infrastructures socio sanitaires etc.
- le renforcement de la lutte contre la corruption.

Les perspectives d'une bonne pluviométrie et de sa meilleure répartition sur le territoire national constituent une hypothèse forte pour l'atteinte des objectifs dans le secteur primaire qui demeure un phénomène aléatoire.

QUESTION N°8 :

La crise énergétique a ébranlé un pan entier de notre économie par les dépenses extra de carburants pour faire fonctionner les groupes électrogènes par les

entreprises. Quelles sont les mesures d'accompagnement prévues par votre département ?

REPONSE :

La crise énergétique a effectivement ébranlé un pan entier de notre économie en raison du fait que l'Energie du Mali ne parvient pas à assurer une production satisfaisante de l'électricité à tous les agents économiques du pays.

Pour annihiler les effets néfastes de cette crise énergétique, le Département de l'Économie et des Finances a retenu comme mesure d'accompagnement :

- l'exonération des droits et taxes sur les importations d'hydrocarbures effectuées pour le compte de la Société Energie du Mali (EDM-SA) par des importateurs particuliers, à la suite de contrats ;
- la restructuration de la dette bancaire de EDM ;
- l'augmentation de la subvention accordée à EDM ;
- la réalisation en cours de plusieurs centrales photovoltaïques ;
- la conclusion de contrats avec le Niger en vue de l'approvisionnement de EDM en produits pétrolier ;
- la recapitalisation de EDM.

QUESTION N°9 :

Selon mes investigations parlementaires, beaucoup de personnes évoquent le problème de liquidités, qu'en est-il réellement ? Et si tel est le cas, quelles sont les mesures que vous envisagez pour résorber la situation ?

REPONSE :

Des problèmes existent en lien avec l'augmentation des taux directeurs et le resserrement du refinancement des banques.

En termes de mesures, il convient de retenir que lors des rencontres statutaires de la BCEAO et de l'UMOA, le Mali s'est prononcé pour un changement de la politique monétaire en vue d'un financement adéquat des Etats et de nos économies.

QUESTION N°10 :

La création de la monnaie de l'AES a inondé les réseaux sociaux, que ça soit ou pas, quelles mesures de communication avez-vous programmé pour rassurer investisseurs et précisément les locaux ?

REPONSE :

A ce stade, nous n'avons pas de communication particulière à faire.

Pour rassurer les investisseurs et les locaux, je voudrais faire remarquer et surtout insister sur la bonne orientation des indicateurs macroéconomiques du Mali en 2023 et, plus récemment, pour ceux projetés pour 2024.

Globalement, il convient de retenir que l'économie malienne est demeurée résiliente au regard des résultats et des conséquences des crises multidimensionnelles que le pays traverse. A cet égard, il y a lieu d'indiquer :

(i) la création de marge budgétaire couplée avec l'amélioration de la situation sécuritaire (augmentation de la mobilisation des ressources et diminution de la pression des dépenses militaires) ;
(ii) la bonne tenue des finances publiques avec notamment la réforme initiée pour augmenter la mobilisation des ressources internes et le solde budgétaire de base porté sur une bonne trajectoire ;
(iii) la viabilité de la dette publique maintenue ;
(iv) la croissance économique soutenue dans un contexte de maîtrise de l'inflation.

Au demeurant, ces appréciations positives ont été confirmées par les Agences de notation comme Bloomfield Investment dont les résultats de la revue annuelle 2023 de la notation financière du Mali, en monnaie locale, ont confirmé la résilience économique de l'Etat (voir le rapport de novembre 2023). Cette reconnaissance des performances de notre pays s'est traduite par le maintien de la note du Mali dans la catégorie des « Notes d'investissement », à savoir : A+ à court terme avec perspective stable et BBB à long terme avec perspective stable.

QUESTION N°11 :

La création de l'OMAP a suscité beaucoup d'espoir chez les maliens souverainistes. Quel est l'apport de sa création au budget d'État ?

REPONSE :

L'OMAP a été créé par la Loi n°2022-053 du 22 décembre 2022 en lieu et place de l'Office national des Produits pétroliers (ONAP). Il a pour mission la commercialisation des produits pétroliers. A ce titre, il est chargé de :

- Construire les infrastructures de stockage de produits pétroliers pour les besoins du stock national de sécurité ;

- Constituer, conserver et gérer le stock national de sécurité en produits pétroliers permettant d'intervenir, en cas de besoin, sur tout le territoire national ;
- Participer à l'élaboration de la structure de prix des produits pétroliers ;
- Rechercher, centraliser et diffuser de façon appropriée toutes informations et statistiques concernant le sous-secteur pétrolier ;
- Réaliser toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement aux activités de l'OMAP ;
- Exécuter dans le cadre de l'objet ci-dessus défini, toutes missions d'intérêt général que l'Etat pourrait lui confier.

La commercialisation des produits pétroliers par l'OMAP aura des effets bénéfiques pour l'économie du Pays. En effet, elle se traduirait par la génération d'importantes ressources pour le compte du Trésor public.

La création de l'OMAP participe au renforcement de la souveraineté. L'adoption future d'autres textes lui permettra d'assurer la plénitude de ses capacités.

QUESTION N°12 :

Pouvez-vous me faire le bilan de prise en compte des recommandations formulées par les membres du Conseil National de Transition lors de l'adoption de la loi des finances et précisément la commission des finances ?

REPONSE :

Voir tableau de prise en compte des recommandations en annexe.

QUESTION N°13 :

Que pensez-vous de la militarisation de la Douane ?

REPONSE :

L'Administration des Douanes est déjà un service paramilitaire par les missions particulières confiées à elle.

Il s'agit des missions de sécurité et de protection des populations. Par sa présence aux frontières, l'agent des Douanes est appelé à jouer le rôle de policier, de gendarme et de militaire en cas d'absence signalée de ces corps.

Par ailleurs, depuis 2020, la Direction Générale des Douanes dispose d'une unité spécialisée dans la protection des personnalités et des bâtiments avec usage des armes collectives.

En somme, la question de la militarisation de l'administration des Douanes ne se pose pas aujourd'hui.

Bamako, le 07 juin 2024

Le Ministre,



Alousséni SANOU

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

RECOMMANDATIONS FORMULEES PAR LE CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION (CNT) A L'ATTENTION DU GOUVERNEMENT LORS DU VOTE DE LA LOI DE FINANCES 2024

N°	RECOMMANDATIONS	MINISTERE RESPONSABLE
Vote de la 1ère partie du budget 2024		
1	La favorisation de la mise en œuvre du plan d'engagement afin de rationaliser la gestion de trésorerie.	**Le processus** d'élaboration des plans d'engagement sectoriel a démarré en 2020. Au cours de cet exercice, le Mali a bénéficié de l'appui technique et financier du Fonds Monétaire International (FMI) et de « Overseas Development Institute » (ODI). A la suite d'un test réussi effectué en 2020 avec (08) ministères pilotes, tous les ministères et Institutions ont élaboré leur plan d'engagement des exercices 2021, 2022, 2023 et 2024. **En 2023,** il a été créé, par Décision n°2023-00043/MEF-SG du 19 mai 2023, la commission de validation et de suivi de la mise en œuvre du plan d'engagement consolidé de l'Etat. Les travaux de cette commission ont permis, entre autres, de : - améliorer le canevas du Plan d'Engagement (Base PRED) qui permet désormais de prévoir à la fois les engagements et liquidations de dépenses par trimestre ; - convenir d'un plan d'interfaçage entre les différents systèmes d'informations ; - d'élaborer des plans d'engagement sectoriels pour l'ensemble des ministères et institutions à travers le système (PRED 6) sur la base du canevas amélioré ; - d'élaborer le plan d'engagement consolidé. **En perspective,** il est prévu de procéder à une simulation d'exécution du PE dans les systèmes d'information sur un échantillon de ministères durant l'année 2024. La commission proposera également un texte règlementaire (décret PM ou arrêté/MEF) qui va instituer le plan d'engagement. Par ailleurs, les modules de formation dispensés par la Direction Générale du Budget intègrent le processus d'élaboration et de mise à jour du plan d'engagement.

N°	RECOMMANDATIONS	MINISTERE RESPONSABLE
Vote de la 1ère partie du budget 2024		
2	La mise à disposition du reliquat du Fonds spécial pour les familles les plus vulnérables créé en 2020. Au 31 octobre 2023 le Fonds n'a reçu que 41 milliards de FCFA alors que la totalité du montant du Fonds (100 milliards) a été intégralement mandaté en 2020 suivant les mandats de paiements n°304 et n°448 au nom de l'unité de gestion du projet JIGISEME JIRI.	Dans le cadre du Programme présidentiel de transferts monétaires (TMU) à l'endroit de 691 240 ménages les plus pauvres et les vulnérables du Mali pour répondre aux effets de la COVID-19, trois mandats de paiement pour un montant total de cent milliards de FCFA ont été reçus par le Trésor Public en 2020. Il s'agit des mandats numéro 304, 447 et 448. Sur ce total de 100 milliards, le Trésor Public a décaissé 41 milliards à la demande du Projet JIGISEME JIRI. Après ce paiement aucune autre requête de paiement n'a été adressée au Trésor à cause des difficultés rencontrées dans l'identification des bénéficiaires par JIGISEME JIRI. En tout état de cause, il a été décidé de clôturer le projet. A cet effet, le reliquat (59 milliards) qui se trouve dans les écritures du Trésor sera traité conformément aux procédures budgétaires et comptables.
3	L'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de récupération de tous les immeubles bâtis et non bâtis de l'Etat illégalement occupés sur toute l'étendue du territoire.	MUHDATP
4	Le renforcement du dialogue de gestion entre le Ministère de l'Economie des Finances et les ministères sectoriels.	Le dialogue de gestion est un élément essentiel dans l'approche de gestion budgétaire orienté vers la performance. C'est un processus d'échanges et de décision institué entre un niveau administratif et les niveaux qui lui sont subordonnés d'une part, et entre différents acteurs d'un même niveau d'autre part, concernant : - les moyens mis à disposition des entités subordonnées ; - la mise en œuvre des actions et les objectifs qui leur sont assignés et plus généralement la notion de performance applicable aux politiques publiques considérées. Au Mali, le décret N°2017-697/PRM du 14 août 2017 portant organisation de la gestion budgétaire en mode programme est le cadre de référence, en matière de dialogue entre les différents acteurs du programme, en ce sens qu'il définit clairement les responsabilités et les interactions dans la gestion des programmes. En vue d'assurer une meilleure appropriation du dialogue de gestion, le ministre de l'Economie et des Finances a initié plusieurs actions :

N°	RECOMMANDATIONS	MINISTERE RESPONSABLE
Vote de la 1ère partie du budget 2024		
		- l'élaboration et la diffusion de lettres circulaires auprès des différents ordonnateurs du budget d'Etat : Ces lettres circulaires rappellent chaque année les dispositifs à mettre en place au sein des ministères/institutions et leurs programmes respectifs pour l'animation du dialogue de gestion. Elles portent notamment sur : (i) la préparation et l'organisation des activités du calendrier harmonisé des revues ; (ii) la préparation du projet de loi de finances de l'année et (iii) les directives pour l'exécution du budget d'Etat ; - la diffusion des outils du dialogue de gestion, notamment la charte de gestion ministérielle, durant les sessions de formation organisées par la Direction Générale du Budget ; - la sensibilisation des membres du gouvernement à travers une communication verbale du ministre de l'Economie et des Finances ; - la sensibilisation des membres des cabinets ministériels à travers des séances de travail animées par le Directeur Général du budget.
5	La prise de dispositions appropriées en vue d'une application diligente de la loi n° 2023-040 du 29 août 2023 relative au Code minier et la Loi n°2023-041 du 29 août 2023 sur le Contenu local.	MM En cours d'exécution
6	L'apurement de la dette intérieure fournisseur afin de favoriser la relance économique.	Concernant l'apurement de la dette intérieure fournisseur, il faut convient de souligner que le département de l'Economie et des Finances à travers la Direction Nationale du Trésor et de la comptabilité a fait beaucoup d'efforts de paiement, dans un contexte difficile. En effet, le niveau élevé de la dette fournisseurs est la résultante des sanctions de l'UEMOA et de la CEDEAO qui ont frappé le Mali en 2022 et du resserrement de la politique monétaire de la BCEAO en 2023 avec la tension de liquidité au niveau du système bancaire. Pour rappel, les besoins de financements des budgets 2022 et 2023 à couvrir sur le marché financier régional de l'UEMOA ressortaient respectivement à **1 098 milliards de FCFA et 1 389 milliards de FCFA.** **En 2022,** à cause des sanctions de l'UEMOA et de la CEDEAO, le Trésor Public n'a pas pu réaliser des émissions de titres publics durant les sept (07) premiers mois de l'année. Malgré, les efforts fournis après la levée de l'embargo et l'accompagnement des investisseurs, le montant total mobilisé

N°	RECOMMANDATIONS	MINISTERE RESPONSABLE
Vote de la 1ère partie du budget 2024		
		sur le marché s'est élevé à environ **786 Milliards FCFA** contre un objectif de **1 098 milliards FCFA**, soit un gap de **312 milliards FCFA.** **Concernant 2023**, il faut rappeler que pour tous les Etats de l'UEMOA, le marché financier a été caractérisé par **l'essoufflement des acteurs majeurs**, notamment les banques, par des **tensions de liquidité**, par le **faible taux de couverture** ou l'annulation de certaines **émissions**, et par le **renchérissement des coûts du financement** dû en grande partie à la hausse des taux directeurs de la BCEAO. Dans ce contexte, la mobilisation des ressources sur le marché s'est établie à **1 012 milliards FCFA,** contre des prévisions de **1 389 milliards FCFA,** soit un gap de **377 milliards FCFA.** Malgré ces difficultés de mobilisation de ressources sur le marché financier, le Trésor public a assuré le paiement à date des dépenses obligatoires et prioritaires à savoir les dépenses de salaires, les dépenses de défense et de sécurité, les dépenses de fonctionnement de l'Etat ainsi que le service de la dette de marché. Parallèlement à ces dépenses, le Trésor a consenti d'énormes efforts pour le paiement progressif des dettes fournisseurs. A titre d'illustration, **en 2023**, le Trésor public a payé au titre de la dette intérieure, près de **1 190 milliards FCFA**. En tout état de cause, des efforts sont déployés pour accélérer le rythme d'apurement de la dette fournisseurs. Le total des restes à payer des opérateurs économiques à date est de **312 180 431 431** FCFA dont **168 680 469 866** au titre de 2023 et **143 499 961 565** au titre de 2024.
7	La prise de dispositions pour amener les sociétés téléphoniques Sotelma-Malitel et Orange Mali à s'acquitter correctement des droits dus à l'Etat.	MUHDATP
8	La dissémination du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) adopté par Décret n°0398/PT-RM du 11 juillet 2022 en vue de son appropriation et sa prise en compte dans la planification et la budgétisation des politiques publiques.	MUHDATP

N°	RECOMMANDATIONS	MINISTERE RESPONSABLE
Vote de la 1ère partie du budget 2024		
9	L'opérationnalisation de la Loi n°2022-056 du 22 décembre 2022 relative à l'activité de l'affacturage.	La Loi n°2022-056 du 22 décembre 2022 relative à l'activité de l'affacturage autorise les établissements financiers à exercer cette activité en respect de la réglementation. Selon l'article 3 de cette même loi, l'affacturage est exercé par les établissements de crédit ou les systèmes financiers décentralisés agréés dans les Etats membres de l'UMOA. Le contrat d'affacturage concerne les créances commerciales. Après la promulgation de ladite loi en 2022, les établissements bancaires désireux de développer le produit d'affacturage doivent recueillir l'avis de la Banque Centrale pour le lancement de toute nouvelle activité bancaire. A ce jour, la BCEAO n'a reçu aucune demande des établissements financiers dans ce sens. Le cadre légal et réglementaire étant mis en place à travers cette loi, donnant la possibilité aux établissements financiers d'exercer l'activité d'affacturage, ils leurs reviennent de développer cette activité à travers des plans de communication et de marketing. Aussi, l'Etat reste disponible pour accompagner le développement de ce mécanisme de financement de l'économie, en soutenant les activités menées dans ce sens et en prenant des initiatives en termes de sensibilisation et de formation des différentes parties prenantes.
10	Le relèvement du niveau du Stock National de Sécurité (SNS) de 35 000 à 100 000 tonnes et faire une distinction nette entre le stock national de sécurité et le stock régulateur.	CSA
11	Le financement du recensement des bâtiments administratifs de l'Etat sur toute l'étendue du territoire national.	Il revient au ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population de soumettre un besoin de financement de l'activité de recensement des bâtiments administratifs. En tout état de cause, ce Ministère dispose des allocations budgétaires allouées dans la Loi de Finances pour le financement de ses actions. Au besoin il pourrait solliciter une rallonge de crédits qui sera examinée en tenant compte des contraintes budgétaire
12	La prise des mesures appropriées au niveau du ministère chargé des domaines et du ministère de l'Administration et des Collectivités territoriales, en vue de l'application rigoureuse de la Loi n°2021-056 du 07 octobre 2021 portant modification et ratification de l'Ordonnance n°2020-014/PT-RM du	MUHDATP et MATD

N°	RECOMMANDATIONS	MINISTERE RESPONSABLE
Vote de la 1ère partie du budget 2024		
	24 décembre 2020 portant loi domaniale et foncière.	
13	L'accélération de la prise des mesures envisagées afin d'identifier les détenteurs des actions dans les sociétés minières en activité.	MUHDATP
14	La présence de l'Etat à tous les niveaux dans le processus de production minière.	MM La DGD est déjà préente
15	L'amélioration du dialogue de gestion entre les responsables de programmes et les autres structures participant au programme.	Voir réponse du point 4. Par ailleurs, il convient de signaler que la mise en œuvre du dialogue de gestion incombe à chaque département et responsable de programme. L'ensemble des outils permettant de faciliter la mise en œuvre du dialogue de gestion a été diffusé auprès des différents acteurs. Aussi, lors de la conférence de lancement des travaux du processus budgétaire 2025, tenue le 22 février 2024, un panel a été spécialement consacré à la question du dialogue de gestion au sein des ministères. Ce panel a permis de partager les expériences et bonnes pratiques en matière de dialogue de gestion de quelques ministères.
16	Le renforcement des capacités des responsables de programmes.	Depuis l'avènement du budget-programmes, le Ministère de l'Economie et des Finances, à travers la Direction Générale du Budget a initié une stratégie nationale de formation des acteurs de la chaine de dépense en mettant un focus sur le renforcement des capacités des Responsables de programme. De 2018 à 2023, en moyenne 100 Responsables de programme ont bénéficié annuellement de formations sur les modules relatifs au budget-programmes et à ses outils d'opérationnalisation.
17	L'adoption d'un plan national de formation des agents de l'Etat.	MTFPDS
18	L'harmonisation entre les catégories du personnel des Fonctions Publiques de l'Etat et celles du personnel des autorités administratives indépendantes.	MTFPDS
19	L'application progressive des dispositions du Décret n°2019-0258-P-RM du 27 mars 2019 déterminant les modalités de transfert des services déconcentrés de l'Etat aux	MATD

N°	RECOMMANDATIONS	MINISTERE RESPONSABLE
	Vote de la 1ère partie du budget 2024	
	Collectivités Territoriales relevant de leur domaine de compétence.	
20	L'accélération de la révision de la Loi n°2011-036 du 15 juillet 2011, modifiée relative aux ressources fiscales des communes des cercles et des régions en vue de tenir compte de la suppression des conseils de cercle.	MATD MEF/ DGI
21	La sécurisation du foncier agricole, notamment celui réservé à la recherche.	MA
22	Le relèvement des barèmes des contraventions des infractions au code de la route afin de les rendre plus dissuasives.	A la suite de l'adoption de la Loi n° 2023- 045 du 31 août 2023 régissant la circulation routière, le Décret n°2023-0509/PT-RM du 12 septembre 2023 fixant les conditions de l'usage des voies ouvertes à la circulation publique et de la mise en circulation des véhicules dispose en son article 130 : « Le montant de l'amende forfaitaire est fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des Finances, du ministre chargé de la Justice, du ministre chargé de la Sécurité et du ministre chargé des Transports ». En exécution des dispositions réglementaires sus visées, le projet d'arrêté interministériel fixant les montants des amendes forfaitaires en matière de circulation routière a été initié et introduit dans le circuit d'approbation au Secrétariat général du Gouvernement par BE n° 2024- 0098/MTI-SG du 15 mars 2024. Il prévoit le relèvement des barèmes des contraventions des infractions au Code de la route, par rapport aux taux fixés par l'Arrêté n° 02-2492/MET-MEF-MJ-MSIPC du 11 décembre 2002.
23	Le renforcement des capacités des acteurs chargés du contrôle de la dette.	Activité permanente en fonction des besoins

Ministère de l'Economie et des Finances * LE MINISTRE * République du Mali Un Peuple - Un But Une Foi

Bamako, le 07 juin 2024

Le Ministre,

Alousséni SANOU
Chevalier de l'Ordre National

Aboubacar Sidick FOMBA

Membre du Conseil National de la Transition (CNT)

Téléphone : 79 18 24 93

A

Monsieur le Président du Conseil National de la Transition (CNT)

Objet : Questions écrites.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de venir, par la présente, vous demander de bien vouloir transmettre mes questions écrites adressées à Monsieur le Ministre des Mines conformément à l'article 85 du règlement intérieur du Conseil National de la Transition (CNT).

Vous en souhaitant bonne réception, veuillez recevoir l'expression de ma haute considération.

Ci-joint :

-Les questions écrites adressées à Monsieur le Ministre des Mines.

Conseil National de Transition
Date 15 MAI 2024
N° 1052

Bamako, le 15 Mai 2024

Honorable. Aboubacar Sidick FOMBA

QUESTIONS ECRITES A MONSIEUR LE MINISTRE DES MINES

Monsieur le ministre,

Tout d'abord recevez mes chaleureuses félicitations pour le travail gigantesque accompli au niveau de votre département.

Monsieur le Ministre, le code minier adopté en 2023 aura bientôt une année ; pouvez vous me situer sur l'état d'avancement des décrets d'applications et des décisions prises par votre ministère ?

Monsieur le Ministre, beaucoup de recommandations ont été formulées par le Conseil National de Transition notamment la Commission des Mines.

Pouvez-vous me situer sur l'état de mise en œuvre des différentes recommandations ?

Monsieur le Ministre, a quand la levée de la suspension sur l'activité minière ?

Monsieur le Ministre pouvez-vous m'éclairer sur les clauses du contrat du lithium de Bougouni ?

Dans l'attente de la réponse à mes questions et constats énumérés, veuillez recevoir Monsieur le ministre l'expression de mes salutations distinguées.

Bamako, le 15 Mai 2024

Honorable Aboubacar Sidick FOMBA

PRIMATURE

CABINET DU PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

N° 0 6 9 PM-CAB

Bamako, le 0 1 JUIN 2024

Le Premier Ministre
Chef du Gouvernement
A

Monsieur le Secrétaire Général du Conseil national de Transition,

A la haute attention de Monsieur le Président du Conseil national de Transition.
BAMAKO

Objet : Questions écrites.
Réf : Lettre n°226/P-CNT du 16/05/2024.

Monsieur le Secrétaire Général,

En réponse à la lettre, dont l'objet et la référence sont rappelés ci-dessus, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, copie de la lettre n°320/MM-SG du 19 juin 2024 par laquelle le ministre des Mines donne suite aux questions écrites formulées par Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, membre du Conseil national de Transition.

Veuillez agréer, **Monsieur le Secrétaire Général**, l'expression de ma considération distinguée./.

Pour le Premier ministre et par Ordre,
Le Directeur de Cabinet Adjoint,

PRIMATURE * Directeur de Cabinet Adjoint * République du Mali Un Peuple Un But Une Foi

Mamamadoun TOURE
Officier de l'Ordre National

Pièce jointe :
- Eléments de réponse relatifs aux questions écrites.

Conseil National de Transition

MINISTERE DES MINES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

REPONSES AUX QUESTIONS ECRITES DE MONSIEUR ABOUBACAR SIDICK FOMBA MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

N°	QUESTIONS	REPONSES
1	Monsieur le ministre, le Code minier adopté en 2023 aura bientôt une année ; pouvez-vous me situer sur l'état d'avancement des décrets d'application et des décisions prises par votre ministère ?	Le processus d'élaboration des textes d'application du Code minier et de la loi relative au Contenu local dans le secteur minier est achevé. A ce jour, neuf (9) projets de décrets sont disponibles, parmi lesquels quatre (4) sont relatifs aux conditions et modalités d'application et cinq (5) sont relatifs au mode de gestion des fonds miniers créés. Les quatre premiers décrets portés par le Ministère des Mines ont été introduits dans le circuit d'approbation pour leur adoption. Il s'agit du : - projet de décret fixant les conditions et les modalités d'application du Code minier en République du Mali ; - projet de décret fixant les modalités d'application de la loi relative au Contenu local dans le secteur minier ; - projet de décret portant approbation de la Convention d'établissement-type pour la phase de recherche ; - projet de décret portant approbation de la Convention d'établissement type pour la phase d'exploitation ; Les autres décrets qui sont relatifs au mode de gestion des cinq (5) fonds créés seront introduits très prochainement par le Ministère de l'Economie et des

		Finances.
2	Monsieur le ministre, beaucoup de recommandations ont été formulées par le Conseil National de Transition notamment la Commission des Mines. Pouvez-vous me situer sur l'état de mise en œuvre des différentes recommandations ?	La mise en œuvre des recommandations est en cours. Toutefois, la plupart d'entre elles visant la bonne application des textes, leur mise en œuvre s'accélèrera avec l'adoption prochaine des textes d'application du nouveau Code minier et de la loi relative au Contenu local.
3	Monsieur le ministre à quand la levée de la suspension sur l'activité minière ?	Il faut rappeler que les activités minières ne sont pas suspendues, mais l'attribution des titres miniers à travers un communiqué de presse du ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau à la date du 28 novembre 2022 suivi de la suspension du renouvellement des permis de recherche et d'exploitation d'or et d'autres substances minérales déjà attribués sur instruction du Président de la Transition à travers le Conseil des ministres du 14 décembre 2022. La levée de la suspension ne pourra intervenir qu'à travers une décision du Président de la Transition. Pour le reste, toutes les mines (grandes et petites) dont les permis sont valides sont en activité.
4	Monsieur le ministre pouvez-vous m'éclairer sur les clauses du contrat du lithium de Bougouni ?	Les clauses du contrat ou Convention d'établissement signée pour le projet de lithium de Bougouni sont celles contenues dans la convention type de 2012, mais les parties se sont mises d'accord pour que le code minier de 2023 soit appliqué au projet. Sur cette base, la part de l'Etat du Mali dans le capital de la société passera à 30%, tandis que les privés maliens auront 5%. Les dispositions de la Loi relative au contenu local s'appliqueront également au projet de lithium.

Bamako, le 19 juin 2024.

Le ministre,

MINISTERE DES MINES * République du Mali * Un Peuple Un But Une Foi * LE MINISTRE

Amadou KEITA

Chevalier de l'Ordre National

PRIMATURE
CABINET DU PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

CONFIDENTIEL

N° 0509 **PM-CAB**

Bamako, le 26 JUIN 2024

Le Premier Ministre
Chef du Gouvernement
A

Monsieur le Président du Conseil national de Transition.
Bamako

Réf. : Votre lettre n°260/P-CNT du 31 mai 2024.

Objet : Questions écrites

Monsieur le Président,

Faisant suite à la lettre dont la référence et l'objet sont ci-dessus indiqués, j'ai l'honneur de vous faire parvenir les réponses aux questions écrites de **Monsieur Adama FOMBA**, membre du Conseil National de Transition, adressées au Ministre de l'Education nationale.

Veuillez agréer, **Monsieur le Président**, l'expression de ma considération distinguée. /.

PRIMATURE République du Mali Un Peuple Un But Une Foi PREMIER MINISTRE

Choguel Kokalla MAÏGA
Commandeur de l'Ordre National

Pièce jointe :
- copie de la lettre confidentielle n°2024-000465/MEN-SG du 14 juin 2024.

Conseil National de Transition

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

CABINET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple- Un But- Une Foi

CONFIDENTIEL

Bamako le 14 JUIN 2024

Le ministre de l'Education nationale

A

N°2024-N° 000465/MEN-SG

Réf. : 00866/PM-CAB

Monsieur le Premier ministre,
Chef du Gouvernement

A la haute attention de
Monsieur le Président du Conseil national de Transition

Objet : ***Réponses aux questions écrites de Monsieur Adama FOMBA, membre du Conseil national de Transition***

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, par la présente, les réponses aux questions écrites qui m'ont été adressées par Monsieur Adama FOMBA.

1. **Monsieur le Ministre, quelles sont les dispositions que vous avez prises pour le bon déroulement des examens de fin d'année ?**

A ce jour, toutes les dispositions utiles et nécessaires, aux plans matériel et pédagogique, sont prises pour un bon déroulement des examens de fin d'année scolaire 2023-2024. Un chronogramme d'activités a été établi à cet effet depuis le 06 septembre 2023. Il fait l'objet d'un suivi régulier.

Dans un souci d'efficacité, il a été procédé à un découpage du pays en 3 zones :

- Les académies d'accès difficile : Gao, Tombouctou, Ménaka, Taoudéni, Kidal, Rharouss, Douentza, Tenenkoun, Bandiagara. A ce niveau tout le matériel et tous les confidentiels ont été acheminés en priorité. Ces structures disposent en ce moment de tout ce qu'elles ont exprimé comme besoins à leur niveau. Il reste à leur envoyer les confidentiels du Baccalauréat et des examens de fin d'année et de fin de cycle des Instituts de Formation de Maîtres.

- Les académies éloignées de Bamako mais d'accès facile : Mopti, Kayes, Nioro, Nara, Kéniéba, San. Celles-ci aussi ont tout le matériel qu'il leur faut, de même que les confidentiels du DEF, du CAP et du BT.

- Les autres académies, y compris celles de Bamako, sont invitées à enlever progressivement leurs matériels et les confidentiels.

PRIMATURE
Confidentiel
Arrivée n° 3575
Du 14/06/2024

Au regard de ce qui précède, nous pensons qu'ils se dérouleront dans des conditions normales et qu'ils seront crédibles.

Le ministre,



Amadou SY SAVANE

Adama Fomba,
membre du Conseil national de la Transition
76-44-05-86 / 65-85-90-06

À

Monsieur le ministre de l'Éducation nationale

Objet :

Questions écrites à l'attention de Monsieur le ministre de l'Éducation nationale

Monsieur le ministre,

L'éducation nationale constitue incontestablement le socle du développement de toute nation avertie. Il est donc important que les grands décideurs mondiaux examinent la question de l'école avec beaucoup de sérieux afin de promouvoir et garantir un développement harmonieux et durable. Ainsi, pour relever ce défi, le gouvernement de la République du Mali à travers son ministère de l'Éducation nationale doit se donner les moyens nécessaires pour le bon déroulement des examens de fin d'année.

En effet, l'année scolaire touche à sa fin, les examens de fin d'année sont alors les activés pédagogiques les plus importantes pour clôturer l'année scolaire.

Cependant, le bon déroulement des examens de fin d'année doit être une préoccupation majeure du gouvernement à travers son département de tutelle.

Cette situation préoccupante me conduit à poser quelques questions à monsieur le ministre chargé de l'Éducation nationale.

1- Monsieur le Ministre, quelles sont les dispositions que vous avez prises pour le bon déroulement des examens de fin d'année ?

2- Quelles sont les dispositions que vous avez prises pour permettre aux candidats vivants dans les zones difficiles d'accès pour raison de sécurité et aux candidats déplacés de faire les examens de fin dans de bonnes conditions ?

3- Notre pays souffre de délestages électriques sans précédent pendant cette période, quelle solution avez-vous préconisée pour que cela n'ait pas un impact négatif sur les examens de fin d'année ?

4- Monsieur le ministre, pouvez-vous nous garantir la tenue d'examens de fin d'année crédibles, c'est-à-dire sans fuite de sujets et sans fraudes massives ?

Bamako, le 22 mars 2024

Honorable, Adama Fomba

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Présidence

N°...../P-CNT

Bamako, le.....

Le Président

A

Monsieur le Premier ministre,
Chef du Gouvernement
- Bamako -

Objet : Questions écrites

Monsieur le Premier ministre,

Conformément à l'article 85 du Règlement Intérieur, j'ai l'honneur de vous communiquer, à toutes fins utiles, les Questions Ecrites de Monsieur Adama FOMBA, membre du CNT, adressées à Monsieur le Ministre de l'Education Nationale.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Pièce jointe :
- Questions Ecrites

Malick DIAW
Commandeur de l'Ordre National

Adama Fomba,
membre du Conseil national de la Transition
76-44-05-86 / 65-85-90-06

À

Monsieur le ministre de l'Éducation nationale

Objet :

Questions écrites à l'attention de Monsieur le ministre de l'Éducation nationale

Monsieur le ministre,

Le développement de toute nation avisée dépend de son éducation. Il est donc indispensable que les autorités compétentes du Mali considèrent la question de l'école comme une priorité pouvant garantir le développement du pays.

Une chose demeure indéniable, l'injustice et le non-respect des textes contrarient la stabilité de l'espace scolaire.

En effet, dans votre lettre n*001307 du 28 décembre 2023 relative à la gestion après formation des enseignants diplômés de Licence. Vous avez demandé aux directrices et directeurs d'Académie d'Enseignement de procéder au redéploiement des enseignants titulaires du diplôme de licence de l'École normale supérieure (ENsup) dans les établissements d'enseignement fondamental relevant des Centres d'Animation Pédagogie et des Académies d'Enseignement.

Cette situation préoccupante me conduit à poser quelques questions à monsieur le ministre chargé de l'Éducation nationale.

1- Monsieur le Ministre, quelles dispositions avez-vous prises pour l'exécution correcte de cette mesure ?

2- Où en sommes-nous avec la situation exacte du reploiement des enseignants détenteurs du diplôme de licence dans les Centres d'Animation Pédagogique ?

3- Pourquoi certains Centres d'Animation Pédagogique n'ont-ils pas procédé à un reploiement effectif ?

4- Monsieur le ministre, quelle est la situation exacte du reploiement des enseignants détenteurs du diplôme de licence dans les Académies d'Enseignement ?

5- Pourquoi certaines Académies d'Enseignement continuent d'envoyer les enseignants détenteurs du diplôme de licence de l'ENsup aux lycées en dépit de votre instruction mentionnée dans la lettre sus-citée ?

6- Monsieur le ministre, pourquoi votre lettre sus-citée ne concerne que les enseignants détenteurs du diplôme de licence de l'École normale supérieure (ENsup) ?

7- Allez-vous étendre l'exécution de cette mesure aux enseignants détenteurs du diplôme de licence intervenant dans les services centraux de l'éducation ?

Bamako, le 21 mars 2024

Honorable, Adama Fomba

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Présidence

Bamako, le.....

N°...../P-CNT

Le Président

A

Monsieur le Premier ministre,
Chef du Gouvernement
- Bamako -

Objet : Questions écrites

Monsieur le Premier ministre,

Conformément à l'article 85 du Règlement Intérieur, j'ai l'honneur de vous communiquer, à toutes fins utiles, les Questions Ecrites de Monsieur Adama FOMBA, membre du CNT, adressées à Monsieur le Ministre de l'Education Nationale.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Pièce jointe :
- Questions Ecrites

Malick DIAW
Commandeur de l'Ordre National

PRIMATURE

CABINET DU PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

N° 0510 PM-CAB

Bamako, le 21 JUIN 2024

Le Premier Ministre
Chef du Gouvernement
A

Monsieur le Président du Conseil national de Transition.
Bamako

Réf. : Votre lettre n°261/P-CNT du 31 mai 2024.

Objet : Questions écrites

Monsieur le Président,

Faisant suite à la lettre dont la référence et l'objet sont ci-dessus indiqués, j'ai l'honneur de vous faire parvenir les réponses aux questions écrites de **Monsieur Adama FOMBA**, membre du Conseil National de Transition, adressées au Ministre de l'Education nationale.

Veuillez agréer, **Monsieur le Président**, l'expression de ma considération distinguée. /.

PRIMATURE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
LE PREMIER MINISTRE

Choguel Kokalla MAÏGA
Commandeur de l'Ordre National

Pièce jointe :
- copie de la lettre confidentielle n°2024-000466/MEN-SG du 14 juin 2024 ;
- copie de l'état des lieux du déploiement des enseignants détenteurs de la licence.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

CABINET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple- Un But- Une Foi

CONFIDENTIEL

Bamako le 14 JUIN 2024

Le ministre de l'Education nationale

N°2024-N° 000466/MEN-SG

Réf. : 00868/PM-CAB

Monsieur le Premier ministre,
Chef du Gouvernement

A la haute attention de
Monsieur le Président du Conseil national de Transition

PRIMATURE
Confidentiel
Arrivée n° 2997
Du 14/06/2024

Objet : ***Réponses aux questions écrites de Monsieur Adama FOMBA, membre du Conseil national de Transition***

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, par la présente, les réponses aux questions écrites qui m'ont été adressées par Monsieur Adama FOMBA.

1. **Monsieur le ministre, quelles dispositions avez-vous prises pour l'exécution correcte de cette mesure (Lettre n°203-001307/MEN-SG du 28 décembre 2023 relative à la gestion après formation des enseignants diplômés en Licence) ?**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Lettre n°2023-001307/MEN-SG du 28 décembre 2023, le ministre de l'Education nationale a invité, suivant la Lettre n°2024-000004/MEN-SG du 5 janvier 2024, les secrétaires généraux des syndicats signataires du 15 octobre 2016, à une rencontre d'échanges sur les sujets de préoccupations communes, notamment la gestion après formation des enseignants diplômés en Licence. La rencontre, qui s'est tenue le lundi 24 janvier 2024, a recommandé l'organisation d'un atelier d'échanges autour de la question.

Ledit atelier s'est tenu les 22, 23 et 24 avril 2024, à l'Académie malienne des Langues. Il avait pour thème : « Appropriation du dispositif de formation des enseignants dans les écoles normales et des textes relatifs à la gestion des enseignants après formation ». A l'issue de l'atelier, il a été recommandé, notamment, la mise en place d'un cadre de concertation relatif à la gestion des enseignants détenteurs de la licence. C'est ainsi que, par Décision 2024-0000482/MEN-SG du mai 2024, le ministre de l'Education a mis en place une Commission de travail regroupant les services techniques et les organisations syndicales du Secteur de l'Education. La première réunion de cette commission s'est tenue le 10 mai 2024, dans la salle de conférence du Département. La réunion a recommandé, à l'endroit de la DRH et des syndicats, la production de deux notes distinctes sur la mise en œuvre du redéploiement des licenciés.

C'est ainsi que par Lettre n°2024-00035/MEN-SG du 16 mai 2024, il a été instruit aux directrices et directeurs des Académies d'Enseignement de faire l'état des lieux des dispositions

prises dans le cadre de l'application de la Lettre n°2023-001307/MEN-SG du 28 décembre 2023 relative à la gestion après formation des enseignants diplômés en Licence.

La synthèse des réponses de différentes Académies d'Enseignement est en cours en vue de l'élaboration de la note demandée.

2. Où en sommes-nous avec la situation exacte du redéploiement des enseignants détenteurs du diplôme de Licence dans les Centres d'Animation pédagogique ?

La situation du redéploiement est jointe à l'annexe du présent document.

3. Pourquoi certains Centres d'Animation pédagogique n'ont-ils pas procédé à un redéploiement effectif ?

Les mesures sont en cours pour rendre effectif le redéploiement à tous les niveaux. Cf/Lettre n°2024-00035/MEN-SG du 16 mai 2024.

4. Monsieur le ministre, quelle est la situation exacte du redéploiement des enseignants détenteurs du diplôme de Licence dans les Académies d'Enseignement ?

La situation du redéploiement est jointe à l'annexe du présent document.

5. Pourquoi certaines Académies d'Enseignement continuent d'envoyer les enseignants détenteurs du diplôme de Licence de l'ENSup au lycée, en dépit de votre instruction mentionnée dans la lettre sus-citée ?

Des instructions ont été données pour l'application stricte des termes de la Lettre n°2023-001307/MEN-SG du 28 décembre 2023 à travers la Lettre n°2024-00035/MEN-SG du 16 mai 2024.

6. Monsieur le ministre, pourquoi votre lettre sus-citée ne concerne que les enseignants détenteurs du diplôme de Licence de l'Ecole normale supérieure (ENsup) ?

La mesure ne concerne pas que les détenteurs de la Licence de l'Ecole normale supérieure (ENSup). Elle concerne tous les détenteurs de la Licence, conformément aux articles 21 et 23 de la Loi n°2018-007 du 16 janvier 2018 portant Statut du personnel enseignant de l'Enseignement secondaire, de l'Enseignement fondamental et de l'Education préscolaire et spéciale.

7. Allez-vous étendre l'exécution de cette mesure aux enseignants détenteurs du diplôme de Licence intervenant dans les services centraux de l'Education ?

Des dispositions seront prises pour généraliser la mesure.

Pièce jointe : Etat des lieux du redéploiement des enseignants détenteurs de la Licence

Le ministre,

Amadou SY SAVANE

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
****

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR DE L'EDUCATION
****

DIVISION FORMATION, EMPLOI ET COMPETENCES
****

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
****

Etat des lieux du deploiement des enseignants detenteurs de la Licence

N°	Académies d'Enseignement	Effestifs redéployés	Effectifs non redéployés	Total
1	Sikasso	47	125	172
2	Bamako Rive gauche	420	0	420
3	Douentza	0	13	13
4	Kita	79	0	79
5	Kayes	0	30	30
6	Kati	30	29	59
7	Bamako Rive droite	79	138	217
8	Kalabancoro	20	0	20
9	Gao	0	14	14
10	Kéniéba	0	8	8
11	San	35	0	35
12	Koutiala	15	153	168
13	Dioïla	0	51	51
14	Ségou	11	100	111
15	Mopti	0	48	48
16	Nara	11	15	26
	Totaux	**747**	**724**	**1471**

Bamako, le 11 JUIN 2024

Le Directeur adjoint,

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Ministère de l'Education Nationale
Direction des Ressources Humaines
République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi
Le Directeur Adjoint

Charles Tounka SISSOKO
Chevalier de l'Ordre national

107

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Présidence

Bamako, le.....

N°...../P-CNT

Le Président

A

Monsieur le Premier ministre,
Chef du Gouvernement
- Bamako -

Objet : Questions écrites.

Monsieur le Premier ministre,

Conformément à l'article 85 du Règlement Intérieur, j'ai l'honneur de vous communiquer, à toutes fins utiles, les Questions écrites de Madame Fanta DIENTA, membre du CNT, adressées respectivement à :

- Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances ;
- Monsieur le Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable ;
- Monsieur le Ministre de l'Education nationale ;
- Monsieur le Ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Pièces jointes :
- Quatre (04) Questions écrites.

Malick DIAW
Commandeur de l'Ordre National

Questions écrites adressées à Monsieur le Ministre de l'Education Nationale

Mes félicitations pour votre nomination à la tête de ce département

1. Monsieur le Ministre, nous sommes à la fin de l'année scolaire, quel est le niveau de préparation des nouveaux programmes sur application normative de la constitution ?
2. Monsieur le Ministre, à quand l'élaboration de la loi organique sur les langues nationale officialisées ?
3. Monsieur le Ministre, quels seront les alphabets d'écriture de nos langues nationales (phonétique, N'KO, N'cifina).
4. Monsieur le Ministre, est-ce dans le programme malien, nous allons continuer à enseigner l'histoire de la France après le combat d'affranchissement du peuple malien ?
5. Monsieur le Ministre pouvez-vous me donner le programme de l'histoire et de l'éducation civique enseignée dans nos écoles ?
6. Monsieur le Ministre, est-ce que le programme enseigné à l'école Liberté A est le même que celui enseigné dans les autres établissements maliens ?
7. Si oui, pouvez-vous me donner la liste des programmes enseignés.
8. Si non, pouvez-vous m'expliquer cette situation qui n'honore pas notre souveraineté ?

Dans l'attente d'une suite favorable, recevez mes salutations les plus distinguées.

Bamako, le 27 Mai 2024

Fanta DIENTA

PRIMATURE

CABINET DU PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

CONFIDENTIEL

N° 0511 **PM-CAB**

Bamako, le 3 JUIN 2024

Le Premier Ministre
Chef du Gouvernement
A

Monsieur le Président du Conseil national de Transition.
Bamako

Réf. : Votre lettre n°262/P-CNT du 31 mai 2024.

Objet : Questions écrites

Monsieur le Président,

Faisant suite à la lettre dont la référence et l'objet sont ci-dessus indiqués, j'ai l'honneur de vous faire parvenir les réponses aux questions écrites de **Madame Fanta DIENTA**, membre du Conseil National de Transition, adressées au Ministre de l'Education nationale.

Veuillez agréer, **Monsieur le Président**, l'expression de ma considération distinguée. /.

PRIMATURE République du Mali Un Peuple un But Une Foi PREMIER MINISTRE

Choguel Kokalla MAÏGA
Commandeur de l'Ordre National

Pièce jointe :
- copie de la lettre confidentielle n°2024-000467/MEN-SG du 14 juin 2024.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

CABINET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple- Un But- Une Foi

CONFIDENTIEL

Bamako le 14 JUIN 2024

Le ministre de l'Education nationale

A

N°2024-000467/MEN-SG

Réf. : 00852/PM-CAB

Monsieur le Premier ministre,
Chef du Gouvernement

A la haute attention de
Monsieur le Président du Conseil national de Transition

PRIMATURE
Confidentiel
Arrivée n° 0922
Du 14/06/2024

Objet : ***Réponses aux questions écrites de Madame Fanta DIENTA, membre du Conseil national de Transition***

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, par la présente, les réponses aux questions écrites qui m'ont été adressées par Madame Fanta DIENTA, membre de votre auguste Institution. Ces questions sont d'une grande pertinence, au moment où le Mali est en train de réécrire une nouvelle page de son histoire depuis la promulgation de la Constitution du 22 juillet 2023 marquant l'avènement de la 4ème République.

Les actions posées par le Département de l'Education nationale s'inscrivent dans le cadre de l'esprit et de l'application de la Loi n°*99-046,* modifiée, du *28 décembre 1999* portant loi d'orientation sur l'éducation. Elle stipule en son article 11 : « *Le système éducatif malien a pour finalité de former un citoyen patriote et bâtisseur d'une société démocratique, un acteur du développement profondément ancré dans sa culture et ouvert à la civilisation universelle, maîtrisant les savoir-faire populaires et apte à intégrer les connaissances et compétences liées aux progrès scientifiques, techniques et à la technologie* ».

La quête du renouveau et l'amélioration de la qualité de l'éducation nous donnent la légitimité de travailler dans la durée et dans le strict respect des valeurs sociétales en vue de contribuer par l'éducation au développement économique et social de notre cher Mali. Dans cette logique, il me plaît d'apporter les éléments de réponse aux questions qui m'ont été adressées.

Cependant, d'autres systèmes d'écriture endogènes comme le N'KO, le Tifinar, le Massaba et l'Ajami existent et contribuent à la promotion de nos langues officielles. Ils ne sont pas encore utilisés comme alphabet des langues nationales dans le système éducatif malien. La loi organique en cours d'élaboration précisera les alphabets des langues nationales qui ont désormais un statut de langues officielles dans la Constitution du 22 juillet 2023.

4. ***Est-ce que, dans le programme malien, nous allons continuer à enseigner l'histoire de la France, après le combat d'affranchissement du peuple malien ?***

En attendant la relecture des programmes d'études, il convient de rappeler qu'un programme d'études est dynamique, évolutif et demeure une commande politique. Dans le cadre l'enseignement de l'histoire, on étudie tout d'abord l'histoire locale, régionale, nationale, sous régionale, continentale et enfin universelle. Toute chose qui, du reste, est en harmonie avec la finalité du système éducatif malien. L'enseignement de l'histoire de la France est un cas comme tout autre enseignement de l'histoire à travers le monde. Le peuple malien a le choix des contenus enseignement-apprentissage, quel que soit le niveau, à condition que cela rime avec les objectifs d'apprentissage.

5. ***Pouvez-vous me donner le programme d'histoire et d'éducation civique enseigné dans nos écoles ?***

La question en lien avec les programmes d'histoire et d'éducation civique enseignés dans nos écoles pourrait être mieux précisée en fonction du niveau d'études, du type et de l'ordre d'enseignement afin de faciliter la sélection des contenus d'enseignement. Cependant, je vous donne l'assurance que les programmes en vigueur sont disponibles dans toutes les structures centrales et déconcentrées du Ministère de l'Education nationale.

6. ***Est-ce que le programme enseigné à l'école Liberté A est le même que celui enseigné dans les autres établissements maliens ?***

Le programme enseigné à l'école Liberté A n'est pas le même que celui enseigné dans les autres établissements maliens.

1. ***Quel est le niveau de préparation des nouveaux programmes sur l'application normative de la Constitution ?***

Un Programme est un ensemble structuré de compétences, d'objectifs et de contenus d'apprentissage visant à orienter et à faciliter la formation des apprenants et l'évaluation de leur progression.

L'élaboration de nouveaux programmes d'études permettant la prise en compte des nouvelles orientations de la Constitution du 22 juillet 2023 n'a pas encore commencé. Il fallait attendre les conclusions/orientations des Etats généraux de l'Education (EGE).

Cela nécessite aussi un réaménagement des contenus des programmes d'études dans les différents ordres d'enseignement, du primaire au supérieur. Au-delà des nouvelles exigences à prendre en compte, conformément à la Loi fondamentale de 2023, la réorganisation des programmes d'études prévue par les recommandations issues des EGE, tiendra compte des considérations politiques, économiques, socioculturelles et morales souhaitées par les Maliens.

Les directives édictées par la « loi organique déterminant les conditions et modalités d'emploi des langues officielles » sont attendues et détermineront les nouvelles orientations à prendre en compte dans les programmes scolaires.

2. ***A quand l'élaboration de la loi organique sur les langues nationales officialisées***

Les travaux sur cette question sont très avancés. Le projet de loi organique déterminant les conditions et modalités d'emploi des langues officielles a été élaboré et soumis à l'appréciation du *Comité de relecture* des avant-projets de loi portant application de la nouvelle Constitution. Trois séances de travail ont été organisées autour de ce projet de texte et sa finalisation par le Comité de relecture est en cours. Le document qui en découle sera introduit dans le circuit d'adoption.

3. ***Quels seront les alphabets d'écriture de nos langues nationales (phonétiques N'Ko, N'Cifina).***

L'Alphabet phonétique International (API) est le système de transcription phonétique et phonologique le plus utilisé dans le monde. Il est créé en 1886 par l'Association phonétique Internationale constituée de linguistes français et anglais et lancé en 1888. Aujourd'hui, dans le monde, les lettres de l'API prédominent dans l'alphabet de la plupart des langues. Dans le système éducatif malien, toutes les langues nationales ont comme alphabet d'écriture l'Alphabet Phonétique International (API).

7. *Si oui,*

8. ***Si non, pouvez-vous m'expliquer cette situation qui n'honore pas notre souveraineté ?***

Il est important, à ce niveau, de faire un rappel. À l'origine, « l'École Liberté » a été fondée en 1960, dans l'enceinte actuelle du Ministère de l'Éducation nationale, Place de la Liberté.

Le programme enseigné à **l'Ecole Liberté A** est un programme étranger. L'école Liberté A de Bamako ou l'Etablissement Liberté est une école internationale française installée à Bamako au Mali. L'établissement comprend une école primaire, un collège et un lycée. Cette école suit le programme français défini par le Ministère français de l'Education nationale.

Après l'indépendance, avec la réforme de 1962, le Mali a réécrit son programme éducatif pour se détacher du colonisateur. Néanmoins, **l'Ecole Liberté A** est restée avec son programme étranger pour recevoir les enfants des coopérants et des diplomates qui, d'un moment à l'autre, peuvent retourner chez eux.

Le ministre,



Amadou SY SAVANE

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Présidence

Bamako, le.....

N°...../P-CNT

Le Président

A

Monsieur le Premier ministre,
Chef du Gouvernement
- Bamako -

Objet : Questions écrites

Monsieur le Premier ministre,

Conformément à l'article 85 du Règlement Intérieur, j'ai l'honneur de vous communiquer, à toutes fins utiles, les Questions Ecrites de Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, membre du CNT, adressées à Madame le Ministre des Transports et des infrastructures.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Pièce jointe :
- Questions Ecrites

Malick DIAW
Commandeur de l'Ordre National

PRIMATURE

CABINET DU PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

N° [illegible] PM-CAB

Bamako, le [illegible]

Le Premier Ministre
Chef du Gouvernement

A

Monsieur le Secrétaire Général du
Conseil national de Transition,

A la haute attention de
Monsieur le Président du Conseil
national de Transition.
BAMAKO

Objet : Questions écrites
Réf. : Lettre n°229/P-CNT du 21/05/2024.

Monsieur le Secrétaire Général,

En réponse à la lettre, dont l'objet et la référence sont rappelés ci-dessus, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, copie de la lettre n°731/MTI-SG du 25 juin 2024 par laquelle le ministre des Transports et des Infrastructures donne suite aux questions écrites formulées par Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, membre du Conseil national de Transition.

Veuillez agréer, **Monsieur le Secrétaire Général**, l'expression de ma considération distinguée./.

Pour le Premier ministre et par Ordre,
Le Directeur de Cabinet,

Mohamed Sidda DICKO
Officier de l'Ordre National

Pièce jointe :
- Eléments de réponse relatifs aux questions écrites

[illegible]

MINISTERE DES TRANSPORTS
ET DES INFRASTRUCTURES
****
SECRETARIAT GENERAL
****

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
****

Réponses aux questions écrites de Monsieur Aboubacar Sidik FOMBA, membre du Conseil national de Transition adressées à Madame le Ministre des Transports et des Infrastructures

Question	Réponse
Pouvez-vous me faire la situation de la réalisation des infrastructures routières au Mali pendant la transition ?	**1. Les actions achevées :** **1.1. Au titre des réformes :** -la Loi n°2021-039 du 08 juillet 2021 portant création de la Direction générale des Routes et ses textes subséquents ; -la Loi n°2022-050 du 23 novembre 2022 portant modification de la Loi n°06-029 du 29 juin 2006 relative à la protection de la voie publique; -le Décret n°2022-0780/PT-RM du 09 novembre 2021 fixant les conditions et les modalités d'application de la loi n°06-029 du 29 juin 2006 relative à la protection de la voie publique ; -le Décret n°2023-0106/PT-RM du 22 février 2023 portant création des services régionaux et subrégionaux des Routes et ses textes subséquents ; -l'Arrêté n°2023-0140/MTI-SG du 14 février 2023 portant nomination des agents de l'Administration des Routes chargés de la constatation des dommages causés à la voie publique de l'Etat et des Collectivités territoriales ; -l'Instruction interministérielle n°001/MTI-MATD-MMEE-MUHDATP-MEADD-MCENMA du 23 janvier 2023 relative aux modalités d'intervention et de remise en état de la voie publique par les concessionnaires de réseaux d'utilité publique ; -la circulaire n°2022-0151/MTI-SG du 08 février 2022 fixant les modalités d'exécution du programme annuel d'entretien routier. **1.2. Au titre des travaux routiers:** -Travaux d'aménagement en 2x2 voies de la traversée de la ville de Sikasso et ses aménagements connexes avec la réalisation de **10,9 km de routes bitumées et 0,7 km de routes pavées** : réception définitive prononcée le **8 juin 2023** -Travaux d'aménagement en 2x2 voies de la voie reliant le 3ème pont de Bamako à la RN6 (3,26 km), y compris la construction d'un échangeur au croisement avec la RN6 et réhabilitation de la section Tour de l'Afrique-Yirimadio de la RN6 (6,5 km) avec la réalisation de **19,52 km de routes bitumées et un viaduc de longueur 197 mètres**: réception définitive prononcée le **07 mars 2023** ; -Travaux Construction et bitumage de la bretelle Katélé (RN7)-Kadiolo-Zégoua (32,5 km) et l'Aménagement de 4 km de voiries urbaines dans la localité de Kadiolo (Lots 1 et 2) avec la réalisation de **36,5 km de routes bitumées** : réception définitive prononcée le **12 octobre 2023** ; -Travaux d'aménagement de la voie de Kouloubléni, longue de 5 km, dans la commune rurale de Kalabankoro, cercle de Kati : réception définitive prononcée le **26 juillet 2023** :

Question	Réponse
	-Travaux de construction d'un échangeur, d'un viaduc et d'aménagement de 10 km de voies urbaines dans la ville de Sikasso avec la réalisation de **10 km de routes bitumées, un échangeur et un viaduc d'une longueur de 450,5 mètres** : la réception définitive prononcée le **03 novembre 2023**; Dans le cadre des aménagements connexes de la route Zantiébougou-Kolondiéba-Frontière Côte d'Ivoire (PR8) : achèvement de 5 plateformes multifonctionnelles pour les femmes ; la fourniture et l'installation de 5 systèmes d'éclairage solaire public dans 5 localités de Zantiébougou, Kebila, Kolondiéba, kandiana et kakoli) ; la réalisation de 10 forages dans les localités de Zantiéla, Fala, Bougoula, Sinzimba, Kolondiéba, Wakoro, Kadiana, Warakana, Tiongui et Gofien. **1.3. Au titre des Etudes :** -Etudes techniques d'Avant-Projet Détaillé (APD) des travaux d'aménagement en 2X2 voies de la route Bamako-Koulouba-Kati (11,485 km) de la RR9, d'aménagement de la bretelle d'accès au Point G (1,7 km) et 7 km de voiries dans la ville de Kati et d'aménagement en 2X2 voies de la section Rond-point GMS-Samé-Kati (9,30 km) de la RN3 ; -Etudes techniques d'Avant-Projet Sommaire (APS) et d'Avant-Projet Détaillé (APD) des travaux de construction de la route Fana-Nangola-Sorokôrô-Bélékô-Korodougou-Fleuve Baninfing Glô (90 km), Lot 1 ; -Etudes techniques d'Avant-Projet Sommaire (APS) et d'Avant-Projet Détaillé (APD) des travaux de construction de la route Bélékô-Ména-Kignan- RN11 (137 km), Lot 3 ; -Etudes d'Avant-Projet Détaillé (APD) et élaboration du Dossier d'appel d'offres (DAO) des travaux de réhabilitation et/ou renforcement des tronçons Didiéni-Diéma-Sandaré et Kayes-Diboli ; -Audit technique et financier du projet d'aménagement en 2x2 voies de la traversée de la ville de Sikasso ; -Audit technique et financier du Projet d'Aménagement d'Infrastructures Routières Structurantes (de 2015 à 2018) ; -Audit de sécurité routière du projet de construction d'un échangeur, d'un viaduc et d'aménagement de 10 km de voiries urbaines dans la ville de Sikasso. **1.4. Au titre des travaux d'entretien routiers et des travaux d'urgences :** **En 2021, les programmes suivants, sont achevés:** • Programme des travaux d'entretien des routes d'intérêt national des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Taoudeni, Ménaka et du District de Bamako (**9 445 km dont 5 668 km de routes bitumées et 3 777 km de routes en terre et de pistes rurales**) : **18 286 056 000 F CFA** sur financement du Fonds d'Entretien Routier ; • Programme des travaux d'urgence d'entretien de certains axes routiers dans le District de Bamako qui portent sur un réseau de 80 km de routes revêtues : **5 000 000 000 F CFA**, sur financement du Budget National ; • Programme des Collectivités territoriales relatif aux travaux d'entretien des routes d'intérêt régional, local et communal des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Taoudeni, Ménaka et du District de Bamako (linéaire total de 4 780 km dont 353 km (soit 7,38%) de routes bitumées et 4 427 km (soit 92,62%) de route en terre et de pistes rurales.) : **3 713 944 000 F CFA sur financement du Fonds d'Entretien Routier** ; • programme des travaux d'entretien des pistes CMDT/OHVN d'un montant de **1 000 000 000 FCFA**, sur financement du budget national.

Question	Réponse
	En 2022, les programmes suivants, sont achevés: • Programme des travaux d'entretien des routes d'intérêt national des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Taoudéni, Ménaka et du District de Bamako (9 881 km dont 5 488 km de routes bitumées et 4 393 km de routes en terre et de pistes) : **20 000 000 000 F CFA** sur financement du Fonds d'Entretien Routier ; • Programme spécial des travaux d'entretien des routes pour un budget de **15 000 000 000 F CFA** qui portent sur un réseau de 355 km dont 347 km de routes revêtues et 8 km de routes en terre sur financement du Fonds d'Entretien Routier ; • Programme des travaux d'entretien des pistes rurales des zones CMDT et OHVN financés par le Budget National à hauteur de **531 000 000 F CFA.** **En 2023,** les programmes suivants : • Programme des travaux d'entretien des routes d'intérêt national dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Taoudenit, Ménaka, Nioro, Kita, Dioila, Nara, Bougouni, Koutiala, San, Douentza, Bandiagara et du District de Bamako et porte sur un linéaire total de 10 982 km dont 6 085 km de routes revêtues et 4 897 km de routes en terre pour un montant de **22 176 000 000 F CFA** sur financement du Fonds d'Entretien Routier du Mali ; • Programme d'entretien des routes d'intérêt régional, local et communal dans les régions Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Taoudenit, Ménaka, Nioro, Kita, Dioila, Nara, Bougouni, Koutiala, San, Douentza, Bandiagara et du District de Bamako et porte sur un linéaire total de 3 496 km dont 215 km de routes revêtues et 3 281 km de routes en terre pour un montant de **4 824 000 000 F CFA** sur financement du Fonds d'Entretien Routier du Mali ; • Programme des travaux spéciaux d'entretien des routes revêtues et non revêtues dans les régions de Koulikoro, Ségou, Mopti, Nioro et dans le District de Bamako pour un montant de **15 000 000 F CFA** sur financement du Fonds d'Entretien Routier du Mali. **1.5. Au titre du Projet d'Amélioration de l'Accessibilité Rurale (PAAR) :** **1.5.1. Travaux d'aménagements des Pistes Rurales :** a) **Pistes Sélectionnées et étudiées** La situation d'ensemble des travaux d'aménagements des pistes indique qu'à ce jour : • 1 700,18 km de pistes rurales ont été sélectionnés par les Conseils régionaux et les Conseils de Cercle sur la base des études d'identification et de priorisation du schéma directeur du PAAR dont : -781,535 km sélectionnés dans la région de Koulikoro ; -855,516 km sélectionnés dans la région de Sikasso (les 2 régions d'intervention du projet) ; -63,3 km à réaliser dans les régions de Mopti et de Ségou dans le cadre des travaux d'urgence initiés par le gouvernement du Mali. • Tenue en 2023 des ateliers de validation des études de schéma-directeur d'aménagement de pistes rurales dans les régions de Ségou y compris San (46 pistes pour un linéaire de 1846.78 km). Mopti y compris Bandiagara et Douentza (134 pistes pour un linéaire de

Question	Réponse
	5590 km) et Kayes y compris Nioro et Kita (166 pistes pour un linéaire de 6057 km), soit un total global de 146 pistes pour un linéaire de 13493,75 km. b) <u>Pistes réalisées</u> Un linéaire total de 912,57 km de pistes rurales a été réalisé entre 2021 et 2024, notamment : - 510,4 km terminés et réceptionnés dans la région de Koulikoro ; - 402,17 km terminés et réceptionnés dans la région de Sikasso. Des ouvrages de grande envergure ont été réalisés dans les régions de Koulikoro et Sikasso. Ce sont les ponts de Djoungoula (cercle de Kangaba), Tounfouga (cercle de Bougouni), N'Tiobougou et Faniéna (cercle de Sikasso). Les cérémonies officielles des inaugurations des ponts ont eu lieu comme suit : ◦ Samedi 02 juillet 2022 : Pont de Tounfouga dans le cercle de Bougouni ; ◦ Dimanche 03 juillet 2022 : Pont de Djoungoula dans le cercle de Kangaba; ◦ Samedi 04 mai 2024 : Ponts de Faniéna et N'Tiobougou dans le cercle de Sikasso. **1.5.2.Travaux de réalisations des aménagements connexes (Infrastructures socioéconomiques)** Les besoins en aménagements connexes exprimés par les communautés sont de 263 dont 136 pour la région de Koulikoro soit 51,71% et 127 pour Sikasso soit 48,29%. Les besoins se composent principalement de construction de salles de classes, de clôtures d'écoles, au nombre de 112 soit 42,59% ; d'infrastructures d'amélioration de centres de santé pour 42 investissements soit 16%, de points d'eau pour la consommation et le maraîchage, au nombre de 90 soit 34,29%. L'exécution a porté sur 166 aménagements connexes dans les 2 régions, entre 2021 et 2024 : ***- Région de Koulikoro (75 aménagements connexes) :*** nombre de salles de classes : 14 ; nombre d'écoles clôturées : 12 ; nombre de maternités construites : 06 ; nombre de PMH : 12 ; nombre de périmètres maraîchers aménagés : 07 ; nombre de tricycles livrés aux centres de santé : 18 ; autres aménagements : 06. ***-Région de Sikasso (91 aménagements connexes) :*** nombre de salles de classes : 29 ; nombre d'écoles clôturées : 13 ; nombre de maternités construites : 16 ; nombre de PMH : 16 ; nombre de périmètres maraîchers aménagés : 02 ; nombre de tricycles livrés aux centres de santé : 13 ; autres aménagements : 02. **1.5.3. Au titre du Projet d'Appui à la Compétitivité Agro-Industrielle du Mali (PACAM) :** Ce projet a transféré en 2023 les 300 km de pistes rurales qu'elle a aménagées dans les cercles de Sikasso et Yanfolila pour faciliter l'évacuation des mangues vers les centres collecte et de commercialisation. **1.5.4. Autre activité :** Le Ministère des Transports et des Infrastructures a organisé pour la première fois au Mali, les états généraux sur l'entretien routier les 14, 15 et 16 septembre 2023 au Centre international de conférence à Bamako (CICB). L'objectif des assises était de faire le diagnostic de la problématique de l'entretien routier, assorti de propositions de solutions et de recommandations.

Question	Réponse
	La cérémonie d'ouverture placée sous la haute présidence du Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr Choguel Kokalla MAÏGA, a enregistré plus de 1000 participants. Plus de 300 participants du secteur public et privé, des collectivités territoriales, des organisations de la société civile, des partenaires techniques et financiers ont activement pris part aux travaux. Les participants ont proposé cent vingt et une (121) recommandations, dont 41 retenues par la Commission d'organisation feront l'objet d'un plan d'actions et d'une communication écrite. **1.6. Les actions en cours de réalisation:** **1.6.1. Au titre des travaux routiers:** **1.6.1.1. Travaux routiers en cours de réalisation :** -Travaux d'aménagement en 2x2 voies de la section Sévaré-Mopti de la route nationale n°6 (RN6), d'aménagement de 10 Km de voiries (dont 5 Km dans la ville de Mopti et 5 Km dans la ville de Sévaré) ainsi que l'actualisation des études (APS, APD et DAO) pour la construction de la voie de contournement de l'Aéroport de Mopti Ambodédjo ; -Travaux de réhabilitation du tronçon Sandaré-Kayes (138 km) du corridor Bamako-Dakar par le Nord ; -Travaux d'aménagement et d'élargissement du tronçon urbain de la RN27 (Bamako-Koulikoro), à Bamako. **1.6.1.2. Travaux routiers suspendus pour cause d'insécurité** -Travaux de construction et de bitumage de la route Banankoro-Dioro (45 km) ; -Travaux de construction et de bitumage de la route Kwala-Goumbou-Nara (188,25 km): **Section 1** : Kwala-Wolokoro-Kaloumba (134,2 km) et **Section 2** : Kaloumba-Nara (54,05 km) ; -Travaux de réhabilitation/construction de la route Goma Coura-Tombouctou et Diré-Goundam : lot1 : Lot 1 : Goma coura – Léré (165 Km) : tronçon Goma coura – Nampala (80 Km) **avec la réalisation de 10 km de routes bitumées** et tronçon Nampala – Léré (85 Km) ; - Lot 2 : Léré – Niafunké (121 Km) : tronçon Léré - Soumpi (85 Km) ; -Travaux de construction et de bitumage du lot 1 Macina-Diafarabé (43 km) de la route Macina-Diafarabé-Tenenkou. **1.6.1.3. Travaux suspendus pour cause d'occupation des emprises** -Travaux de construction et de bitumage de la voie de ceinture ouest de Koulikoro : 13,56 km aménagés en 2X2 voies ; -Travaux d'élargissement du Pont des Martyrs et ses voies d'accès. **1.6.1.4. Autres travaux suspendus** o Travaux de réhabilitation/renforcement du tronçon Kati-Didiéni (150 Km) de la RN3 du corridor Bamako Dakar par le Nord. **1.6.2. Au titre des Etudes:** -Etudes techniques d'APS, d'APD et DAO des travaux de construction et de bitumage de la route Toukoto-Séféto-Lakamané (143 km). **1.6.3. Au titre des travaux d'entretien routiers et des travaux d'urgences:** En 2024, les programmes suivants. sont en cours:

Question	Réponse
	◦ Programme des travaux d'entretien des routes d'intérêt national dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Taoudenit, Ménaka, Nioro, Kita, Dioila, Nara, Bougouni, Koutiala, San, Douentza, Bandiagara et du District de Bamako et porte sur un linéaire total de 5 483 km dont 4 562 km de routes revêtues et 921 km de routes en terre pour un montant de 15 000 000 000 F CFA sur financement du Fonds d'Entretien Routier du Mali. **1.6.4. Au titre du Projet d'Amélioration de l'Accessibilité Rurale (PAAR) :** -Travaux d'aménagement de 151,35 km de pistes rurales dans la région de Sikasso (cercles de Bougouni, Kolondièba et Yanfolila) avec les aménagements connexes y afférents dans le cadre des phases III et IV du PAAR en cinq (05) lots ; -Travaux d'aménagement de 208,07 km de pistes rurales dans les régions de Koulikoro et Sikasso avec les aménagements connexes y afférents dans le cadre des phases III et IV du PAAR en quatre (04) lots ; -Travaux d'aménagement des pistes de substitution dans les régions de Koulikoro et Sikasso ; -Travaux confortatifs des pistes de la phase II dans du PAAR (2 lots à Sikasso et 1 lot à Koulikoro). **2. PERSPECTIVES** Les perspectives pour la fin de l'année 2024 porteront essentiellement sur (i) l'achèvement des travaux routiers en cours, (ii) le démarrage de certains travaux routiers, (iii) le démarrage de certaines études routières et (iv) les recherches de financement. Il s'agit de : -le démarrage des travaux d'aménagement en 2X2 voies de la route Bamako-Koulouba-Kati (11,485 km) de la RR9, d'aménagement de la bretelle d'accès au Point G (1,7 km) et 7 km de voiries dans la ville de Kati et d'aménagement en 2X2 voies de la section Rond-point GMS-Samé-Kati (9,30 km) de la RN3; -le démarrage des travaux de construction et de bitumage de la route Dioïla-Massigui-Koualé-Kébila (Lots 1&2) ; -la poursuite des travaux de réhabilitation et/ou renforcement du tronçon Sandaré-Kayes (138 km) du corridor Bamako-Dakar par le Sud ; -la poursuite des travaux d'aménagement du tronçon urbain de la RN27 Bamako-Koulikoro, à Bamako ; -la poursuite des programmes des travaux d'entretien routier et des travaux d'urgences ; -l'achèvement des travaux des pistes Phases 3 et 4 du PAAR ; -la reprise des travaux de construction et de bitumage de la route Banankoro-Dioro (45 km) ; -la reprise des travaux de construction et de bitumage de la route Goma Coura-Tombouctou : Lot 1 & 2: Goma coura-Nampala-Léré-Niafounké ; -la reprise travaux de construction et de bitumage de la route Kwala-kaloumba-Nara vers la frontière Mauritanienne (188,25 km); -la relance du dossier d'appel d'offres des travaux de construction et de bitumage de la route Sadiola-Soumala (55 km) ; -la finalisation des études techniques d'APS, d'APD et DAO des travaux de construction et de bitumage de la route Toukoto – Séféto – Lakamané (143 km) ; -le bouclage du financement de la route Bougouni-Manankoro-Frontière Côte d'Ivoire (119 Km) et la bretelle Foulalaba-Diendio-RN9 (27 Km). ◦ **la poursuite de la recherche de financement des travaux ci-après :** 1. aménagement de la Pénétrante (tronçon de la RN7 compris entre le carrefour de la Tour de l'Afrique et Banankoro) en 2x3 voies, longue de 16,5 km ;

Question	Réponse
	2. construction et de bitumage de la route Dioïla-Massigui-Koualé-Kébila / Tronçon Domba - Kébila y compris le contournement de Koualé (52 km) ; 3. réhabilitation du tronçon Douentza-Hombori-Gao de la Route Nationale N°16 (RN 16), longue de 395 km ; 4. réhabilitation/renforcement du tronçon Didiéni-Diéma-Sandaré-Kayes-Diboli du corridor Bamako-Dakar par le Nord, longue de 560 km ; 5. construction et de bitumage de la route Kayes-Sadiola-Kéniéba, Section Soumala – Kéniéba ; 6. construction et de bitumage de la route Kadiana-Fourou-Kadiolo (95 km) et la bretelle Diomantènè-Misséni (50 km) ; 7. construction du 4ème pont de Bamako et ses voies d'accès ; 8. construction et de bitumage de la route Sandaré-Nioro, longue de 103 km ; 9. construction et de bitumage de la route Ansongo-Ménaka-Anderhamboucane-Fre Niger, longue de 320 km ; 10. construction et de bitumage de la route Koro-Douentza-Tombouctou, longue de 330 km ; 11. construction et de bitumage de la route Kayes-Aourou-Frontière Mauritanie, longue de 165 km ; 12. construction en 2x3 voies de la corniche (6,8 km), en 2x2 voies de la route de Sotuba (6,9 km), d'aménagement des voies locales de desserte (9 km), d'aménagement des berges et viabilité des nouvelles zones urbaines dans le district de Bamako ; 13. aménagement de 65 km de voiries urbaines dans le District de Bamako : 14. construction de l'autoroute Sikasso-Zégoua, longue de 95 km ; 15. aménagement du grand contournement de Bamako : liaisons Safo-RN27 et RN6-Sirakoro Méguétana-RN7 ; 16. construction et de bitumage de la route Kidal-Abeïbara-Frontière Algérienne par Timéaouine et Tin-Zaouatène, longue de 405 km : 17. construction du pont sur le fleuve Niger à Ségou ; 18. construction de l'autoroute Bamako-Bougouni-Sikasso-Hérèmakono, longue de 418 km, Phase I (140 km) ; 19. extension du Projet d'Amélioration de l'Accessibilité rurale (PAAR) aux régions de Kayes, Kita, Nioro, Ségou, San, Mopti, Bandiagara et Douentza. Par la lettre n°0384/MTI-SG du 19 mars 2024, le Ministère des Transports et des Infrastructures a soumis au Ministre de l'Economie et des Finances, une requête de financement à l'adresse de la Banque mondiale, d'un montant de 269 421 000 000 FCFA, pour la construction de 8 566 km dont 3 415 km de reliquats de pistes du PAAR (dans les régions de Koulikoro Dioïla, Bougouni et de Sikasso) et 5 151 km pour les régions de Kayes, Kita, Nioro, Ségou, San, Mopti, Bandiagara et Douentza. ◦ **la poursuite de la recherche de financement pour les études ci-après :** -Etudes d'élaboration du Schéma Directeur d'Aménagement des Routes au Mali ; -Etudes d'un programme de réhabilitation des routes revêtues au Mali. -Études techniques d'Avant-Projet Sommaire (APS), d'Avant-Projet Détaillé (APD) et élaboration du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) des travaux de construction et de bitumage de la route Bélékô-Korodougou-Fleuve Baninfing Glô (90 Km) ; -Etudes techniques d'Avant-Projet Sommaire (APS), d'Avant-Projet Détaillé (APD) et élaboration du DAO des travaux de construction et de bitumage des routes : construction de deux ponts (Sorokôrô et Korodougou) ; -Etudes techniques d'Avant-Projet Sommaire (APS), d'Avant-Projet Détaillé (APD) et élaboration du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) des travaux de construction et de bitumage des routes : Lot 1 : Banamba – Niono (211 km) et Lot 2 : Banamba – Boron – Mourdiah (110 km) ; -Etudes d'Avant-Projet Sommaire (APS), d'Avant-Projet Détaillé (APD) et l'élaboration du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) des travaux de construction et bitumage de la route Nioro-Yélimané-Kayes (290 Km), sur financement du Budget national ;

Question	Réponse
	-Etudes d'Avant-Projet Sommaire (APS) et d'Avant-Projet Détaillé (APD) avec production du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) des travaux de construction et de bitumage de la route Séféto – Marena – Niagané - Dalibera, en République du Mali ; -Etudes d'Avant-Projet Sommaire (APS) et d'Avant-Projet Détaillé (APD) avec production du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) des travaux de construction et de bitumage de la route Saladou-Saraya-Frontière Guinée, en République du Mali ; -Etudes d'Avant-Projet Sommaire (APS) et d'Avant-Projet Détaillé (APD) avec production du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) des travaux de construction et de bitumage de la route Kolokani (RN3) – Kotouba – Madina – Sebekoro (RN24) (165 km) et la Bretelle Kodiala – Kassaro (10 km) en République du Mali ; -Etudes d'Avant-Projet Sommaire (APS) et d'Avant-Projet Détaillé (APD) avec production du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) des travaux de construction et de bitumage de la route Kita-Sagabari-Baléa-Fleuve Balé-Frontière Guinée, long d'environ 180 km en République du Mali ; -Etudes d'Avant-Projet Sommaire (APS) et d'Avant-Projet Détaillé (APD) avec production du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) des travaux de construction et de bitumage de la route Kéla (RN26) – Salamalé – Kourémalé (RN5), long d'environ 50 km en République du Mali ; -Etudes d'Avant-Projet Sommaire (APS) et d'Avant-Projet Détaillé (APD) avec production du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) des travaux de construction et de bitumage du tronçon Dioro – Saye – Mougnia – Djenne - Embranchement RN6 (RN 34) de la route nationale n°34, long d'environ 250 km.
Madame le Ministre, en réponse à ma question sur la navigabilité du fleuve Niger de la Guinée Conakry à Bamako, vous avez affirmé la réalisation de l'étude de faisabilité. A-t-elle eu lieu ? sinon, c'est prévu pour quand ?	La réalisation de l'étude de faisabilité de la navigabilité du Fleuve Niger de la Guinée Conakry à Bamako, inscrite dans le Contrat plan Etat-COMANAF 2021-2023, dont le financement est assuré par le budget d'Etat, n'a pas pu être réalisée à cause de l'indisponibilité de crédits budgétaires. Cette activité a été reprogrammée dans le Contrat plan Etat-COMANAF 2024-2026 signé le 21 mai 2024.
Madame le Ministre, à quand l'opérationnalisation de la navigation Saint-Louis-Ambidedi ?	Dans le cadre de l'opérationnalisation de la navigation Saint-Louis-Ambidedi, la XIIIème Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation pour la mise en valeur du Fleuve Sénégal (OMVS), tenue à Nouakchott le 21 mai 2003, a défini un Cadre d'orientation stratégique dans lequel sont reprécisés les objectifs stratégiques de l'Organisation. Le nouveau Programme Régional décline les priorités de valorisation des potentialités en ressources du bassin du fleuve Sénégal et met un accent particulier sur l'importance du secteur des transports à travers la mise en œuvre d'un Système Intégré de Transport Multimodal (SITRAM), avec comme dorsale structurante le chenal de navigation fluviale. Le SITRAM a pour principaux objectifs de : (i) préserver la cohérence du programme de l'OMVS ; (ii) désenclaver les zones de production et de consommation de sa région d'influence; (iii) sécuriser et réduire les coûts d'exploitation des barrages existants ; (iv) contribuer à la résolution de la double crise énergétique et alimentaire en facilitant la réalisation et l'exploitation des futurs aménagements et en appuyant le Plan d'actions Régional pour l'amélioration des cultures irriguées (PARACI); (v) restaurer la vocation traditionnelle du transport fluvial qui consiste à appuyer les secteurs miniers, industriels, le transport et le commerce, et contribuer au développement durable, (vi) constituer un véritable vecteur d'intégration régionale et de consolidation des politiques de développement économique et social des pays membres de l'Organisation.

Question	Réponse
	D'une longueur de 1 800 km, le fleuve Sénégal, formé par trois (3) affluents principaux (Bafing, Bakoye et Falémé), draine un bassin versant d'environ 300 000 km2 qui est découpé en trois entités géographiques distinctes : le haut-bassin qui s'étale de la source à Bakel (PK* 816), la vallée comprise entre Bakel et Dagana (PK 169) et le delta qui va de Dagana à l'embouchure. La mise en œuvre du SITRAM permettra à travers le transport fluviomaritime ou cabotage permettra de : (i) rendre le fleuve Sénégal navigable de manière pérenne entre l'embouchure à Saint-Louis et Ambidédi (située à 905 km en amont) ; (ii) développer un transport fluvial pour faire face à la massification des flux et des échanges, iii) organiser un transit intermodal efficient au niveau des ports, des escales fluviales et des appontements. Etat de préparation : Les études technico/économiques, d'Avant-Projet Détaillé (APD) et de Dossier d'Appel d'Offres (DAO) des travaux réalisées en 1992 par le groupement Manantali sur financement KfW ont été actualisées en 2005/2006 puis complétées par une étude d'impacts sur l'environnement sur financement OMVS (SOGEM). Le coût global d'investissements initiaux a été estimé en 2014 à environ 225 Milliards F CFA ou 500 millions de dollars US. La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a mis en place un financement d'un montant de 12 milliards de FCFA. Le Gap de financement pour la contrepartie des Etats est sollicité.
Madame le Ministre, vous avez effectué plusieurs voyages en Russie pour la relance du secteur des infrastructures et des transports. Pouvez-vous me faire un bilan détaillé de ces voyages ?	Lors de la visite du Président de la Transition, Chef de l'Etat, Son Excellence Colonel Assimi GOITA, en Russie, à l'invitation du Président de la Fédération de Russie, Son Excellence Monsieur Vladimir POUTINE, dans le cadre de la deuxième édition du Sommet Afrique-Russie, tenu à Saint-Pétersbourg du 27 au 28 juillet 2023, les échanges bilatéraux ont porté entre autres sur le renforcement de la coopération entre les deux Etats. Le Président de la Transition, Chef de l'Etat, a exprimé le désir du Gouvernement de moderniser le chemin de fer et de créer une compagnie aérienne nationale. En exécution de la volonté des deux Chefs d'Etat, une mission gouvernementale s'est rendue à Moscow, Fédération de Russie du 12 au 19 novembre 2023. Au cours de cette mission, la partie malienne a fait le point de la mise en œuvre du MOU signé en mai 2022 et a proposé de nouveaux projets ainsi qu'il suit : 1. Projet de Chemin de fer : Le Ministère des Transports et des Infrastructures a signé le 20 mai 2022 un Mémorandum d'entente (MOU) avec Sinara Transport Machines (STM), Société de droit Russe, portant sur les points suivants : -la modernisation des infrastructures ferroviaires et de desserte du matériel roulant, y compris les dépôts et les centres de services en République du Mali ; -la formation du personnel malien d'exploitation et de maintenance du secteur ferroviaire ; -la fourniture de pièces détachées et autres composants pour le matériel roulant exploité en République du Mali ; -la fourniture de nouvelles locomotives devant être exploitées sur le chemin de fer de la République du Mali. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce MOU, une équipe technique de la société russe STM a séjourné à Bamako du 18 au 19 juillet 2022. Le MOU prévoit en son point 1.3, la signature d'un contrat portant sur l'inspection, la conception et l'exécution des travaux de modernisation de la voie ferrée du Mali, y compris la conversion de l'écartement des voies de 1000 mm en écartement de 1435 mm.

Question	Réponse
	Les Termes de référence (TDR) pour les études techniques de construction d'une nouvelle voie en écartement standard (1435 mm) de Bamako à la frontière guinéenne et la réhabilitation de la voie existante de Koulikoro à Diboli en écartement métrique ont été finalisés et transmis à STM. Sur la base des TDR STM a transmis à la partie malienne une proposition d'offres technique et financière qui ont l'objet d'observations par la partie malienne. 2. Projet de création d'une compagnie aérienne : La création d'une compagnie vise à renforcer le désenclavement intérieur et extérieur par voie aérienne et à stimuler le développement socioéconomique du pays. Les projets de textes relatifs à la création de la compagnie aérienne sont dans le circuit d'approbation. 3. Projet de construction de deux lignes de tramway dans le District de Bamako et environs reliées par une ligne périphérique vise à : - améliorer la mobilité urbaine et réduire les temps de déplacement ; - doter la ville d'un réseau de tramway permettant de faire face au développement urbain ; - réduire la pauvreté en améliorant l'accessibilité aux transports collectifs des populations résidant dans les quartiers périphériques ; - contribuer à la qualité de l'environnement en réduisant l'émission des gaz à effets de serre. Le projet consiste à réaliser et exploiter deux (02) lignes de tramway dans le District de Bamako et environs reliées par une ligne périphérique. Il s'agit de : - Sanankoroba-Kati ⇒ ⇒ ⇒ ligne 1 ; - Kanadjiguila-Moribabougou ⇒ ⇒ ⇒ ligne 2 ; - Sanankoroba-Kanadjiguila-Kati-Moribabougou-Sanakoroba⇒⇒⇒ ligne périphérique. +---------- Les lignes de tramway seront réalisées par phases, comme suit : - Phase 1 : réalisation des lignes 1 et 2; - Phase 2 : réalisation de la ligne périphérique.

Bamako, le 20 juin 2024

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But Une Foi

Présidence

Bamako, le.....

N°...../P-CNT

Le Président

A

Monsieur le Premier ministre,
Chef du Gouvernement
- Bamako -

Objet : Questions écrites

Monsieur le Premier ministre,

Conformément à l'article 85 du Règlement Intérieur, j'ai l'honneur de vous communiquer, à toutes fins utiles, les Questions écrites de Madame Aminata SANGARE, membre du CNT, adressées respectivement à :

- Monsieur le Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;
- Madame le Ministre de l'Energie et de l'Eau ;
- Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du Gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Pièces jointes :
- trois (03) Questions écrites

Malick DIAW
Commandeur de l'Ordre National

Questions écrites adressées à Monsieur le Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population

Monsieur le Ministre, la loi domaniale et foncière adoptée par le Conseil National de Transition et promulguée par le Président de la transition depuis 2021 tarde à produire les attentes du peuple malien pour la sécurité juridique et judiciaire.

1. Pouvez-vous me faire l'état des lieux des décrets d'application de cette loi ?

Les dispositions pertinentes de cette loi envisageaient l'audit des biens mobiliers et immobiliers des collectivités territoriales pour une durée de 3 ans à commencer de sa date de signature.

2. Pouvez-vous me faire le bilan de la mise en œuvre de cet audit ? En l'absence de bilan pourriez-vous m'indiquer les raisons de la non-exécution ?

Après l'adoption de la loi domaniale et foncière, il a été annoncé par le Conseil des Ministres de la mise en place d'une commission interministérielle de lutte contre la délinquance foncière.
Depuis cette annonce, aucun rapport et aucune réunion.

3. Pouvez-vous me donner les raisons de cette léthargie de la commission ?
4. À quand la production de rapports et l'opérationnalisation de cette commission interministérielle ?

5. Monsieur le Ministre, pouvez-vous me donner la réalité sur la superficie de la zone aéroportuaire ?

6. Quelles sont les conclusions des litiges fonciers opposant les déguerpis de la zone aéroportuaire et l'Etat ?

7. Pouvez-vous me faire la liste des victimes de la zone aéroportuaire n'ayant pas bénéficié de leur droit d'expropriation ou de compensation ?
8. Monsieur le Ministre, pouvez-vous me faire le bilan des logements sociaux au Mali ?
9. Quelles les mesures prises par votre département pour permettre à l'OMH de payer ses dettes ?
10. Monsieur le Ministre, à quand le payement des entreprises ayant construit les logements sociaux dans les régions notamment dans les zones d'insécurité ?

Beaucoup d'entrepreneurs se plaignent de l'injustice dans le payement de leurs droits.

11. Pouvez-vous me faire l'état des lieux des entreprises n'ayant pas bénéficié de leurs droits et celles qui sont en retard par rapport au délai ?

12. Monsieur le Ministre, où en sommes-nous avec la question des bâtiments publics bradés ?
13. Monsieur le Ministère, pouvez-vous me faire le bilan de la participation de votre ministère au budget d'Etat ?
14. Monsieur le Ministre, pouvez-vous me donner les tarifs pour l'obtention des titres fonciers par région du Mali ?

Monsieur le Ministre, la population de Lamine Bamballa un village de la commune urbaine de Sikasso se plaint d'un brigandage foncier leur opposant à une agence immobilière.

15. Pouvez-vous m'édifier sur la situation ? Quelles sont les dispositions prises pour soulager la population ?

16. Monsieur le Ministre, pouvez-vous me donner les informations réelles sur l'occupation de l'espace de l'ancien aéroport de Sikasso ?

17. Monsieur le Ministre, pouvez-vous me faire l'état des lieux des problèmes fonciers opposant le maire de la commune urbaine de Mopti et sa population ?

18. Monsieur le Ministre, pouvez-vous me faire un état des lieux des titres fonciers appartenant à l'état français au Mali ?

Dans l'attente d'une suite favorable à mes questions, recevez mes salutations les plus distinguées.

Bamako, le 27 Mai 2024

Aminata SANGARE

PRIMATURE

CABINET DU PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

N° 00983 PM-CAB

Bamako, le 10 JUIL 2024

Le Premier Ministre

Chef du Gouvernement

A

Monsieur le Secrétaire Général du Conseil national de Transition,

A la haute attention de Monsieur le Président du Conseil national de Transition.

BAMAKO

Objet : Questions écrites.

Réf : Lettre n°265/P-CNT du 31 mai 2024.

Monsieur le Secrétaire Général,

En réponse à la lettre, dont la référence est rappelée ci-dessus, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, copie de la lettre n°00378/MUHDATP-SG du 08 juillet 2024 par laquelle le ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du territoire et de la Population donne suite aux questions écrites formulées par Madame Aminata SANGARE, membre du Conseil national de Transition.

Le ministre signale que les questions numéros 17 et 18, font l'objet de recherche documentaire au sein des services techniques. Les réponses y afférentes seront communiquées dans les délais les meilleurs.

Veuillez agréer, **Monsieur le Secrétaire Général**, l'expression de ma considération distinguée./.

10 JUIL 2024

Pour le Premier ministre et par Ordre,

Le Directeur de Cabinet Adjoint,

PRIMATURE ★ Directeur de Cabinet Adjoint ★ République du Mali Un Peuple Un But Une Foi

Mahamadoun TOURE

Officier de l'Ordre National

Pièce jointe :

- Eléments de réponse relatifs aux questions écrites.

MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES,
DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION
****
SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI
****

REPONSE AUX QUESTIONS ECRITES FORMULEES PAR Mme AMINATA SANGARE DU CNT

N°	QUESTIONS	REPONSES	OBSERVATIONS
1	Pouvez-vous me faire l'état des lieux des décrets d'application de la loi domaniale et foncière ?	La loi domaniale et foncière et ses décrets d'application sont appliqués quotidiennement par mes services dans la gestion foncière.	
2	Les Dispositions pertinentes de cette loi envisageaient l'audit des biens mobiliers et immobiliers des collectivités territoriales pour une durée de 3 ans à commencer de sa date de signature. Pouvez-vous me faire le bilan de cet audit ? En absence de bilan pourriez-vous m'indiquer les raisons de la non-exécution ?	Contrairement à la question, l'article 260 de la loi domaniale et foncière prévoit l'inventaire des biens appropriés visés à l'article 30 (du même code) qui constituent le domaine privé immobilier des différentes collectivités. Il n'y a pas eu d'inventaire car la même disposition prévoit la mise en place d'une commission dont la composition, les attributions, et les conditions de fonctionnement sont fixées par un arrêté conjoint du ministre chargé des Domaines et du ministre chargé de l'Administration territoriale qui n'a pas encore vu le jour.	

3	**Après l'adoption de la loi domaniale et foncière, il a été annoncé par le conseil des ministères de la mise en place d'une commission interministérielle de lutte contre la délinquance foncière. Pouvez-vous me donner les raisons de cette léthargie de la commission ?**		
4	**A quand la production de rapports et l'opérationnalisation de cette commission interministérielle ?**		
5	**Monsieur le Ministre, que pouvez-vous me donner la réalité sur la superficie de la zone aéroportuaire ?**	Le domaine aéroportuaire, classé par le **Décret N°19-252 /P-RM du 15 Septembre 1999,** avait une superficie initiale de 7194 hectares (ha) environs sur une longueur périmétrique de 47021, 83 mètres. Mais aujourd'hui avec le déclassement et l'affectation de 50 hectares (ha) à la Société « **TOGUNA AGRO INDUSTRIES** », il a une contenance de 7144 hectares.	
6	**Quelles sont les conclusions des litiges fonciers opposant les déguerpis de la zone aéroportuaire et l'Etat ?**	Il n'y a pas de litige foncier entre l'Etat du Mali et les déguerpis de la zone aéroportuaire. En tout état de cause, le Premier ministre, par décret n° .....en date du .... a mis en place une commission d'enquête, auprès du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, pour faire le point des occupations illicites qui s'y trouvent. Les conclusions des travaux de cette commission sont attendues par le Gouvernement.	
7	**Pouvez-vous me faire la liste des victimes de la zone aéroportuaire n'ayant pas bénéficié de leur Droit d'expropriation et de compensation**	En 1995, le Gouvernement du Mali a procédé au recensement et à l'indemnisation de tous les occupants de l'actuel site appelé « Domaine aéroportuaire de Bamako-Senou ». Toutefois, certains occupants illicites continuent de proclamer qu'ils ont été omis dans la liste de recensement de 1995. Ces cas font, de nos jours, l'objet de traitement au cas par cas. Il convient de noter que le Gouvernement est à pied d'œuvre, pour trouver des parcelles de compensation pour ceux d'entre eux, qui en aurait droit.	
8	**Monsieur le Ministre, Pouvez-vous me faire le bilan des logements sociaux au Mali**	19 312 logements ont été réalisés de 2002 au 31 mai 2024, répartis comme suit: 1- Région de Kayes 572 dont 150 réalisés en PPP et 422 par le programme gouvernemental 2- Région de Koulikoro: 422 logements	

		sociaux dont 150 en PPP et 272 par le programme gouvernemental; 3- Région de Sikasso: 655 logements sociaux dont 185 en PPP et 470 par le programme gouvernemental; - Région de Ségou: 642 logts sociaux du programme gouvernemental; - Région de Mopti: 505 logements sociaux du programme gouvernemental; 6- Région de Gao: 176 du programme gouvernemental; 7- Région de Tombouctou: 283 logements 100 logements en PPP et 183 du programme gouvernemental; 8- Région de Kidal: 28 logements sociaux du programme gouvernemental et 9- District de Bamako et Kati : 16 009 logements dont 10 037 en PPP et 5 972 par le programme gouvernemental.	
9	Quelles sont les mesures prises par votre Département pour permettre à l'OMH de payer ses dettes	Sous l'égide des Ministres en charge des Finances et de l'Habitat, une convention de restructuration des dettes de l'OMH a été signé le 30 septembre 2022 pour la prise en charge totale des dettes de l'OMH sur 15 ans.	
10	Monsieur le Ministre, à quand le paiement des entreprises ayants construits les logements sociaux dans les régions notamment dans les zones d'insécurité.	Le paiement de ses entreprises est prévu dans la convention de restructuration des dettes de l'OMH cité plus et inscrit dans le programme d'activité de l'OMH 2024. Les dispositions sont en cours pour le paiement desdits travaux.	
11	Pouvez-vous me faire l'état des lieux des entreprises n'ayant pas bénéficié leurs droits et celles qui sont en retard par rapport au délai.	La situation financière et physique relative aux travaux des entreprises concernées est citée dans un tableau en annexe pour ce qui concerne le programme gouvernemental. Cependant, les programmes en Partenariat Public Privé (PPP) sont réalisés par des sociétés immobilières qui ont la charge du financement des travaux jusqu'à la réception et sont payés par des traites dans le cadre de la restructuration sur une période de 15 ans.	
12	Monsieur le Ministre, où en sommes-nous avec les questions des bâtiments publics bradés ?		
13	Monsieur le Ministre, pouvez-vous me faire le bilan de la participation de votre ministère au budget d'Etat ?	L'objectif de recette assigné à mon Département pour l'année 2024 se chiffre à cent quatre-vingt-dix milliards (190 000 000 000) F CFA contre une réalisation de cent soixante-seize milliards neuf cent cinquante-six	

		millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille deux cent soixante-quatorze (176 956 999 274) F CFA en 2023.	
14	**Monsieur le Ministre, pouvez-vous me donner les tarifs pour l'obtention des titres fonciers par région du Mali ?**	Les tarifs pour l'obtention des titres fonciers sont fixés par les décrets n°2019-113 et 138/P-RM des 22 février et 04 mars 2019 (joints à la présente note). Le premier fixe les prix de cession et les redevances des terrains urbains et ruraux du domaine privé immobilier de l'Etat à usage commercial, industriel, artisanal, scolaire, de bureau, d'habitation et assimilés en fonction des localités. Le second relatif aux concessions rurales et la procédure d'estimation des barèmes spécifiques fixe en fonction de la situation géographique dans les zones fixées en annexe du même décret.	
15	**Monsieur le Ministre, la population de Lamine Bamballa, un village de la commune urbaine de Sikasso se plaint d'un brigandage foncier les opposant à une agence immobilière.** **Pouvez-vous m'édifier la situation ?** **Quelles sont les dispositions prises pour soulager la population ?**	Le litige concernant ce village a connu un traitement administratif et judiciaire. En effet par Décision sans numéro en date du 07 juillet 2014, le Directeur régional des domaines et du Cadastre, a annulé Actes Administratifs de cession relatifs au site objet de la requête au motif que les droits coutumiers n'ont pas été purgés. Cette annulation a été confirmée par le Tribunal Administratif par le jugement n°350 du 26 Aout 2015. Et par arrêt n°197 du 08 avril 2016, la section Administrative de la Cour Suprême a infirmé le jugement cité supra. Ledit arrêt fut confirmé par l'arrêt n°354 du 30 juin 2016 suite à une demande de révision sollicitée par la Direction Générale de Contentieux de l'Etat (DGCE) agissant au nom pour le compte de la Direction régionale des Domaines et du Cadastre de Sikasso.	
16	**Monsieur le Ministre, pouvez-vous me donner les informations réelles sur l'occupation de l'espace de l'ancien aéroport de Sikasso ?**	Le Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) de la ville de Sikasso et environs est approuvé suivant le **Décret N°06-052/P-RM du 06 février 2006 pour une période de 20 ans de 2005 à 2024.** Les Plans d'Urbanisme Sectoriels de la ville de Sikasso et environs (Secteur 1 et 2) sont approuvés suivant **l'Arrêté Interministériel N°08-2263/MLAFU-MATCL du 07 Août 2008,** Le Plan d'Urbanisme Sectoriels du Secteur 3 de la ville de Sikasso et environs est approuvés suivant **l'Arrêté Interministériel N°2015 - 0455/MLAFU-MATCL -SG du 24 Mars 2015.**	La Direction Régionale de l'Urbanisme et de l'Habitat de Sikasso interpelle régulièrement des contrevenants au niveau de l'ancien aéroport de Sikasso concernant des lotissements illicites, des constructions illicites des travaux de bornage illicites etc.

		Conformément aux dispositions du Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) de la ville de Sikasso et environs l'emprise de l'ancien aéroport de Sikasso couvre **une superficie de 150 ha.** Les **150 ha** de l'ancien aéroport de Sikasso ont été programmés par le Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) de la ville de Sikasso et environs et par les Plans d'Urbanisme Sectoriels de la ville de Sikasso et environs (Secteur 1 et 2) comme suite : ➢ **Une grande partie pour future l'habitat ;** ➢ **40 ha pour l'extension de la zone de bureau ;** ➢ **15 ha pour la création d'un centre commercial secondaire moderne avec marché de quartier d'une superficie de 5 ha ;** ➢ **1.5 ha pour un Centre culturel islamique ;** ➢ **3 ha pour un Parc d'attraction pour enfants ;** ➢ **La construction de trois (03) hôtels ;** ➢ **Une gare routière.** A la date d'aujourd'hui, les **150 ha** de l'ancien aéroport de Sikasso sont soit attribués ou proposés à environs **95%**. Les attributions concernent majoritairement des espaces déjà lotis régulièrement par des promoteurs immobiliers et de l'Etat à travers les opérations d'urbanisme dument approuvés. On y note aussi des parcelles proposées ou attribuées pour la construction des **Bureaux de services Techniques de l'Etat (régionaux et locaux), des bureaux pour les Collectivités Territoriales, des ONG, des Entreprises, des hôtels, des écoles des orphelinats, un palais de congrès, etc.** Par ailleurs certaines parties de l'ancien aéroport de Sikasso ont fait l'objet **d'occupations illicites** par des tierces personnes (**souvent des spéculateurs fonciers**) **sans aucun titre de propriété légal.** Ces derniers prétendent avoir des droits coutumiers sur les emprises de l'ancien aéroport de Sikasso sans justificatif.	Des convocations sont délivrées aux contrevenants, d'autres sont traduits à la justice à travers des Procès-Verbaux de constat d'infraction établis par **la Brigade de contrôle des constructions et des servitudes d'urbanisme** de ladite Direction Régionale.

17	**Monsieur le Ministre, que pouvez-vous me faire l'état des lieux des problèmes fonciers opposant le maire de la commune urbaine de Mopti et sa population ?**		
18	**Monsieur le Ministre, que pouvez-vous me faire un état des lieux des titres fonciers à l'Etat français au Mali ?**		

Pièces jointes :

- Décret n°2019-0138/P-RM du 04 Mars 2019 fixant les barèmes généraux de base des prix de cession, des redevances des terrains ruraux appartenant à l'Etat et déterminant la procédure d'estimation des barèmes spécifiques ;
- Annexe1 du décret n°2019-0138/P-RM du 04 Mars 2019 fixant les barèmes généraux de base des prix de cession, des redevances des terrains ruraux appartenant à l'Etat et déterminant la procédure d'estimation des barèmes spécifiques ;
- Annexe2 du décret n°2019-0138/P-RM du 04 Mars 2019 fixant les barèmes généraux de base des prix de cession, des redevances des terrains ruraux appartenant à l'Etat et déterminant la procédure d'estimation des barèmes spécifiques ;
- Annexe3 du décret n°2019-0138/P-RM du 04 Mars 2019 fixant les barèmes généraux de base des prix de cession, des redevances des terrains ruraux appartenant à l'Etat et déterminant la procédure d'estimation des barèmes spécifiques ;
- Situation de l'ensemble des logements réalisés dans la région de Mopti ;

Mme DIARRA
PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

DECRET N°2019 - 0138 /P-RM DU 04 MAR. 2019

FIXANT LES BAREMES GENERAUX DE BASE DES PRIX DE CESSION, DES REDEVANCES DES TERRAINS RURAUX APPARTENANT A L'ETAT ET DETERMINANT LA PROCEDURE D'ESTIMATION DES BAREMES SPECIFIQUES

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi n°96-059 du 04 novembre 1996, modifiée, portant création de Communes ;
Vu la Loi n°02-016 du 03 juin 2002 fixant les règles générales de l'urbanisme ;
Vu l'Ordonnance n°00-027/P-RM du 22 mars 2000, modifiée, portant Code domanial et foncier ;
Vu le Décret n°01-040 /P-RM du 02 février 2002, modifié, déterminant les formes et conditions d'attribution des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat ;
Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Les terrains objet de concession rurale sont classés en fonction de leur situation géographique dans les zones fixées en annexe 1 au présent décret.

Article 2 : Les prix de cession et les redevances des terrains visés à l'article 1er sont fixés par hectare au tableau joint en annexe 2 au présent décret.

En cas de cession d'un titre foncier issu de la transformation d'un titre provisoire de concession rurale, les prix de cession indiqués en annexe 2 sont réduits de 25%.

Les concessions rurales de moins de 0,25 hectare, attribuées avant l'entrée en vigueur du Décret n°2013-341/P-RM du 18 avril 2013, sont assimilées aux terrains dont la superficie est comprise entre 0,25 hectare et 5 hectares.

Article 3 : Les redevances des terrains dont la superficie est supérieure à 1.000 hectares sont déterminées comme suit :

- pour les premiers 1.000 ha, conformément à l'annexe 2 du présent décret ;
- pour la superficie supplémentaire, la redevance à l'hectare est la moitié de la redevance fixée à l'annexe 2.

ANNEXE I AU DECRET N°2019 - 0138 /P-RM DU 04 MAR. 2019

FIXANT LES BAREMES GENERAUX DE BASE DES PRIX DE CESSION, DES REDEVANCES DES TERRAINS RURAUX APPARTENANT A L'ETAT ET DETERMINANT LA PROCEDURE D'ESTIMATION DES BAREMES SPECIFIQUES

Zone n°1	Zone n°2	Zone n°3	Zone n°4	Zone n°5
Cercles de Kita, Kéniéba	Cercle de Kayes	Cercles de Diéma, Bafoulabé, Nioro, Yélimané		
Cercles de Koulikoro, Kati	Cercles de Kangaba, Dioïla	Cercles de Nara, Banamba, Kolokani		
Cercles de Sikasso, Koutiala, Bougouni, Yanfolila	Cercles de Kadiolo, Kolondiéba, Yorosso			
Cercle de Ségou	Cercles de Baraouéli, Niono, San, Bla	Cercles de Macina, Tominian		
	Cercles de Mopti, Djenné	Cercles de Youwarou, Ténenkou, Bandiagara, Koro, Bankass	Cercle de Douentza	
		Cercles de Diré, Niafunké	Cercle de Goundam	Cercles de Tombouctou, Gourma - Rharous
			Cercles de Gao, Ansogo	Cercle de Bourem
				Cercles de Kidal, Tessalit, d'Abeïbara, Tin – Essako
				Cercles de la Région Ménaka
				Cercles de la Région Taoudénit

ANNEXE 2 AU DECRET N°2019- 0138 /P-RM DU 04 MAR. 2019

FIXANT LES BAREMES GENERAUX DE BASE DES PRIX DE CESSION, DES REDEVANCES DES TERRAINS RURAUX APPARTENANT A L'ETAT ET DETERMINANT LA PROCEDURE D'ESTIMATION DES BAREMES SPECIFIQUES

Situations géographiques	Tranche supérieure ou égale 0,25ha mais inférieure ou égale à 5 ha		Tranche supérieure à 5ha mais inférieure ou égale à 10 ha		Tranche supérieure à 10ha mais inférieure ou égale à 100 ha		Tranche supérieure à 100 ha	
	Rdces/ an/ha	Prix de Cession (millier FCFA/ ha)	Rdces/ an/ha	Prix de Cession (millier FCFA/h a)	Rdces/ an/ha	Prix de Cession (millier FCFA/h a)	Rdces/ an/ha	Prix de Cession (millier FCFA/h a)
Zone n°1	15.000	750	17.500	975	24.000	1 200	30.000	1 500
Zone n°2	10.000	500	13.000	650	16.000	800	20.000	1.000
Zone n°3	5.000	250	6.000	325	8.000	400	10.000	500
Zone n°4	2.250	125	3,000	162	4.000	200	5.000	250
Zone n°5	1.000	62	1.500	81	2.000	100	2.500	125

ANNEXE 3 AU DECRET N°2019- 0138 /P-RM DU 04 MAR. 2019

FIXANT LES BAREMES GENERAUX DE BASE DES PRIX DE CESSION, DES REDEVANCES DES TERRAINS RURAUX APPARTENANT A L'ETAT ET DETERMINANT LA PROCEDURE D'ESTIMATION DES BAREMES SPECIFIQUES

Circonstance du Terrain	Tranche de 0,25 à 5 ha		Tranche de 5 à 10 ha		Tranche de 10 à 100 ha		Tranche de plus de 100 ha	
	Rdces/ an/ha	Prix de Cession (millier FCFA/ha)	Rdces / an/ha	Prix de Cession (millier FCFA/ha)	Rdces/ an/ha	Prix de Cession (millier FCFA/ha)	Rdces/ an/ha	Prix de Cession (millier FCFA/ha)
Aménagé sis en zone 1	16 500	1 600	18857	1778	21214	2133	25929	2667
Aménagé sis en zone 2	11786	1 067	14143	1333	16500	1600	21214	1 778
Aménagé sis en zone 3	7071	889	9429	1067	11786	1244	16500	1 422
Aménagé sis en zone 4	4714	356	7071	444	9429	533	14143	7 11
Aménagé sis en zone 5	2357	178	3536	222	4714	267	7071	356
Non aménagé sis en zone 1	12964	1 067	14143	1244	15321	1600	16500	1 778
Non aménagé sis en zone 2	8250	711	9429	978	10607	1244	11786	1 511
Non aménagé sis en zone 3	5893	444	7071	533	8250	622	9429	711
Non aménagé sis en zone 4	3536	178	4714	267	5893	356	7071	444
Non aménagé sis en zone 5	1179	89	2357	133	3536	222	4714	267

MINISTERE DE L'HABITAT
ET DE L'URBANISME
==========
DIRECTION NATIONALE DES
DOMAINES
N° 0052 ==========/ MHU-DND

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
==========

Bamako, le 28 FEV 2019

Le Directeur National des

Domaines

/-)

Tous les Directeurs Régionaux des

Domaines et du Cadastre

Objet : Application du Décret n°2019-0113/P-RM du 22 Février 2019.

En vous transmettant le **Décret n°2019-0113/P-RM du 22 Février 2019** fixant les prix de cession et les redevances des terrains urbains et ruraux du domaine privé immobilier de l'Etat à usage commercial, industriel, artisanal, scolaire, de bureau, d'habitation ou assimilés, je vous invite à en assurer la large diffusion et l'application immédiate.

J'attache du prix à l'exécution de la présente instruction, dont vous me rendrez compte diligemment.

Ampliations

MHU.....1p/Cr

MEF.....1p/Cr

DEPR.....1p/suivi

CAI.....1p/suivi

Le Directeur National

Ibrahim SIMPARA
Inspecteur des Impôts

Mme DIARRA
PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

DECRET N°2019 - 0113 /P-RM DU 22 FEV. 2019

FIXANT LES PRIX DE CESSION ET LES REDEVANCES DES TERRAINS URBAINS ET RURAUX DU DOMAINE PRIVE IMMOBILIER DE L'ETAT A USAGE COMMERCIAL, INDUSTRIEL, ARTISANAL, SCOLAIRE, DE BUREAU, D'HABITATION OU ASSIMILES

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi n°96-059 du 04 novembre 1996, modifiée, portant création de Communes ;
Vu la Loi n°02-016 du 03 juin 2002 fixant les règles générales de l'urbanisme ;
Vu l'Ordonnance n°00-027/P-RM du 22 mars 2000, modifiée, portant Code domanial et foncier ;
Vu le Décret n°01-040 /P-RM du 02 février 2002, modifié, déterminant les formes et conditions d'attribution des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat ;
Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Les prix de cession et les redevances des terrains urbains et ruraux du domaine privé immobilier de l'Etat à usage commercial, industriel, artisanal, scolaire, de bureau, d'habitation ou assimilés sont fixés en fonction de leur usage et de leur situation géographique. Au sens du présent décret :

- la zone résidentielle se définit comme étant une zone d'habitation de haut ou moyen standing. Les autres zones d'habitation sont réputées ordinaires ;

- une parcelle est réputée résidentielle lorsqu'elle est située dans une zone d'habitation de haut standing ou de moyen standing avec un environnement viabilisé.

Article 2 : Les prix de cession et les redevances des terrains urbains et ruraux du domaine privé immobilier de l'Etat, à usage commercial, industriel, artisanal, scolaire, de bureau, d'habitation ou assimilés sont fixés comme suit par mètre carré (m²) en F CFA :

A - PRIX DE CESSION :

LOCALITES / USAGE	PRIX DE CESSION F CFA/m²
DISTRICT DE BAMAKO	
Parcelle de terrain à usage commercial	21 200
Parcelle de terrain à usage de bureau	15 900
Parcelle de terrain à usage industriel	6 360
Parcelle de terrain à usage artisanal	4 770
Parcelle de terrain à usage scolaire	4 770
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	20 000
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	5 000
REGION DE KAYES	
Communes de Kayes, Liberté-Dembaya, Kouloum, Kita, Kita-Nord et Kita-Ouest	
Parcelle de terrain à usage commercial	3 320
Parcelle de terrain à usage de bureau	2 490
Parcelle de terrain à usage industriel	610
Parcelle de terrain à usage artisanal	458
Parcelle de terrain à usage scolaire	458
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	1 330
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	398
Commune de Nioro et les villes de Diéma, Bafoulabé, Kéniéba, Yélimané et Mahina	
Parcelle de terrain à usage commercial	1 790
Parcelle de terrain à usage de bureau	1 343
Parcelle de terrain à usage industriel	510
Parcelle de terrain à usage artisanal	383
Parcelle de terrain à usage scolaire	383
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	900
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	285
Les autres localités des Cercles de Kayes, Bafoulabe, Kita, Nioro, Yélimané, Diéma et Kéniéba	
Parcelle de terrain à usage commercial	1 660
Parcelle de terrain à usage de bureau	1 245
Parcelle de terrain à usage industriel	410
Parcelle de terrain à usage artisanal	308
Parcelle de terrain à usage scolaire	308
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	800
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	203
REGION DE KOULIKORO	
Commune de Koulikoro et la ville de Tienfala	
Parcelle de terrain à usage commercial	1 990
Parcelle de terrain à usage de bureau	1 493
Parcelle de terrain à usage industriel	480

Parcelle de terrain à usage artisanal	360
Parcelle de terrain à usage scolaire	360
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	730
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	240
Communes de Kati, Kalaban-coro, Kambila, Moribabougou, Sangarébougou, Dialakorodji, Dogodouman, Mandé, N'Gabacoro Droit, et les villes de Banancoro et Dialakorobougou	
Parcelle de terrain à usage commercial	5 970
Parcelle de terrain à usage de bureau	2 000
Parcelle de terrain à usage industriel	1 910
Parcelle de terrain à usage artisanal	1 433
Parcelle de terrain à usage scolaire	1 433
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	5 000
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	3 000
Les Communes de Baguinéda, Mountougoula et les villes de Dioïla, Fana, Ouélésébougou, Sanankoroba, Dialakoroba, Kasséla, Siby, Bancoumana, Kambila, Dio-Gare et Diago	
Parcelle de terrain à usage commercial	3 000
Parcelle de terrain à usage de bureau	1 300
Parcelle de terrain à usage industriel	1 200
Parcelle de terrain à usage artisanal	1 000
Parcelle de terrain à usage scolaire	1 000
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	2 800
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	2 000
Les Cercles de Banamba, Kangaba, Kolokani et Nara et les autres localités des Cercles de Koulikoro, Kati et Dioïla	
Parcelle de terrain à usage commercial	1 200
Parcelle de terrain à usage de bureau	900
Parcelle de terrain à usage industriel	250
Parcelle de terrain à usage artisanal	188
Parcelle de terrain à usage scolaire	188
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	320
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	120
REGION DE SIKASSO	
Communes de Sikasso, Koutiala, Sinsina, N'Goutjina et Bougouni	
Parcelle de terrain à usage commercial	3 980
Parcelle de terrain à usage de bureau	2 985
Parcelle de terrain à usage industriel	750
Parcelle de terrain à usage artisanal	563
Parcelle de terrain à usage scolaire	563
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	1 590
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	480

Les Cercles de Kadiolo, Yorosso, Kolondièba, Yanfolila et les autres localités des Cercles de Sikasso, Bougouni et Koutiala	
Parcelle de terrain à usage commercial	1 200
Parcelle de terrain à usage de bureau	900
Parcelle de terrain à usage industriel	370
Parcelle de terrain à usage artisanal	278
Parcelle de terrain à usage scolaire	278
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	430
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	240
REGION DE SEGOU	
Communes de Ségou, Pélengana, Sébougou, Sakoïba, Niono et San	
Parcelle de terrain à usage commercial	3 980
Parcelle de terrain à usage de bureau	2 985
Parcelle de terrain à usage industriel	730
Parcelle de terrain à usage artisanal	548
Parcelle de terrain à usage scolaire	548
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	1 590
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	480
Les Cercles de Niono, Bla, Macina, Barouéli, Tominian et les autres localités des Cercles de Ségou et San	
Parcelle de terrain à usage commercial	1 990
Parcelle de terrain à usage de bureau	1 493
Parcelle de terrain à usage industriel	350
Parcelle de terrain à usage artisanal	263
Parcelle de terrain à usage scolaire	263
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	960
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	240
REGION DE MOPTI	
Les Communes de Mopti et Sokoura "terrain non remblayé"	
Parcelle de terrain à usage commercial	10 000
Parcelle de terrain à usage de bureau	8 283
Parcelle de terrain à usage industriel	300
Parcelle de terrain à usage artisanal	300
Parcelle de terrain à usage scolaire	300
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	2 783
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	398
Les Communes de Mopti et Sokoura " terrain remblayé"	
Parcelle de terrain à usage commercial	33 130
Parcelle de terrain à usage de bureau	24 840
Parcelle de terrain à usage industriel	1 200
Parcelle de terrain à usage artisanal	1 200
Parcelle de terrain à usage scolaire	1 200
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	11 130
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	1 590

Les Cercles de Djenné, Bankass, Ténenkou, Douentza, Koro, Bandiagara, Youwarou et les autres localités du Cercle de Mopti	
Parcelle de terrain à usage commercial	1 990
Parcelle de terrain à usage de bureau	1 493
Parcelle de terrain à usage industriel	350
Parcelle de terrain à usage artisanal	263
Parcelle de terrain à usage scolaire	263
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	960
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	240
REGION DE TOMBOUCTOU	
Les Communes de Tombouctou, Diré, Goundam et les villes de Niafunké et Tonka	
Parcelle de terrain à usage commercial	640
Parcelle de terrain à usage de bureau	480
Parcelle de terrain à usage industriel	250
Parcelle de terrain à usage artisanal	188
Parcelle de terrain à usage scolaire	188
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	340
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	143
Le Cercle de Gourma Rharouss et les autres localités des Cercles de Tombouctou, Diré, Goundam, Niafunké	
Parcelle de terrain à usage commercial	510
Parcelle de terrain à usage de bureau	383
Parcelle de terrain à usage industriel	140
Parcelle de terrain à usage artisanal	105
Parcelle de terrain à usage scolaire	105
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	340
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	60
REGION DE GAO	
La Commune de Gao	
Parcelle de terrain à usage commercial	840
Parcelle de terrain à usage de bureau	630
Parcelle de terrain à usage industriel	270
Parcelle de terrain à usage artisanal	203
Parcelle de terrain à usage scolaire	203
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	340
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	150
Les Cercles de Bourem et Ansongo et les autres localités du Cercle de Gao	
Parcelle de terrain à usage commercial	340
Parcelle de terrain à usage de bureau	255
Parcelle de terrain à usage industriel	140
Parcelle de terrain à usage artisanal	105
Parcelle de terrain à usage scolaire	105
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	340
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	50

REGION DE KIDAL	
La Commune de Kidal	
Parcelle de terrain à usage commercial	200
Parcelle de terrain à usage de bureau	155
Parcelle de terrain à usage industriel	100
Parcelle de terrain à usage artisanal	80
Parcelle de terrain à usage scolaire	80
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	100
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	50
Les Cercles de Tessalit, Abeïbara et Tin – Essako et les autres localités du Cercle de Kidal	
Parcelle de terrain à usage commercial	180
Parcelle de terrain à usage de bureau	135
Parcelle de terrain à usage industriel	80
Parcelle de terrain à usage artisanal	60
Parcelle de terrain à usage scolaire	60
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	80
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	30
REGION DE MENAKA	
La Commune de Ménaka	
Parcelle de terrain à usage commercial	640
Parcelle de terrain à usage de bureau	430
Parcelle de terrain à usage industriel	220
Parcelle de terrain à usage artisanal	150
Parcelle de terrain à usage scolaire	150
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	340
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	105
Les autres localités des Cercles de la Région de Ménaka	
Parcelle de terrain à usage commercial	340
Parcelle de terrain à usage de bureau	255
Parcelle de terrain à usage industriel	140
Parcelle de terrain à usage artisanal	105
Parcelle de terrain à usage scolaire	105
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	340
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	50
REGION DE TAOUDENIT	
La Commune de Taoudénit	
Parcelle de terrain à usage commercial	400
Parcelle de terrain à usage de bureau	250
Parcelle de terrain à usage industriel	180
Parcelle de terrain à usage artisanal	135
Parcelle de terrain à usage scolaire	135
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	270
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	90

Les autres localités des Cercles de la région de Taoudénit	:
Parcelle de terrain à usage commercial	280
Parcelle de terrain à usage de bureau	225
Parcelle de terrain à usage industriel	160
Parcelle de terrain à usage artisanal	110
Parcelle de terrain à usage scolaire	110
Parcelle de terrain résidentielle à usage d'habitation	235
Parcelle de terrain ordinaire à usage d'habitation	: 45

B – REDEVANCES DOMANIALES

LOCALITES	Bail avec promesse de vente FCFA/m²	Bail emphytéotique F CFA/m²
DISTRICT DE BAMAKO		
Parcelle de terrain sise dans le District de Bamako	1 500	1000
REGION DE KAYES		
Parcelle de terrain sise dans les Communes de Kayes, Liberté-Dembaya, Kouloum, Kita, Kita-Nord et Kita-Ouest	320	160
Parcelle de terrain sise dans la Commune de Nioro et les villes de Diéma, Bafoulabé, Kéniéba, Yélimané, Mahina	230	115
Parcelle de terrain sise dans les autres localités des Cercles de Kayes, Bafoulabé, Kita, Nioro, Yélimané, Diéma et Kéniéba	160	80
REGION DE KOULIKORO		
Parcelle de terrain sise dans la Commune de Koulikoro et les villes de Tienfala	200	100
Parcelle de terrain sise dans les Communes de Kati, Kalabancoro, Kambila, Moribabougou, Sangarébougou, Dialakorodji, Dogodouman, Mandé, N'Gabacoro, et les villes de Dio-Gare, Banancoro, Dialakorobougou, Diago	500	250
Parcelle de terrain sise dans les Communes de Baguinéda, Mountougoula et les villes de Kolokani, Nara, Banamba, Touba, Kangaba, Dioïla, Fana, Ouéléssébougou, Didiéni, Sanankoroba, Nonsombougou, Dialakoroba, Dougourakoro, Kobala-Coura, Kobala-Coro, Kasséla, Mountougoula, Siby, Kourémalé, Naréna, Bancoumana, Massigui, Béléko-Soba, Tiagadougou – Dialakoro, Goumbou :	350	175
Parcelle de terrain sise dans les autres localités des Cercles de Koulikoro, Kati, Banamba, Dioïla, Kangaba, Kolokani et Nara :	100	50
REGION DE SIKASSO		
Parcelle de terrain sise dans les Communes de Sikasso, Koutiala et Bougouni :	400	200
Parcelle de terrain sise dans les Communes de Baya et de Finkolo et les villes de Kadiolo, Yorosso, Yanfolila, Kolondiéba, Zégoua, Kignan, Koury, Koumantou, Niéna, M'Pèssoba, Loulouni, Sido, Kéléya, Diomaténé, Zangasso, Yalioge, Sorobasso, N'Togonasso, Kouniana, Kaboila, Missirikoro, Natien, Pimperna, Sokourani, Missirikoro, Zangaradougou, Sincina, N'Goutjina, Songoua, Fakolo, Kola, Kolélé, Faradiélé, Garalo, Kalana, Faragouaran, Fourou :	300	150
Parcelle de terrain sise dans les autres localités des Cercles de Sikasso, Bougouni, Koutiala, Yanfolila, Kadiolo, Yorosso et Kolondiéba :	200	100

REGION DE SEGOU		
Parcelle de terrain sise dans les Communes de Ségou, Pélengana, Sébougou, Sakoïba, Niono et San	400	200
Parcelle de terrain sise dans les villes de Barouéli, Touna, Sy, Ténéni, Bla, Kônôbougou, Yangasso, Niono, Markala, Macina, Cinzana-Gare, Dioro, Dougabougou, Siribala, Tominian, Kimparana, Somo, Dougouolo, Kéméni, Diéli, Mandiakuy, Ouan, Tènè, Bénéna :	250	125
Parcelle de terrain sise dans les autres localités des Cercles de Ségou, San, Niono, Bla, Macina, Barouéli et Tominian :	200	100
REGION DE MOPTI		
Parcelle de terrain sise dans les Communes de Mopti et de Sokoura	350	175
Parcelle de terrain sise dans les villes de Bandiagara, Koro, Douentza, Bankass, Djenné, Fatoma, Sofara, Konna, Hombori, N'Gouma, Youwarou, Ténenkou, Doucombo, Dia, Diafarabé :	250	125
Parcelle de terrain sise dans les autres localités des Cercles de Mopti, Djenné, Bankass, Ténenkou, Douentza, Koro, Bandiagara et Youwarou :	200	100
REGION DE TOMBOUCTOU		
Parcelle de terrain sise dans les Communes de Tombouctou, Diré, Goundam et les villes de Niafunké et Tonka :	120	60
Parcelle de terrain sise dans les villes de Gourma Rharouss, Léré, Bambaramaoudé, Gossi, Soumpi, Saraféré :	70	35
Parcelle de terrain sise dans les autres localités des Cercles de Tombouctou, Diré, Goundam, Niafunké, Gourma Rharouss :	50	25
REGION DE GAO		
Parcelle de terrain sise dans la Commune de Gao :	120	60
Parcelle de terrain sise dans les villes de Bourem, Ansongo, Bara, Labbezanga, Tassiga et Ouattagouna :	50	25
Parcelle de terrain sise dans les autres localités des Cercles de Gao, Bourem et Ansongo :	30	15
REGION DE KIDAL		
Parcelle de terrain sise dans la Commune de Kidal :	40	20
Parcelle de terrain sise dans les villes de Tessalit, Abeïbara, Anefis, Adjelhoc et Tin-Essako :	30	15
Parcelle de terrain sise dans les autres localités des Cercles de Kidal, Tessalit, Abeïbara et Tin-Essako :	25	12
REGION DE MENAKA		
Parcelle de terrain sise dans la Commune de Ménaka :	90	45
Parcelle de terrain sise dans les autres localités de la région de Ménaka :	40	20
REGION DE TAOUDENIT		
Parcelle de terrain sise dans la Commune de Taoudénit :	80	40
Parcelle de terrain sise dans les autres localités de la région de Taoudénit :	40	20

Article 3 : En cas de cession d'un titre foncier issu de la transformation de titre provisoire ou d'un bail avec promesse de vente, les prix de cession indiqués à l'article 2 sont réduits de 25%.

Article 4 : En cas d'usage mixte sur une même parcelle, le prix le plus élevé est appliqué.

Article 5 : Lorsqu'une parcelle de terrain est convoitée par plusieurs personnes, elle est mise en vente aux enchères publiques.

Article 6 : En cas de bail, les redevances sont indexées sur le taux de l'inflation. Un arrêté interministériel des ministres chargés des Domaines et de l'Economie fixe les modalités d'application de cette disposition.

Article 7 : Les dispositions du présent décret s'appliquent aux dossiers en cours d'instruction à la date de son entrée en vigueur.

Article 8 : Le présent décret abroge le Décret n°2015-0538/P-RM du 06 août 2015 portant fixation des prix de cession et des redevances des terrains urbains et ruraux du domaine privé immobilier de l'Etat à usage commercial, industriel, artisanal, scolaire, de bureau, d'habitation ou similaires.

Article 9 : Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 22 FEV. 2019

Le Président de la République,

Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,

Soumeylou Boubèye MAIGA

Le ministre de l'Habitat
et de l'Urbanisme,

Mohamed Moustapha SIDIBE

Le ministre de l'Economie
et des Finances,

Docteur Bouhou CISSE

Le ministre de l'Administration
territoriale et de la Décentralisation

MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES,
DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATIO
****
OFFICE MALIEN DE L'HABITAT

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI
****

REPONSE AUX QUESTIONS ECRITES FORMULEE PAR Mme AMINATA SANGARE DU CNT

NN	QUESTIONS	REPONSES
8	Pouvez-vous me faire le bilan des logements sociaux au Mali	19 312 logements ont été réalisés depuis 2002 au 31 mai 2024, repartis comme suit: 1- Région de Kayes 572 dont 150 réalisés en PPP et 422 par le programme gouvernemental 2- Région de Koulikoro: 422 logements sociaux dont 150 en PPP et 272 par le programme gouvernemental; 3- Région de Sikasso: 655 logements sociaux dont 185 en PPP et 470 par le programme gouvernemantal; 4- Région de Ségou: 642 logts sociaux du programme gouvernemental; 5- Région de Mopti: 505 logements sociaux du programme goouvernemental; 6- Région de Gao: 176 du programme gouvernemental; 7- Région de Tombouctou: 283 logements 100 logements en PPP et 183 du programme gouvernemental; 8- Région de Kidal: 28 logements sociaux du programme gouvernemental et 9- District de Bamako et Kati: 16 009 logements dont 10 037 en PPP et 5 972 par le programme gouvernemental.
9	Quelles sont les mesures prises par votre Département pour permettre à l'OMH de payer ses dettes	Sous l'égide des Ministres en charge des Finances et de l'Habitat, une convention de restruturation des dettes de l'OMH a été signé le 30 septembre 2022 pour la prise en charge totale des dettes de l'OMH sur 15 ans.
10	A quand le paiement des entreprises ayants construits les logements sociaux dans les régions notemment dans les zones d'insécurité	Le paiement de ses entreprises est prévu dans la convention de restructuration des dettes de l'OMH citée plus haut et inscrit dans le programme d'activité de l'OMH pour l'exercice 2024. Les dispositions sont en cours pour le paiement desdits travaux, notemment la sollicitation de l'avis de la DGMP pour la conclusion d'avenants aux marchés initiaux conclus avec la DFM du Département.
11	Pouvez-vous me faire l'état des lieux des entreprises n'ayant pas bénéficié leurs droits et celles qui sont en retard par rapport au délai.	La situation financière et physique des travaux par entreprise concernées est donnée dans un tableau ci-annexé.

Office Malien de l'Habitat * Département Etudes et Planification

MINISTERE DE L4URBANISME DE L'HABITAT, DES DOMAINES
DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION
****

OFFICE MALIEN DE L'HABITAT
****

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI
****

RECAPITULATIF DES LOGEMENTS REALISES

NN	REGION	NOMBRE
1	KAYES	572
2	KOULIKORO	442
3	SIKASSO	655
4	SEGOU	642
5	MOPTI	505
6	GAO	176
7	TOMBOUCTOU	283
8	KIDAL	28
9	BAMAKO ET KATI	16 009
TOTAL GENERAL		19 312

Bamako, le 20 juin 2024
Département Etudes et Planification



I. ANNEXES I

A. SITUATION D'EXECUTION TECHNIQUE ET FINANCIERE DES PROGRAMMES CONCERNES :

a- Programme des 350 logements :

Il s'agit d'un programme de 1992 logements dont 1552 logements ont été réalisé à Bamako et attribués et 370 logements réalisés à l'intérieur excepté les 20 logements de Kidal qui n'a pu être réalisés à cause de l'insécurité dans la localité.

N°	Entreprise	N° marché	Localité	Montant marché	Montant Payer	Montant restant à payer	Taux d'exécution physique
2	ETF	0540/DGMP-DSP/2015	Kayes	145921539	138625462	7296076	100%
5	BOCARI SAGARA	0514/DGMP-DSP62015	Bandiagara	207016280	193017400	13998880	100%
8	E.S.Y.K	00515/DGMP-DSP-2015	Kayes	153504390	145829170	7675219	100%
9	E.S.Y.K	0511/DGMP-DSP-2015	Douentza	155565795	147787505	7778289	100%
10	DOUMBIALA CONSTRUCTION	0509/DGMP-DSP-2015	Mopti	208227940	187943813	20284127	100%
12	NOUVELLE GENERATION	0719/DGMP-DSP-2015	Bourem	219019106	180732015	38287091	70%
14	EGM	0513/DGMP-DSP/2015	Mopti	146046945	97120953	48925992	100%
16	EMACCO	0718/DGMP-DSP-TOTAL20150510/DGMP-DSP-2015	Mopti	208873300	198 429 635	10 443 665	100%
19	SAHELIENNE DE CONSTRUCTION	0039/DGMP-DSP-2012	Mopti	144883824	137249495	7634329	100%
	TOTAL GENERAL			1 589 059 119	1 228 305 813	151880003	

b- Programme des 130 et 140 logements :

C'est dans le cadre de la mise en œuvre du plan de refinancement des dettes de l'OMH, dont la convention et le protocole ont été respectivement signés le 30 septembre 2022 et le 09 février 2023, les programmes 2016 de 130 et 140 soit un total de 270 logements sociaux réalisés dans les localités de l'intérieur par la Direction des Finances et du Matériel (DFM/MUHDATP) transmis à l'OMH pour leur prise en charge.

a- Travaux de construction de logements sociaux :

N°	Entreprise	N° marché	Localité	Montant marché	Montant Payer	Montant à payer	Taux d'exécution physique
3	KAMPOLA	0336/DGMP-DSP-2016	Ouelessebougou	142539150	0	142539150	68,60%
4	BAMAKOISE DE CONSTRUCTION	0341/DGMP-DSP-2016	Niono	285630000	181751307	103878693	100%
6	MARO FOFANA	0357/DGMP-DSP-2016	Bla	137466180	130592871	6873309	100%
7	KOJA CONSTRUCTION	0338/DGMP-DSP-2016	Mandiakui	188015040	84033247	103981793	87,42%
8	ATACS-MALI-SARL	0590/DGMP-DSP-2016	Kita	205647920	96884230	108763690	58%
10	TRAORE-SARL	0595/DGMP-DSP-2016	Koutiala	204865820	183987184	20878636	100%
11	EMAD	0594/DGMP/DSP-2016	Macina	197623100	129461136	68161964	80,008
12	ESYK	0591/DGMP-DSP-2016	Tominian	205757280	195491100	10266180	100%
13	EDEM-BAT	0589/DGMP-DSP-2016	Tenenkou	280453600	254299059	26154541	100%
TOTAL GENERAL				1 847 998 090	1 256 500 134	591 497 956	

c. Travaux de Voirie et Réseaux Divers (VRD) du programme 2015 des 500 logements :

Il s'agit des décomptes restants à payer relatifs aux marchés :

- Marché n°0291/DGMP-DSP 2016 ;
- Marché n°0292/DGMP-DSP/2016 ;
- Marché n°0289 et 293/DGMP-DSP/2016 ;
- Marché n°0275/DGMP-DSP/2016 ;
- Marché n°0314DGMP-D/SP2016 ;
- Marché n°0296/DGMP-DSP/2016.

N°	Entreprise	N° marché	Localité	Montant marché	Montant Payer	Montant à payer	Taux d'exécution
1	EGM	0291/DGMP-DSP-2016	Sikasso et Kadiolo	90059573	67068001	22991572	100%
2	EGM	0292/DGMP-DSP-2016	Bougouni et Koutiala	70824746	57333904	13490842	100%
3	GEM SA	0289/DGMP-DSP-2016	Koro et Bankass	64749479	47667730	17081749	100%
4	GEM SA	0293/DGMP-DSP-2016	Fana	56041175	53239116	2802059	100%
5	Groupe Danaya Services	0275/DGMP-DSP-2016	Koulikoro et Nara	69207925	0	69207925	100%
6	EGEBAT-SARL	0314/DGMP-DSP-2016	Ségou et San	202054900	191925155	10102745	100%
7	FORAMA	0296/DGMP-DSP-2016	Koulikoro et Nara	61612955	56684181	4928774	100%
TOTAL GENERAL				614 550 753	473 918 087	140 659 666	

d. Travaux de prise en charge de la réalisation de la stèle, de la peinture extérieure et le nettoyage des logements prêts à être livrés

Il s'agit des décomptes non payés relatifs aux marchés ci-dessous

- Marché n°00205/CMP/MHU-MDAF-MEF-MM-2017 ;
- Marché n°00206/CMP/MHU-MDAF-MEF-MM-2017.

N°	Entreprise	N° marché	Localité	Montant marché	Montant Payer	Montant à payer	Taux d'exécution
1	LAYIDOU	00205/CMP/MHU-MDAF-2017	Région de Sikasso	30262000	0	30262000	100%
2	EGB	00206/CMP/MHU-MDAF-2017	Région de Koulikoro et le District de Bamako	46622100	0	46622100	100%
TOTAL GENERAL				76 884 100	0	76 884 100	

e. TABLEAU RECAPITILATIFS DES PAIEMENTS

N/N	Programmes	Montant total des marchés	Montant payer	Montant à payer
1	Construction de 350 logements (2011-2012)	1 589 059 119	1 228 305 813	151 880 003
2	Construction de 130 et 140 logements (2016)	1 847 998 090	1 256 500 134	591 497 956
3	Travaux de VRD	614 550 753	473 918 087	140 659 666
4	Réalisation de stèle, peinture et nettoyage général	76 884 100	0	76 884 100
TOTAL GENERAL		4 128 492 062	2 958 724 034	960 921 725

II. ANNEXES II :

a. Point d'exécution physique des travaux du programme des 350 logements sociaux par localité :

N/N	LOCALITE	NBRE DE LOGTS	MARCHES N°	NIVEAU D'EXECUTION DES TRAVAUX	OBSERVATIONS
1	KAYES	60	0540/DGMP-DSP/2015	Réception provisoire prononcé le 09-09-2016	Reste la réception définitive et le paiement de la retenue de garantie
			0520/DGMP-DSP/2015	Réception provisoire prononcé le 10-10-2016	Reste la réception définitive et le paiement de la retenue de garantie
			0517/DGMP-DSP/2015	Réception provisoire prononcé le 09-09-2016	Reste la réception définitive et le paiement de la retenue de garantie
			0515/DGMP-DSP/2015	Réception provisoire prononcé le 09-09-2016	Reste la réception définitive et le paiement de la retenue de garantie
2	BAFOULABE	20	0519/DGMP-DSP/2015	Réception provisoire prononcé le 08-09-2016	Reste la réception définitive et le paiement de la retenue de garantie
3	SANDARE	10	0510/DGMP-DSP/2015	Réception provisoire prononcé le 08-09-2016	Reste la réception définitive et le paiement de la retenue de garantie
4	BANAMBA	20	0508/DGMP-DSP/2015	Réception provisoire prononcé le 30-06-2016	Reste la réception définitive et le paiement de la retenue de garantie
5	BAROUELI	30	0507/DGMP-DSP/2015	Réception provisoire prononcé le 07-09-2016	Reste la réception définitive et le paiement de la retenue de garantie
			0509/DGMP-DSP/2015	Réception provisoire prononcé le 08-09-2016	Reste la réception définitive et le paiement de la retenue de garantie
				Réception provisoire prononcé le 08-09-2016	Reste la finalisation des travaux en vue de

6	MOPTI	70	0513/DGMP-DSP/2015		procéder à la réception provisoire
			0718/DGMP-DSP/2015	Réception provisoire prononcé le 05-12-2017	Reste la réception définitive et le paiement de la retenue de garantie
			0039/DGMP-DSP/2015	Réception provisoire prononcé le 13-09-2016	Reste la réception définitive et le paiement de la retenue de garantie
7	BANDIAGARA	40	0514/DGMP-DSP/2015	Réception provisoire prononcé le 08-09-2016	Reste la réception définitive et le paiement de la retenue de garantie
			0512/DGMP-DSP/2015	Réception provisoire prononcé le 11-05-2016	Reste la réception définitive et le paiement de la retenue de garantie
8	DOUENTZA	30	0516/DGMP-DSP/2015	Réception provisoire prononcé le 02-07-2016	Reste la réception définitive et le paiement de la retenue de garantie
			0511/DGMP-DSP/2015	Réception provisoire prononcé le 02-07-2016	Reste la réception définitive et le paiement de la retenue de garantie
9	GAO	50	0721/DGMP-DSP/2015	Réception provisoire prononcé le 08-09-2016	Reste la réception définitive et le paiement de la retenue de garantie
			0718/DGMP-DSP/2015	Réception provisoire prononcé le 08-09-2016	Reste la réception définitive et le paiement de la retenue de garantie
10	BOUREM	20	0719/DGMP-DSP-2015	Réception provisoire prononcé le 08-09-2016	Reste la finalisation des travaux en vue de procéder à la réception provisoire

b. Point d'exécution physique des travaux des programmes de 130 et 140 logements sociaux par localité :

N/N	LOCALITE	NBRE LOGTS	N° MARCHE	TAUX D'EXECUTION	OBSERVATIONS
1	BAFOULABE	15	0335/DGMP-DSP/2016	100%	L'entreprise a demandé la réception provisoire
2	DIOLA	20	0282/DGMP-DSP/2016	100%	La réception provisoire prononcé le 12/08/2017
3	OUELESSEBOUGOU	15	0336/DGMP-DSP/2016	68,60%	Les travaux ne sont pas terminés et arrêtés
4	NIONO	30	0341/DGMP-DSP/2016	100%	Les travaux sont terminés
5	BLA	30	0334/et 0357/DGMP-DSP/2016	100%	Les réceptions provisoires ont été prononcées
6	MANDIAKUI	20	0338/DGMP-DSP/2016	100%	Reste la réception provisoire
7	KITA	20	0590/DGMP-DSP/2016	58%	Les travaux ne sont pas terminés et arrêtés
8	KOULIKORO	20	0593/DGMP-DSP/2016	100%	La réception provisoire a été prononcé le 12/08/2017
9	KOUTIALA	20	0595/DGMP-DSP/2016	100%	La réception provisoire a été prononcé le 05/08/2017
10	MACINA	20	0594/DGMP-DSP/2016	80,08%	Reste la réception provisoire
11	TOMINIAN	20	0591/DGMP-DSP/2016	100%	La réception provisoire a été prononcé le 22/01/2018
12	TENENKOU	20	0589/DGMP-DSP/2016	100%	La réception provisoire a été prononcé le 20/11/2017
13	YOUWAROU	20	0592/DGMP-DSP/2016	100%	L'entreprise a demandé la réception provisoire

c. Point d'exécution physique des travaux voirie et réseau divers du programme 2015 des logements sociaux dans les localités e l'intérieur :

N°	LOCALITE	Types de Travaux	N° marché	Taux d'exécution	Observations
1	SIKASSO ET KOULIKORO	Adduction d'eau potable	0291/DGMP-DSP-2016	100%	Travaux terminés
2	BOUGOUNI ET SIKASSO	Adduction d'eau potable	0292/DGMP-DSP-2016	100%	Travaux terminés
3	KORO ET BANKASS	Electricité et éclairage public	0289/DGMP-DSP-2016	100%	Travaux terminés
4	FANA	Electricité et éclairage public	0293/DGMP-DSP-2016	100%	Travaux terminés
5	KOULIKORO ET NARA	Adduction d'eau potable	0275/DGMP-DSP-2016	100%	Travaux terminés
6	SEGOU ET SAN	Voirie et assainissement des eaux pluviales	0314/DGMP-DSP-2016	100%	Travaux terminés
7	KOULIKORO ET NARA	Electricité et éclairage public	0296/DGMP-DSP-2016	100%	Travaux terminés

d. Point d'exécution physique des travaux de réalisation de stèle, la peinture extérieure et le nettoyage des logements en cours d'attribution dans les localités de l'intérieur.

N°	Entreprise	Types de travaux	N° marché	Taux d'exécution	Observations
1	Région de Sikasso	Réalisation de stèle, peinture extérieur et nettoyage	00205/CMP/MHU-MDAF-2017	Région de Sikasso	Travaux terminés
2	Région de Koulikoro et le District de Bamako	Réalisation de stèle, peinture extérieur et nettoyage	00206/CMP/MHU-MDAF-2017	Région de Koulikoro et le District de Bamako	Travaux terminés

Aboubacar Sidick FOMBA

Membre du Conseil National de la Transition (CNT)

Téléphone : 79 18 24 93

A

Monsieur le Président du Conseil National

de la Transition (CNT)

Objet : Questions écrites.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de venir, par la présente, vous demander de bien vouloir transmettre mes questions écrites adressées à Monsieur le Ministre de l'Industrie et du Commerce conformément à l'article 85 du règlement intérieur du Conseil National de la Transition (CNT).

Vous en souhaitant bonne réception, veuillez recevoir l'expression de ma haute considération.

Ci-joint :

-Les questions écrites adressées à Monsieur le Ministre de l'Industrie et du Commerce.

Bamako, le 1er Décembre 2023

Conseil National de Transition
Date 01 DEC 2023
N°

L'intéressé

QUESTIONS ECRITES A MONSIEUR LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.

Monsieur le Ministre, à l'entame de mes questions orales, je vous adresse les félicitations les plus ardentes pour votre nomination à la tête de ce département hautement stratégique pour la vie et le développement économique et social.

Loi N°2015-036 du 16 juillet 2015 portant protection du consommateur précise :

Article 56 :

Le contrat de bail peut être écrit ou non.

Les parties au contrat fixent librement la durée des baux.

Le bail peut être conclu pour une durée déterminée ou indéterminée.

A défaut d'écrit ou de terme fixé, le bail est réputé conclu pour une durée indéterminée.

Article 57 :

Que le bail soit à durée déterminée ou indéterminée, le montant du loyer est fixé conformément à l'évaluation faite de la valeur de l'immeuble.

Un décret spécifique aux loyers à usage d'habitation sera pris en conseil des ministres.

Monsieur le ministre,

La prise de ce décret permettra de fixer le prix de la location des maisons à usage d'habitation à la valeur de 5% de la valeur totale de la maison.

Ce faisant, nous assisterons à une réglementation de la location et à réduction importante des loyers.

Qu'est ce qui bloque la prise de ce décret depuis huit (8) ans ?

Monsieur le ministre,

Vous avez effectué beaucoup de sorties pour visiter les sociétés d'Etats notamment la COMATEX, La société NSukala et l'HUICOMA.

Que peut-on retenir de ces visites ?

Pouvez-vous me faire un état des lieux des sociétés d'Etats ?

Monsieur le ministre, la réhabilitation de l'UMPP a suscité beaucoup d'espoir. Pouvez-vous me fournir une évaluation après l'adoption du projet de loi portant création de l'UMPP ?

Monsieur le ministre,

Le Mali a été victime de l'ajustement structurel pendant plus de 30 ans. Quelles sont les mesures prises par votre département pour inverser cette tendance ?

Monsieur le ministre,

La création de l'AES est une volonté politique saluée par la grande majorité des populations maliennes.

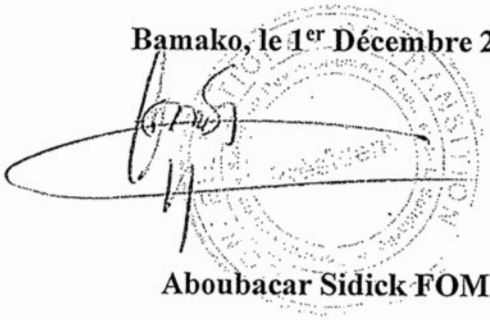
Quelles sont les dispositions prises par votre département pour une participation efficace et effective du Mali ?

Monsieur le ministre,

Pouvez-vous me faire le bilan de la lutte contre les trafics commerciaux et le stock des produits de premières nécessités ?

En attendant la réponse à mes questions vous avez mes salutations distinguées.

Bamako, le 1er Décembre 2023



Aboubacar Sidick FOMBA

PRIMATURE

CABINET DU PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

N° 3542 PM-CAB

CONFIDENTIEL

Bamako, le 27 JUIN 2024

Le Premier Ministre

Chef du Gouvernement

A

Monsieur le Secrétaire général du Conseil national de Transition,

A la Haute Attention de
Monsieur le Président du Conseil national de Transition.

- BAMAKO -

Réf. : Vos lettres n°s 230 et 232/P-CNT du 21 mai 2024.

Objet : Transmission d'éléments de réponse.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, la lettre confidentielle n°0158/MIC-SG du 21 juin 2024 relative aux éléments de réponse du Ministre de l'Industrie et du Commerce aux questions écrites de Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA et Madame Aminata SANGARE, Membres du Conseil national de Transition.

Veuillez agréer, **Monsieur le Président**, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Premier ministre et par Ordre,
Le Directeur de Cabinet Adjoint,

Mahamadoun TOURE
Officier de l'Ordre National

Conseil National de Transition

Pièces jointes :
- Lettre confidentielle n°0158/MIC-SG du 21 juin 2024 ;
- Eléments de réponses aux questions écrites adressées au Ministre de l'Industrie et du Commerce.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE
ET DU COMMERCE

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

ELEMENTS DE REPONSES AUX QUESTIONS ECRITES DES HONORABLES MEMBRES DU CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION ADRESSEES AU MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Question 1 : Qu'est ce qui retarde la prise du décret règlementant le prix de la location des maisons à usage d'habitation depuis 08 ans ?

Réponse :

La règlementation des loyers des locaux à usage d'habitation est régie par le Décret n°146/PG-RM du 27 septembre 1967 portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en République du Mali et le Décret N°130/PG-RM du 29 août 1967 portant modalités de fixation des loyers-plafonds d'immeubles bâtis. Toutefois, ces textes réglementaires n'ont pas connu d'application.

Pour rappel, ledit projet de décret est une initiative des associations de consommateurs avec l'assistance du Centre d'Etudes et de Renforcement des Capacités d'Analyse et de Plaidoyer (CERCAP) visant à protéger les consommateurs, y compris les locataires, au regard des constats ci-après :

- la prédominance du secteur informel dans le domaine de la location ;
- la fixation des montants des loyers ;
- leur augmentation abusive et imprévisible ;
- la violation du domicile par les bailleurs ;
- le montant des cautionnements et des garanties ;
- la rupture brusque et unilatérale des contrats sans préavis ;
- le non-paiement des loyers au terme du délai convenu ;
- le mauvais entretien des locaux par les occupants.

Le projet de décret sur les loyers dont il est question ici comporte des innovations majeures, notamment :

- la fixation du montant annuel du loyer à 5 % de la valeur de l'immeuble loué ;
- la limitation du cautionnement à un (1) mois de loyer ;
- la mise en place d'une Commission nationale des loyers des locaux à usage d'habitation.

Lorsque les locaux à usage d'habitation sont meublés, la majoration maximale admise est de 30 % du loyer.

Le projet de Décret ne s'applique pas aux immeubles à usage commercial ou industriel. Il s'applique aux contrats de baux à usage d'habitation de l'Etat.

Le texte a suivi la procédure d'adoption gouvernementale, notamment les réunions interministérielles et la réunion des secrétaires généraux. La dernière réunion des secrétaires généraux a eu lieu le 14 juillet 2016.

Les principales difficultés rencontrées sont :

- le taux de 5 % proposé comme loyer annuel n'est pas économiquement rémunérateur et incitatif et va décourager les investissements dans le secteur des logements dans les grandes alors que les besoins sont croissants chaque année ;
- la création d'une Commission nationale des loyers et les modalités de nomination de ses membres ;

Au cours d'une réunion technique entre le ministère chargé de l'urbanisme et de l'habitat et le ministère de l'industrie et du commerce, les représentants de l'urbanisme et de l'habitat ont indiqué que la mise en place d'une Commission nationale des loyers ne règle pas le problème. Ils ont plutôt proposé une solution par commune, voire par région. La question centrale du taux de loyer n'a pu être réglée.

<u>Question 2</u> : Pouvez-vous me faire votre bilan à la tête du département ?

<u>Réponse</u> :

Les nouvelles autorités de la transition ont placé leurs actions dans le cadre de la relance des activités industrielles et de l'atténuation des hausses des prix pour la population.

Conformément aux orientations ci-dessus mentionnées, les actions majeures réalisées et les perspectives ont porté sur :

Industrie :

- la reprise des activités de la Compagnie Malienne des textiles (COMATEX) et de l'Usine Malienne des produits Pharmaceutiques (UMPP). La reprise des activités de la COMATEX a été présidée par le Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, le 13 juin 2023 à Ségou ;
- l'émission de quatre cent cinquante-sept (457) certificats d'origine délivrés pour l'exportation des produits industriels agréés dans l'espace communautaire (UEMOA, CEDEAO) pour une valeur cumulée de sept milliards cent trente-cinq millions neuf cent sept mille sept cent quatre-vingt-sept francs (7 135 907 787) FCFA) ;
- l'enregistrement de l'échalote de Bandiagara comme Indication géographique. La remise officielle du certificat d'enregistrement de l'échalote par le Directeur Général de l'OAPI aux autorités maliennes a eu lieu le 21 juillet 2023 à l'Hôtel Azalaï Salam.
- élaboration de 4 projets industriels ;

Commerce :

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des populations et pour lutter contre la vie chère, le Gouvernement a pris en 2023, des mesures d'atténuation des effets néfastes de la flambée des prix du sucre et denrées de premières nécessités, à savoir :

- l'importation d'un contingent tarifaire de 100 000 tonnes de sucre en exemption du paiement de la taxe conjoncturelle à l'importation (TCI) suivant la lettre n°0926/MEF-SG du 18 juillet 2023 **dont 40.000 tonnes ont été importées sur les 100.000 tonnes** au mois de juillet 2023 ;

- l'importation du reliquat de 50 000 tonnes de sucre du contingent susvisé avec une réduction de 25% de la base taxable et en exemption du paiement de la taxe conjoncturelle à l'importation (TCI) suivant la lettre n°1322/MEF-SG du 23 novembre 2023 **dont 7 808,1 tonnes de sucre ont été importées soit 15,62% de la quantité globale à cette date** ;
- l'interdiction par Arrêté interministériel n° 2023-1960/MIC-MEF-SG du 11 août 2023 portant suspension de l'importation de la farine de blé et des pâtes alimentaires, en vue de promouvoir le développement des unités industrielles locales intervenant dans ce secteur.

Par ailleurs, le Ministre de l'Industrie et du Commerce a procédé, le dimanche 03 décembre 2023 à Dougabougou et Siribala au lancement de la campagne sucrière 2023-2024 de SUKALA et de N-SUKALA. A cette occasion, le ministre a informé l'opinion nationale de la réquisition par l'Etat de vingt-cinq mille (25 000) tonnes sur les 100 000 tonnes qui seront produites par les deux unités industrielles pendant la campagne sucrière. Ce stock sera a été mis sur le marché pendant le mois de Ramadan 2024 et a permis d'améliorer l'accès du sucre au prix de 600 F CFA/Kg.

<u>Question 3</u> : Pouvez-vous me faire un état des lieux de la relance de la COMATEX et de l'UMPP et de NSUKALA.

<u>Réponse</u> :

Un état des lieux des sociétés d'Etat fait ressortir les actions réalisées, en cours de réalisation et les perspectives. Il s'agit de la COMATEX-SA et de l'UMPP-SA.

➢ **COMATEX-SA :**

Le Gouvernement a approuvé en Conseil des Ministres en novembre 2021 le Plan de relance de la COMATEX- SA.

Plusieurs activités ont été menées dans le cadre de la mise en œuvre du plan de relance, notamment :

- la signature d'une convention de cession des actions de la COVEC au franc symbolique à l'Etat du Mali en Décembre 2022 ;
- l'homologation d'un concordat par le Tribunal du Commerce de Bamako en son audience du 11 janvier 2023 ;
- la promulgation de la loi N°2023-033 du 08 juin 2023 portant ratification de l'ordonnance N°2023-013/PT-RM du 16 mars 2023 portant création de la COMATEX SA, faisant d'elle une société où l'Etat est l'unique actionnaire ;
- la mise en place des organes de gestion par la nomination des membres et du Président du Conseil d'Administration (CA), du Directeur général et de son Adjoint;
- l'approbation des statuts de la COMATEX SA suivant le Décret N° 2023- 210/PT-RM du 30 mars 2023 ;
- la tenue de deux sessions ordinaire et extraordinaire du Conseil d'Administration respectivement le 14 avril 2023 et le 29 mai 2023 ;
- le payement de 800 millions de FCFA pour les arriérés de salaire des travailleurs ;

- la mise à disposition au profit de la COMATEX-SA d'un fond de 722 millions de FCFA pour le redémarrage des activités de production ;
- la signature du contrat de performance entre l'Etat et la COMATEX SA ;
- le paiement d'une avance d'un (1) milliard de FCFA sur deux (2) milliards 601 millions de FCFA courant juin 2023 au titre de l'apurement de la dette de SOYATT-SA ;
- le payement de 80 millions FCFA au Cabinet d' Avocat Konimba & E Consult au titre des honoraires de l'Avocat ;
- la mise à la retraite des agents ayant atteint la limite d'âge;
- la mise à la disposition de la COMATEX SA d'une quantité suffisante de matières premières (800 tonnes de coton fibre) ;
- la production de tissus évènementiels ;
- la signature du protocole d'accord entre l'Etat, la CMDT et la COMATEX SA ;
- la signature en cours d'une décision portant création d'un comité de suivi du contrat de performance;
- élaboration d'un plan stratégique de développement de la COMATEX 2024- 2029

Le lancement du redémarrage des activités de la COMATEX -SA a eu lieu, le 13 juin 2023, sous le patronage du Président de la Transition, Chef de l'Etat, le Colonel Assimi GOÏTA, à Ségou et les activités de production ont commencé le 13 juillet 2013 après les travaux d'essai de fonctionnement des équipements.

La COMATEX-SA emploie aujourd'hui 1 165 travailleurs (fin novembre 2023) dont 68 femmes contre 1 256 travailleurs en 2020 au moment de l'arrêt. Cette diminution de l'effectif est consécutive à des cas de départ à la retraite, de décès et de démission.

La totalité des arriérés de salaire des travailleurs a été payée soit 921 millions par l'Etat.

En termes de production, il a été transformé environs 624 tonnes de coton fibre.

Les réalisations de production par rapport à l'année 2023 se présentent comme suit:

DESIGNATIONS	UNITE	PRÉVISIONS 2023	REALISATIONS 2023	TAUX DE REALISATION %
Filés	T	595,149	564,857	94,91%
Fil à tisser	T	175,000	179,289	102.51%
Tissus écrus	M	2 824 281	2 139 517	75,02%
Fil traité	T	175,000	179,289	102,51%
Tissu traité	M	2 150 000	1 277 675	59,43%
Dont imprimé			1 241 885	

La production du tissu imprimé a été lourdement handicapée :

- par l'insuffisance de commandes due d'une part au démarrage de la production à la saison morte et la réorientation de certains clients vers extérieur (importation) après 3 ans d'arrêt;
- et surtout à cause du délestage du courant électrique (EDM-SA).

Difficultés :

- la vétusté des équipements;
- les importations massives et frauduleuses des tissus imprimés concurrençant déloyalement les produits de la COMATEX-SA ;
- l'inondation du marché par la friperie qui devient une véritable menace pour l'industrie textile ;
- le coût de l'électricité qui reste élevé en plus des coupures et délestage non programmés ;

Perspectives :

- la signature en cours d'un contrat de prestation de service d'un montant de 20 millions de FCFA au titre de la prise en charge des honoraires des syndics dans le cadre du redressement judiciaire de la COMATEX-SA ;
- l'examen en cours d'un projet de convention d'établissement entre le Gouvernement du Mali et la COMATEX-SA ;
- les dispositions en cours pour le paiement de la 2ème et 3ème tranche, soit un montant total de 1 milliard 200 millions à la société SOYATT-SA ;
- l'acquisition de 04 groupes SDMO 650 KVA ;
- la mise à niveau du matériel existant par acquisitions des pièces de rechanges ;
- l'installation d'une unité de production de kaki militaire avec l'appui de l'état;
- le renforcement de nos capacités de production ;
- la diversification de nos produits par la mise en œuvre de la production des tissus destinés aux tenues scolaires ;
- le renforcement des Chaudières par une nouvelle afin de minimiser les coûts liés à la consommation excessive du carburant ;
- la formation du personnel ;
- la lutte contre la fraude et les pratiques de concurrence déloyale ;
- le renforcement de la promotion du fil à tisser et du tissu imprimé à l'exportation
- le renforcement de la politique commerciale et du marketing.

➢ **UMPP-SA :**

Fondamentalement, la réhabilitation de l'Usine Malienne des Produits Pharmaceutiques s'inscrit dans la dynamique d'un développement endogène de notre pays et d'une souveraineté retrouvée. Elle vise à augmenter la capacité de notre pays à produire des produits pharmaceutiques de première nécessité à moindre coût. Elle apporte donc une réponse aux préoccupations des populations.

A titre de rappel, l'Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP) était une Société d'État, créée par la loi n° 89 11/ANRM du 09 février 1989, avec un capital de 2,551 milliards de F CFA.

Dans le cadre de la politique de désengagement de l'Etat du secteur productif, l'ouverture du capital a été autorisée en 1999 suivant la Loi n°99-001/ du 25 février 1999.

Mais force est de constater que cette ouverture du capital n'a pas permis d'atteindre les objectifs susvisés. En effet, jusqu'en décembre 2020, la capacité de production de l'UMPP a diminué considérablement. Cette situation était consécutive à des difficultés liées :

- à l'approvisionnement en matières premières, la non-commercialisation de certaines molécules, le retrait de la chloroquine dans le schéma thérapeutique provoquant une forte dégradation de sa trésorerie ;
- à l'insuffisance et au vieillissement du personnel (49 agents actuellement contre un effectif de 80 agents souhaités) ;
- à la vétusté des chaines de production qui ne sont plus conformes aux normes de Bonnes Pratiques de Fabrication (BPF) de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) ;
- au niveau élevé des dettes fiscales, sociales et d'exploitation évaluées globalement au 31 décembre 2020 à 2,195 milliards de F CFA ;

Pour pallier ces difficultés, le Gouvernement de la Transition a approuvé en Conseil des Ministres du 18 novembre 2022, le Plan de relance de l'UMPP, notamment en décidant de revenir sur l'ouverture de son capital.
Ce plan de relance de l'UMPP-SA a pour objectifs principaux à moyen et long terme :

- l'autosuffisance en médicaments essentiels ;
- l'indépendance vis-à-vis des laboratoires pharmaceutiques étrangers pour l'accès à certains produits ;
- la formation des cadres maliens à la technologie pharmaceutique ;
- l'accès aux soins de santé primaire à des coûts compétitifs ;
- la pose des jalons d'une industrie pharmaceutique malienne ;
- la création d'emplois nouveaux ;
- la valorisation des ressources locales ;
- l'accroissement des revenus de l'Etat.

Différentes actions et mesures ont été entreprises pour assurer la relance effective de l'UMPP et garantir la continuité d'exploitation par :

- l'adoption d'une mesure législative faisant de l'UMPP, une société d'Etat dont l'Etat est l'unique actionnaire suivant la Loi n°2023-027 du 24 mai 2023 portant modification et ratification de l'Ordonnance n°2023-007/PT-RM du 22 Février 2023 portant création de l'Usine malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP-SA) ;
- l'approbation des statuts de l'Usine malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP-SA) suivant le Décret N02023- 0160/PT-RM du 16 Mars 2023 ;
- la nomination des membres du Conseil d'Administration, de son président, et du Directeur général de l'UMPP-SA respectivement suivant les Décrets no 2023-0215/ PT-RM du 30 Mars 2023, n° 20236 0658 /PT-RM du 1er novembre 2023 et n°2023-0337/PT-RM du 02 juin 2023 ;
- la tenue d'une session ordinaire du Conseil d'Administration le 05 juin 2023 ;

- le maintien de la continuité de la production par la mise à disposition d'un fonds de roulement de 754 millions de FCFA courant juin 2023 pour assurer l'approvisionnement de l'usine en matières premières, la prise en charge du fonctionnement et le badigeonnage de deux blocs administratifs, de l'immeuble de production et du laboratoire ;
- la réhabilitation d'un forage d'eau et d'un bassin d'eau d'une capacité de 400 m^3 ;
- la mise en place de 3 châteaux d'eau avec système de surpression ;
- la réparation deux groupes électrogènes de 360 KVA et de 60 KVA ;
- la dotation d'un nouveau électrogène de 485 KVA ;
- la rénovation de la salle de contrôle et d'autonomisation des groupes électrogènes avec les dernières technologies de contrôle numérique y compris à distance ;
- acquisition d'un stock de matières premières pouvant et emballages pour assurer la continuité de la production.
- acquisition et installation en cours d'un four électrique, de quatre vaporisateurs, d'un autoclave et d'un distillateur *(cela permettra d'optimiser la production, de favoriser la santé et la sécurité du personnel en charge de la production et de minimiser les pertes)* ;
- Construction d'un mur de clôture pour la sécurisation de l'usine ;
- acquisition de matériels informatiques
- un système de vidéosurveillance de l'usine est en cours de réalisation ;
- signature de contrats avec une société de gardiennage, de nettoyage et de la voirie du district
- élaboration en cours d'un manuel de procédure de gestion ;
- élaboration d'un plan d'affaires pour bénéficier des avantages en matière du code d'investissement ;
- la reprise des activités de la cantine pour les travailleurs

La production est en cours pour les comprimés et les sirops.

Difficultés :

- coût élevé de l'électricité;
- délestage;
- vétusté des équipements et pannes fréquentes
- insuffisance de personnel;

Perspectives :

- tenue du deuxième conseil d'administration au mois de juillet 2024
- signature en cours d'un contrat de performance ;
- acquisition d'une chaine complète de comprimeuse de grande capacité en cours;
- acquisition d'un stock de matières premières et d'emballage en cours
- reprise de la production au niveau de la chaîne des pommades;
- projet de modernisation de l'administration et de la gestion de la chaîne de production afin d'informatiser et de rendre transparent tout le processus (cela contribuera d'une part, à faciliter la gestion de l'usine et à soutenir l'audit et le contrôle de gestion et d'autre part, à optimiser les ressources et à prévenir les ruptures de stocks et à minimiser les pertes) ;

- projet d'installation de panneaux solaires pour l'alimentation en électricité des deux blocs administratifs,
- échanges avec quelques partenaires dans le cadre de la recherche de partenariats gagnant-gagnant ;
- élaboration d'un avant-projet de TDRs relatif au recrutement d'un bureau d'étude pour élaborer un plan d'affaires pour la nouvelle usine malienne de produits pharmaceutiques ;
- consultations en cours auprès des phytothérapeutes afin d'étudier les possibilités de recherches et d'exploitation des principes actifs présents dans les médicaments traditionnels en vue de mettre en place à court terme un centre de recherche et de valorisation des produits phytothérapeutes et en moyen terme, une unité de production et de vente de ses produits ;
- transfert de technologies avec possibilités de fabrication des produits anti-infectieux de grande consommation pour le traitement des maladies comme la tuberculose, le cancer, le SIDA dans le cadre des accords de l'OMC.

➢ **N-SUKALA-SA**

Il faut noter que N-SUKALA-SA est une société d'économie mixte avec un capital social de 22 milliards dc FCFA. L'Etat du Mali est actionnaire à hautcur dc 40% du capital et la Société China Light Industrial Corporation For Foreign Economique And Technical Corporation (CLETC), qui est devenue, depuis septembre 2022, Sinolight International Economic Cooperation CO.LTD, détient 60% des actions.

Située à Sissako dans la Commune rurale de Dougabougou, région de Ségou, elle emploie 161 travailleurs permanents, 523 travailleurs sous contrat à durée déterminée (CDD) et près de 500 travailleurs saisonniers. Elle dispose des installations industrielles et agricoles modernes avec une capacité théorique de production de 103 680 tonnes de sucre par an et 9 600 000 litres d'alcool par an.

La société a signé avec le Gouvernement du Mali des conventions et des protocoles, des accords et des baux emphytéotiques. Il s'agit entre autres :

- la Convention d'établissement du Nouveau Complexe du Kala Supérieur, signée le 03 avril 2007, pour une durée de 30 ans et qui détermine les conditions générales, administratives, juridiques, financières, fiscales, douanières et sociales dans lesquelles N-SUKALA exerce ses activités.
- la convention particulière sur les conditions de cession et de bail des terres de l'Office du Niger.
- l'accord de rétrocession des prêts entre le Gouvernement du Mali et NSUKALA sur une période de 14 ans.

La société a enregistré une production record en 2023 avec 86.000 tonnes de sucre.
Un projet de création d'une unité de complexe sucrier a été élaboré.

Question 4 : A quand la relance de l'HUICOMA et de l'usine Thé de Farako? Pouvez-vous me faire un état des lieux de la privatisation de l'HUICOMA?

Réponse :

Relance de l'HUICOMA et de l'usine Thé de Farako

La relance de ces deux unités dépend des conclusions des concertations avec les différentes parties prenantes et de la disponibilité des fonds nécessaires à la réalisation des plans de relance qui seront élaborés.

En ce qui concerne HUICOMA, une proposition de plan de relance est attendue de l'acquéreur Alou TOMOTO dans les trois qui suivent. Cette proposition sera le document de base pour engager les discussions, analyser la situation d'ensemble et prendre les décisions qui s'imposent.

Quant à l'usine Thé de Farako, mon département élaborera les Termes de Références et conduira les concertations avec les acteurs impliqués et les partenaires potentiels pour proposer une solution idoine.

Etat des lieux de la privatisation de l'HUICOMA :

L'Huilerie Cotonnière du Mali (HUICOMA) a été créée en 1986 par la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) afin de transformer en huile alimentaire la graine de coton qu'elle produit, les sous-produits devant servir à la fabrication du savon et du tourteau.

Dans le cadre de la privatisation des entreprises publiques entreprise par l'Etat sous les injonctions des institutions de Bretton Woods (FMI, BM), HUICOMA a été cédée le 02 juin 2005 au Groupe TOMOTA pour un montant d'environ 09 milliards de FCFA.

La capacité théorique journalière de production de l'unité est de 1 350 tonnes d'huile alimentaire, dont 700 tonnes à Koutiala, 500 tonnes à Koulikoro et 150 tonnes à Kita.

L'huilerie Cotonnière du Mali (HUICOMA) est en arrêt depuis près de 15 ans.

La situation avant la cession de la société se présente comme suit :

Date de création : suivant l'Ordonnance n°79-15 CMLN du 12/03/1979 ;
Capital Social : 16, 500 milliards avant sa privatisation repartie comme suite : Etat 96, 13% ; Mme THIAM 0,74% ; CMDT 1,48% et Dionké YERENAGORE 1,64%.

Après la cession, le bloc majoritaire, représenté par le groupe TOMOTA, détient les 84,13% du capital à partir du 14 janvier 2005, le reste est détenu par l'Etat et les privés.

Les raisons diverses qui ont conduit HUICOMA à la fermeture sont entre autres :

les déboires de la filière coton causés par le délaissement de nombreux paysans de la culture du coton et la baisse des cours mondiaux du coton, entraînant du coup la baisse de la capacité effective des installations qui est de l'ordre de 14 200 tonnes d'huile alimentaire en moyenne par an ;
les cotisations sociales non payés à l'INPS ;
un passif important au compte de l'entreprise ;
des conflits sociaux occasionnés par les arrêts répétés de l'unité dus au manque de graine de coton ou à la coupure d'électricité.

La relance de l'HUICOMA a toujours été une préoccupation des différents Gouvernements depuis son arrêt.

Sa réhabilitation redonnera vie aux habitants de Koulikoro.

C'est ainsi que, suite à la tenue des Assises Nationales de la Refondation tenues en décembre 2021, il a été recommandé la réhabilitation de l'HUICOMA.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette recommandation, le Ministère de l'Industrie et du Commerce a entrepris les actions ci- après :

- la prise de contact, le 28 septembre 2023, avec le promoteur Alou TOMOTA pour échanger sur la situation actuelle de l'HUICOMA ;
- l'organisation d'une visite sur le site de l'usine de Koulikoro, le 05 octobre 2023 ;
- l'examen et la validation des Termes de Référence relatifs à la réalisation de l'étude diagnostique et d'évaluation de la performance Industrielle de l'HUICOMA par les structures du département;
- l'élaboration par le promoteur TOMOTA d'un plan d'affaires de relance fondé sur les résultats de l'évaluation industrielle ;
- la mise en œuvre du plan de relance avec la recomposition du capital (Etat, CMDT, Privés).

Question 5 : Quel est le rapport entre de la Direction Générale de la Concurrence et du Commerce et l'Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des Aliments? Quel est le bilan de la Direction Générale du Commerce et de la Concurrence (DGCC) depuis votre arrivée à la tête du département?

L'Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des Aliments n'existe plus.

Le bilan de la DGCC se résume aux activités majeures réalisées dans les domaines ci - après:

- modernisation du système informatique ;
- renforcement des capacités ;
- information commerciale ;
- commerce intérieur ;
- contrôle du respect de la règlementation ;
- commerce extérieur.

Site web de la DGCC : https://dgcc.gouv.ml

Question 6 : Pouvez-vous me faire le bilan des sociétés d'Etat au Mali?

Réponse : se référer aux éléments de réponse de la question 3.

Question 7 : Pouvez-vous me faire un état des lieux des différentes visites aux entreprises et sociétés d'Etat ?

Réponse : état des lieux des différentes visites aux entreprises et sociétés d'Etat.

1. **Visite des sucreries (Région de Ségou)** :

Entreprises visitées : SUKALA.SA et NSUKALA.SA

Difficultés

- problème de gouvernance au niveau des entreprises ;
- insuffisance d'aménagement des terres pour la culture de la canne ;
- vétusté des équipements au niveau de SUKALA ;
- coût de production élevé ;
- insécurité dans la zone

Conclusions et recommandations de la visite :

- assoir une gouvernance saine pour une visibilité de la gestion de la société ;
- poursuite des négociations pour adopter le projet de partage des postes avec le partenaire;
- examen et suivi de la situation financière des sociétés ;
- élaboration d'un plan d'aménagement des terres pour produire 250 000 tonnes de sucre d'ici 3 ans;
- réhabilitation des outils de production;
- mise en place d'un mécanisme d'évaluation du coût approprié et renforcer le contrôler du processus de production et de commercialisation;
- lutte contre l'insécurité dans la zone.

Mesures entreprises à la suite de la visite :

- à la suite de la visite du Ministre, l'entreprise N-SUKALA a battu son record de production de sucre en 2023 /2024 soit 86 000 T contre 62 534 T en2022/ 2023 et 52.000 T en 2021/2022 suite au mécanisme de suivi mis en place durant la campagne qui a pu minimiser les pertes de production;
- en marge du mois de ramadan 25000 T de sucre ont été réquisitionnés et vendus à un prix raisonnable aux populations ;
- le ministre a commandité une étude diagnostique approfondie des systèmes de production agricole et industrielle des sucreries en vue de disposer d'un système optimal de production de sucre. L'étude a été réalisée par des experts Brésiliens. Les résultats de l'étude sont disponibles ;
- une opposition de transferts d'argent à l'étranger a été opérée au niveau des banques sur les fonds des entreprises en vue d'une meilleure gestion des ressources financières.

2. <u>Visite d'une unité de textile</u> :

Entreprise visitée : la Compagnie Malienne de Textile (COMATEX-SA)

Difficultés :

- tension de trésoreries ;
- vétusté des outils de production ;
- coût élevé de l'électricité et des hydrocarbures ;
- cherté des intrants ;
- fraude et les pratiques de concurrence déloyale.

Conclusions et recommandations de la visite :

- modernisation complète de la COMATEX ;
- création de nouvelles unités de filature et de tissage

Mesures entreprises à la suite de la visite :

- mise en œuvre du plan de relance ;
- élaboration d'un plan stratégique de développement de la COMATEX 2024- 2029;
- élaboration de deux projets textiles pour créer des chaines de production pour les tenues militaires, les tenues scolaires;
- élaboration d'une unité de compresses stériles et des accessoires de Bloc au Mali;
- mise en œuvre du projet de création de deux unités de filature à Bamako et Koutiala;
- création d'un comité de suivi du contrat de performance signé entre la COMATEX et l'Etat.

3. Visite des unités de production des matériaux de construction :

Entréprises visitées :

- Cimenterie de la société Diamond Cement Mali (DC)
- Société des ciments et Matériaux du Mali (CMM sa)
- Société Ciments d'Afrique (CIMAF Mali) ;
- Société Malienne de fer (IMAFER sa) :
- Société Mali Câbles
- Société Fer Mali sa ;

Difficultés :

- lenteur dans la signature des documents administratifs ;
- insuffisance dans la fourniture d'électricité et son coût élevé ;
- manque de main d'œuvre qualifiée ;
- insuffisance d'infrastructure et de logistique de transport de matières premières et d'équipements ;
- importation frauduleuse de ciment ;
- manque de sous-traitance qualifiée et de matériel de travail.

Conclusions et recommandations de la mission :

Le ministre a demandé aux industriels la mise en œuvre de leur plan d'investissement des années avenir afin que le Mali soit autosuffisant en ciment d'ici 3 ans. Il a aussi informé les Responsables des cimenteries visitées d'une future refondation de la politique de développement industriel où la transformation des produits locaux occupera une place importante.

Mesures entreprises à la suite de la visite

- pose de la première pierre de la Cimenterie CIMAF à Sikasso avec une capacité de plus d'un (1) million de tonne de ciment par an ;

- plusieurs projets de cimenteries sont en cours de réalisation à savoir (lc projet de cimenterie S&S ; le projet de Cimenteries du Mali CIM-Mali SA ; le projet de Cimenterie du Sahel pour une capacité prévisionnelle de 8 500 000 T de ciment par an);
- appui et accompagnement de l'Etat pour la réalisation desdits projets.

4. Visite des huileries :

Entreprises Visitées :

- unité de production d'aliment Bétail/Volaille de la Société « Industrie Oléagineuse DIARRA »
- unité de production d'Aliment Bétail/Volaille de la société Agro Bétail Mali ;
- Huilerie cotonnière de Sikasso (HUICOSI) ;
- Société Seydou Diogo Awa (projet d'un complexe agroalimentaire en phase de démarrage) ;

Difficultés :

- insuffisance de fourniture d'électricité ;
- difficultés d'approvisionnement en matières premières ;
- fraude et concurrence déloyale ;

Conclusions et recommandation :

- utilisation de source d'énergie alternative en vue de palier aux coupures intempestives de l'énergie électrique ;
- diversification des matières premières utilisées pour la production d'huile végétale alimentaire et d'aliments bétails.

Mesures entreprises à la suite de la visite :
Dans le cadre de l'approvisionnement en matières premières, le Ministre a rencontré la Fédération Nationale des Producteurs d'Huile et Aliment Bétail. Une étude a été commanditée par la Direction Nationale de l'Industrie pour la diversification des matières premières utilisées dans la production d'huile végétale alimentaire et d'aliments bétails. Une commission de travail sera mise en place en vue de la mise en œuvre du plan d'action de l'étude élaboré à cet effet.

5. Visite des Minoteries :

Entreprises visitées :

- Minoterie de la société BOUNA INDUSTRIE SA
- Minoterie de la société AMAWAI INDUSTRIES SA.
- Minoterie de la Société MOULINS DU SAHEL « MDS SA »

Difficultés :

- difficultés d'approvisionnement en matières premières (Blé) ;
- mévente de la production ;
- coût élevé de l'électricité et des pièces de rechange.

Conclusions et recommandations de la mission :

Cette visite a permis à monsieur le Ministre de s'enquérir des difficultés que vivent les chefs d'entreprises et de proposer des alternatives de solutions. Aussi, le Ministre a demandé aux unités meunières la production de produits de qualité ainsi que la protection des travailleurs.

Mesures prises à la suite de la visite :

Face à la mévente des produits des unités meunières et en vue de protéger les entreprises nationales un arrêté interministériel portant suspension de l'importation de la farine de blé et des pâtes alimentaires a été adopté. Ladite mesure sera appliquée jusqu'à nouvel ordre.

6. Visite de l'HUICOMA :

Conclusions et recommandations de la mission :

Le promoteur et ses collaborateurs ainsi que la population de Koulikoro se sont réjouis de la visite et attendent avec impatience l'ouverture de l'HUICOMA. Le ministre a rassuré l'ensemble des travailleurs de l'accompagnement de son département pour la relance de ladite société. Pour finir il a demandé à Monsieur TOMOTA, le promoteur de l'entreprise de proposer un plan de relance qui sera examiné par le Gouvernement.

Mesures entreprises à la suite de la visite :

Le ministre a donné son accord de principe pour la réalisation d'une étude diagnostique et l'élaboration d'un projet de relance de l'HUICOMA. L'étude diagnostique qui doit être réalisée par le promoteur est toujours en attente.

7. Visite de l'UMPP :

La visite des locaux de l'UMPP a permis de constater que les activités ont repris. La ligne de production de comprimé (Aspirine) est fonctionnelle. Tandis que les autres lignes sont en arrêt et en attentes de nouveaux équipements.

Constat de la visite :

- les bâtiments de l'UMPP sont rénovés ;
- une comprimeuse de dernière génération est commandée en Chine ;

Équipements reçus à ce jour :

- un four électrique d'une capacité de 150 kg et avec un temps de séchage et de granulation de 30 minutes au lieu de 6 heures pour l'ancien four.
- un réservoir à vapeur de deux (02) fois 200 litres ;
- un mini autoclave pour la stérilisation des ampoules injectables ;
- quatre (04) machines à vapeur de 3 fois 108 KW et une fois 72 KW ;
- et un distillateur pour l'eau distillée.

Conclusions et recommandations de la mission :

- Mettre en œuvre du plan de relance.

- mettre en relation l'UMPP et la pharmacopée traditionnelle en vue d'assurer une meilleure valorisation de la pharmacopée ;
- inscrire l'UMPP dans un processus de renouvellement des équipements de production par des équipements de nouvelle génération ;
- installer rapidement les nouveaux équipements commandés afin de rendre effective la relance de l'usine ;
- inscrire l'UMPP dans un processus de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE)
- prendre attache avec la BSIC en vue de diligenter le payement de soixante millions (60.000.000) sur le mandat impayé en souffrance au niveau du trésor.

8. Visite de la ferme agricole de Thé Farako :

La Ferme Agro-Industrielle Thé Farako est située à 25 km de la ville de Sikasso, un vestige de l'ex-Opération thé Sikasso (OTS). L'usine de thé Farako a été créée en 1974 en partenariat avec la République populaire de Chine. Cependant, elle est en arrêt depuis 2012.

Conclusions et recommandations de la visite :

La reprise des activités de production de thé Farako, doit se faire sur la base d'un système réaliste et réalisable. Pour y parvenir certaines situations doivent être très rapidement connues ; notamment la situation des terres de la ferme Agro-industrielle, de l'eau pour l'arrosage des champs de thé, des équipements et des anciens travailleurs.

A l'issue de la visite le ministre a annoncé des actions qui seront très bientôt entreprises par le département, notamment l'organisation d'une table ronde pour la reprise de l'usine de Thé Farako.

9. Visite d'autres unités Agroalimentaires :

Entreprises visitées :

- Société Aminata KONATE (SAK SA.) Bara Musso ;
- Unité de boisson non alcoolisées et d'eau minérale de la Société Malienne de Boisson (SMB)
- Société des brasseries du Mali (SOBRAM-sa).
- Unité de production de Pâtes alimentaires de la Société Nouvelle Alimentaire (SONALIM) ;
-

Difficultés :

- insuffisance de fourniture d'électricité ;
- difficultés d'approvisionnement en matières premières et emballages ;
- mévente de la production ;
- difficultés de mobilisation de financement ;
- fraude et les pratiques de concurrence déloyale ;
- manque de personnel qualifié ;
- accès difficile aux sites industriels.

Conclusions et recommandation de la visite : les chefs d'entreprises se sont réjouis de cette visite du ministre. Cette visite a permis à monsieur le ministre de s'enquérir des difficultés que vivent les chefs d'entreprises et de proposer des alternatives de solutions qui seront de façon plus approfondie par le département. Le ministre a aussi informé au cours de cette visite l'organisation de rencontres avec les promoteurs d'usine dans le but de diligenter les difficultés recensées. Plusieurs audiences ont eu lieu avec les promoteurs pour donner des orientations pour trouver des solutions idoines aux différents problèmes posés.

10. <u>Visite des Imprimeries</u> :

Entreprises visitées :

- Graphique industrie ;
- Société de transformation de papier du Mali (TRANSFOPAM) ;
- Société Nouvelle de Transformation de Cahier (SNFC) ;
- Société Imprim Service.

Difficultés *:*

- taxation des intrants de l'imprimerie ;
- manque de protection contre les produits importés ;
- concurrence déloyale liée aux importations frauduleuses et à la contrefaçon ;
- accès difficile à la commande publique.

Conclusions et recommandations de la mission :

- réduire les taxes et droits de douane des intrants des imprimeries à l'importation ;
- arrêter temporairement l'importation des cahiers scolaires
- intensifier la lutte contre la fraude et la contrefaçon ;
- faciliter l'accès des produits des imprimeries à la commande publique.
- mettre en place un cadre de concertation regroupant les acteurs du secteur et l'administration publique ;
- intensifier la lutte contre la fraude et la contrefaçon ;

Mesures entreprises à la suite de la visite *:*
A la suite de cette visite, une communication verbale a été présentée en Conseil des Ministres. Ainsi, il a été demandé par le Conseil des Ministres, la mise en place d'un plan de relance dudit secteur. Une note conceptuelle de soutien au secteur des imprimeries a été élaborée. Cette note conceptuelle a été étendue à d'autres entreprises en difficultés étant du même secteur ou non. Les travaux se poursuivent.

<u>Question 8</u> : après le retrait du Mali de la CEDEAO, quelles sont les mesures prises au niveau du département en charge du Commerce et de l'Industrie?

<u>Réponse</u> : Les produits reconnus originaires bénéficient du régime préférentiel et circulent librement dans les quinze (15) Etats membres de la CEDEAO. Ces produits ne sont pas assujettis, lors des echanges entre les Etats membres, a des restrictions quantitatives a l'entrée

et à la sortie, au paiement des droits de douane ou des taxes d'effet équivalent et de toutes autres mesures d'effet équivalent susceptibles d'affecter lesdits échanges.

Le retrait du Mali implique surtout l'abandon de la préférence tarifaire des marchandises importées et dans une moindre mesure celles exportées vers l'espace CEDEAO.

Ainsi la liste de tous les produits agréés au schéma de libéralisation des échanges (SLE) CEDEAO sont en cours de transmission vers l'UEMOA afin qu'ils bénéficient de la Taxe Préférentielle Communautaire (TPC) UEMOA. Ces produits pourront circuler librement dans les pays de l'UEMOA.

<u>Question 9</u> : Quelles sont les difficultés rencontrées?

<u>Réponse</u> :
La Direction Nationale de l'Industrie n'a pas rencontré de difficultés et aucune entreprise n'a signalé des difficultés lors de l'exportation dans le cadre des certificats d'origines CEDEAO.

Bamako, le 14 juin 2024
Le ministre



<u>Moussa Alassane DIALLO</u>
Commandeur de l'Ordre National

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Présidence

N°...../P-CNT

Bamako, le.....

Le Président

A

Monsieur le Premier ministre,
Chef du Gouvernement
- Bamako -

Objet : Questions écrites.

Monsieur le Premier ministre,

Conformément à l'article 85 du Règlement Intérieur, j'ai l'honneur de vous communiquer, à toutes fins utiles, les Questions écrites de Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, membre du CNT, adressées respectivement à :

- Monsieur le Ministre de la Sécurité et de la Protection civile ;
- Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Pièces jointes :
- deux (02) Questions écrites.

Malick DIAW
Commandeur de l'Ordre National

Questions écrites adressées à Monsieur le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile.

Monsieur le Ministre tous mes encouragements pour les résultats escomptés au sein de votre département.

1. Monsieur le Ministre, quel est votre bilan depuis votre nomination à la tête du département de la sécurité et de la Protection Civile ?
2. Monsieur le Ministre, quel est l'état des lieux de la distribution et de la confection de la carte d'identité biométrique ?
3. Monsieur le Ministre, quel est l'état de mise en œuvre des textes réglementaires et législatifs de la militarisation de la police et de la protection civile ?
4. Monsieur le Ministre, quel est le bilan des activités de la gendarmerie et de la réalisation des infrastructures ?
5. Monsieur le Ministre, quel est le bilan des activités de la police nationale ?
6. Monsieur le Ministre, quel est le bilan des activités de la protection civile ?
7. Monsieur le Ministre, quelles sont les dispositions prises par votre département pour la libre circulation des personnes et de leurs biens dans l'espace AES surtout pour la population du Burkina et du Niger venant ou quittant le Mali ?

Dans l'attente d'une suite favorable, recevez mes salutations les plus distinguées.

Bamako, le 27 Mai 2024

Aboubacar Sidick FOMBA

PRIMATURE

CABINET DU PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

CONFIDENTIEL

Bamako, le 06 AUG 2024

Le Premier Ministre

Chef du Gouvernement

A

N° 0607 PM-CAB

Monsieur le Secrétaire Général du Conseil National de Transition (CNT)
A la Haute Attention de Monsieur le Président du Conseil National de Transition.

- BAMAKO -

Réf : 0353/MSPC- SG du 30 juillet 2024.

Objet : Réponses aux questions écrites du CNT.

Monsieur le Secrétaire Général,

Je vous fais parvenir, ci- joint, copie de la lettre du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, relative aux réponses aux questions écrites de Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, membre du Conseil National de Transition (CNT).

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma considération distinguée.

Conseil National de la Transition
Date 06 AOUT 2024
N° 823

Pour le Premier ministre et par ordre,
Le Directeur de Cabinet,

Mohamed Sidda DICKO
Officier de l'Ordre National

MINISTERE DE LA SECURITE
ET DE LA PROTECTION CIVILE

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

Bamako, le 30 JUIL 2024

REPONSES AUX QUESTIONS ECRITES ADRESSEES A MONSIEUR LE MINISTRE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE PAR MONSIEUR ABOUBACAR SIDICK FOMBA MEMBRE DU CNT

1. ***Monsieur le Ministre, quel est votre bilan depuis votre nomination à la tête du département de la sécurité et de la Protection Civile ?***

Depuis la rectification de la transition et notre arrivée à la tête du département, les services de sécurité ont poursuivi leur montée en puissance, cela, malgré les défis d'une part, sécuritaires et d'autre part le contexte géopolitique et géostratégique.

Face à la problématique sécuritaire au Mali dominée par le terrorisme, la cyber criminalité, la criminalité transnationale organisée, le banditisme, la prolifération des armes légères et de petit calibre, le narcotrafic avec la circulation de produits stupéfiants et psychotropes et les effets du changement climatique, plusieurs actions ont été entreprises par les forces de sécurité pour protéger les personnes et leurs biens sur l'ensemble du territoire national, cela, conformément à la vision de Son Excellence le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, Chef suprême des Armées.

Sur la base des disponibilités budgétaires de 2021 à nos jours et à la faveur de la mise en œuvre du Plan d'Action du Gouvernement (P.A.G) élaboré par le Gouvernement et adopté par le Conseil National de Transition (CNT) le 02 août 2021 et de son actualisation, diverses activités ont été réalisées.

Au titre de la mise en œuvre de l'axe 1 du Plan d'Action Gouvernemental, mon département, dans sa politique de lutte contre l'insécurité et le grand banditisme, a entrepris des actions tendant à rapprocher les services de sécurité des populations et à réduire les délais d'intervention des forces à travers le renforcement du maillage du territoire. Pour ce faire, les effectifs ont été renforcés à travers le recrutement de personnel, la création et/ou l'opérationnalisation de nouvelles unités.

Ainsi, des Compagnies d'Intervention Rapide de la Police Nationale (CIR-PN) ont été créées, placées sous le commandement des Commandants de zones ou des Commandants de secteurs d'opération, ces unités permettent de renforcer le dispositif de lutte antiterroriste et de Défense Opérationnelle du Territoire. Ces nouvelles créations viennent ainsi en appui à celles déjà créées, à savoir les Commissariats de Police, les Groupements Mobiles de Sécurité (GMS), les Centres de Secours et les Postes de Secours de la Protection Civile, les Brigades Territoriales de Gendarmerie, les Groupements et Pelotons de la Garde et les Pôles Sécurisés de Développement et de Gouvernance (PSDG).

En outre, l'avènement de la Force Antiterroriste (FAT), du Groupement Antiterroriste (GAT), de l'Unité Mobile de Surveillance et d'Intervention (UMSI) procède de notre volonté d'endiguer le terrorisme en lien avec les Forces de défense.

Aussi, pour la sécurisation des frontières et des agglomérations, le Groupe d'Action Rapide de Surveillance et d'Intervention au Sahel (GARSI) et les autres forces ont été renforcés avec des moyens de mobilité et des équipements adéquats.

Des infrastructures ont été construites ou réhabilitées, d'importants moyens roulants et équipements spécifiques ont également été acquis à travers l'injection de ressources conséquentes, Il s'agit notamment, d'armements, de moyens de secours, d'engins de lutte contre les incendies, de matériels médicaux, de matériels de maintien d'ordre, d'équipements de bureau, de matériels de transmission et de télécommunication ainsi que des effets d'habillement.

On peut citer au titre des travaux de réhabilitation et d'équipement, 128 projets réalisés dont dix (10) commissariats de Police (Sirakoro Meguetana , Ouélessébougou,Kalabancoro, N'Tabacoro, Kignan, Sénou, Fana, Yanfoïla, Kangaba et Sabalibougou), un (01) poste de police à Douentza, quarante (40) postes de sécurité à Bamako, cinq (05) structures de la Police réhabilitées, quatre (04) brigades territoriales construites pour la gendarmerie nationale à Diéma, Massigui, Bougouni et Bénéna, quatre (04) pelotons pour la Garde à Diéma, Dioïla, Yorosso et Kadiolo, cinq (05) centres de secours pour la Protection Civile à Diola, Nara, Diboli, Kati et Mopti, une (01) soute à carburant à Bamako pour la Protection Civile, le Camp de la FORSAT Garde, le camp de la FAT Gendarmerie, l'extension du rez-de-chaussée en R+1 de l'infirmerie de l'ENP, la réhabilitation du Bâtiment abritant les cellules de garde à vue du camp 1, la clôture du site de l'Ecole Nationale de la Protection Civile sise à Sirakoro, un (01) PC groupement à Sikasso en cours de réalisation et cinquante (50) forages équipés pour les forces de sécurité et de la protection civile.

Pour renforcer la capacité opérationnelle des Forces de sécurité et de la Protection civile, la Gendarmerie a acquis 805 moyens roulants dont cinq cent soixante-huit (568) véhicules d'Intervention, trente-trois (33) Véhicules de Commandement, vingt-cinq (25) ambulances médicalisées, quarante-deux (42) véhicules de Secours aux Asphyxiés et aux Blessés (VSAB), cinq (05) minibus HIACE de 15 places diesel climatisé, un (01) Atelier de Forage, un (01) véhicule station-wagon 4x4 tout terrain 4 cylindre, vingt-cinq (25) Camions-citernes d'incendie, cinq (05) Ambulances médicalisées, cinq (05) Véhicules d'Intervention VID pour la Protection Civile, deux (02) Citernes d'Appui, deux (02) camions-citernes à eau de 10 000 L, un (01) camion-citerne à carburant de 10 000 L, deux (02) Camions Lot 7, deux (02) véhicules-Purificateurs d'eau pour la Gendarmerie nationale, six (06) dépanneuses pour la Police nationale, deux (02) Camions à benne basculante 10 roues déjà livrés et affectés, un (01) Camion de vidange de 15 000 l déjà livré et affecté, une (01) Pelle

mécanique à chaine déjà livrée et affectée, un (01) Camion 6x6 + port-char déjà livré et affecté, un (01) Chargeur livré et affecté, cinquante-sept (57) camions de transport de troupes.

Des équipements de protection individuelle et collective, des armes, des munitions et des accessoires d'armes ont également été acquis.

Les efforts suscités ont permis entre autres, l'intensification des patrouilles diurnes et nocturnes dans les centres urbains et sur les grands axes routiers, la conduite d'opérations majeures notamment, antiterroristes et la sécurisation du trafic ferroviaire et des zones d'orpaillage.

Il convient de signaler que les Forces de Sécurité en lien avec celles de la défense ont accompli avec brio la sécurisation du scrutin référendaire des 11 et 18 juin 2023 et celle de la Biennale artistique et culturelle tenue à Mopti du 6 au 16 juillet 2023.

La carte sécuritaire a été réaménagée suivant le découpage administratif, toute chose qui a permis, de prendre en compte les menaces contre la quiétude, la paix et la sécurité des populations à travers une gestion de proximité. Cette réforme consiste à l'occupation effective de tout le territoire par les forces de sécurité en vue du retour de l'administration, des services sociaux de base, des déplacés et des réfugiés, la relance de l'économie locale et les activités de développement. La dernière illustration est celle de la région de Kidal.

L'Ecole d'Etat-major des forces de Sécurité du Mali a été créée à travers le Décret n°2023-0162/PT-RM du 16 mars 2023 motivée notamment, par le déficit dans la coordination des forces en opération. D'ailleurs, la première promotion de cette école est actuellement en formation.

Le Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité (CRSS) a été rattaché au Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, ce qui a rendu ses interventions plus dynamiques. Ainsi, pour renforcer la Sécurité humaine, la Stratégie RSS et son plan d'actions (2022-2024) ont été adoptés et des initiatives ont été prises, en vue de renforcer les liens de confiance entre les services de sécurité et les populations à travers le concept de Police de proximité. Dans la même veine, la consolidation et l'installation des Comités Consultatifs de Sécurité se sont poursuivies avec la tenue des sessions de renforcement des capacités de leurs membres sur la coproduction de la sécurité en environnement complexe. A cela, s'ajoute la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale RSS. Aussi, l'adoption du Décret n°0327/PT-RM du 04 juin 2024 fixant le cadre institutionnel de la réforme du secteur de la sécurité a permis de prendre en compte les défis liés à la fin de l'accord pour la paix issue du processus d'Alger.

La prise de l'arrêté interministériel n°2022-3597/MSPC/MJDH/MSDS/MEF/MIC/MJSICCC-SG du 15 août 2022 portant interdiction de l'importation, de la distribution, de la vente et de l'usage de la Chicha (Narguilé) ou tout autre appareil similaire sur tout le territoire malien, contribue à la préservation de la santé publique, notamment celle de la jeunesse.

La Mission Interministérielle de Coordination de la Lutte contre la Drogue (MILD) a été opérationnalisée à travers la nomination de son Secrétaire Permanant suivant, l'Arrêté n°2022-3535/MSPC-SG du 10 août 2022. Elle a pour missions, entre autres : l'élaboration et la validation de la Politique nationale en matière de lutte contre la drogue. De même, l'approbation des plans d'action, des projets ou programmes ainsi que toutes autres mesures visant à protéger le Mali contre des actions susceptibles d'engendrer la toxicomanie.

Le Secrétariat Permanant de lutte contre la prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre, il a vu ses activités renforcées et dynamisées.

Par ailleurs, le Mali a signé des accords avec certains pays notamment : la Russie ; la Guinée, le Burkina Faso dans le cadre du renforcement de la coopération sécuritaire.

2. ***Monsieur le Ministre, quel est l'état des lieux de la distribution et de la confection de la carte d'identité biométrique ?***

Conformément à la vision et à la volonté du Président de la Transition, Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées, de doter chaque malien d'un document d'identité fiable avant les prochaines échéances électorales, le Décret n°2022-0639/PT-RM du 03 novembre 2022 portant institution et règlementation de la carte nationale d'identité biométrique sécurisée tenant également lieu de carte d'électeur, conformément à la Loi électorale a été adopté. Cette réforme administrative a pour objet d'instaurer un système d'identification fiable, un dispositif sécurisé et moderne anti-fraude électorale et de réduction substantielle des dépenses de l'Etat.

A cet effet, un contrat relatif à la conception et l'exploitation d'un système de production de cartes nationales d'identité biométriques sécurisées pour le compte du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile a été signé. Cet important projet souverainiste a permis la production de huit millions (8 000 000) de cartes nationales d'identité biométriques sécurisées.

La remise se déroule selon une stratégie élaborée dans une synergie entre les Ministères de la Sécurité et de la Protection civile, celui de l'Administration territoriale et de la Décentralisation et l'Autorité indépendante de Gestion des Elections, suivant l'instruction interministérielle n°000001/MATD-MSPC-MAECI-SG du 8 août 2023 relative aux modalités de remise des Cartes Nationales d'Identité Biométriques Sécurisées dans le cadre du processus électoral.

3. ***Monsieur le Ministre, quel est l'état de mise en œuvre des textes réglementaires et législatifs de la militarisation de la police et de la protection civile ?***

La Police Nationale et la Protection Civile ont été militarisées suivant la Loi n°2022-037 du 27 octobre 2022. Cette loi a ouvert la voie à des reformes statutaires liant la Police Nationale et la Protection Civile au Statut général des militaires suivant l'Ordonnance N°2023-015/PT-RM du 21 mars 2023. Cette loi est une protection juridique qui a permis l'équité entre les Forces Armées et de Sécurité par l'harmonisation des traitements au profit des personnels, éliminant du coup le cloisonnement et les disparités entre les différentes corporations. La militarisation a également permis de rehausser les effectifs des Forces Armées et de Sécurité, en tirant les bénéfices de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI), contribuant ainsi à un meilleur maillage sécuritaire du territoire. Aussi, la militarisation a-t-elle renforcé la discipline au sein de ces forces, pour éviter certaines attitudes incompatibles avec la discipline et les règlements militaires. Ces situations souvent, perturbaient la bonne exécution des missions régaliennes de sécurisation des personnes et de leurs biens, ce qui a permis de mettre en œuvre une meilleure interopérabilité entre les forces. L'adoption du Statut général des militaires et des textes subséquents a renforcé la cohésion au 'sein des Forces Armées et de' Sécurité. Mieux, les conditions de vie et de travail des personnels ont été améliorées.

Ainsi, des Commissaires de Police, constitués des anciens Officiers de Police ont été formés et déployés dans les différentes unités à l'échelle du pays. Dans la mémé logique, des Sous-officiers supérieurs de la Police et de la Protection Civile ont achevé leurs formations de Brevet d'Armes n°1 et n°2 conformément au Statut général des militaires.

Pour renforcer les dispositifs législatif et règlementaire, les textes relatifs à la Direction générale de la Police Nationale et à la Direction générale de la Protection Civile sont en cours de relecture.

4. ***Monsieur le Ministre, quel est le bilan des activités de la gendarmerie et de la réalisation des infrastructures ?***

Au compte de la Gendarmerie, les Escadrons, les Brigades et les unités spécialisées, au-delà de la prévôté ont été déployés sur le territoire dans le cadre de la Défense Opérationnelle du Territoire et de la protection des personnes et de leurs biens. Ce maillage du territoire s'est accompagné de l'intensification des patrouilles et la couverture sécuritaire d'événements majeurs.

La Gendarmerie participe également à l'Opération Maliko de par ses positions dans les Pôles Sécurisés de Développement et de Gouvernance (PSDG) de Sokolo, Togueré-Coumbé, Saye, Timissa, Dialloubé et Danderesso. Des éléments du Groupement Spécial d'Intervention de la Gendarmerie Nationale sont aussi déployés à Niono et Kimpararna.

Au titre des réalisations, la Gendarmerie nationale a bénéficié de moyens pour mener à bien les missions de Police Administrative, de Police Judiciaire, de Police Militaire et de Défense Opérationnelle du Territoire.

En termes de réalisation des infrastructures, la Gendarmerie a bénéficié de neuf (09) dont quatre (04) Brigades Territoriales construites à Diéma, Massigui, Bougouni et Bénéna, le camp de la FAT Gendarmerie en cours de réalisation depuis 2023, trois (03) projets de construction de Brigades Territoriales sont en cours de réalisation (Brigade territoriale de Koulikoro, Brigade territoriale et célibatérium de Toukokoto et Brigade territoriale de Fana), un (01) projet de construction du Service d'Investigations Judiciaires et la réhabilitation des cellules du GIGM rive gauche.
Des moyens roulants, des matériels de maintien d'ordre, des matériels HCCA, des équipements anti-covid 19, des matériels de bureaux et outils informatiques, des moyens spécifiques, des armements et des minutions ont été acquis au profit de la Gendarmerie nationale.

5. ***Monsieur le Ministre, quel est le bilan des activités de la police nationale ?***

Au compte de la Police Nationale, des moyens roulants composés de grues de remorquage, de véhicules d'intervention et de commandement et des moyens de communication (caméras, radios HF et VHF) ont été acquis au profit des unités dont celles nouvellement créées. Il faut également noter l'installation du réseau intranet de la Police Nationale à Bamako et l'acquisition d'outils informatiques et de matériels de bureau. Des armes et des munitions ont également été réalisées.

Au titre des infrastructures, des bâtiments ont été construits et/ou rénovés. Parmi ceux construits, on peut citer entre autres, les Commissariats de Police du 2ème Arrondissement de Kayes, de Yirimadio, de N'Tabacoro, de Kolokani, de Kignan, de Yorosso, de Macina, ceux de Fana, Sénou, Sabalibougou, Kangaba et Yanfolila) sont en cours de construction. Des locaux ont été rénovés, il s'agit notamment de la Direction Générale de la Police Nationale, de l'Ecole Nationale de la Police Nationale, du Poste de Police de Kati Camp, des Commissariats des1008 logements, de Ouélébougou, de Zantiguila, de Bla.

Des parcelles de terrain, destinées à la construction d'unités de Police ont été acquises à Yélimané, Kourémalé/Kangaba, Kadiana/Bougouni, Kokoli/Kolondiéba, Farabo-Tomo/Bougouni, Kolu/Bougouni, Kolokani, Kati-coco Plateau secteur IV, Koulikoro, Tienfala et Kayes.

Il est important de noter l'opérationnalisation des Commissariats de Police de Kidal, du 1er Arrondissement de Kolokani, de Yorosso et de Macina. Les effectifs sont déjà sur place et les missions de sécurisation en cours.

En outre, quarante-cinq (45) nouveaux Commissariats de Police ont été créés pour le bon maillage du territoire national. Il s'agit des Commissariats de Bafoulabé, Aourou, Oussoubidiagnan, Nyamina, Négucla, Baroueli, Markala, Ténenkou, Konna, Sofara, Gourma-Rharous, Léré, Ber, Gossi, Bamba, Diébock, N'Tillit, Tessalit, Aguel-l loc. Taoudenni, Araouane, Anderamboukane, Sandaré, Toukoto,

Sébékoro, Massigui, Balle, Mourdiah, Garalo, Kournantou, Sélingué, Koury, Zangasso, Kimparana, Mandiakuy, Hombori, Boni, Sangha et Sokoura.

A ceux-ci s'ajoutent les Commissariats spéciaux de Police de l'Air et des Frontières de Kayes, Sikasso, Mopti, Gao, Tombouctou. Kidal, de Tessalit et de Nioro du Sahel.

Ces réalisations ont permis la saisie d'armes de tout genre, de munitions, de produits dangereux composés de bâtons de dynamites, de pates de dynamites, de rouleaux de cordons de détonateurs et de produits stupéfiants et pharmaceutiques avariés ou contrefaits. Les premiers ont été mis à la disposition du Secrétariat Permanent de Lutte Contre la Prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre et les seconds à la disposition de l'OCS et de la Direction Générale de la Pharmacie pour destruction.

En matière de Police administrative, la réalisation de patrouilles a permis d'interpeller plusieurs personnes qui ont été mises à la disposition des juridictions compétentes. Les engins à deux roues et à quatre roues, saisis ont été mis en fourrière.

Des cartes d'identité nationales ont été établies par les services de Police sur l'ensemble du territoire national. Des documents de voyage comme les passeports ordinaires ont été établis et délivrés, un certain nombre au compte des missions diplomatiques et consulaires. Les appels reçus par le service de Police secours ont été pris en charge par la salle de Commandement et d'Intervention de la Police Nationale.

En matière de Police judiciaire : plusieurs personnes ont été interpellées pour des infractions pénales de droit commun par les Commissariats de Police et les unités spécialisées. Ces personnes ont été déférées devant la justice. D'autres ont été interpellées et déférées devant le tribunal pour trafic illicite de migrants et de traite des personnes.

6. Monsieur le Ministre, quel est le bilan des activités de la protection civile ?

La Protection civile a bénéficié d'un appui considérable en ressources humaines ce qui démontre l'intérêt des plus hautes autorités de la Transition pour la protection de la vie des personnes, de leurs biens et la sauvegarde de l'environnement, mission fondamentale de la Protection civile. Ce renforcement en personnel s'intègre dans une stratégie globale de maillage effectif du territoire par les Forces de Défense et de Sécurité du Mali. Il convient également de rappeler qu'un recrutement de cent (100) sapeurs du rang est en cours au titre de l'année 2023.

De 2021 à nos jours, une nouvelle dynamique axée sur la notion de souveraineté dans le secteur de la formation a permis de renforcer les capacités des militaires de la Protection civile dans tous les domaines d'intervention de la Protection civile. D'où la prise en compte des militaires de la Protection civile dans les formations classiques militaires en application de la loi portant militarisation de la Police nationale et de la Protection civile, notamment le Certificat d'Aptitude Technique n°1, les Brevets d'Armes n°1 et 2, le Cours d'application des officiers, le Cours de l'école Militaire

d'Administration, la participation au cours de l'Ecole d'Etat-Major des Forces de Sécurité ainsi qu'au Master Gestion des Risques de Catastrophes.

Il est important de signaler que la Direction Générale de la Protection Civile organise des sessions de formation au bénéfice de la population sur les thématiques suivantes : le secourisme, la sécurité incendie, la gestion des catastrophes etc. Elles s'inscrivent dans le cadre de la sensibilisation sur les risques et contribuent au rapprochement des secours des populations faisant d'elles les acteurs de leur propre sécurité.

Dans ce chapitre des matériels, d'équipements et des infrastructures, on peut citer la construction en cours du siège de l'Ecole Nationale de la Protection Civile, la construction en cours du siège du Centre National des Opérations d'Urgence de la Protection civile, la construction en cours du Centre de secours de Diboli, la construction des centres de secours de Sanankoroba, Nara et Kati 2, la réception du Centre de secours de Mopti, la dotation en moyens roulants : 52 Véhicules de Secours aux Asphyxiés et aux Blessés, 20 engins pompes (camions de lutte contre l'incendie), 10 ambulances médicalisées, 05 citernes d'appui, 07 véhicules de liaison, 05 Véhicules d'Interventions Diverses, une pelle mécanique, un chargeur et un porte-char et l'acquisition d'un important lot de matériels spécifiques de sauvetage et de lutte contre l'incendie.

Il convient également de noter la création par arrêté du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile d'un nombre important d'unités de la Protection civile conformément au plan de maillage du territoire et aux conclusions du Schéma National d'Analyse et de Couverture des Risques (SNACR).

Les importantes acquisitions susdites ont permis aux unités de la Protection civile de réaliser les interventions suivantes :

- Année 2021 : 28268 cas d'interventions faisant 1497 morts et 34 924 blessés ;
- Année 2022 : 25 386 interventions pour 1196 morts et 30 045 blessés ;
- Année 2023 : 28 265 interventions faisant 1678 morts et 35 068 blessés ;
- Premier semestre de l'année 2024 : 15 612 interventions faisant 798 morts et 17 850 blessés.

Ces interventions concernent : les accidents de la circulation, les incendies, les secours à personnes, les inondations, les effondrements de bâtiments, les noyades, les faits d'animaux, les couvertures sanitaires, personnes tombées dans un puits en autres.

L'application de l'ordonnance n°2023-015/PT-RM du 21 mars 2023, modifiée, portant statut général des militaires a accordé plusieurs avantages aux militaires de la Protection civile dont l'amélioration de la rémunération à travers l'harmonisation de la grille salariale, la nomination au grade de Lieutenant sapeur-pompier des Sous-lieutenants sapeurs-pompiers ayant deux années d'ancienneté au moins, la nomination au grade de caporal de 395 sapeurs du rang titulaires du diplôme de Chef d'Equipe et l'établissement d'une équivalence entre les formations de carrière sapeur-pompier et les formations militaires.

En exécution de la décision n°1005/MSPC-SG du 01 décembre 2023 portant création d'une Commission de relecture des textes des Directions Générales de la Police nationale et de la Protection civile, il a été entrepris la relecture des textes suivants : le projet de décret fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Générale de la Protection Civile, les projets de textes relatifs à la création, à l'organisation et aux modalités de fonctionnement de l'Ecole des Officiers de la Protection civile, les projets de textes relatifs à la création, à l'organisation et aux modalités de fonctionnement de l'Ecole des Sous-officiers de la Protection civile. On peut également citer la relecture de l'arrêté interministériel portant réglementation de l'uniforme des militaires de la Protection civile.

7. ***Monsieur le Ministre, quelles sont les dispositions prises par votre département pour la libre circulation des personnes et de leurs biens dans l'espace AES surtout pour la population du Burkina et du Niger venant ou quittant le Mali ?***

Dans le cadre de la libre circulation des personnes et de leurs biens dans l'espace AES, des dispositions ont été prises aux niveaux des postes de contrôle et des postes de sécurité pour faciliter le mouvement des usagers. Ces dispositions portent entre autres sur le projet d'informatisation et d'interconnexion des postes de Police Frontière des Etats de l'AES, le projet de rencontre périodique des Chefs de Police et de la Gendarmerie des Etats de l' AES à l'instar des Douanes, le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité sur l'éthique, la déontologie et la redevabilité, la dynamisation de la coopération policière entre les pays de l'AES à travers l'échange des numéros verts pour dénoncer les cas de tracasserie pour faciliter la libre circulation de nos populations dans l'espace AES et le partage d'information criminelle ainsi que la recherche, l'identification, la saisie et la confiscation des avoirs criminels.

Ces mesures visant à lutter contre les tracasseries s'imposent à l'ensemble des unités relevant du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile.

D'une manière générale, pour renforcer les initiatives tendant à la fluidité du trafic, un cadre de concertation relatif à la problématique des tracasseries routières a été créé suivant la décision n° 001 064/MSPC-SG du 18 décembre 2023.

Le ministre,

Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE
Officier de l'Ordre National

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Présidence

Bamako, le.....

N°...../P-CNT

Le Président

A

Monsieur le Premier ministre,
Chef du Gouvernement
- Bamako -

Objet : Questions écrites.

Monsieur le Premier ministre,

Conformément à l'article 85 du Règlement Intérieur, j'ai l'honneur de vous communiquer, à toutes fins utiles, les Questions écrites de Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, membre du CNT, adressées à Monsieur le Ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Pièces jointes :
- Questions écrites.

Malick DIAW
Commandeur de l'Ordre National

Questions écrites adressées au Ministre du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue.

Monsieur le Ministre tous mes encouragements pour le travail abattu au sein de votre département.

Monsieur le Ministre, toutes mes félicitations pour les arrêtés N°2021-5616-MTFPDS-SG-DNFPP-D1-3 du 31 Décembre 2021, portant régularisation de situation administrative et l'arrêté N°2022-3266-MTFPDS-SG-DNFPP-D1-3 du 26 juillet 2022 portant régularisation de situation administrative.

Ces différents arrêtés se sont référés aux arrêts de la section administrative de la cour suprême :

- Arrêt N°116 du 11 mars 2021 de la section administrative de la cour suprême ;
- Arrêts N°244 du 29 avril 2021 et N°771 du 09 Décembre 2021 de la section administrative de la cour suprême.

Malgré ces efforts, je suis au constat d'obstruction au service public de la justice pour un nombre important de personnes se trouvant dans les mêmes situations.

1. À quand la régularisation administrative pour les autres agents se trouvant dans la même situation ?
2. Comment pouvez-vous expliquer ce traitement sélectif ? Pouvez-vous me fournir la liste des agents se retrouvant dans cette situation ?

Monsieur le ministre, l'annulation du concours d'entrée à la fonction publique pour raison de fraude savamment orchestrée a été largement saluée par la grande majorité du peuple Malien.

3. Pouvez-vous m'expliquer la scène ?
4. Quelles sont les dispositions prises pour éviter une telle situation dans les jours à venir ?
5. Monsieur le Ministre, pouvez-vous me donner le nombre de fonctionnaires à la charge de l'Etat ?
6. Monsieur le Ministre, quelles sont les dispositions prises pour la réaffectation des personnes vivant avec handicap ayant été admises au

concours d'entrée de la fonction publique et qui avaient été affectées au service de la Douane ?

7. Monsieur le Ministre, à quand l'application des textes réglementaires et législatifs relatifs aux accidents de travail des fonctionnaires de l'Etat ?
8. Monsieur le Ministre, pouvez-vous me faire l'état des lieux de la situation des partants volontaires à la retraite ?

Monsieur le Ministère, je vous félicite pour les efforts consentis pour parvenir à la signature du pacte social.

9. Quelles sont les raisons évoquées par le syndicat de la santé qui a refusé la signature du document ?
10. Monsieur le Ministre, qu'est ce qui bloque les passerelles pour les fonctionnaires des collectivités dans le cadre de leur formation, de leur affectation et de leur promotion ?
11. Où en sommes-nous avec la régularisation des contractuels par rapport à l'âge à la retraite ?
12. Monsieur le Ministre, pouvez-vous me faire le bilan depuis votre arrivé à la tête du département ?

Dans l'attente d'une favorable, recevez mes salutations les plus distinguées.

Bamako, le 27 Mai 2024



Aboubacar Sidick FOMBA

MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL
****
SECRETARIAT GENERAL
****

CONFIDENTIEL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But –Une Foi
****

Bamako, le 21 JUIN 2024

Le ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social

N°2024-000129/MTFPDS-SG

A Monsieur le Premier ministre, Chef du Gouvernement,

Réf : V/Lc N° 00867 /PM- CAB du 6 juin 2024

Objet : Réponses aux questions écrites de Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, membre du Conseil national de Transition

Monsieur le Premier ministre,

En réponse à votre lettre du 6 juin 2024, ci-dessus référencée, j'ai l'honneur de vous transmettre les réponses aux questions écrites de Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, membre du Conseil national de Transition.

Veuillez, agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Le ministre,

Fassoun COULIBALY
Chevalier de l'Ordre National

PRIMATURE
Confidentiel
Arrivée n° 1099
Du 21/06/2024

MINISTERE DU TRAVAIL,
DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DU DIALOGUE SOCIAL
****
SECRETARIAT GENERAL
****

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple –Un But –Une Foi
****

Réponses aux questions écrites de Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, Membre du Conseil national de Transition

Introduction :

Conformément **au Décret N°2023-0392/PM-RM du 19 Juillet 2023 fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement,** le Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social a pour mission de préparer et de mettre en œuvre la politique nationale dans les domaines du Dialogue social, du Travail et de la Fonction publique.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la promotion du Dialogue social, la prévention et la gestion des conflits collectifs ;
- la coordination des rapports du Gouvernement avec les organisations syndicales et patronales ;
- l'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle de la législation du Travail dans le Secteur privée ;
- les mesures de lutte contre le travail des enfants, les discriminations et les harcèlements dans les lieux de travail ;
- l'élaboration, l'application ou le contrôle de l'application des règles relatives à l'emploi du personnel civil de l'Etat et des organismes publics de l'Etat ;
- l'élaboration et la mise en œuvre de la politique salariale et de rémunération de l'Etat ;
- l'amélioration de la performance du personnel civil de l'Etat et des organismes publics de l'Etat ;
- l'élaboration et l'application des règles relatives à la détermination de la représentativité et de la légitimité des organisations syndicales ;
- la gestion du personnel relevant du statut général des fonctionnaires.

Ce rappel me permet d'aller aux réponses à vos questions respectives :

1. A quand la régularisation administrative pour les autres agents se trouvant dans la même situation ?

J'ai l'honneur de vous informer que l'Arrêté n° 2021-5616-MTFPDS-SG-DNFPP-D1-3 du 31 décembre 2021 portant régularisation de situation administrative et l'Arrêté n° 2022-3266-MTFPDS-SG-DNFPP-D1-3 du 26 juillet 2022 portant régularisation de situation administrative, ont été signés en 2021 et 2022.

Vous évoquez un constat d'obstruction au service public de la justice pour un nombre important se trouvant dans la même situation.

Je vous informe que tel n'est pas le cas dans la mesure où la date de signature de ces deux arrêtés est bien antérieure à celle de mon entrée au Gouvernement. Dans ces conditions, on pourrait difficilement parler d'obstruction à la justice de notre part.

Toutefois, au nom du principe de la continuité du service public, nous nous attelons à régulariser la situation des agents qui répondent aux critères énoncés dans les Arrêts n°116 du 11 mars 2021, n°244 du 29 avril 2021 et n°771 du 09 décembre 2021 de la section administrative de la Cour suprême.

De notre arrivée au département à aujourd'hui, aucune nouvelle situation n'est intervenue dans ce sens.

L'Arrêt n°116 du 11 mars 2021 auquel vous faites allusion, ne concerne que Mme Djénéba BATHILY, N°Mle 788-03-N, contrôleur des Impôts et l'arrêté n° 2021-5616-MTFPDS-SG-DNFPP-D1-3 du 31 décembre 2021 régularise sa situation administrive de contrôleur à Inspecteur des Impôts, à compter du 1er janvier 2018 (ci-joint copie de l'arrêté en question) ;

Sur la base des Arrêts n°244 du 29 avril 2021 et n°771 du 09 décembre 2021, la situation administrative des sieurs Modibo TOURE, Siaka BAGAYOKO, Adama ARAMA, Safiatou CAMARA, Lassana SYLLA et Aminata DIARRA, a été régularisée par l'Arrêté n° 2022-3266-MTFPDS-SG-DNFPP-D1-3 du 26 juillet 2022.

En dehors de ces personnes, à ma connaissance, nos services n'ont pas été saisis d'un autre cas de ce genre concernant les Arrêts n°116, 244 et 771 de la Section administrative de la Cour suprême.

Cependant, nous restons disposés à examiner, conformément à la loi, la requête de toute personne se trouvant dans une situation identique.

Je vous informe, par ailleurs, que tous les Arrêts de la Cour suprême relatifs à des actes de gestion du personnel régi par le Statut général des fonctionnaires sont en cours de traitement. Toutefois, il faut souligner que certains arrêts posent un problème d'applicabilité, notamment les Arrêts n°366, n°102 et n°180, pour ne citer que ceux-ci, dans la mesure où ces Arrêts contiennent les termes, **« et consorts », après la liste des requérants,** ce qui laisse place à beaucoup d'interprétations. En plus, la question de l'intégration de ces agents sans congés dans les corps de la Nouvelle ENA, reste posée, malgré les arrêts querellés. Suite à une réunion tenue à Koulouba le 14 juillet 2023, il a été demandé de tenir un Conseil de Cabinet sur l'application desdits arrêts.

Une correspondance, dont copie ci-jointe, a été adressée à la Primature dans ce sens. Il s'agit de trouver la bonne formule. Les requérants ont également saisi le Bureau du Médiateur de la République.

Vous comprendrez à travers ces lettres qu'il n'y a aucune volonté de faire obstruction à la justice. A notre prise de fonction nous avons déjà régularisé les requérants de l'Arrêt n°411 de la section administrive de la Cour suprême en ce qui concerne les sortants de l'ENI.

En termes clairs, il s'agit des agents qui sont allés en formation sans congés de formation délivrés par l'autorité administrative compétente. Ils sont évalués à plus de 3000 agents qui ont effectué des formations académiques sans congés de formation et qui prétendent être régularisés sur la base du terme ***« et consorts ».***

A ma prise de fonction le 03 juillet 2023, nous avons trouvé ces dossiers en instance. Nous ne savons pas quelles étaient les raisons de ces blocages par mes prédécesseurs.

Ces différents Arrêts seront appliqués sans exposer l'administration à un délitement que l'on ne pourrait plus contrôler. C'est pourquoi d'ailleurs vous verrez plus bas dans le document, l'adoption très prochaine d'un plan national de formation des agents de l'Etat.

2. Comment pouvez-vous expliquer ce traitement sélectif ?

-Pouvez-vous me fournir la liste des agents se trouvant dans cette situation ?

Je vous informe qu'il ne saurait y avoir de traitement sélectif dans la gestion des carrières des agents de l'Etat. Tous les agents sont et seront traités sur le même pied d'égalité, il suffit qu'ils en fassent la

demande avec les pièces justificatives nécessaires conformément aux dispositions du Statut général des fonctionnaires. Il n'y a pas de traitement de faveur.

A ce stade, nous ne sommes pas à mesure de donner une liste pour laquelle nos services n'ont pas été saisis. S'il y a des agents qui se trouvent dans cette situation qu'ils en fassent la demande tel que précisé ci-dessus, leurs situations seront examinées en toute transparence, en dehors de la situation des arrêts n°366 et 102, ci-dessus cités, et qui sont évalués à plus de 3000 agents « **et consorts** » ; les requérants étant au nombre de 27 (liste jointe).

Nos services ne font plus l'objet de critiques, en 6 mois nous avons changé les choses dans le bon sens à la Direction nationale de la Fonction publique et du Personnel. Certains fonctionnaires peuvent vous témoigner de la célérité de traitement des dossiers des fonctionnaires, et c'est désormais la règle.

3. Pouvez-vous m'expliquer la scène ?

Vous avez expliqué : « *l'annulation du concours d'entrée à la fonction publique pour raison de fraude savamment orchestrée a été largement saluée par la grande majorité du peuple malien* ».

Au regard de votre question, vous voulez que je vous explique les circonstances de l'annulation des concours directs de recrutement dans la fonction publique de l'Etat, exercice budgétaire 2023 : J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à mon communiqué du 05 février 2024, suite à la découverte d'un vaste réseau de fraude et de corruption découvert à travers notre saisine des services compétents, nous avons décidé d'annuler les concours directs de recrutement dans la fonction publique de l'Etat organisé du 23 au 31 décembre 2023.

Le lendemain 06 février 20224, j'ai porté plainte devant le Procureur du Pôle national Economique et Financier pour « ***faux et usage de faux, corruption et complicité*** » avec ampliation à la Direction générale du Contentieux de l'Etat pour assurer la défense des intérêts de l'Etat. Il a été également joint à cette plainte, le Rapport d'enquête de l'Agence nationale de la Sécurité d'Etat dont nous n'étions pas destinataire. Cette transmission a été faite à Monsieur le Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme par l'ANSE, pour le Procureur.

Au nom du principe de la séparation des pouvoirs contenu dans l'article 129 de la Constitution[1] du 22 juillet 2023, je ne pourrais pas, à ce stade, commenter ce dossier dans la mesure où la procédure judiciaire est en cours devant le Pôle national Economique et Financier. Toutes les informations relatives à ce dossier peuvent être obtenues à ce niveau.

Je prie « *Allah, le Tout Puissant, dans sa miséricorde* » que cette situation ne se reproduise plus.

Cette annulation n'avait qu'un seul but, assurer l'égalité des chances devant l'emploi public, tel que prévu dans la Constitution[2] du 22 juillet 2023.

4. Quelles sont les mesures prises pour éviter une telle situation dans les jours à venir ?

Je vous informe que lorsque nous organisons les concours directs de recrutement, notre objectif est d'assurer l'équité, la transparence et l'égalité de chance des enfants du pays devant l'emploi public.

A ce titre, les mesures suivantes sont prises :

- nomination d'un nouveau Directeur du centre national des concours ;

---

[1]. Aux termes de l'alinéa 1er de l'article 129 de la Constitution du 22 juillet 2023 du Mali : « Le pouvoir judiciaire est indépendant des pouvoirs exécutif et législatif. Il s'exerce par la Cour suprême, la Cour constitutionnelle, la Cour des Comptes et les autres Cours et Tribunaux ».

[2] Voir l'article 86 de la Constitution du 22 juillet 2023 de la République du Mali.

- nomination d'un nouveau Directeur adjoint du Centre ;
- nomination d'un nouveau chef de la Cellule informatique ;
- adoption de l'Arrêté n°2024-0196/MTFPDS du 07 mars 2024 portant règlement général des concours directs de recrutement dans la Fonction Publique, pour corriger les insuffisances de l'Arrêté de 2009 et la création d'un jury des concours;
- instauration d'une nouvelle procédure de production des sujets des concours ;
- instauration d'une nouvelle méthode par codification des copies d'examen inspirée de la nouvelle Ecole nationale d'Administration avec leur collaboration.

Grace à ces mesures nouvelles, nous avons réorganisé, du 13 avril 2024 au 05 mai 2024, les concours directs de recrutement dans la fonction publique de l'Etat, exercice 2023 dont le processus suit son cours normal.

Je prie « *Allah, le Tout Puissant, dans sa miséricorde* » que cette situation ne se reproduise plus jamais.

Notre objectif de tous les jours est de donner à notre administration des ressources humaines de qualité sans lesquelles on ne peut prétendre à un développement économique et social digne de ce nom. Nous sommes engagés à cela dans l'esprit du Mali Kura et de la Réfondation de l'Etat. Nous pensons que nous devrions être aidés en cela par toutes les personnes de bonne volonté.

5. Monsieur le Ministre pouvez-vous me donner le nombre de fonctionnaires à votre charge ?

Statistiques Fonctionnaires de l'Etat en juin 2024

Catégorie	Homme	Femme	Total	% H	% F
A	13 537	3 269	16 805	80.5	19.5
B2	7 163	3 873	11 036	64.9	35.1
B1	2 918	2 890	5 808	50.2	49.8
C	6 118	2 662	8 780	69.7	30.3
Total fonctionnaire	**29 736**	**12 694**	**42 430**	**70.1**	**29.9**
Total contractuel	**7 003**	**3 145**	**10 148**	**69.0**	**31.0**
Total	**36 739**	**15 839**	**52 578**	**69.9**	**30.1**

6. Monsieur le ministre, quelles sont les dispositions prises pour la réaffectation des personnes vivant avec handicap ayant été admises au concours d'entrée de la fonction publique et qui avaient été affectées au service de la Douane.

Il importe de rappeler que ces agents ont été admis à la fonction publique en **2019**. Donc, un dossier qui date de très longtemps (5 ans).

Ces agents sont au nombre de 28 en situation de Handicap. Le projet d'arrêté portant leur intégration dans la fonction publique a été transmis au Ministère de l'Economie et des Finances au mois d'octobre 2023 (ci-joint copie).

Suite à l'entretien que j'ai eu au mois d'avril 2024 avec Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances, nous avons convenu que ce dossier soit traité avec les personnes en situation de handicap qui seront admises aux concours directs de recrutement dans la Fonction publique de l'Etat organisé au mois de mai 2024. Ceci est lié à des raisons d'incidences budgétaires mais aussi pour éviter que les syndicats ne pensent que nous intégrons des personnes dans la Fonction publique en dehors des concours réguliers, le dossier ayant trainé depuis 2019.

Le compte rendu de cette rencontre a été fait à Monsieur le Premier ministre, Chef du Gouvernement qui m'a demandé d'informer les intéressés, entre temps vos questions écrites sont arrivées.

7. Monsieur le Ministre, à quand l'application des textes réglementaires et législatifs relatifs aux accidents de travail des fonctionnaires de l'Etat ?

Cette question relève du Ministère de la Santé et du Développement social qui a sous sa tutelle la Caisse Malienne de Sécurité Sociale qui gère les régimes des Accidents de travail[3] et des Maladies professionnelles des fonctionnaires, des Parlementaires et des militaires, même si tous les grands foras organisés au Mali ces dernières années ont demandé le « *rattachement de ces services au département en charge du Travail* ».

8. Monsieur le Ministre, pouvez-vous me faire l'état des lieux de la situation des partants volontaires à la retraite ?

Une Commission comprenant des représentants du Gouvernent et de l'UNTM a été mise en place pour traiter ce dossier. La Commission a tenu plusieurs réunions sur le dossier.

La Commission a terminé ses travaux, il y a une semaine l'examen des dossiers. Un traitement social a été préconisé car l'accord-cadre avec la banque mondiale n'a pu être retrouvé.
Un montant forfaitaire de deux (2) millions a été proposé par partant volontaire, par le Gouvernement et accepté par l'UNTM, soit une incidence **financière de plus de 9 milliards payable sur trois ans.**

La Commission de travail a identifié à ce ***jour 4.446 bénéficiaires sur 5023 partants volontaires.***

Le protocole d'accord entre le Gouvernement et les partants volontaires est en cours de finalisation. Dans les jours à venir la Commission déposera son rapport.

Le Gouvernement a également accepté d'inclure dans le traitement du dossier, le remboursement **des 8% de cotisation sociale pour** les **1.012 travailleurs** qui ont cotisé moins de 15 ans à la Caisse Malienne de Sécurité Sociale et n'y voit pas d'inconvénient pour le paiement sous réserve de vérification des archives du Trésor qui sont considérées comme des archives mortes.
Le Ministère de l'Economie et des Finances est en entrain de procéder à cette vérification des archives.

9. Quelles sont les raisons évoquées par le syndicat de la Santé qui a refusé la signature du document ?

Le Gouvernement a organisé une Conférence sociale dans le domaine du travail **du 17 au 22 octobre 2022.** Cette activité organisée en collaboration avec les partenaires sociaux et avec l'appui technique du Bureau International du Travail (BIT) était placée sous la Présidence du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Premier ministre par Intérim.

---

[3] Voir la Loi n°2017-020 du 12 juin 2017 instituant la branche de prévention et de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles applicable aux fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales, aux militaires et aux parlementaires et son décret d'application.

A l'issue de la Conférence, ***cent trente-neuf (139) Recommandations*** ont été formulées. Ces Recommandations ont fait l'objet d'un plan d'actions 2023-2027 annexé au Pacte de stabilité sociale et de croissance.

Dans le cadre de la pacification durable du climat social, le projet de document Pacte de Stabilité sociale et de Croissance et son plan d'actions 2023-2027 ont été validés au cours d'un atelier national tripartite tenu du 21 au 23 août 2023 au CICB, donc à deux jours de la signature du Pacte de stabilité sociale.

Le Pacte de Stabilité sociale et de Croissance a été signé par le Gouvernement et les partenaires sociaux (patronat, centrales syndicales, syndicats libres et autonomes) au CICB, le 25 août 2023, sous la Présidence de son Excellence, le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, avec une incidence financière de 105.918.000.000 FCFA sur 5 ans avec une trêve sociale.

Je vous informe que les deux syndicats de la Santé (la PLASSMA[4] et le SYNACAM) ont participé aux travaux de l'atelier mais n'ont pas jugé nécessaire, selon leur dire, de signer le Pacte de stabilité sociale et de Croissance parce que les engagements antérieurs n'ont pas été respectés.

De surcroit, le représentant du SYNACAM était dans la salle de signature, le 25 Août 2023, mais il a quitté la salle au moment de la signature.

Après la signature, j'ai personnellement rapproché les deux syndicats en vain, malgré qu'il soit prévu dans le plan d'actions, l'extinction des PV de conciliation déjà signés en décembre 2024.

Aussi, je vous informe qu'ils ne sont pas les seuls syndicats qui n'ont pas signé le Pacte de stabilité sociale, il y a également le Syndicat Libre des Travailleurs des Mines du Mali qui n'avait pas signé. Après une négociation et explication des enjeux du pacte de stabilité sociale, celui-ci a accepté de signer une semaine après les autres.

Nous comptons sur vos capacités de négociation pour nous aider à faire revenir les deux syndicats pour signer le Pacte de stabilité sociale et de croissance : la PLASSMA et le SYNACAM.

Je vous informe également que le Syndicat des Enseignants Chercheurs du Mali (SECMA) n'a pas non plus signé le Pacte de stabilité sociale et de croissance. Il est plus influent à l'Université de Ségou.

Aussi, une partie du Syndicat national des Enseignants du Supérieur (SNESUPS), tendance Alou DIARRA, qui est en dissidence avec la tendance Abdou MALLE, dit ne pas se reconnaitre dans le pacte quand bien même, le Pr Abdou Mallé ait signé.

Le Pacte de stabilité sociale et de croissance reste toujours ouvert à la signature pour ceux qui n'ont pas encore signé, au nom de l'apaisement du climat social.

10. Monsieur le Ministre, qu'est ce qui bloque les passerelles pour les fonctionnaires des collectivités dans le cadre de leur formation, de leur affectation et de leur promotion ?

J'ai l'honneur de vous informer que la gestion des fonctionnaires des collectivités territoriales relève du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD).

A cet effet, cette question pourrait être adressée à ce département ministériel.

---

[4] La PLASSMA est composée de la FESYSAM (fédération des syndicats de la santé et l'action sociale) et du SYMEMA (syndicat des Médecins du Mali).

Toutefois, je vous informe qu'un point semblable à votre question était traité dans le PV du 05 février 2021 signé entre le Gouvernement, le CNPM et l'UNTM : ***« La mise en œuvre des passerelles entre les 2 fonctions publiques ».***

Cette réponse avait été donnée par le MATD lors de l'évaluation du PV de l'UNTM le 28 mars 2024 et je pense qu'elle est toujours d'actualité : « Un avant-projet de décret d'application est élaboré. Il sera partagé avec les syndicats. La rencontre du 23 juin 2023 a recommandé un partage de l'avant-projet de texte avec les autres départements impliqués avant celui d'avec tous les syndicats du secteur.

Les échanges ont été faits avec les acteurs concernés. Les observations sont en cours d'intégration. ***La validation du projet de décret est prévue pour la fin du 1er semestre 2024.*** L'UNTM demande un traitement diligent de ce projet et de lui associer à la validation finale ».

11. Où en sommes-nous avec la régularisation des contractuels par rapport à l'âge à la retraite ?

La Loi **n°2019-074 du 24 décembre 2019** portant modification du Code du Travail a résolu la question en prévoyant l'âge de départ à la retraite des travailleurs contractuels de l'Etat et des Collectivités Territoriales ainsi qu'il suit :

- **Catégorie A ou équivalent : 60 ans ;**
- **Catégorie B, C, D, E ou équivalent : 58 ans.**

Je vous informe que ce point a été traité dans le PV de l'Union nationale des Travailleurs du Mali du 05 février 2021. Un consensus a été trouvé et ce point a été traité comme éteint.

A ce jour, à ma connaissance, aucune demande de régularisation de l'âge de départ à la retraite des contractuels n'a été adressée à mes services.

12. Monsieur le Ministre, pouvez-vous me faire le bilan depuis votre arrivée à la tête du département ?

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses attributions, plusieurs actions ont été menées par mon département de juillet 2023 à ce jour. Ce bilan ayant déjà été fait dans **l'Emission Mali-Kura Taasira 2,** qui d'ailleurs a été largement appréciée par les Maliens, en décembre 2023 sur les antennes de la télévision nationale.

Au titre de ces actions, les réalisations majeures ci-après peuvent être prises en compte. :

I. LES REALISATIONS PAR DOMAINE :

1.1. Dans le domaine du Travail : Le gouvernement a procédé :

- ✓ à l'élaboration d'une Politique nationale de Sécurité et Santé au Travail qui sera incessamment soumis au Conseil des ministres, après la RI du mois de juillet 2023 et le Comité de coordination des secrétaires généraux des départements ministériales du mois d'avril 2024 ;
- ✓ à l'élaboration d'un projet de Plan d'Action National pour l'Elimination du Travail des Enfants (PANETEM II 2023-2027) et la liste des travaux légers pour les enfants de 13 à 15 ans ;
- ✓ à la relecture des conventions collectives de travail : la convention collective des banques, assurances et établissements financiers en 2023-2024, la relecture de la convention collective des systèmes financiers décentralisés en 2023, de la convention collective du commerce et des accords d'établissement de plusieurs entreprises ;

- ✓ à la délivrance des visas pour les contrats de travail (étrangers et nationaux) dans le secteur privé ;

- ✓ Plus de 800 visites d'entreprises effectuées par les Inspections du Travail de juillet 2023 à juin 2024 ;
- ✓ à la gestion des préavis de grève en concertation préalable pour éviter la grève et sauvegarder le pacte de stabilité sociale et de croissance dans les entreprises privées ;

- ✓ à l'élaboration des rapports dus au BIT au titre des conventions ratifiées par le Mali pour 2023.

Ces actions ont été initiées par la Direction nationale du Travail et ses services déconcentrés dans les 19 régions plus le District de Bamako.

1.2. Dans le domaine de la fonction publique :

- ✓ Dans le cadre des concours d'entrée dans la Fonction publique, ***le recrutement en cours de 1489 fonctionnaires*** de l'Etat au titre de l'exercice budgétaire 2023 ;

- ✓ La régularisation de la situation administratives de plus de 300 agents suite à l'Arrêt n° 411 dc la section administrive de la Cour suprême de juillet 2023 à janvier 2024 ;

- ✓ La délivrance des autorisations de formation et des congés de formation aux fonctionnaires et agents de l'Etat au titre de l'année scolaire 2023-2024 dans les instituts et grandes écoles du Mali, sans compter les détachements, les mises à disposition, les disponibilités et les radiations après décès des fonctionnaires ;

- ✓ En ce qui concerne l'intégration des contractuels des administrations d'Etat, le processus d'intégration dans la fonction publique se poursuit jusqu'à leur extinction définitive et 11 agents contractuels ont été intégrés dans la fonction publique conformément aux dispositions de la loi dérogatoire de 2009 au statut général des fonctionnaires de l'Etat ;

- ✓ La Relecture en cours du Statut général des fonctionnaires (Réunion interministérielle déjà faite ainsi que le conseil supérieur de la fonction publique en avril 2024) pour prendre en compte le régime sous le drapeau notamment le service national des jeunes, la rémunération pendant le service national des jeunes, la Bonification d'échelon après le service des jeunes, le détachement de fonctionnaires dans les EPA, Institutions et autorités administratives indépendantes.

Le dossier a été transmis au Ministre des Finances pour l'évaluation de l'Incidence Financière.

Par ailleurs, dans le but d'assurer le professionnalisme et l'intégrité dans la Fonction publique, le Gouvernement a mis en place un plan de formation des agents de l'Etat en éthique et professionnalisme dans la fonction publique.

Cette formation a commencé avec la formation en socialisation des nouvelles recrues au titre de l'exercice budgétaire 2023. Elle visait d'une part, à doter ces nouvelles recrues de connaissances et d'autre part, à susciter en elles des comportements permettant de réaliser avec art et professionnalisme (les magistrats stagiaires, les enseignants de l'Enseignement supérieur, la 7ème Promotion de la nouvelle ENA), Promotion 2023 du SNJ admis au centre de formation de Bapho, ont suivi ce cours.

- ✓ L'élaboration de plan national de formation et d'un plan national de recrutements des fonctionnaires régis par le Statut général.

Afin d'optimiser les recrutements dans la fonction publique d'Etat, il est apparu nécessaire d'inscrire les recrutements et les départs du personnel à la retraite dans un cadre logique et prévisionnel.

Aussi, dans le cadre d'amélioration constamment de la performance de l'administration ainsi que de la qualité du service rendu aux usagers, le pacte de stabilité sociale a prévu dans son plan d'action, l'élaboration et l'adoption d'un plan national et des plans sectoriels de formation des agents de l'Etats.

Les marchés ont déjà été attribués à un consultant national et les deux plans seront disponibles en fin Septembre 2024.

1.3. Dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des agents de l'Etat :

Le Gouvernement a :

- ✓ adopté un décret fixant les avantages du personnel du centre de Promotion pour paix et l'Unité au Mali (CPU-MALI) ;
- ✓ adopté un décret fixant les avantages accordés au personnels de l'Agence de gestion des Réparations des Victimes des crises au Mali (AGRV) de 1960 à nos jours ;
- ✓ L'avancement de grade et d'échelons des fonctionnaires de l'Etat à compter du 1er Janvier 2024 ;
- ✓ Le reclassement du personnel contractuel de l'Etat à compter du 1er janvier 2024.

1.4. Dans le domaine du dialogue social :

Pour mettre fin à la détérioration constante du climat social au Mali, une stratégie de pacification durable du climat a été initiée fondée sur la prévention et l'anticipation des conflits.

Cette stratégie prévoit, entre autres, le renforcement du dispositif de prévention et de gestion des conflits de travail.

- ✓ Le **Conseil National du Dialogue Social a été créé suivant le Décret n°2023-0431/PT-RM du 17 août 2023, à l'instar des autres pays de l'UEMOA.**

Il a pour mission principale d'assurer la concertation permanente entre l'Etat et les partenaires sociaux dans les secteurs publique, parapublic et privé y compris l'économie informelle pour la préservation d'un climat social apaisé.

- ✓ **Le Pacte de Stabilité sociale et de Croissance** a été signé par le Gouvernement et les partenaires sociaux (patronat, centrales syndicales, syndicats libres et autonomes) au CICB, le 25 août 2023, sous la Présidence de son Excellence, le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, avec une incidence financière de 105.918.000.000 FCFA sur 5 ans.

Le Comité technique de suivi du Pacte a été mis en place le ***20 septembre 2023***. Il est composé des représentants de chaque signataire du Pacte de stabilité sociale et de croissance.

Ce comité a tenu sa première réunion le mardi 10 octobre 2023 et a élaboré un règlement intérieur qui détermina ses modalités de fonctionnement.

Le plan d'actions **2023-2027 du Pacte de stabilité sociale et de croissance** intègre l'ensemble des reformes administratives, juridiques et institutionnelles contenues dans les recommandations de la conférence sociale : la révision du droit syndical, du droit de grève, du Statut général des fonctionnaires, de la loi sur les EPA, les services minimums en cas de grève, les services essentiels, les textes sur les primes et indemnités, les élections professionnelles de représentativité, le Conseil national du Dialogue Social, entre autres.

Depuis la mise en place du comité technique de suivi, les actions suivantes ont été menées :

- ✓ Elaboration du règlement intérieur qui détermine les modalités de fonctionnement du comité ;
- ✓ L'évaluation de plus 100 Procès-verbaux de conciliation signés avec les syndicats sectoriels des départements ministériels de 2016 à 2023, évaluation faite entre avril 2024 et mai 2024 ;
- ✓ L'évaluation de plus 70 Procès-verbaux de conciliation signés avec les syndicats du secteur privé de 2016 à 2023, entre avril 2024 et mai 2024 ;
- ✓ Organisation d'une session d'appropriation le 09 novembre 2023 pour les membres du comité en prélude à la campagne de vulgarisation du Pacte ;
- ✓ Lancement des activités de vulgarisation du Pacte, le vendredi 1er décembre 2023 à Ségou avec l'ensemble des partenaires sociaux ;
- ✓ Organisation de session de vulgarisation du Pacte à Sikasso en janvier 2024 ;
- ✓ Organisation de plusieurs formations à l'endroit des syndicats lors du 1er mai 2024 ;
- ✓ Organisation à Ségou d'un atelier tripartite du 05 au 07 décembre 2023 avec l'appui du BIT, pour valider le Projet d'arrêté fixant les règles et modalités d'organisation des élections professionnelles de représentativité des centrales syndicales ;
- ✓ L'évaluation du PV de conciliation du 05 févier 2021 signé entre le Gouvernement, le CNPM et l'UNTM, les 25 mars et 28 mars 2024 ;
- ✓ L'Adoption de l'arrêté n°2024-1586/MTFPDS-SG du 31 mai 2024 fixant les règles et modalités d'organisation des élections professionnelles de représentativité des Unions et Confédérations de syndicats ;
- ✓ Dans le cadre de la mise en œuvre des engagements pris avec les partenaires sociaux, le Gouvernement ***a procédé au paiement des droits des travailleurs compressés*** de certaines sociétés et entreprises d'Etat notamment l'HUICOMA, l'ITEMA, la COMATEX, l'Hôtel AZALAÎ, la SMECMA, pour un montant de plus de **5 821 681 815 F CFA**, ce paiement continue pour ceux qui n'ont pas donné les numéros des comptes bancaires.

Je vous informe que le Ministère du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social attend toujours les numéros de compte de certains compressés pour virer leur montant.

- ✓ Elaboration d'une lettre circulaire en décembre 2023 sur le respect de la liberté syndicale ;

- ✓ Elaboration d'une lettre circulaire sur l'absentéisme et le retard dans les services publics en janvier 2024 notamment le respect des horaires de Travail institué par l'Arrêté n°92-5387/MFPT-MA du 29 octobre 1992 portant institution de la journée de travail continu et la semaine de cinq jours en République du Mali ;

- ✓ Elaboration d'un projet d'arrêté déterminant le cadre de négociation salariale dans le cadre du Pacte de stabilité.

Je voudrais attirer votre attention sur <u>trois actions majeures</u> qui ont été réalisées en moins de 10 mois depuis mon arrivée à la tête du département et qui ont traversé le temps au sein de ce ministère avec des fortunes diverses :

A- Adoption de l'arrêté n°2024-1586/MTFPDS-SG du 31 mai 2024 fixant les règles et modalités d'organisation des élections professionnelles de représentativité des Unions et Confédérations de syndicats :

L'instauration du pluralisme syndical après les évènements de mars 1991 a entrainé la multiplication des interlocuteurs de l'Etat. Aujourd'hui l'UNTM et la CSTM revendiquent, chacune, le droit de représenter les intérêts de l'ensemble des travailleurs, soit au sein des organes de concertation ou délibération des établissements publics, soit au niveau des conseils consultatifs nationaux tels que le Conseil Supérieur du Travail.

Le paysage syndical s'est élargi avec la création de la CSTM en décembre 1997.

Il y avait alors deux centrales syndicales l'UNTM et la CSTM. La question de la représentation des travailleurs dans les instances de dialogue social s'est posée avec acuité notamment les 12 postes au sein du Conseil économique, social et culturel et les postes de travailleurs au niveau des conseils d'administration des organismes personnalisés de sécurité sociale et d'emploi (INPS, CMSS, ANPE, FAFPA, etc.).

La solution juridique possible c'était d'organiser les élections professionnelles entre les deux centrales.

Le processus a commencé en 2005. En 2008 un budget de 400 millions avait été proposé.

En 2016, il a été proposé un budget de 1.500.000.000 de Franc CFA, revu en 2017.

Les différents ministres du Travail qui se sont succédés de mai 2005 à juin 2023, n'ont jamais pu faire adopter ce fameux arrêté fixant les règles et modalités d'organisation des élections professionnelles de représentativité des organisation syndicales. C'est avec mon arrivée à la tête du département en juillet 2023 que les choses ont connu une avancée significative et après deux ateliers organisés avec l'appui technique du BIT en octobre 2023 à l'Hotel Azalai Salam de Bamako et en décembre 2023 à Ségou, que les parties ont convenu d'un projet d'arrêté consensuel. Ce qui est historique (2005 à 2024).

Ainsi, après la session du Conseil supérieur du Travail du 14 mai 2024, l'Arrêté n°2024-1586/MTFPDS-SG du 31 mai 2024 fixant les règles et modalités d'organisation des élections professionnelles de représentativité des Unions et Confédérations de syndicats, a pu être signé, mettant ainsi fin à 20 ans de va-et-vient (ci-joint copie).

Il s'agit donc d'une prouesse à saluer. Je vous prie de nous aider pour que le reste du processus puisse aboutir urgemment, notamment la tenue de l'élection proprement dite.

B- La signature du Pacte de Stabilité sociale et de Croissance :

Les ANR organisées en décembre 2021 ont fortement recommandé la signature du Pacte de stabilité sociale et la création d'un Conseil national du Dialogue social.

Aussi, le Programme d'actions Gouvernemental (PAG 2022-2024) en son axe 4, a fixé comme objectif, « ***assurer la stabilité sociale*** ». Parmi les actions prioritaires inscrites pour l'atteinte de cet objectif, il y a l'adoption d'un pacte de stabilité sociale, sécuritaire et de croissance.

En vue de parvenir audit pacte, le Ministère du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social a prévu, entre autres activités, l'organisation d'une Conférence sociale dans le domaine du travail, à compter du 29 octobre 2021.

Il faut rappeler que déjà en 2018, l'organisation de la Conférence sociale avait été entamée et était prévue du 14 au 18 janvier 2019, mais sa tenue a été reportée à la dernière minute suite au refus de l'UNTM d'y participer, sans compter les ratées depuis 2014, année d'évaluation du Pacte de solidarité pour la Croissance et le Développement de 2001.

Une Commission d'organisation a été mise en place par Décision n°2021-001048/MTFPDS-SG du 11 octobre 2021. Cette commission était composée des représentants du Gouvernement, du Conseil national du Patronat du Mali et des syndicats de travailleurs.

Après plusieurs mois de négociation avec les organisations syndicales, la Conférence sociale a pu se tenir du 17 au 22 octobre 2022 avec trois thèmes principaux : ***le dialogue social ; la liberté syndicale et la politique de rémunération.*** Elle a abouti à 139 recommandations parmi lesquelles figure la signature d'un Pacte de stabilité sociale et de croissance. C'est le lieu de remercier mon prédécesseur pour la réussite de la conférence sociale.

Après la conférence sociale, il fallait soit prendre un consultant ou une équipe tripartite d'élaboration. J'ai pris sur moi la lourde responsabilité de rédiger un avant-projet de Pacte de stabilité ***pour éviter à l'Etat de payer à un consultant la somme de 70 millions de francs CFA***, en tant que Directeur national du Travail à l'époque, cheville ouvrière de la tenue de la conférence sociale et conférencier de deux thématiques : le dialogue social et la liberté syndicale.

Un comité technique tripartite d'élaboration a été mis en place en novembre 2022., à qui j'ai remis l'avant-projet de "Pacte. La commission a travaillé de début novembre 2022 à janvier 2023. Le projet de Pacte de stabilité ainsi élaboré et disponible en fin janvier 2023, n'a jamais pu être soumis à l'atelier de validation, suite au refus des syndicats d'aller à la signature d'un pacte de stabilité pour manque de confiance et du fait que les PV de conciliation ne sont jamais traités ou exécutés.

A mon arrivée, après un mois et demi d'âpres négociations avec les syndicats, les blocages ont pu être levés ***et l'atelier de validation a pu se tenir du 21 au 23 Août 2023 au CICB.***

Le Pacte de stabilité sociale et de croissance a été signé, le vendredi 25 Aout 2023, sous la sous la Haute Présidence de Son Excellence le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, assorti d'un plan d'actions 2023-2027 évalué à 105.918.000.000 de F.CFA, avec une trêve sociale de 5 ans. Dans le plan d'actions figure en bonne place l'organisation des élections de représentativité syndicale.

Je vous informe par ce récit que la signature du pacte de stabilité sociale est une question qui dure depuis 10 ans., c'est-à-dire depuis 2014, date de l'évaluation du Pacte de solidarité de 2001 mais à la différence que ce pacte de stabilité du 25 Août 2023 prévoit une trêve sociale de 5 ans. Le Mali peut être cité comme le seul en Afrique qui a pu négocier un pacte de stabilité sociale avec une trêve sociale de 5 ans.

Le premier rapport de mise en œuvre est en cours d'élaboration.

C- La création du Conseil National de Dialogue Social (CNDS) :

Depuis 2017, le Mali reste le seul pays de l'UEMOA qui n'a pas créé un cadre national permanent de dialogue social. Depuis trois ans, l'Assemblée générale du CTDS-UEMOA qui se tient chaque année en fin d'année, de composition quadripartite, interpelle le Mali pour qu'il mette en place son cadre national. Le Burkina Faso est le dernier pays à avoir mis en place ce cadre en 2017.

Ce cadre qui est une demande sous régionale et de l'ensemble des centrales syndicales au Mali, de façon inclusive. Le Conseil National du Patronat du Mali (CNPM) et la CSTM ont régulièrement écrit pour rappeler la nécessité de création de cadre en 2019, 2020 et 2022.

Les Assises nationales de la Réfondation et la conférence sociale ont fortement recommandé la création de cadre national de dialogue social.

Il faut noter qu'avant la conférence sociale, s'est tenu un atelier d'échanges sur les textes de création du CNDS et la Cellule nationale de Dialogue social des Services publics (CNDS/SP) en octobre 2021.

A ma prise fonction lors des négociations pour la signature du pacte de stabilité sociale, certaines centrales syndicales ont conditionné la signature du Pacte de stabilité sociale, à la création du Conseil national du Dialogue social. Nous avons été obligés d'engager d'abord la procédure de création du CNDS.
Le projet de décret a été soumis au Conseil supérieur du Travail et ensuite introduit dans le circuit du Gouvernement.

Ainsi, le Conseil National du Dialogue Social a été créé par le Décret n°2023-0431/PT-RM du 17 août 2023, soit une semaine avant la signature du Pacte de stabilité sociale.

Il comprend :

- ✓ *10 représentants du Gouvernement ;*
- ✓ *10 représentants des employeurs ;*
- ✓ *10 représentants des centrales syndicales.*

A ce jour, le Gouvernement et les employeurs ont désigné leurs représentants, un consensus peine à être trouvée entre les centrales syndicales pour désigner les 10 représentants au Conseil national et rendre opérationnel cet important outil de dialogue social.

Je vous informe que ces rappels sont nécessaires, pour permettre de comprendre, que de ma nomination à ce jour, les trois grossiers dossiers du Ministère du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social, datant d'au moins 20 ans, ont tous été débloqués en si peu de temps.

Une performance que les connaisseurs du domaine saluent avec déférence.

II. LES PERSPECTIVES :

Les perspectives intègrent de façon globale toutes les activités inscrites dans le plan d'actions 2023-2027 de mise en œuvre ***du Pacte de stabilité sociale et de croissance***. On peut, entre autres, retenir :

- ✓ La relecture du Code du Travail et de son décret d'application ;
- ✓ L'adoption de la Politique nationale de Sécurité et Santé au Travail ;
- ✓ La relecture des conventions collectives existantes et l'élaboration de nouvelles conventions collectives pour couvrir les secteurs des ONG et de l'Enseignement privé ;
- ✓ La relecture du Statut général des fonctionnaires et ses tes textes d'application ;
- ✓ La relecture des textes de création, d'organisation et de fonctionnement de la Direction nationale de la Fonction publique et du Personnel ;
- ✓ L'élaboration d'une politique nationale de la Fonction publique ;
- ✓ Le recrutement dans la fonction publique de l'Etat au titre de l'exercice 2024 de 1.011 fonctionnaires et 926 agents d'appui (contractuels) ;
- ✓ La poursuite du suivi de la mise en œuvre des PV de conciliation signés entre le Gouvernement et les partenaires sociaux ;
- ✓ L'organisation des élections professionnelles de représentativité des syndicats ;
- ✓ L'Elaboration et la mise en œuvre d'un plan de formation syndicale en concertation avec les centrales syndicales, le patronat et le Gouvernement ;
- ✓ L'adoption du projet de loi sur la grève dans les services publics et du projet de décret relatif au service minimum en cas de grève dans le secteur public ;
- ✓ L'adoption du projet de décret relatif aux services essentiels dans les secteurs publics et privé ;
- ✓ L'adoption du projet de décret relatif au service minimum en cas de dans le secteur privé, une demande pressante du Patronat.

III. CONCLUSION :

Toutes les activités programmées pour la période de la Transition n'ont pas pu être réalisées à ce jour. La non réalisation de certaines activités programmées est liée aux difficultés ci-après :

- ✓ la recherche de consensus avec les partenaires sociaux en vue de la réalisation de la plupart des activités ;
- ✓ l'insuffisance des moyens du département, de ses services centraux et déconcentrés.

Le ministère du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social ne dispose **que de 0,17% du Budget national.**

Les Directions Régionales du Travail qui ont pour mission le contrôle de l'application de la législation du travail dans les entreprises, ne disposent d'aucun véhicule pour faire face à leur mission dans les Régions. Le Cabinet du département est confronté aux mémés difficultés ainsi que la Direction national de la Fonction publique et du personnel.

Une mission effectuée par la Commission emploi, Travail, promotion de la femme, jeunesse et sport du CNT dans ce service, s'est rendu compte des difficultés réelles. Les dossiers individuels des fonctionnaires sont à même le sol.

Je tiens à préciser que j'ai été reçu l'année passée par la Commission des finances du CNT mais rien n'a changé fondamentalement dans ce département extrêmement important pour l'apaisement du climat social.

Je voudrais vous remercier Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA pour l'intérêt que vous portez au travail quotidien de notre département.

Aussi, je vous informe que je reçois en moyenne deux à trois syndicats par jour depuis mon arrivée à la tête du département, dans l'unique but de maintenir le climat social apaisé. La prévention étant la meilleure manière d'anticiper sur la résolution des conflits. Ces réunions de négociation ont permis de mettre fin à la grève des hôpitaux Gabriel TOURE et Point-G.

Il s'agit d'un département transversal et extrêmement sensible aux moyens très limités. Nous gérons les problèmes de l'ensemble des départements ministériels et du secteur privé dans la mesure où nous recevons tous les préavis de grève des autres ministères. Nous comptons énormément sur vous pour le plaidoyer visant l'amélioration significative des conditions de travail des agents de ce département stratégique pour l'Etat.

Je reste à votre disponible, Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, pour tout autre éclaircissement que vous voudrez bien me demander.

Bamako, le 19 juin 2024

Le ministre,

Fassoun COULIBALY

Liste des pièces jointes :

- Lettre adressée à la Primature sur les arrêts de la Cour suprême ;
- Liste des 27 requérants de l'arrêt n°366 et 102 ;
- Lettre au MEF pour les 28 personnes en situation de handicap recrutées en 2019 ;
- Décret n°2023-0431/PT-RM du 17 août 2023 portant création du conseil national du Dialogue social ;
- Arrêté n°2024-1586/MTFPDS-SG du 31 mai 2024 fixant les règles et modalités d'organisation des élections professionnelles de représentativité des Unions et Confédérations de syndicats.

KONATE/TRAORE

MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL
****
SECRETARIAT GENERAL
****
DIRECTION NATIONALE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU PERSONNEL
****

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi
****

La Liste des requérants des Arrêts n° 366 du 13 juin 2019 et n° 102 du 06 février 2020 de la Section Administrative de la Cour Suprême:

N°	ANCIENNE SITUATION	N°MLE	CORPS	SERVICE
1	Abdourhamane SEYDOU	0130-886-J	Contrôleur des Finances (B2)	l'Institut national de Formation des Travailleurs sociaux
2	Amadou N'To DAO	983-91-N	Contrôleur des Finances (B2)	Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Santé et des Affaires sociales
3	Marc DEMBELE	0113-075-V	Contrôleur des Services économiques (B2)	Cellule de Coordination de la Nutrition du Ministère de la Santé et des Affaires sociales
4	Akibou DOUMBIA	0130-708-G	Contrôleur des Finances (B2)	Direction régionale de la Santé de Tombouctou.
5	Yacouba Daouda TRAORE	0113-088-J	Contrôleur du Trésor (B2)	Direction générale de la Santé et de l'Hygiène publique.
6	Salif DIALLO	0122-984-E	Contrôleur des Finances (B1)	Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Elevage et de la Pêche
7.	Cheickina Hama Houla LAM	0133-941-F	Contrôleur du Trésor (B2)	Paierie générale du Trésor
8	Ismaïla Diassé PLEA	0130-889-M	Contrôleur des Finances (B2)	Cour suprême
9	Diby F. DEMBELE	0115-664-L	Contrôleur des Finances (B1)	Centre national de la Recherche scientifique et technologique
10	Jérôme DAKOUO	0129-547-M	Contrôleur du Trésor (B1)	Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Santé et des Affaires sociales
11	Amadou TRAORE	0129-274-C	Contrôleur du Trésor (B1)	Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Energie et de l'Eau
12	Danzoni DIALLO	0131-201-S	Attaché d'Administration	Laboratoire central vétérinaire
13	Belco DIALLO	494-03-D	Attaché d'Administration	Commission nationale pour l'Intégration africaine
14	Mamadou TOGOLA	0116-368-L	Contrôleur des Finances (B2)	Direction administrative et Financière de la Primature
15	Seydou Alliman TOURE	0128-810-A	Contrôleur des Services économiques (B2)	Direction régionale du Contrôle financier de Kayes.
16	Appoline DAKOUO	0128-852-Y	Secrétaire d'Administration	l'Université des Lettres et des Sciences humaines de Bamako
17	Korotoumou BERTHE	982-59-C	982-59-C	l'Office de Radiodiffusion du Mali

18	Fatoumata DIALL.	0119-925-D	Technicien des Travaux de Planification (B1)	Direction régionale des Impôts du District de Bamako
19	Sawé Isabelle Grâce KEITA	0122-626-Y	Contrôleur des Services économiques (B2)	Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Santé et des Affaires sociales
20	Lala CAMARA	0127-036-J	Attaché d'Administration	Direction régionale des Impôts du District de Bamako
21	Ivonne KEITA	0117-257-X	Secrétaire d'Administration	Rectorat de l'Université des Lettres et des Sciences humaines de Bamako
22	Kourouba COULIBALY	0121-326-W	Contrôleur des Finances (B1)	l'Institut universitaire de Technologie
23	Flavie DEMBELE	0116-155-V	Secrétaire d'Administration	Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté
24	Monique SIDIBE	931-07-T	Contrôleur du Trésor (B1)	Contrôleur du Trésor (B1)
25	Sira TAMBOURA	0127-615-S	Technicien de l'Informatique (B2)	Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Santé et des Affaires sociales
26	Habi DIABATE	0109-217-K	Attaché d'Administration	Direction des Finances et du Matériel du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale
27	Mariam DIABATE	0133-144-A	Attaché d'Administration	Centre d'Etudes stratégiques

Bamako, le
Le Directeur national,

Ousmane Christian DIARRA.
-Chevalier de l'Ordre national-

MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL
****
SECRETARIAT GENERAL
****

CONFIDENTIEL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But –Une Foi
****

Bamako, le 12 OCT 2023

Le Ministre du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social

N°2023-000115/MTFPDS-SG

A

Monsieur le Secrétaire général
du Gouvernement
Bamako

Objet : Mise en place d'un cadre d'examen des conditions d'exécution de certains arrêts de la Section administrative de la Cour suprême

Monsieur le Secrétaire général du Gouvernement,

Mon département est confronté à des difficultés dans la mise en œuvre de certains arrêts rendus par la Section administrative de la Cour suprême en faveur de certains fonctionnaires. Il s'agit notamment des arrêts n°180 du 06 avril 2017, n°366 du 13 juin 2019 et n°102 du 06 février 2020 de la Section administrative de la Cour suprême dont l'exécution conduit à l'intégration des bénéficiaires dans les corps recrutés par la nouvelle Ecole Nationale d'Administration (l'ENA).

Dans le cadre des visas du Secrétariat général du Gouvernement sur les projets d'arrêtés relatifs à la mise en œuvre desdits arrêts, vos services y ont émis des réserves en invoquant les textes régissant l'accès aux corps recrutés par l'ENA.

Par ailleurs, des interrogations se posent sur la portée de la mise en œuvre de ces arrêts notamment sur la possibilité d'étendre ou non leur mise en œuvre aux cas similaires.

En vue d'un règlement définitif de ces situations, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir mettre en place, sous l'égide de votre département, un cadre inclusif comprenant les département ministériels et d'autres structures concernés par la question en vue d'examiner les conditions de mise en œuvre desdits arrêts.

Je vous remercie de votre franche collaboration.

Le Ministre,

Le Ministre du Travail de la Fonction Publique et du Dialogue Social

Fassoun COULIBALY
Chevalier de l'Ordre National

Secrétariat Général du Gouvernement
Date d'arrivée : SP 13/10/2023 à 10h30
2094

Tél : (223 20 22 24 71 / 20 22 14 17 – Fax : 20 22 67 ... BP 99 ... Bamako

MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL
****
SECRETARIAT GENERAL
****

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But –Une Foi
****

Bamako, le 13 DEC 2023

N°2023-[illegible]/MTFPDS-SG

Le Ministre du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social

Monsieur le Premier ministre,
Chef du Gouvernement,

Réf : V/Lc n°01694/PM-CAB du 05 décembre 2023
Objet : Examen des cas des requérants des Arrêts n°366 et n°102 de la Section administrative de la Cour suprême (Monsieur Abdourhamane SEYDOU et autres).

Monsieur le Premier ministre,

En réponse à votre lettre ci-dessus référencée, j'ai l'honneur de vous informer que mon département est confronté à des difficultés dans la mise en œuvre de certains arrêts rendus par la Section administrative de la Cour suprême en faveur de certains fonctionnaires. Il s'agit notamment des arrêts n°180 du 06 avril 2017, n°366 du 13 juin 2019 et n° 102 du 06 février 2020 de la Section administrative de la Cour suprême dont l'exécution conduit à l'intégration des bénéficiaires dans les corps recrutés par la nouvelle Ecole Nationale d'Administration (ENA).

Dans le cadre des visas du Secrétariat général du Gouvernement sur les projets d'arrêtés relatifs à la mise en œuvre desdits arrêts, des réserves ont été émises en invoquant les textes régissant l'accès aux corps recrutés par l'ENA.

Le problème de fond n'est ni l'exécution des Arrêts rendus, ni le non-respect de l'autorité de la chose jugée mais des interrogations se posent sur la portée de la mise en œuvre de ces arrêts notamment sur la possibilité d'étendre ou non leur mise en œuvre aux cas similaires par l'expression « ...et consorts ».

En vue d'un règlement définitif de ces situations, j'avais demandé à Monsieur le Secrétariat général du Gouvernement par lettre n°2023-00015/MTFPDS du 12 octobre 2023, de vous saisir pour mettre en place un cadre inclusif comprenant les départements ministériels et d'autres structures concernées par la question dans le but d'examiner les conditions de mise en œuvre desdits Arrêts.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Le Ministre,

Fassoun COULIBALY
Chevalier de l'Ordre national

KONATE/TRAORE

MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL
****
SECRETARIAT GENERAL
****
DIRECTION NATIONALE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU PERSONNEL
****

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi
****

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT DLTG - CK

26 JUIL 2022

ARRETE N° 2022 3266 /MTFPDS-SG-DNFPP-D1-3 DU PORTANT REGULARISATION DE SITUATION ADMINISTRATIVE

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL,

Vu la Constitution ;
Vu la Charte de la Transition ;
Vu la Loi n° 2022-0001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;
Vu la Loi n°02-053 du 16 décembre 2002, modifiée, portant Statut général des Fonctionnaires ;
Vu le Décret n°05-164/P-RM du 6 avril 2005, modifié, fixant les modalités d'application du Statut général des Fonctionnaires ;
Vu le Décret n° 2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu les Arrêtés n° 2015-0175, 0176, 0179/MTFPRE-CNCFP du 27 février 2015 portant intégration dans la Fonction publique ;
Vu les Arrêts n° 244 du 29 avril 2021 et n° 771 du 09 décembre 2021 de la Section Administrative de la Cour Suprême ;
Vu le B.E n° 2021-2424/MEF/DRH-SDEF/DFEC du 30 décembre 2021 ;
Vu le B.E n° 2021-007884/MEN-DRH-DGC du 28 décembre 2021 ;
Vu le B.E n° 2022-0004/MEF/DRH-SDEF du 03 janvier 2022 ;
Vu le B.E n° 2022-002177/MEN-DRH-DGC du 20 avril 2022 ;
Vu le B.E n° 2022-0895/MEF/DRH-SDEF du 20 avril 2022 ;
Vu les pièces versées aux dossiers,

ARRETE :

ARTICLE 1er : A titre de régularisation et en exécution des Arrêts du 29 avril 2021 et du 09 décembre 2021 susvisés, la situation administrative des agents ci-dessous est régularisée conformément au tableau ci-après :

ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION
Monsieur Modibo TOURE N°MLE 0146-253-X, Contrôleur des Finances (B2) stagiaire (indice : 250), en service à la Délégation du Contrôle financier auprès du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable.	Intégré Inspecteur des Finances stagiaire (indice : 330) à compter du 1er janvier 2015 ; Titularisé Inspecteur des Finances de 3ème classe 1er échelon (indice : 330) à compter du 1er octobre 2016. Reclassé 3ème classe 2ème échelon (indice : 360) à compter du 1er janvier 2019 ; Transposé 3ème classe 2ème échelon (indice : 431) à compter du 1er janvier 2019 ; Reclassé 3ème classe 3ème échelon (indice : 466) à compter du 1er janvier 2021 ; Transposé 3ème classe 3ème échelon (indice : 508) à compter du 1er janvier 2021 ; Transposé 3ème classe 3ème échelon (indice : 586) à compter du 1er juillet 2021.

ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION
Monsieur Siaka BAGAYOKO N°MLE 0146-529-K, Technicien de l'Informatique (B2) stagiaire (indice : 250), en service au Lycée « Askia MOHAMED ».	Intégré Ingénieur informaticien stagiaire (indice : 330) à compter du 1er janvier 2015 ; Titularisé Ingénieur informaticien de 3ème classe 1er échelon (indice : 330) à compter du 1er octobre 2016. Reclassé 3ème classe 2ème échelon (indice : 360) à compter du 1er janvier 2019 ; Transposé 3ème classe 2ème échelon (indice : 431) à compter du 1er janvier 2019 ; Reclassé 3ème classe 3ème échelon (indice : 466) à compter du 1er janvier 2021 ; Transposé 3ème classe 3ème échelon (indice : 508) à compter du 1er janvier 2021 ; Transposé 3ème classe 3ème échelon (indice : 586) à compter du 1er juillet 2021.
Monsieur Adama ARAMA N°MLE 0146-553-M, Technicien de l'Informatique (B2) stagiaire (indice : 250), en service à l'Académie d'Enseignement de Koutiala.	Intégré Ingénieur informaticien stagiaire (indice : 330) à compter du 1er janvier 2015 ; Titularisé Ingénieur informaticien de 3ème classe 1er échelon (indice : 330) à compter du 1er octobre 2016. Reclassé 3ème classe 2ème échelon (indice : 360) à compter du 1er janvier 2019 ; Transposé 3ème classe 2ème échelon (indice : 431) à compter du 1er janvier 2019 ; Reclassé 3ème classe 3ème échelon (indice : 466) à compter du 1er janvier 2021 ; Transposé 3ème classe 3ème échelon (indice : 508) à compter du 1er janvier 2021 ; Transposé 3ème classe 3ème échelon (indice : 586) à compter du 1er juillet 2021.
Madame Safiatou CAMARA N°MLE 0146-262-G, Contrôleur des Finances (B2) stagiaire (indice : 250), en service à la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Economie et des Finances. SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT DLTG - OK	Intégrée Inspecteur des Finances stagiaire (indice : 330) à compter du 1er janvier 2015 ; Titularisée Inspecteur des Finances de 3ème classe 1er échelon (indice : 330) à compter du 1er octobre 2016. Reclassée 3ème classe 2ème échelon (indice : 360) à compter du 1er janvier 2019 ; Transposée 3ème classe 2ème échelon (indice : 431) à compter du 1er janvier 2019 ; Reclassée 3ème classe 3ème échelon (indice : 466) à compter du 1er janvier 2021 ; Transposée 3ème classe 3ème échelon (indice : 508) à compter du 1er janvier 2021 ; Transposée 3ème classe 3ème échelon (indice : 586) à compter du 1er juillet 2021.

ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION
Monsieur Lassana SYLLA N°MLE 0146-539-X, Technicien de l'Informatique (B2) stagiaire (indice : 250), en service au Lycée de Diéma.	Intégré Ingénieur informaticien stagiaire (indice : 330) à compter du 1er janvier 2015 ; Titularisé Ingénieur informaticien de 3ème classe 1er échelon (indice : 330) à compter du 1er octobre 2016. Reclassé 3ème classe 2ème échelon (indice : 360) à compter du 1er janvier 2019 ; Transposé 3ème classe 2ème échelon (indice : 431) à compter du 1er janvier 2019 ; Reclassé 3ème classe 3ème échelon (indice : 466) à compter du 1er janvier 2021 ; Transposé 3ème classe 3ème échelon (indice : 508) à compter du 1er janvier 2021 ; Transposé 3ème classe 3ème échelon (indice : 586) à compter du 1er juillet 2021.
Madame Aminata DIARRA N°MLE 0146-533-P, Technicien de l'Informatique (B2) stagiaire (indice : 250), en service à la Direction générale des Marchés et des Délégations de Service public.	Intégrée Ingénieur informaticien stagiaire (indice : 330) à compter du 1er janvier 2015 ; Titularisée Ingénieur informaticien de 3ème classe 1er échelon (indice : 330) à compter du 1er octobre 2016. Reclassée 3ème classe 2ème échelon (indice : 360) à compter du 1er janvier 2019 ; Transposée 3ème classe 2ème échelon (indice : 431) à compter du 1er janvier 2019 ; Reclassée 3ème classe 3ème échelon (indice : 466) à compter du 1er janvier 2021 ; Transposée 3ème classe 3ème échelon (indice : 508) à compter du 1er janvier 2021 ; Transposée 3ème classe 3ème échelon (indice : 586) à compter du 1er juillet 2021.

IMPUTATION : Budget national.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

AMPLIATIONS :
ORIGINAL 1
PRM-PRIM-SGG.....3
CNT-CS-CGSP.....3
MTFPDS-DNFPP-CMSS.....3
DGB-BCS-CF-DNTCP.....4
MEN-MEADD-MEF/DRH.....2
INT-DOSS.....8 - 10
JORM-ARCH.NLES.....2

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT DLTG - OK

Bamako, le
Le ministre, 26 JUIL 2022

Madame DIAWARA Aoua Paul DIALLO
-Chevalier de l'Ordre national-

KONATE/TRAORE

MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL
****
SECRETARIAT GENERAL
****
DIRECTION NATIONALE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU PERSONNEL
****

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi
****

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT
DLTG - OKR

ARRETE N° 2021 5616 /MTFPDS-SG-DNFPP-D1-3 DU 31 DEC. 2021
PORTANT REGULARISATION DE SITUATION ADMINISTRATIVE

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL,

Vu la Constitution ;
Vu la Charte de la Transition ;
Vu la Loi n°02-053 du 16 décembre 2002, modifiée, portant Statut général des Fonctionnaires ;
Vu le Décret n°05-164/P-RM du 6 avril 2005, modifié, fixant les modalités d'application du Statut général des Fonctionnaires ;
Vu le Décret n° 2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu l'Arrêt n° 116 du 11 mars 2021 de la Section Administrative de la Cour Suprême ;
Vu le B.E n° 001131/PRIM-SGG-DGCE du 10 août 2021 ;
Vu les pièces versées au dossier,

ARRETE :

ARTICLE 1er : L'Arrêté n° 2018-4338/MTFP-DNFPP du 12 décembre 2018 portant admission à la retraite est rapporté en ce qui concerne Madame Djénéba BATHILY N°MLE 788-03-N.

ARTICLE 2 : A titre de régularisation et en exécution de l'Arrêt du 11 mars 2021 susvisé, la situation administrative de Madame Djénéba BATHILY N°MLE 788-03-N, est régularisée conformément au tableau ci-après :

ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION
Madame Djénéba BATHILY N°MLE 788-03-N, Contrôleur des Impôts (B1) de Classe exceptionnelle 3ème échelon (indice : 600), en service à la Direction régionale des Impôts du District de Bamako.	Intégrée Inspecteur des Impôts de 2ème classe 3ème échelon (indice : 615) à compter du 1er janvier 2018. Transposée Inspecteur des Impôts de 2ème classe 3ème échelon (indice : 736) à compter du 1er janvier 2019 ; Reclassée Inspecteur des Impôts de 2ème classe 4ème échelon (indice : 777) à compter du 1er janvier 2020 ; Transposée Inspecteur des Impôts de 2ème classe 4ème échelon (indice : 848) à compter du 1er janvier 2021. Transposée Inspecteur des Impôts de 2ème classe 4ème échelon (indice : 969) à compter du 1er juillet 2021.

ARTICLE 3 : Madame Djénéba BATHILY N°MLE 788-03-N est rayée du contrôle des effectifs du corps des Contrôleurs des Impôts (B1).

IMPUTATION : **Budget national.**

ARTICLE 4 : Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 31 DEC. 2021
Le ministre,

Madame DIAWARA Aoua Paul DIALLO
-Chevalier de l'Ordre national-

AMPLIATIONS :
ORIGINAL 1
PRM-PRIM-SGG.....3
CNT-CS-CGSP.....3
MTFPDS-DNFPP-CMSS.....3
DGB-BCS-CF-DNTCP.....4
MEF-/DRH.....2
INT-DOSS.....2
JORM-ARCH.NLES.....2

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT DLTG - OK

MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL
****
SECRETARIAT GENERAL
****

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But –Une Foi
****

CONFIDENTIEL

Bamako, le 02 OCT 2023

Le Ministre du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social

N°2023-_____/MTFPDS-SG

A

Monsieur le Ministre de L'Economie et des Finances

Objet : Situation de recrutement des 28 personnes en situation de handicap.

J'ai l'honneur de vous informer que le Premier Ministre, Chef du Gouvernement a émis un avis favorable pour l'intégration à titre exceptionnel des 28 personnes en situation de handicap dans la Fonction Publique d'Etat en application de la loi N°2018-027 du 12 juin 2018 et de son décret d'application N°2021-0662/PT-RM du 23 Septembre 2021 relatifs aux droits des personnes vivant avec un handicap.

Par conséquent, votre avis à travers l'évaluation de l'incidence financière du projet d'arrêté, ci-joint portant intégration dans la Fonction publique d'Etat des personnes concernées, permettra de continuer le processus d'adoption.

Je vous remercie de votre franche collaboration.

Le ministre,

Fassoun COULIBALY
Chevalier de l'Ordre National

TEL : +223 20 22 34 31 / 20 22 11 17 – Fax : 20 22 67 41 – BP : 80 – Site : www.fonctionpublique.gouv.ml

MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL
*****
SECRETARIAT GENERAL
*****

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple- Un But- Une Foi
*****

31 MAI 2024

ARRETE N°2024 1586 /MTFPDS – SG DU
FIXANT LES REGLES ET MODALITES D'ORGANISATION DES ELECTIONS PROFESSIONNELLES DE REPRESENTATIVITE DES UNIONS ET CONFEDERATIONS SYNDICALES DE TRAVAILLEURS

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT DLTG - OK

Vu la Constitution ;
Vu la Charte de la Transition ;
Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;
Vu la Loi n°92-020 du 23 septembre 1992, modifiée, portant Code du Travail en République du Mali ;
Vu la Loi n°02-053 du 16 décembre 2002, modifiée, portant Statut Général des Fonctionnaires ;
Vu le Décret n°00-038/P-RM du 27 janvier 2000, modifié, fixant les conditions de travail du personnel de l'administration relevant du Code du Travail ;
Vu le Décret n°05-164/P-RM du 06 avril 2005, modifié, fixant les modalités d'application du Statut Général des Fonctionnaires ;
Vu le Décret n°05-434/P-RM du 13 octobre 2005, modifié, fixant les conditions de travail du personnel enseignant contractuel de l'Etat ;
Vu le Décret n°05-435/P-RM du 13 octobre 2005, modifié, fixant les conditions de travail du personnel enseignant contractuel des Collectivités Territoriales ;
Vu le Décret n°00-038/P-RM du 27 janvier 2000 fixant les conditions de travail du personnel de l'administration relevant du Code du Travail ;
Vu le Décret n°2011-051/P-RM du 10 février 2011 fixant les conditions d'emploi du personnel de l'administration relevant du Code du Travail ;
Vu le Décret n°2021- 0361/PT-RM, modifié du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n° 2023-0363/PT-RM du 01 juillet 2023, modifié, portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le Pacte de stabilité sociale et de croissance et son Plan d'actions,

ARRETE :

CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : Le présent arrêté fixe les règles et les modalités d'organisation des élections professionnelles de représentativité des unions et confédérations syndicales de travailleurs.

Article 2 : Le mode de scrutin est un scrutin proportionnel à un tour.

Article 3 : Les élections professionnelles se déroulent tous les quatre (04) ans, en un seul jour, pendant les heures de travail dans les entreprises privées et tous les services publics et parapublics.

CHAPITRE II : DES CONDITIONS D'ELECTORAT ET D'ELIGIBILITE

Section 1 : Des conditions d'électorat

Article 4 : sont électeurs, les travailleurs des secteurs privé, parapublic et public dans les conditions ci-après :

Pour les secteurs privé et parapublic :

- travailleurs titulaires d'un contrat à durée indéterminée ;
- travailleurs titulaires d'un contrat à durée déterminée totalisant au moins six (06) mois ;
- travailleurs saisonniers revenant régulièrement dans l'entreprise et totalisant au moins six (06) mois d'ancienneté ;
  travailleurs journaliers totalisant un temps de présence d'au moins six (06) mois dans l'entreprise au cours d'une même année ;
- travailleurs titulaires d'un contrat d'intérim d'une durée d'au moins six (06) mois ;
- apprentis titulaires d'un contrat d'apprentissage d'une durée d'au moins six (06) mois ;
- les travailleurs titulaires d'un contrat de qualification d'une durée d'au moins six (06) mois ;
- travailleurs externalisés titulaires d'un contrat de travail d'une durée d'au moins six (06) mois.

Pour le Secteur public :



- agents fonctionnaires de l'Etat ;
- agents fonctionnaires des Collectivités territoriales ;
- agents contractuels de l'Etat ;
- agents contractuels des Collectivités territoriales.

Sont également électeurs, les travailleurs de nationalité étrangère, ressortissants d'un des pays ayant souscrit avec le Mali des Conventions bilatérales ou multilatérales stipulant l'égalité d'accès aux emplois salariés et l'égalité de traitement en matière de législation du travail et de prévoyance sociale et remplissant les conditions ci-dessus énumérées.

Le vote est, par ailleurs, autorisé pour les travailleurs des entreprises en arrêt temporaire de travail, ne se prolongeant pas au-delà d'une période de six (06) mois à la date prévue pour le scrutin.

Article 5 : L'effectif minimum des travailleurs à prendre en compte est de onze (11) travailleurs pour chaque entreprise.

Les entreprises ou les services publics/parapublics dont l'effectif n'atteint pas le minimum requis se regroupent par secteur ou branche d'activité, par décision du Directeur régional du Travail territorialement compétent ou le chef de la circonscription administrative.

Section 2 : Des conditions d'éligibilité

Article 6 : Peuvent faire acte de candidature aux élections professionnelles, les unions et confédérations syndicales légalement constituées et répondant aux critères et principes d'éligibilité.

Article 7 : Les autres conditions d'éligibilité, de délais et de formalités de dépôt des candidatures sont déterminées par décision du ministre chargé du Travail.

CHAPITRE III : DE L'ORGANISATION DES ELECTIONS :

Section 1 : Des organes électoraux

Article 8 : Les Commissions électorales suivantes sont mises en place pour piloter le processus d'organisation des élections professionnelles de représentativité. Elles comprennent :

- la Commission électorale nationale ;
- la Commission électorale du District ;
- les Commissions électorales régionales ;
- les Commissions électorales locales.

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT
DLTG - OK

Article 9 : Présidée par le représentant du Ministre chargé du Travail, la Commission électorale nationale est composée en nombre égal des représentants de chacune des unions et confédérations syndicales de travailleurs en lice et des représentants des organisations d'employeurs et de l'administration. Elle est chargée de l'organisation et de la coordination des opérations électorales sur toute l'étendue du territoire national. Elle peut faire appel, en cas de besoin, au concours de toute autre personne ayant des compétences avérées en la matière.

La Commission électorale du District, les Commissions électorales régionales et les Commissions électorales locales sont présidées respectivement par les Gouverneurs et les Préfets ou leurs représentants et comprennent, en nombre égal, des représentants de chacune des unions et confédérations de travailleurs en lice et des représentants des organisations des employeurs et de l'administration.

Ces unions et confédérations de travailleurs doivent faire connaître aux Présidents des commissions électorales, les prénoms, nom, profession et adresse de leurs représentants au sein des différents organes.

Les Commissions électorales définissent leurs chronogrammes et leurs plans de travail.

Une décision du ministre chargé du Travail fixe la composition des Commissions nationale, du District, régionales et locales.

La liste nominative des membres des commissions électorales nationale, régionales et locales sera fixée par décision du ministre chargé du Travail.

Section 2 : De l'établissement et de la révision de la liste électorale.

Article 10 : La liste électorale est permanente. Elle est établie sur la base des données fournies par :

- les Directions des Ressources humaines ou assimilées en ce qui concerne les services publics et parapublics ;
- les employeurs du secteur privé.

Ces données doivent être communiquées, au préalable, aux représentants des travailleurs avant leur transmission à la commission électorale compétente.

Article 11 : Les employeurs publics, parapublics et privés sont tenus de faire parvenir à la commission électorale compétente, la liste complète de leurs effectifs salariés conformément à l'article 9 ci-dessus, dans un délai de trois (03) mois, avant la date prévue pour le scrutin.

Le Directeur régional du Travail du ressort veille au respect de ce délai par les employeurs.

Les Commissions régionales et locales transmettent aussitôt copies de cette liste aux unions et confédérations en lice, au moins un (01) mois avant la tenue du scrutin. Celles-ci disposent de quinze (15) jours pour faire leurs observations. Un exemplaire de la liste est ensuite transmis à la Commission nationale.

Les listes devront par ailleurs être affichées par les employeurs sur les lieux de travail dans les emplacements habituels réservés à l'information du personnel quinze (15) jours au moins avant la date de clôture des inscriptions sur les listes électorales.

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT
DLTG - OK

Section 3 : De la campagne électorale

Article 12 : Les dates d'ouverture et de fermeture de la campagne électorale sont fixées par décision du ministre chargé du Travail.

Article 13 : La campagne électorale est ouverte à partir du quinzième jour à zéro (0) heure qui précède le jour du scrutin. Elle prend fin le jour précédant la fin du scrutin, à minuit.

Article 14 : Les dons et libéralités en argent à des fins de propagande pour influencer ou tenter d'influencer le vote durant la campagne électorale sont interdits. Le port des signes distinctifs est également interdit le jour du scrutin.

Article 15 : Il est interdit de procéder, lors de la campagne, à des déclarations injurieuses ou diffamatoires par quelque voie que ce soit à l'endroit des responsables des unions et confédérations en lice.

Article 16 : Les réunions, attroupements, rassemblements et affichages sur les lieux de vote, leurs abords immédiats le jour du vote sont formellement interdits.

Article 17 : Pendant la durée de la campagne électorale, des emplacements spéciaux sont réservés dans chaque Commune, service ou entreprise, pour l'apposition des affiches électorales.

Les autres canaux de communications internes à l'entreprise et aux services (intra net, internet...) sont équitablement autorisés.

CHAPITRE IV : DES BUREAUX DE VOTE ET DU DEROULEMENT DU VOTE

Article 18 : Le bureau de vote comprend un président et quatre (04) assesseurs nommés sous la supervision de la Commission électorale nationale (CEN), 15 jours au moins avant la date du scrutin par décision du Directeur régional du travail ou le Chef de la circonscription administrative compétent.

Le Président et les assesseurs peuvent figurer sur une liste électorale de leur centre.
La décision doit obligatoirement comporter leurs noms, prénom, profession et l'entreprise.
Ils doivent savoir lire et écrire.
Chaque union ou confédération sera représentée par un assesseur.
La présidence est assurée par l'employeur.

Article 19 : Le matériel électoral disponible dans le bureau de vote doit obligatoirement comprendre :

- une urne ;
- un ou plusieurs isoloirs ;
- des enveloppes-types ;

- la liste électorale ;
- un procès –verbal de dépouillement du vote ;
- des fiches de recensement des résultats ;
- les bulletins de vote :
- une ou plusieurs tables ;
- des lampes torches ;
- une fiche d'émargement ;
- des chaises ;
- un panier ;
- un cachet ;
- de l'encre indélébile ;
- un encreur ;
- des stylos ;
- des crayons ;
- des gommes.

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT
DLTG - OK

Il est pourvu, pour chaque union ou confédération, un nombre de bulletins de vote au moins égal au nombre des électeurs inscrits. Les bulletins de vote sont imprimés dans la couleur choisie par l'organisation et doivent porter mention de sa dénomination, de son sigle et éventuellement de son symbole.

Article 20 : Le vote se déroule dans les entreprises, les établissements, les services ou en tout autre lieu public.

Aucun travailleur ne peut être admis à voter s'il n'est inscrit sur la liste électorale et s'il ne dispose d'une des pièces suivantes : cartes biométriques, carte professionnelle, carte d'identité nationale, carte d'assuré sociale, permis de conduire, passeport ou à défaut un des bulletins de paye des six (06) derniers mois.

Article 21 : L'électeur doit se présenter au bureau de vote à visage découvert.

Article 22 : Le nombre total ainsi que les lieux d'implantation des bureaux de vote ouverts dans chaque région ou cercle sont déterminés par la Commission électorale nationale, sur proposition de la Commission électorale régionale ou la Commission électorale locale.

Une décision du ministre chargé du Travail détermine le nombre d'électeur par bureau de vote ainsi que le nombre de bureau de vote.

Dans le cas où l'effectif d'une entreprise, d'un établissement ou d'un service ne justifie pas la constitution d'un bureau de vote, il peut être organisé, sur proposition de la Commission électorale locale, un vote groupé de travailleurs n'appartenant pas à une même entreprise, à un même service ou relevant de branches d'activités différentes et se situant dans un rayon de 20 km.

Article 23 : La liste des électeurs est affichée devant le bureau de vote.

Les listes des membres des bureaux de vote, comprenant un président, quatre (04) assesseurs sont communiquées à chaque organisation syndicale vingt (20) jours avant le déroulement du scrutin.

La police du bureau de vote est assurée par le Président du bureau de vote.

Dans la limite de dix (10) jours suivant la notification de la composition du bureau de vote, chaque organisation syndicale peut, par acte motivé, récuser ou émettre des réserves sur ses membres en le notifiant à la Commission électorale compétente.

Les unions et confédérations peuvent être représentées, en qualité d'observateur, dans les bureaux de vote à raison d'un (01) représentant titulaire ou suppléant. La liste des représentants des unions et confédérations doit être communiquée à la Commission électorale régionale quinze (15) jours au moins avant le vote. Les représentants désignés des unions et confédérations ont accès à tous les documents et ont la faculté de formuler des observations qui sont portées au procès-verbal de dépouillement.

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT
DLTG - OK

Article 24 : Le vote est secret et personnel.

L'électeur doit lui-même placer le bulletin de vote sous enveloppe et le déposer dans l'urne.
Le passage de l'électeur à l'isoloir est obligatoire.
Il fait ensuite savoir au Président qu'il n'est porteur que d'une enveloppe. Il l'introduit dans l'urne.
L'électeur signe ou appose son empreinte digitale sur la liste d'émargement à l'emplacement prévu à cet effet.
L'électeur trempe obligatoirement son index gauche dans l'encre indélébile.
Les membres du bureau de vote siègent sans désemparer pendant toute la durée du scrutin.
Leur nombre ne doit être inferieur à trois.
Les travailleurs dont l'occupation hors de l'établissement empêche de prendre part au scrutin, ceux qui sont en congé et ceux dont le contrat de travail est suspendu, sont autorisés à voter par correspondance.
Le vote par procuration n'est pas valable.

Article 25 : Tout électeur atteint d'infirmité certaine le mettant dans l'impossibilité de faire son choix ou d'introduire son bulletin dans l'urne, peut se faire assisté par un électeur de son choix.

Article 26 : Le scrutin est ouvert à 08 heures et clos à 18 heures. Toutefois, les électeurs présents devant le bureau de vote à l'heure de la clôture sont admis à voter.

En cas de force majeure, les heures d'ouverture et de clôture du scrutin peuvent être modifiées par les Présidents des Commissions électorale nationale, du District, régionales ou locales.

En cas de force majeure empêchant le déroulement du scrutin, le vote est reporté de quarante-huit (48) heures au plus par décision du président de la Commission électorale nationale, sur proposition du Président de la Commission du District, régionale ou locale.

Article 27 : A la clôture du scrutin, il est procédé au dépouillement. L'urne est ouverte et le nombre d'enveloppes est compté par deux scrutateurs préalablement choisis parmi les électeurs. Le premier extrait le bulletin, le remet déplié au second qui le lie à haute voix. Si ce nombre est supérieur à celui des émargements, il en est fait mention au procès-verbal.

Dans les résultats du dépouillement, sont considérés comme nuls :

- les bulletins sur lesquels les votants se sont fait reconnaître ;
- les votes blancs ;
- les enveloppes contenant plusieurs bulletins appartenant à des organisations différentes ;
- les bulletins retrouvés dans l'urne sans enveloppe ou dans des enveloppes non réglementaires ;
- les enveloppes portant des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance ;
- les bulletins ou enveloppes portant des mentions injurieuses ;
- les bulletins non extraits de souches numérotés.

Les bulletins multiples ne comptent que pour un (01) seul quand ils ne concernent qu'une seule union ou confédération.

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT
DLTG - OK

CHAPITRE VI : De la délibération et de la proclamation des résultats

Article 28 : Les commissions électorales délibèrent lorsque la majorité de leurs membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers (2/3) des membres présents.

Les Commissions électorales du District, régionales et locales procèdent au recensement des voix à partir des procès-verbaux des bureaux de vote.

Les procès-verbaux des commissions locales sont transmis aux Commissions électorales régionales, accompagnés d'un rapport sur les conditions de déroulement du vote et les recours sur lesquels elles se sont prononcées, au plus tard deux (02) jours après le scrutin.

Chaque membre de la Commission électorale locale reçoit une copie du procès-verbal.

Les procès-verbaux des commissions électorales du District et des régions sont transmis à la Commission électorale nationale, accompagnés d'un rapport sur les conditions de déroulement du vote et les recours sur lesquels elles se sont prononcées, au plus tard deux (02) jours après le scrutin.

Chaque membre de la Commission électorale régionale reçoit une copie du procès-verbal.

La Commission électorale nationale procède au recensement des voix à partir des procès-verbaux des Commissions électorales régionales et du District de Bamako.

Article 29 : Au terme de sa délibération, la Commission électorale nationale procède à la proclamation des résultats provisoires dans un délai de quinze (15) jours.

Les résultats définitifs sont proclamés par le ministre chargé du Travail dans un délai de sept (07) jours, après réception des résultats provisoires.

CHAPITRE VII : LE SEUIL DE REPRESENTATIVITE

Article 30 : Le classement des unions et confédérations des travailleurs, issu des élections professionnelles est constaté par arrêté du ministre chargé du travail.

Article 31 : Le seuil de représentativité **est de 17% des votants.**

CHAPITRE VIII : DES DISPOSITIONS DIVERSES

Article 32 : Les représentants du ministre chargé du Travail et des commissions électorales sont chargés de la supervision du vote sur toute l'étendue du territoire national.

A l'occasion de leurs déplacements, ils peuvent se faire accompagner de représentants de la société civile et du monde de la presse autorisés par les Commissions électorales nationale, régionales, locales et du District à effectuer une mission d'observation du scrutin.

En cas de manquement constaté, ils y remédient par des observations adressées aux membres du bureau de vote.

Toutes leurs observations sont consignées dans un rapport transmis aux Commissions électorales locales, régionales, du district et à la Commission électorale nationale dans les quarante-huit (48) heures suivant le scrutin.

Dans chaque localité, région et du District de Bamako, les unions et confédérations syndicales en lice désignent chacune, un (01) mandataire.

En cas de manquement constaté, ils en informent le Président du bureau de vote, les membres des Commissions électorales locales, régionales ou du district de Bamako.

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT
DLTG - OK

CHAPITRE IX : DU CONTENTIEUX DES ELECTIONS

Article 33 : Les contestations relatives à la régularité des opérations de vote sont portées par toute union ou confédération en lice intéressée devant la Commission électorale nationale (CEN) dans les soixante-douze (72) heures suivant la transmission des procès-verbaux par les commissions électorales du District (CED), régionales (CER) et locales (CEL).

La Commission électorale nationale (CEN) statue dans un délai de huit (08) jours.

Article 34 : Les contestations relatives à l'électorat, à l'éligibilité ainsi qu'à la régularité des opérations électorales sont de la compétence du Tribunal du Travail qui statue d'urgence et en dernier ressort.

Les requêtes sont accompagnées des justifications nécessaires. Elles sont recevables jusqu'au 15ème jour avant le scrutin pour le contentieux des inscriptions sur les listes électorales de l'union ou de la confédération syndicale en lice.

Pour le contentieux relatif aux opérations de vote, la requête est adressée au tribunal du travail au plus tard dix (10) jours après la publication des résultats par le ministre chargé du travail. Elle doit préciser les faits et les moyens de preuve allégués, sous peine d'irrecevabilité.

La requête porte la signature du requérant ou du représentant de l'organisation syndicale. Les mémoires, observations ou défenses doivent être signés dans les mêmes conditions. Il en est donné acte par le Greffier en chef du Tribunal du Travail.

CHAPITRE X : DES DISPOSITIONS FINALES :

Article 35 : Le présent arrêté, qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Ampliations :
Original.....1
CNT-CS-SGG.....3
PRIM.....1
Tous ministères.....28
Tous Gouvernorats.....20
CNPM.....1
UNTM-CSTM-CMT-CDTM.....4
Archives.....1
JO.....1

Bamako, le 31 MAI 2024

Le ministre,

Fassoun COULIBALY

Mme TALL
PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

DECRET N°2023- 0431 /PT-RM DU 17 AOUT 2023

INSTITUANT LE CONSEIL NATIONAL DU DIALOGUE SOCIAL

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;
Vu la Charte de la Transition ;
Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;
Vu la Convention n°144 sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail ;
Vu l'Acte additionnel n°002/2009/CCEG/UEMOA du 17 mars 2009 portant création du Conseil du Travail et du Dialogue social de l'UEMOA ;
Vu la Loi n°92-020 du 23 septembre 1992, modifiée, portant Code du Travail ;
Vu la Loi n°02-053 du 16 décembre 2002, modifiée, portant statut général des Fonctionnaires ;
Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2022-0752/PT-RM du 04 décembre 2022 portant nomination d'un ministre d'Etat ;
Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Il est institué, auprès du ministre chargé du Travail et de la Fonction publique, un organe consultatif tripartite dénommé Conseil national du Dialogue social, en abrégé « CNDS ».

CHAPITRE I : DE LA MISSION

Article 2 : Le Conseil national du Dialogue social a pour mission d'assurer la concertation permanente entre l'Etat et les partenaires sociaux dans les secteurs public, parapublic et privé y compris l'économie informelle pour la préservation d'un climat social paisible.

A cet effet, il est chargé :

- de promouvoir une culture de prévention des conflits de travail dans les secteurs public, parapublic et privé y compris l'économie informelle ;

- d'organiser des concertations nationales ou sectorielles périodiques ou ponctuelles dans des secteurs public, parapublic et privé y compris l'économie informelle ;
- de faciliter les négociations collectives de branche entre les organisations d'employeurs et les organisations syndicales de travailleurs ;
- de participer au renforcement de capacité des acteurs du travail ;
- de procéder à des études et recherches sur toutes autres questions relevant de sa compétence ;
- de participer à la réflexion sur les politiques nationales dans les domaines du travail, de l'emploi et de la protection sociale ;
- de formuler des recommandations sur les questions de travail surtout à l'occasion des crises économiques et sanitaires ;
- de formuler des recommandations sur les cas supposés de violation de la liberté syndicale à la suite d'une auto-saisine ou à la suite d'une saisine formulée par une centrale syndicale ;
- de procéder à des médiations entre acteurs du travail, notamment en cas de rupture de dialogue ;
- de contribuer à la résolution des conflits majeurs du monde du travail dans les secteurs public, parapublic et privé y compris l'économie informelle ;
- d'assurer le suivi de l'application des accords intervenus entre employeurs et travailleurs dans les secteurs public, parapublic et privé ;
- d'examiner à des périodes convenues avec les autorités compétentes, les difficultés d'application des accords et décisions issus des négociations collectives régulières en vue de trouver les solutions appropriées, sur la base de la justice sociale et de l'équité ;
- de faire le suivi de l'application des accords intervenus entre employeurs et travailleurs dans les secteurs public, parapublic et privé y compris l'économie informelle ;
- d'établir et de renforcer la collaboration avec les dispositifs de mise en œuvre et de suivi-évaluation du Pacte de Stabilité sociale ;
- d'établir un rapport annuel sur l'état du dialogue social au niveau national ;
- de promouvoir la coopération et les échanges avec les organes similaires sous régionaux, régionaux et internationaux.

CHAPITRE II : DES MODALITES D'ORGANISATION ET DE FONCTIONNEMENT

Article 3 : Les membres du Conseil national du Dialogue social sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres, pour un mandat de trois (03) ans, renouvelable une seule fois.

Article 4 : Le mandat des membres du CNDS prend fin pour l'un des motifs ci-après :

- fin du mandat ;
- décès ;
- démission ;
- perte de la qualité de membre pour laquelle il a été désignée ;
- faute grave ou agissement incompatible avec sa fonction.

Dans le dernier cas, le mandat du membre prend fin, sur proposition du Bureau national adoptée par l'Assemblée générale.

Article 5 : Il est pourvu au remplacement des membres dont le mandat a pris fin pour l'une des causes énumérées à l'article précédent dans un délai ne pouvant excéder trente (30) jours calendaires. Le nouveau membre est désigné pour la durée restante du mandat de son prédécesseur. Cependant, il n'y a pas lieu à remplacement si celle-ci est inférieure à six (06) mois.

Article 6 : Le Conseil national du Dialogue social comprend :

- l'Assemblée générale ;
- le Bureau national ;
- le Secrétariat permanent ;
- les Commissions spécialisées.

Article 7 : L'Assemblée générale est constituée de trente (30) membres du CNDS.

Elle délibère sur :

- le projet de règlement intérieur ;
- le projet de budget ;
- le projet de programme d'activités annuel ;
- la création de commissions spécialisées ;
- les cas de saisine ou d'auto-saisine ;
- le projet de rapport sur l'état du dialogue social ;
- le projet de rapport d'activités annuel ;
- la révocation d'un membre ;
- les états financiers du Conseil ;
- la désignation de Commissaires aux Comptes.

Article 8 : L'Assemblée générale ne peut valablement délibérer que si le quorum est atteint, soit la moitié de ses membres plus un.

Article 9 : L'Assemblée générale se réunit en session ordinaire, sur convocation du Président, une fois par trimestre. La durée de chaque session ne peut excéder dix (10) jours.

Elle peut se réunir en session extraordinaire à l'initiative du Président ou à la demande de la majorité des membres pour une durée maximale de cinq (05) jours.

Article 10 : Les décisions sont prises par consensus, à défaut, à la majorité simple. En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante.

Article 11 : Les travaux du CNDS sont sanctionnés par des procès-verbaux dûment signés par le Président, les deux Vice-présidents et le Secrétaire permanent.

Article 12 : Les procès-verbaux, les rapports annuels d'activités et le rapport sur l'état du dialogue social sont transmis au ministre chargé du Dialogue social, à charge pour celui-ci d'en adresser copie au Premier ministre et au Président du Conseil économique, social et culturel.

Des exemplaires sont remis aux organisations syndicales d'employeurs et de travailleurs concernées.

Article 13 : Le Conseil national du Dialogue social est dirigé par un Bureau national constitué de trois (03) membres :

- un Président ;
- un Premier Vice-président ;
- un Second Vice-président.

Ils sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres.

Le Président est désigné parmi les membres représentant le Gouvernement.

Il est assisté de deux Vice-présidents désignés dans les mêmes conditions, par les deux autres groupes. Les fonctions de Premier vice-président et de Second vice-président sont occupés, de façon rotative, par les représentants des employeurs et travailleurs à l'expiration de leur mandat.

En cas d'absence, d'empêchement ou de vacance du Président, il est suppléé de plein droit par le Premier Vice-président, à défaut le Second Vice-président.

Article 14 : Le Secrétariat permanent comprend :

- un Secrétaire permanent ;
- deux Experts en Dialogue social ;
- un Expert en Sécurité sociale.

Article 15 : Le Secrétariat permanent est dirigé par un Secrétaire permanent.

Le Secrétaire permanent est choisi parmi les fonctionnaires de la catégorie A disposant d'une ancienneté d'au moins dix (10) ans et de compétences établies dans le domaine du Dialogue social.

Il est nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du ministre chargé du Dialogue social, après avis du Bureau national du Conseil national du Dialogue social.

Sous la supervision du Président, le Secrétariat permanent assure :

- l'exécution des tâches administratives nécessaires au fonctionnement courant du Conseil ;
- le secrétariat des réunions de l'Assemblée générale et du Bureau national auxquelles il participe avec voix consultative ;
- la conservation des archives.

Article 16 : Le Conseil national du Dialogue social peut, en cas de besoin, instituer des Commissions spécialisées nécessaires à l'accomplissement de sa mission et de ses attributions.

Article 17 : L'organisation et les modalités de fonctionnement des structures citées à l'article 6 ci-dessus sont complétés par le règlement intérieur du CNDS.

Article 18 : Les frais de fonctionnement du CNDS sont pris en charge par le budget national.

Article 19 : Une indemnité par jour de session et des frais de mission, le cas échéant, sont alloués aux membres pour compenser les frais de sujétion qu'entraîne l'exercice de leurs fonctions.

Les membres du Bureau national, le Secrétaire permanent et le personnel d'appui bénéficient des avantages fixés par décret pris en Conseil des Ministres.

SECTION I : DE LA COMPOSITION

Article 20 : Le Conseil national du Dialogue social comprend trente (30) membres répartis ainsi qu'il suit :

- dix (10) représentants du Gouvernement ;
- dix (10) représentants des organisations d'employeurs les plus représentatives ;
- dix (10) représentants des organisations de travailleurs les plus représentatives.

Les représentants du Gouvernement sont :

- un (01) représentant du ministre chargé du Travail ;
- un (01) représentant du ministre chargé de la Fonction publique ;
- un (01) représentant du ministre chargé des Finances ;
- un (01) représentant du ministre chargé de l'Administration territoriale ;
- un (01) représentant du ministre chargé de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- un (01) représentant du ministre chargé de la Santé ;
- un (01) représentant du ministre chargé des Transports ;
- un (01) représentant du ministre chargé de l'Education ;
- un (01) représentant du ministre chargé de la Justice ;
- un (01) représentant du ministre chargé de l'Emploi.

Les représentants des employeurs et des travailleurs sont désignés par leurs organisations syndicales respectives.

Article 21 : Le Conseil national du Dialogue social peut faire appel à des personnes ressources. Celles-ci sont désignées pour leurs qualités, leurs expériences et leurs compétences.

Les personnes ressources n'ont pas de voix délibérative.

SECTION II : DE LA SAISINE

Article 22 : Le CNDS peut être saisi par toutes personnes morales ou physiques agissant dans le cadre des matières relevant de sa compétence.

Il peut s'autosaisir de l'examen de toutes questions relevant de sa compétence, à la demande du Président, ou d'au moins un tiers (1/3) de ses membres.

Article 23 : Le Conseil national du Dialogue social s'autosaisit notamment en cas :

- de grèves répétitives ;
- de grèves illimitées.

Il peut être saisi par le ministre chargé du Dialogue social.

Toutefois, le CNDS ne peut se substituer aux institutions administratives et judiciaires.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS FINALES

Article 24 : Le ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 17 AOUT 2023

Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,

Colonel Assimi GOITA

Le Premier ministre,

Choguel Kokalla MAIGA

Le ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social,

Fassoun COULIBALY

Le ministre de l'Economie et des Finances,

Alousséni SANOU

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Présidence

Bamako, le.....

N°...../P-CNT

Le Président

A

Monsieur le Premier ministre,
Chef du Gouvernement

- Bamako -

Objet : Questions écrites.

Monsieur le Premier ministre,

Conformément à l'article 85 du Règlement Intérieur, j'ai l'honneur de vous communiquer, à toutes fins utiles, les Questions écrites de Madame Fanta DIENTA, membre du CNT, adressées respectivement à :

- Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances ;
- Monsieur le Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable ;
- Monsieur le Ministre de l'Education nationale ;
- Monsieur le Ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Pièces jointes :
- Quatre (04) Questions écrites.

Malick DIAW
Commandeur de l'Ordre National

Questions écrites adressées à Monsieur le Ministre de la Refondation de l'Etat chargé des Relations avec les Institutions

Monsieur le Ministre toutes mes félicitations pour les résultats escomptés au sein de votre département.

1. Monsieur le Ministre, pouvez-vous me faire l'état des lieux des projet votés par le CNT et promulgués par le Président de la Transition ?
2. Monsieur le Ministre, pouvez-vous me faire l'état des lieux de la mise en œuvre du plan d'action des recommandations issues des Assises Nationales de Refondation ?
3. Monsieur le Ministre, pouvez-vous me faire l'état des lieux des réformes administratives, politiques, culturelles et économiques ?
4. Monsieur le Ministre, pouvez-vous me faire l'état des lieux des projets de lois en souffrance au niveau du secrétariat général du gouvernement ?
5. Monsieur le Ministre, pouvez-vous me faire votre bilan à la tête du département de la Refondation ?
6. Monsieur le Ministre, pouvez-vous me faire l'état des lieux des différentes lois organiques de la constitution du Juillet 2023 ?

Dans l'attente d'une suite favorable, veuillez agréer l'expression des mes salutations les plus dévouées.

Bamako, le 29 Mai 2024

Fanta DIENTA

PRIMATURE

CABINET DU PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

N° [illegible] **PM-CAB**

Bamako, le [illegible]

Le Premier Ministre

Chef du Gouvernement

A

Monsieur le Secrétaire Général du Conseil National de Transition.

A la haute attention de Monsieur le Président du Conseil National de Transition.

– BAMAKO –

Réf : Let n°000113/MRE-SG du 01/07/2024.

Objet :
Réponses aux questions écrites de Mme Fanta DIENTA, Membre du Conseil National de Transition.

Monsieur le Secrétaire Général,

Je vous transmets, copie de la lettre, à la Haute Attention de Monsieur le Président du Conseil National de Transition (CNT), par laquelle Monsieur le Ministre de la Refondation apporte les réponses aux questions écrites de Madame Fanta DIENTA, membre du Conseil National de Transition.

Veuillez agréer, Monsieur Secrétaire Général, l'expression de ma considération distinguée./.

P/le Premier ministre et par ordre,
Le Directeur de Cabinet

Mohamed Sidda DICKO.
Officier de l'Ordre National.

MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT
****
SECRETARIAT GENERAL
****

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Réponses aux Questions Ecrites de Madame Fanta DIENTA, Membre du Conseil National de Transition (CNT) :

Question n°1 : *Pouvez-vous me faire l'état des lieux des projets votés par le CNT et promulgués par le Président de la Transition ?*

Réponse : L'état des lieux des lois promulguées est le suivant :

- ✓ **Au titre de 2021** : 70 lois promulguées ;
- ✓ **au titre de 2022 :** 60 lois promulguées ;
- ✓ **au titre de 2023 :** 62 lois promulguées ;
- ✓ **au titre de 2024 :** En cours.

Nombre total de lois promulguées de 2021 à 2023 : 192 (sans la session ordinaire d'avril 2024 en cours).

Question n°2 : *Pouvez-vous me faire l'état des lieux de la mise en œuvre du plan d'action des recommandations issues des Assises Nationales de la Refondation ?*

Réponse :

De prime abord, il convient de rappeler que les 517 recommandations des Assises Nationales de la Refondation (ANR) ont été toutes traduites en actions dans le Cadre stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE). Ces actions se répartissent en trois catégories, comme suit : 55 actions prioritaires, devant être réalisées durant la période de la Transition, 153 actions prioritaires complémentaires, dont la mise en œuvre doit démarrer pendant la Transition et se poursuivre au-delà, et 309 actions non prioritaires pour la période de la Transition.

La situation d'exécution du CSRE, au 31 décembre 2023, fait l'objet du Rapport annuel 2023 du Comité indépendant de Suivi-évaluation des Recommandations des Assises Nationales de la Refondation (CINSERE-ANR). Les résultats présentés dans ledit rapport sont issus des données collectées auprès des départements ministériels et leur analyse au regard des indicateurs préalablement établis pour l'évaluation de chaque action.

L'état de mise en œuvre du CSRE, au 31 décembre 2023, se présente comme suit :

- ***Au titre des actions prioritaires :***

Sur les 55 actions prioritaires, 20 ont été réalisées, soit 36% et 33 sont en cours réalisation, soit 60%. Seules 2 actions prioritaires n'ont pas connu un début d'exécution. Il s'agit de « la mise en place d'un juge des libertés et de la détention » et de « la création d'une structure de suivi/évaluation de la performance des activités du Gouvernement (marchés publics, projets, programmes) ».

- ***Au titre des actions prioritaires complémentaires:***

Sur les 153 actions prioritaires complémentaires, 10 ont été réalisées, soit un taux de 6,53%, 110 actions sont en cours de réalisation, soit 71,89%. Le cumul des actions prioritaires complémentaires réalisées et celles ayant connu un début de mise en œuvre représente 78,42% des actions de cette catégorie. Ceci représente le niveau de performance du Gouvernement au regard de son engagement pour la mise en œuvre du CSRE. Il reste 33 actions prioritaires complémentaires, soit 21,58% qui n'ont pas connu un début de mise en œuvre. Il convient de noter que les actions prioritaires complémentaires doivent connaître au moins un début d'exécution pendant la période de la Transition.

- ***Au titre des autres actions :***

Sur un total de 309 actions non prioritaires, 19 ont été réalisées, soit 6,14%. Les actions non prioritaires dont la mise en œuvre a commencé sont au nombre de 121, soit 39,15%.

Question n°3 : *Pouvez-vous me faire l'état de lieux des reformes administratives, politiques, culturelles et économiques ?*

Réponse :
Le Plan d'Action du Gouvernement (PAG) de Transition, adopté le 02 août 2021 par le Conseil National de Transition, consacre son Axe 2 aux « réformes politiques et institutionnelles ». Quant à l'Axe 4 dudit PAG, il concerne la « promotion de la bonne gouvernance et la signature d'un pacte de stabilité sociale ».

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAG, plusieurs réformes ont été menées ou sont en cours au niveau des différents Départements ministériels, notamment :

- l'adoption de la nouvelle Constitution, consacrant la IVème République ;
- la création d'un organe unique de gestion des élections (Autorité indépendante de Gestion des Elections) ;
- le parachèvement de la réorganisation territoriale et administrative, avec l'opérationnalisation des nouvelles régions et l'adoption de la nouvelle carte administrative du Mali ;
- la reconstruction de l'outil de défense pour la reconquête de l'intégrité territoriale (équipements et matériels militaires, recrutements, formations, réformes structurelles et administratives, fin de l'Accord, etc.) et la lutte systématique contre le terrorisme et la restauration de l'intégrité territoriale ;
- la restauration de la souveraineté nationale et l'affirmation de la diplomatie malienne ;
- la définition d'une vision endogène de la Refondation de l'Etat et de la gouvernance, à travers la mise en œuvre du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) ;
- la réforme de la justice pénale et de la lutte contre la corruption et l'impunité (réformes judiciaires, renforcement des ressources humaines de la justice, stratégie nationale de lutte contre la corruption, relecture du code pénal et du code de procédure pénale, etc.) ;
- la militarisation de la Police et de la Protection civile ;
- le recensement et l'identification de l'ensemble des agents publics, à travers le projet de Système intégré de Gestion des Ressources humaines des fonctions publiques de l'Etat et des Collectivités territoriales (SIGRH), en vue de la maîtrise des effectifs et de la masse salariale ;
- la signature du Pacte social et de croissance et son Plan d'actions 2023-2027, en vue de la mise en œuvre des 139 recommandations formulées à l'issue de la Conférence sociale ;
- l'harmonisation valorisante des grilles salariales des agents publics ;
- la moralisation des examens scolaires et des concours de la Fonction publique ;
- la création des Universités de Sikasso, de Tombouctou et de Gao ;
- le reconstruction de la citoyenneté, à travers, notamment, le Programme national d'Education aux Valeurs, la Charte d'Ethique et des Valeurs et la Journée nationale de la Souveraineté retrouvée ;
- la valorisation des Autorités et légitimités traditionnelles, à travers l'institution de la Journée des Légitimités traditionnelles ;
- l'organisation de la Biennale Artistique et Culturelle en juillet 2023 à Mopti ;
- l'institution d'un système souverain d'identification biométrique des populations, dénommé « Mali Kura Biométrie » ;
- la mise en place d'une gouvernance vertueuse, à travers, notamment, la Stratégie nationale de Lutte contre la Corruption et de promotion de la Bonne gouvernance ;
- la modernisation de la production des documents de transport, à travers l'introduction des technologies de l'information et de la communication ;
- l'adaptation du Code de la route aux mutations juridiques, techniques et économiques intervenues au plan national et dans l'espace communautaire, notamment en ce qui concerne le régime des sanctions applicables à la surcharge des véhicules de transport en commun, au transport mixte, mais aussi la réglementation du temps de conduite et de repos des conducteurs de véhicules, le contrôle de la vitesse par radar, du taux d'alcoolémie et du taux de consommation de la drogue, le casque de protection, la ceinture de sécurité, les règles particulières applicables aux vélomoteurs soumis à l'assurance et aux motocyclettes, tricycles et quadricycles soumis au contrôle technique ;

- la consécration d'un référentiel géodésique unique en République du Mali, suivant le Décret n°2023-0324/PT-RM du 30 mai 2023 instituant un référentiel géodésique pour l'ensemble des acteurs de l'information géographique au Mali ;
- la réalisation de la nouvelle carte administrative du Mali, consécutivement à la réorganisation administrative et territoriale ;
- le renforcement du cadre institutionnel de la sécurité aérienne, permettant d'assurer la gestion intégrée de la sécurité de l'aviation civile, conformément aux instruments et recommandations de l'Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI) ;
- la relecture du Code des investissements ;
- l'élaboration d'une Stratégie de développement endogène dans les secteurs de l'industrie et du commerce ;
- le renforcement de la gouvernance économique et la réappropriation des richesses nationales (Secteur minier et contenu local, COMATEX, SUKALA, UMPP, Chemins de fer, etc.) ;
- l'adoption de la loi portant Code minier et de la loi sur le contenu local ;
- la mise en place d'un mécanisme de soutien et d'accompagnement des industries locales ;
- la création d'une centrale d'achats des produits de première nécessité ;
- l'élaboration du programme de développement des filières Karité, Anacarde, Gomme arabique, Mangue et Sésame ;
- l'élaboration de la Charte des Petites et Moyennes Entreprises ;
- l'élaboration d'une stratégie de consommation des produits locaux ;
- l'adoption d'une nouvelle politique de développement industrielle ;
- la création de l'Alliance des Etats du Sahel entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger et l'élaboration d'une commune stratégie de défense, de développement et de renforcement des échanges commerciaux ;
- l'élaboration d'un programme de valorisation des entreprises maliennes dans l'espace sous régional.

Question n°4 : ***Pouvez-vous me faire l'état des lieux des projets de loi en souffrance au niveau du Secrétariat général du Gouvernement ?***

Réponse :

Le Secrétariat général du Gouvernement est créé par l'Ordonnance n°04-001/P-RM du 25 février 2004. Il a pour missions, entre autres, de participer à l'élaboration des textes législatifs et règlementaires en organisant, à cet effet, les consultations interministérielles nécessaires, de veiller à la régularité juridique desdits textes et d'assurer la liaison technique avec les Institutions constitutionnelles dont il provoque la saisine par l'autorité compétente.

L'élaboration des textes législatifs et règlementaires s'effectue conformément au Programme de Travail gouvernemental, dont le Secrétariat général du Gouvernement assure le suivi de la mise en œuvre.

Conformément aux missions du Secrétariat général du Gouvernement, l'état des lieux des projets de loi introduits dans le circuit d'adoption est le suivant :

✓ **Les projets de loi transmis au Conseil National de Transition (CNT), non adoptés :**
- projet de loi portant Code pénal ;
- projet de loi portant Code de Procédure pénale ;

✓ **Les projets de loi adoptés en Conseil des Ministres, non transmis au CNT :**
- projet de loi portant Règlement du Budget d'Etat 2020 ;
- projet de loi portant Règlement du Budget d'Etat 2021 ;
- projet de loi portant Règlement du Budget d'Etat 2022.

✓ **Les projets de loi transmis au Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel (CESEC), pour avis :**
- projet de loi portant Règlement du Budget d'Etat 2021 ;
- projet de loi portant Règlement du Budget d'Etat 2022 ;
- projet de loi portant modification de la Loi de Finances pour l'exercice 2024.

✓ Les projets de loi transmis au Haut Conseil des Collectivités (HCC), pour avis :

- projet de loi relatif à la lutte contre le blanchissement de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive en vue de sa transposition dans le droit interne ;
- projets de texte relatifs à la création, à l'organisation, aux modalités de fonctionnement et au cadre organique de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique ;
- projets de texte relatifs à la création, à l'organisation, aux modalités de fonctionnement et au cadre organique de l'Agence comptable centrale du Trésor ;
- projets de texte relatifs à la création, à l'organisation, aux modalités de fonctionnement et au cadre organique de l'Agence comptable centrale des Dépôts ;
- projets de texte relatifs à la création, à l'organisation, aux modalités de fonctionnement et au cadre organique des Paieries spécialisées du Trésor ;
- projets de texte relatifs à la création, à l'organisation, aux modalités de fonctionnement et au cadre organique des Paieries générales du Trésor ;
- projets de texte relatifs à la création, à l'organisation, aux modalités de fonctionnement et au cadre organique des Recettes générales du Trésor ;
- projets de texte relatifs à la création, à l'organisation, aux modalités de fonctionnement et au cadre organique des Centres de Gestion, de Conservation et de Promotion du patrimoine culturel de Bandiagara, de Djenné, d'Es-soula, de Gao, de Kangaba, de Kayes, de Ségou, de Sikasso et de Tombouctou ;

Question n°5 : ***Pouvez-vous me faire votre bilan à la tête du Département de la Refondation de l'Etat ?***

Réponse :

Aux termes de l'article 5 du Décret n°2023-0392 /PT-RM du 19 juillet 2023 fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement, le ministre de la Refondation de l'Etat, chargé de Relations avec les Institutions, prépare et met en œuvre la politique nationale en matière de refondation de l'Etat.
A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la conduite des réformes institutionnelles et administratives relatives à la modernisation et à la consolidation de l'Etat de droit et de la démocratie ;
- la mobilisation des forces politiques et sociales dans le cadre de l'action gouvernementale pour la reconstruction de la nation ;
- la promotion de la réduction du train de vie de l'Etat et la transparence dans la gestion des affaires publiques, la moralisation de la vie publique et la lutte contre la corruption ;
- la proposition de mesures pour l'adaptation de l'Etat aux réalités socioculturelles, l'amélioration de la gouvernance et l'efficacité de l'administration publique ;
- la facilitation et le suivi des relations entre le Gouvernement et les Institutions de la République.

En application de ces dispositions, plusieurs actions ont été réalisées et d'autres sont en cours de réalisation. Il s'agit, notamment, des actions suivantes :

✓ Au titre des actions réalisées :

- la création et l'opérationnalisation de la Mission d'Appui à la Refondation de l'Etat (MARE), chargée d'assister le ministre dans les réformes institutionnelles et administratives, notamment en effectuant des études et des recherches ;
- la tenue de la Table-ronde sur les Termes de référence des Assises Nationales de la Refondation et sur la création de l'Organe Unique de Gestion des Elections ;
- l'organisation des différentes phases des Assises nationales de la Refondation (ANR), tenues du 11 au 30 décembre 2021, dans les Communes, les Cercles, les pays de forte concentration des Ressortissants maliens à l'étranger ainsi qu'au niveau national et dont le rapport final des travaux, assorti de 517 recommandations, a été remis aux Autorités de la Transition en février 2022 ;
- l'élaboration du Cadre stratégique de la Refondation de l'Etat, qui traduit en actions les 517 recommandations issues des ANR ;

- la contribution à la création du Comité Indépendant de Suivi-évaluation de la mise en œuvre des Recommandations des ANR (CINSERE-ANR) ;
- la tenue de sessions de vulgarisation et d'appropriation du Cadre stratégique de la Refondation de l'Etat, auprès des citoyens dans toutes les régions et dans le District de Bamako ;
- la relecture de la loi portant création du Vérificateur Général ;
- l'élaboration du rapport de démarrage du Cadre stratégique de la Refondation de l'Etat :
- la contribution à l'élaboration de la nouvelle Constitution ;
- le pilotage du processus de vulgarisation de la nouvelle Constitution ;
- l'élaboration de la Stratégie nationale de Lutte contre la Corruption et son plan d'actions 2023-2027 approuvés par le Décret n° 2023- 0546/ PT-RM du 21 septembre 2023 avec pour objectif de « Renforcer la coordination, la mise en cohérence et la rationalisation du dispositif de lutte contre la corruption » ;
- la tenue de sessions de partage et d'appropriation de la Stratégie nationale de lutte contre la Corruption ;
- l'élaboration du Programme national d'Education aux Valeurs (PNEV) et son plan d'actions 2024-2028 approuvés par le Décret n°2024- 0060/PT-RM du 31 janvier 2024, visant à promouvoir une éducation civique morale et patriotique basée sur le respect des valeurs et la bonne gestion des affaires publiques ;
- les tenues des 1ere et 2eme éditions de la Journée nationale de la Souveraineté retrouvée, en janvier 2023 et janvier 2024 ;
- l'élaboration du document de Stratégie nationale de Dématérialisation des Actes et Procédures des Services publics pour la simplification des procédures, la transparence et la réactivité dans la prestation des services gouvernementaux à travers leur numérisation, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Développement institutionnel (PDI-1 et PDI-2).

✓ **<u>Au titre des actions en cours de réalisation :</u>**

- le pilotage du Projet du Système intégré de Gestion des Ressources humaines des fonctions publiques de l'Etat et des Collectivités territoriales (SIGRH), et dont la deuxième phase en voie de finalisation (identification physique des agents, après la phase de recensement);
- l'étude sur la Stratégie nationale de Dématérialisation des actes et procédures des services publics, dont l'objectif est d'impulser le processus de modernisation de l'Administration ;
- l'élaboration du projet de texte de création du Secrétariat permanent de la lutte contre la Corruption, complétant le cadre institutionnel de pilotage de la Stratégie ;
- l'élaboration de la Stratégie nationale de Dépolitisation de l'Administration (dans le circuit d'approbation), dont l'objectif est de « doter l'Administration publique d'un cadre juridique et institutionnel permettant de minimiser l'influence politique dans la nomination des cadres aux hauts emplois et dans la gestion de leurs carrières » (rapport de l'étude disponible) ;
- l'étude sur la rationalisation des structures administratives et Institutions de l'Etat, en vue de contribuer aux activités concourant à une meilleure efficience de l'action publique à travers la gestion rationnelle des ressources de l'Etat (rapport de l'étude disponible) ;
- l'élaboration du plan d'actions de la Politique Nationale de la Gestion axée sur la Résultat, au titre de la période 2024-2028 ;
- l'élaboration des Termes de référence de l'étude sur la gestion du Portefeuille de l'Etat ;
- le suivi des relations du Gouvernement avec les autres Institutions de la République et les Autorités Administratives Indépendantes, notamment le CNT, le HCC, le CESEC, la Cour Suprême et la Cour Constitutionnelle, le Médiateur de la République, le VEGAL, l'OCLEI, le CINSERE-ANR, l'APDP, ... (mission permanente) ;
- et, de façon générale, la mobilisation des forces politiques et sociales, des personnalités à travers les rencontres, les audiences, les débats, les foras, et autres acteurs citoyens, à Bamako, à l'intérieur et à l'extérieur du Pays, pour le partage de la vision de la Refondation de l'Etat, la vulgarisation des actions et activités gouvernementales, et l'appropriation de la vision changement et de la reconstruction de la Nation.

Question n°6 : *Pouvez-vous me faire l'état des lieux des différentes lois organiques dans la constitution du 22 juillet 2023 ?*

Réponse :

Les lois organiques prévues par la Constitution du 22 juillet 2023 et dont les projets se trouvent dans le circuit d'adoption sont les suivantes :

- loi organique déterminant les modalités de la destitution du Président de la République (article 73) ;
- loi organique fixant pour l'Assemblée Nationale et le Sénat, le nombre des membres, les conditions d'éligibilité, le régime des inéligibilités et des incompatibilités et les modalités de suppléance (article 100) ;
- loi organique fixant les indemnités et les autres avantages alloués aux Députés et aux Sénateurs (article 101) ;
- loi organique fixant les conditions d'exercice du vote des membres du Parlement (article 105) ;
- loi organique déterminant les conditions de déchéance de mandat et de suppléance de député ou de sénateur, en cas de démission (article 106) ;
- loi organique fixant les attributions, la composition, l'organisation et les règles de fonctionnement du Conseil supérieur de la Magistrature (article 138) ;
- loi organique fixant les attributions, l'organisation, les règles de fonctionnement ainsi que la procédure suivie devant la Cour Suprême (article 143) ;
- loi organique déterminant les modalités de saisine de la Cour Constitutionnelle par les citoyens (article 153) ;
- loi organique fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la Cour constitutionnelle, ainsi que la procédure suivie devant elle (article 155) ;
- loi organique fixant les attributions, l'organisation, les règles de fonctionnement de la Cour des comptes ainsi que la procédure suivie devant elle (article 163) ;
- loi organique déterminant les modalités de destitution du Président du Conseil économique, social, environnemental et culturel et d'élection d'un nouveau Président (article 172) ;
- loi organique déterminant les modalités de destitution du Président du Conseil économique, social, environnemental et culturel et d'élection d'un nouveau Président (article 172) ;
- loi organique fixant les modalités d'organisation, les règles de fonctionnement et de désignation des membres du Conseil économique, social, environnemental et culturel (article 173).

Bamako, le 25 juin 2024.

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

Présidence

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Bamako, le.....

N°...../P-CNT

Le Président

A

Monsieur le Premier ministre,
Chef du Gouvernement
- Bamako -

Objet : Questions écrites.

Monsieur le Premier ministre,

Conformément à l'article 85 du Règlement Intérieur, j'ai l'honneur de vous communiquer, à toutes fins utiles, les Questions écrites de Monsieur Bilaly KEITA, membre du CNT, adressées à Monsieur le Ministre des Mines.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Pièces jointes :
- Questions écrites.

Malick DIAW
Commandeur de l'Ordre National

Questions écrites adressées à Monsieur le Ministre des Mines

Monsieur le Ministre, pouvez vous me faire l'état des lieux des décrets d'application du nouveau code minier et de son contenu local ?

Monsieur le Ministre à quand l'effectivité du nouveau code minier et son contenu local dont le vote des lois par le Conseil National de Transition a suscité beaucoup d'espoir pour le peuple malien ?

Monsieur le Ministre, les populations de de la région de Kayes et d'autres régions continuent à se plaindre des pratiques désastreuses réputées à des chinois à travers l'exploitation illégale dans les zones minières particulièrement le cercle de Keniéba.

Quelles dispositions avez-vous prises pour mettre fin à cette pratique ?

Comment pouvez-vous expliquer une telle situation après l'adoption du nouveau code minier qui aura bientôt une année ?

Monsieur le Ministre, pouvez-vous m'expliquer la situation qui oppose les travailleurs de la société SOMILO à leurs employeurs ?

Quelles sont les dispositions prises pour remettre les travailleurs dans leur droit ?

Monsieur Bilaly KEITA

Membre du Conseil National de la Transition (CNT)



PRIMATURE

CABINET DU PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

N° [illegible] PM-CAB

Bamako, le [illegible] 2024

Le Premier Ministre

Chef du Gouvernement

A

Monsieur le Secrétaire Général du
Conseil national de Transition,

A la haute attention de
Monsieur le Président du Conseil
national de Transition.
BAMAKO

Objet : Questions écrites.
Réf : Lettre n°262/P-CNT du 31/05/2024.

Monsieur le Secrétaire Général,

En réponse à la lettre, dont l'objet et la référence sont rappelés ci-dessus, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, copie de la lettre n°321/MM-SG du 19 juin 2024 par laquelle le ministre des Mines donne suite aux questions écrites formulées par Monsieur Bilaly KEITA, membre du Conseil national de Transition.

Veuillez agréer, **Monsieur le Secrétaire Général**, l'expression de ma considération distinguée./.

Pour le Premier ministre et par Ordre,
Le Directeur de Cabinet Adjoint,

Conseil National de Transition
Reçu le [illegible]

PRIMATURE ★ Direction de Cabinet Adjoint ★ République du Mali Un Peuple Un But Une Foi

Mahamadoun TOURE
Officier de l'Ordre National

Pièce jointe :
- Eléments de réponse relatifs aux questions écrites.

MINISTERE DES MINES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple – Un But – Une Foi

REPONSES AUX QUESTIONS ECRITES DE MONSIEUR BILALY KEITA MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

N°	QUESTIONS	REPONSES
1	Monsieur le ministre, pouvez-vous me faire l'état des lieux des décrets d'application du nouveau Code minier et de son contenu local ?	Le processus d'élaboration des textes d'application du Code minier et de la loi relative au Contenu local dans le secteur minier est achevé. A ce jour, neuf (9) projets de décrets sont disponibles, parmi lesquels quatre (4) sont relatifs aux conditions et modalités d'application et cinq (5) sont relatifs au mode de gestion des fonds miniers créés. Les quatre premiers décrets portés par le Ministère des Mines ont été introduits dans le circuit d'approbation pour leur adoption. Il s'agit du : - projet de décret fixant les conditions et les modalités d'application du Code minier en République du Mali ; - projet de décret fixant les modalités d'application de la loi relative au Contenu local dans le secteur minier ; - projet de décret portant approbation de la Convention d'établissement-type pour la phase de recherche ; - projet de décret portant approbation de la Convention d'établissement type pour la phase d'exploitation. Les autres décrets qui sont relatifs au mode de gestion des cinq (5) fonds créés seront introduits très prochainement par le Ministère de l'Economie et des Finances.
2	Monsieur le ministre à quand l'effectivité du nouveau Code minier et son contenu local dont le vote des lois par le Conseil National de Transition a suscité beaucoup d'espoir pour le peuple malien ?	Les deux lois, à savoir la loi portant Code minier et la loi relative au contenu local dans le secteur minier sont déjà promulguées, leur mise en œuvre effective se fait de façon graduelle au fur et à mesure que les textes d'application et arrêtés seront pris.

3	Monsieur le ministre, les populations de la région de Kayes et d'autres régions continuent à se plaindre des pratiques désastreuses réputées à des chinois à travers l'exploitation illégale dans les zones minières particulièrement le cercle de Kéniéba ; - Quelles dispositions avez-vous prises pour mettre fin à cette pratique ? - Comment pouvez-vous expliquer une telle situation après l'adoption du nouveau Code minier qui aura bientôt un an ?	Le Ministère en charge des Mines est conscient de la plainte des populations par rapport à l'exploitation minière illégale pratiquée par des ressortissants asiatiques. Pour endiguer le fléau, le Ministère continue à mettre en œuvre plusieurs mesures portant notamment sur : - la sensibilisation des populations, des autorités locales et des chefs coutumiers par rapport au respect du Code minier ; - l'organisation de missions, parfois conjointes (MM, MEADD, MSPC), visant à traquer les exploitants illégaux, saisir les équipements et interpeller les contrevenants. Ces missions ont donné des résultats tangibles avec de grandes quantités d'équipements saisis et plusieurs contrevenants traduits en justice. Ces opérations vont se poursuivre et seront amplifiées avec la pleine application des dispositions du nouveau code minier. Malgré toutes les actions menées, cette pratique perdure, en raison de certaines complicités. La mise œuvre du nouveau Code permettra de renforcer la lutte avec les dispositifs qu'il contient.
4	Monsieur le ministre, pouvez-vous m'expliquer la situation qui oppose les travailleurs de la société SOMILO à leurs employeurs ? Quelle sont les dispositions prises pour remettre les travailleurs dans leur droit ?	Le ministère des mines a été plutôt saisi d'un conflit qui oppose les travailleurs et Gounkoto Mining Services (GMS), une entreprise sous-traitante de la Société des Mines de Loulo (SOMILO SA), concernant l'application d'une disposition du Code du travail. Le ministre des Mines a instruit son cabinet de recevoir les responsables du comité syndical pour recueillir plus d'informations sur la situation en vue de trouver une solution à la crise. Ces responsables seront reçus dans les prochains jours au département.

Bamako, le 19 juin 2024.

Le ministre,

Amadou KEITA
Chevalier de l'Ordre National

Aboubacar Sidiki FOMBA

Membre du Conseil National de la Transition (CNT)

Téléphone : 79 18 24 93

A

Monsieur le Président du Conseil National

de la Transition (CNT)

Objet : Questions écrites.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de venir, par la présente, vous demander de bien vouloir transmettre mes questions écrites adressées à Monsieur le Ministre de l'Agriculture conformément à l'article 85 du règlement intérieur du Conseil National de la Transition (CNT).

Vous en souhaitant bonne réception, veuillez recevoir l'expression de ma haute considération.

Ci-joint :

-Les questions écrites adressées à Monsieur le Ministre de l'Agriculture.

Bamako, le 31 Mai 2024

Conseil National de la Transition
Date 31 MAI 2024
N° 458

L'intéressé

QUESTIONS ECRITES ADRESSEE AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE.

Monsieur le Ministre, quel est l'état d'avancement du projet Mise à l'échelle d'une agriculture résilience au climat en Afrique de l'Ouest ' RICOWAS' , officiellement lancé en juin 2023 ? Quels sont les défis à relever ?

Monsieur le Ministre, pouvez-vous me faire l'état des lieux des projets de votre département financés par la banque mondiale et autres banques ? Quel est le taux de décaissement de chacun des projets ?

Monsieur le Ministre, pouvez-vous me donner l'état d'exécution des projets suivants :

- le projet de développement des zones arides et semi-arides du Mali (PDAZAM);

- projet de financement inclusif des filières agricoles (projet inclusif);

- le projet d'urgence de production et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PUPSAN/AEFPF);

- le projet d'appui à la transformation de l'agriculture Malienne ;

- le projet d'autorisation économique des femmes ;

- le programme d'appui aux filières Agro-pastorales phase I et phase II.

Monsieur le Ministre, quel est l'état d'avancement des livraisons des intrants notamment les engrais dans les zones CMDT et les autres zones ? Pouvez-vous me fournir la liste des opérateurs économiques fournisseurs, les quantités livrés et non livrées pour l'année 2023 et les quantités à livrer pour l'année 2024 ?

Monsieur le Ministre, pouvez-vous me fournir le bilan des activités de la CMDT depuis l'arrivée de SE le Colonel Assimi Goita au pouvoir ? Pouvez-vous me donner la liste des Contonculteurs ayant bénéficié de leur argent ?

Monsieur le Ministre, le cercle de farako derrière le fleuve à Ségou après investigation parlementaire n'a pas reçu les intrants programmés.

Pouvez-vous m'expliquer les raisons ? Quelles sont les dispositions prises pour acheminer les intrants dans ces zones d'insécurité ?

Un autre problème évoqué dans la même zone de Farako est lié aux aléas de la canalisation et des petits barrages.

Ces problèmes ont été à l'origine de la mauvaise saison dans la zone.

Quelles sont les mesures prises pour anticiper sur ces problèmes ?

Monsieur le Ministre, quelle est la prévision annuelle 2024 en tonnes du riz, du sorgho, du coton et du maïs au Mali ?

Monsieur le Ministre, pouvez-vous me donner le bilan détaillé des vivres donnés dans le cadre de la crise sécurité alimentaire ?

Monsieur le Ministre, pouvez-vous me donner votre bilan à la tête de ce département ?

Monsieur le Ministère, quel est l'état de mise en œuvre des recommandations du conseil national de transition lors de l'adoption des différents projets de votre département ?

En attendant la réponse à mes questions vous avez mes salutations distinguées.

Bamako, le 31 Mai 2024

Aboubacar Sidiki FOMBA

PRIMATURE

CABINET DU PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

N° 0056 PM-CAB

Bamako, le 07 JUIN 2024

Le Premier Ministre,

Chef du Gouvernement

A

Monsieur le Secrétaire Général,

A la très Haute Attention du Président du Conseil National du Transition

-Bamako-

Référence : Lettre n°277/P-CNT du 03 juin 2024.

Objet : Questions écrites.

Monsieur le Secrétaire Général,

Faisant suite à la lettre dont la référence et l'objet sont ci-dessus indiqués, j'ai l'honneur de vous faire parvenir les réponses aux questions écrites de **Monsieur Aboubacar Sidiki FOMBA**, membre du Conseil National de Transition, adressées au Ministre de l'Agriculture.

Veuillez agréer, **Monsieur le Secrétaire Général**, l'expression de ma considération distinguée

P/le Premier ministre et par ordre,

Le Directeur de Cabinet,

Mohamed Sidda DICKO

Officier de l'Ordre National

PJ :

- copie des éléments de réponses relatifs aux questions écrites.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
****
SECRETARIAT GENERAL
****

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi
****

ELEMENTS DE REPONSES AUX QUESTIONS ECRITES DU CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION PARVENUE PAR Référence : lettre n°277/P-CNT du 03 Juin 2024 transmis au Ministre de l'Agriculture à travers la lettre n°00869 PM-CAB du 03 Juin 2024.

.....

Introduction

Le présent document a pour objet, de fournir des éléments de réponses aux questions écrites adressées au Ministre de l'Agriculture par Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, membre du CNT suivant la correspondance n°277/P-CNT du 03 Juin 2024 transmis au Ministre de l'Agriculture à travers la lettre n°00869 PM-CAB du 03 Juin 2024.

Réponses aux questions adressées au Ministre de l'Agriculture

Question 1 : Monsieur le ministre, quel est l'état d'avancement du projet Mise à l'échelle d'une agriculture résilience au climat en Afrique de l'Ouest RICOWAS, officiellement lancé en juin 2023 ? Quels sont les défis à relever ?

Présentation du projet

Le projet RICOWAS, financé par le Fonds d'Adaptation et mise en œuvre par l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) en tant qu'Entité Régionale de Mise en Œuvre, vise à renforcer la résilience climatique et à accroître la productivité des systèmes rizicoles des petits producteurs en Afrique de l'Ouest. Doté d'un budget de 566 513 752 FCFA pour le Mali sur quatre ans, le projet a été officiellement lancé le 18 janvier 2023 à Bamako.

Etat d'avancement

L'Unité de Gestion du projet a été mise en place en juin 2023, au sein de la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA). Elle a été opérationnalisée à la faveur du premier décaissement de fonds, intervenu courant novembre 2023, qui aura permis d'acquérir des matériels de bureau et procéder au renforcement des capacités de l'équipe de projet.

En décembre 2023, le premier Comité de Pilotage a approuvé le Programme de Travail-Budget Annuel et le Plan de Passation des Marchés 2023. **Cependant, la réalisation physique des activités programmées n'a pas encore commencé.**

Question 2 : Monsieur le ministre pouvez-vous me faire l'état des lieux des projets de votre département financé par la banque mondiale et autres banques ? Quel est le taux de décaissement de chacun des projets ?

Les projets de la Banque Mondiale et autres Banques renvoient à la quasi-totalité des projets du département de l'Agriculture. Il faut dire que mon département compte actuellement environ 40 projets opérationnels dont les financements sont issus d'une dizaine de Partenaires techniques et financiers. Il serait ardu de faire un état des lieux exhaustif de tous ces projets. Toutefois, nous pouvons vous donner quelques informations sur certains projets financés par la Banque Mondiale et d'autres partenaires financiers tels que le FIDA.

A- Projets financé par la Banque Mondiale

A1- Le Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP/PRSA)

Le Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP/PRSA) est une initiative du Gouvernement du Mali en partenariat avec la Banque Mondiale.

L'objectif de développement du Programme est d'accroître la sécurité alimentaire et d'améliorer la résilience des systèmes alimentaires dans les pays participants au Programme.

Le programme s'articule autour de 03 composante : (i) La mise en place de services de conseils numériques pour l'agriculture, la prévention et la gestion des crises alimentaires ; (ii) Renforcer la durabilité et les capacités d'adaptation de la base productive du système alimentaire ; (iii) Renforcer l'intégration et le commerce des marchés alimentaires régionaux.

Le PRSA intervient dans 03 régions (Ségou, Sikasso et Koutiala), 06 cercles (Kadiolo, Sikasso, Koutiala, Yorosso, Ségou et Niono) et 75 communes de ces 06 cercles. La durée du programme est de 5 ans (2022 à 2026) pour un budget de 60 millions de Dollars.

A la date du 7 juin 2024, le montant exécuté est de 14 475 086 418 FCFA soit un taux d'exécution de 42,47%.

A2- Le Projet de Développement des Zones Arides et semi-arides du Mali (PDAZAM)

Le PDAZAM est un vaste programme qui s'inscrit dans le cadre de la vision stratégique pour le développement rural et agricole au Mali et l'extension de la Politique Nationale de Protection Sociale. Il vise à assurer une amélioration de la productivité agricole et la résilience des producteurs dans sa zone d'intervention.

L'Objectif de Développement du projet (ODP) est d'« *Améliorer la productivité agricole et renforcer la résilience des ménages ruraux bénéficiaires dans les zones arides ciblées* ».

Le coût total du projet est de soixante-deux millions (62.000.000) de US$, soit environ trente-quatre milliards quatre-cents millions (34.300.000.000) FCFA, dont une contribution de l'IDA de soixante millions (60 millions) de US$ soit environ trente-trois milliards trois-cents millions (33.300.000.000) FCFA.

La zone d'intervention du PDAZAM couvre les zones arides et semi-arides des cercles de Nioro du Sahel, Diéma et Yélimané dans la région de Kayes, Kolokani, Nara et Kati dans la région de Koulikoro, Niono et Ségou dans la région de Ségou et Bandiagara, Douentza, Tenenkou et Youwarou dans la région de Mopti.

Le montant décaissé à la date du 17 juin 2024 est de 27 453 701 913 FCFA soit un taux de décaissement de 51,56%

A3- Le Projet d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel (PARIIS)

Le PARIIS est un projet de la Banque Mondiale dont l'objectif de développement est d'Améliorer la capacité des parties prenantes à développer et gérer l'irrigation et d'accroitre les superficies irriguées en suivant une approche régionale basée sur les solutions dans six pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad).

Le projet a démarré le 26 juillet 2018 et sa clôture est prévue le 31 décembre 2024. Le coût total est de 13,75 milliards de FCFA.

La zone d'intervention couvre les régions de Koulikoro, Dioïla, Ségou.

Le montant décaissé à la date 31 mai 2024 est de 11,8 milliards de FCFA soit un taux de décaissement de 86%.

B- Les projets financés par le FIDA

B1- Le Projet Multi-Energies pour la Résilience et la gestion Intégrée des Terroirs (MERIT)

Le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont formulé le Projet MERIT dans le but de mettre à l'échelle les acquis du Programme d'adaptation de la petite Agriculture Paysanne au changement climatique (ASAP) du PAPAM.

L'objectif du projet est d'améliorer durablement l'accès à des énergies renouvelables et de la productivité des sols. MERIT renforcera la résilience des écosystèmes face au climat par la promotion des sources d'énergie à faible émission.

Le projet est mis en œuvre à travers une approche axée sur le « faire faire ».

Financé par le FIDA, le FEM et l'Etat du Mali, sur une période de 6 ans, les coûts totaux du projet, y compris les provisions pour hausse des prix, s'élèvent à 29,0 milliards de FCFA.

La zone d'intervention du projet couvre les régions de Kayes, Kita, Bougouni, Koutiala, Sikasso, Koulikoro, Dioïla, Ségou et San.

Le montant décaissé à date est de 7 167 574582 CFA soit un taux de décaissement de 38%

B2- Le Projet de financement inclusif des filières agricoles (INCLUSIF)

Le projet de financement inclusif des filières agricoles au Mali (Projet INCLUSIF) est cofinancé par le Gouvernement du Mali, le FIDA, le Royaume du Danemark, le Gouvernement du Canada, les Institutions Financières Rurales (IFR), Babyloan, les Privés et les Bénéficiaires.

Le projet a pour objectif de contribuer à la réduction de la pauvreté et à la croissance économique rurale. Son objectif de développement est d'accroître l'inclusion financière des petits producteurs et des PME agro-alimentaires au Mali.

Le coût du projet est de 88,56 millions d'USD. Il couvre les zones de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et Bamako pour une durée de 6 ans (de 2018 à 2024)

Le montant décaissé à la date du 31 mars 2024 est de 75215,72 dollars US soit un taux de décaissement de 71,29%

Question 3 : Monsieur le ministre, pouvez-vous me donner l'état d'exécution des projets suivants :

A) Le Projet de Développement des Zones Arides et semi-arides du Mali (PDAZAM)

Le PDAZAM est un projet financé par la Banque Mondiale et il vous a été présenté au point **A2.**

En plus des informations données au point A2, je voudrais rappeler quelques réalisations du PDAZAM

Volet social

- 19 443 ménages sur 20 000 ont été inscrits au Registre Social Unifié ;
- Sur les 9934 ménages bénéficiaires des Transferts Monétaires Directs, on dénombre 3336 femmes cheffes de ménages soit 34% ;
- 6136 bénéficiaires de Transferts Monétaires Productifs ;
- 10 956 agriculteurs ont adopté les techniques/technologies promues par le projet ;
- Financement de 542 micro-projets (153 première génération, 179 deuxième génération et 210 troisième génération) et +30 % sont des groupements féminins.

Volet agricole

- Sur les 54 Infrastructures de Production mises en chantier, 44 ont été réceptionnées et comprennent 16 bas-fonds et 23 PPM. A cela s'ajoutent les 03 PPM de Macina réalisés dans le cadre des projets d'urgence ;
- Sur les 72 Infrastructures de Commercialisation, 72 ont été réceptionnées et comprennent 18 marchés ruraux, 19 banques de céréales, 21 boutiques d'intrants et 14 magasins de stockage ;
- 999,75 ha restaurés /mis en valeur avec des cultures céréalières et des plantations d'arbres ;
- Réalisation de 04 notes de politiques sont ainsi libellées :
  - Note sur les orientations stratégiques en matière de politiques Agricoles ;
  - Note sur l'état de la gestion de la subvention des intrants et équipements Agricoles ;
  - Note sur l'amélioration de la durabilité du système coton pour le développement socio-économique du Mali ;
  - Note politique relative aux effets de cohérence entre la politique de développement de l'élevage et les objectifs de sécurité alimentaire.

B) Le Projet de financement inclusif des filières agricoles (INCLUSIF)

INCUSIF est financé par le FIDA et il vous a été présenté au point B2

Les réalisations physiques du projet, de son démarrage au 31 mars 2024 sont, entre autres :

- la signature de convention avec la Cellule de contrôle et de surveillance des Systèmes financiers décentralisés (CCS/SFD), le Centre de promotion et d'appui des systèmes financiers décentralisés (CPA/SFD) et l'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés (AP/SFD) de l'appui institutionnel à la mise en œuvre de la politique nationale de développement de la microfinance (PNDMF) ;
- l'organisation d'un atelier pour l'harmonisation de la méthodologie INCLUSIF et FIER;
- la formation des 15 ONG prestataires à l'utilisation de la méthodologie de capacitation;
- le financement de 7 483 dossiers de prêts (dont 4 381 dossiers de femmes) pour un coût global de 13 811 197 444 FCFA, dont 51% pour les femmes ;
- la signature de convention avec le projet FIER pour le financement des plans d'affaires de 4500 jeunes (AGR et MER) ;
- le financement de 4 891 plans d'affaires d'AGR jeunes FIER, dont 2 296 pour des jeunes femmes (47%) ;
- le financement de 207 plans d'affaires de MER jeunes FIER, dont 68 pour des jeunes femmes (33%) ;
- la réalisation de l'étude d'évaluation de l'impact des financements des jeunes FIER ;
- la formation de 1 663 membres des GD sur les changements climatiques et l'environnement ;

- la formation de 24 responsables d'exploitation et formateurs des SFD sur la connaissance des changements climatiques et produits financiers verts ;
- l'acquisition et la répartition de 3 000 tonnes d'engrais organique à 100 organisations paysannes dans les cinq (05) régions d'intervention.

C) Le projet d'urgence de production et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PUPSAN/AEFPF)

Le Projet d'urgence de production et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PUPSAN-AEFPF) a été conçu en raison de la crise multidimensionnelle depuis 2012 et surtout à la campagne agricole 2020-2021 qui a été déficitaire en raison d'une pluviométrie insuffisante et mal repartie dans le temps et dans l'espace et à la crise de la COVID-19.

L'objectif du PUPSAN est de contribuer à l'augmentation des productions agricoles et à la réduction des effets sur les populations maliennes, de la hausse des prix des denrées alimentaires et des intrants agricoles, à la suite de la flambée mondiale des prix des produits céréaliers.

Le projet cible 35 274 producteurs et productrices prioritairement vulnérables sur les spéculations choisies.

Les zones d'intervention sont, Kayes, Kita, Sikasso, Koutiala, Bougouni, Koulikoro, Dioila, Tombouctou, Gao, Ménaka et le District de Bamako. L'Office du Niger et l'Office riz Ségou dans la région de Ségou sont concernés par le riz.

Principales réalisations sont:

Au plan de la fourniture des Semences

Le fournisseur de semences, la Société Diané et Frère (SODIAF), a été sélectionné et le contrat est en cours de finalisation. La SODIAF fournira 120 tonnes de riz, 80 tonnes de maïs, 120 tonnes de blé, 0,140 tonne de tomate et 485 tonnes de pomme de terre.

Au plan de la fourniture des engrais

L'appel d'offres pour l'acquisition des engrais a été lancé et l'ouverture des plis est prévue pour le 10 juin 2024.

Taux de décaissement

Le taux de décaissement actuel est de 7,95 % par rapport au don et de 3,50 % par rapport au montant total du projet. Des paiements ont été effectués sur le compte spécial et des projections prévoient un décaissement de 4 292 985 630 F CFA.

D) Le projet d'appui à la transformation de l'agriculture Malienne (PATAM)

L'objectif principal du projet est d'augmenter la capacité de production céréalière et le niveau de sécurité alimentaire au Mali, à travers des essais de démonstration, la vulgarisation des technologies avancées et la formation du personnel.

Les groupes cibles sont les producteurs de céréales, de cultures maraîchères, les éleveurs, les agro-éleveurs, les agents des structures techniques de développement (étatique et non étatique), les instituts de recherche et universités de formation.

La zone d'intervention principale du projet est le périmètre irrigué de Baguinéda. Le site de démonstration de la culture du riz et maïs à haut rendement couvre Baguinéda village, Kobalakoro, Soundougouba, et Dougourakoro.

Concernant le site d'expérimentation du maïs, riz, légumes, coton et machinisme agricole, il couvre le centre sino-malien et le village de Gnogna.

Le coût du projet est de 6 042 356 500 F CFA repartis entre la République populaire de Chine : (4 542 356 500 F CFA) et la République du Mali (1 500 000 000 F CFA).

Principales réalisations :

- essais comparatifs et de démonstration : 91 variétés de culture incluant le riz, le maïs, les légumes et le coton ont été conduits ;
- session de formation technique et démonstration sur le terrain : 72 sessions de formation sur les techniques de production et de protection contre les ravageurs sont effectuées. Ces sessions de formation ont porté, entre autres, sur le riz, le maïs, les légumes, le coton. D'autres formations sur le machinisme agricole ont été réalisées ;
- 1 579 acteurs ont été formés (producteurs/productrices, techniciens d'agriculture, des étudiants des école de formation en agriculture) ;
- 2,5 tonnes de semence de riz, de maïs et de coton sont produites en 2023 ;
- 300 Kg de semence de riz hybride produite ;
- des machines agricoles ont été acquises de la chine (deux tracteurs, deux tracteurs ambulants, deux récolteurs de riz, deux semoirs à maïs, trois charrues à disques, trois fraises rotatives et deux batteuses de maïs).

E) Le projet d'autonomisation économique des femmes et le programme d'appui aux filières agro-pastorales ne sont pas dans le répertoire des projets du département de l'Agriculture.

Question 4 : Monsieur le ministre, quel est l'état d'avancement des livraisons des intrants notamment les engrais dans les zones CMDT et les autres zones ?

En zones CMDT et OHVN, la situation de réception globale des intrants à la date du 05/06/2024 au titre de la campagne 2024/2025 se présente comme suit:

Désignation	Commande (t)	Livraison (t)	%	Reliquat (t)
Complexe coton	113 086	99 199	88%	13 887
Complexe céréales	55 000	46 927	85%	8 073
Urée	89 370	57 440	64%	31 930
Semence coton	28 734	32 622	114%	-

Source : CMDT, 2024.

Les livraisons des engrais se poursuivent normalement et elles sont à un niveau très satisfaisant.Le taux de 64% pour l'urée n'est pas inquiétant à ce stade étant donné que l'urée est une fumure de couverture.

Question 5 : Pouvez-vous me fournir la liste des opérateurs économiques fournisseurs, les quantités livrées et non livrées pour l'année 2023 et les quantités à livrer pour l'année 2024 ?

Les quantités livrées par fournisseurs figurent dans le tableau suivant:

REFERENCES DES FOURNISSEURS	2023		
	QUANTITES A LIVRER	QUANTITE LIVREE	QUANTITE NON LIVREE
ENGRAIS MINERAUX			
AG MOHAMED HOULOULOU	2191	1772	419
Ste MOHAMED ALHOUSSEINI MAIGA	1487	1147,25	339,75
TOGUNA AGRO INDUSTRIES	6082	5985,21	96,79
DPA	15006,32	14362,72	643,6
GIB SARL	1204	1204	0
SENE YIRIWASO	130	130	0
SAD	593	558	35
Ste DIANE & FRERES	190	184	6
PLANETE DISTRIBUTION	6187,31	4784,85	1402,46
SANGOYE	180	157	23
SEWA AGRO BUSINESS	547	267,85	279,15
ELY DIARRA DIT KO2	6675	3246,55	3428,45
YASSANA SENESO	417	0	417
MAKORANI SADIO SARL	84	0	84
GIE AGRO SYLVO PASTORALE	110	0	110
SICOMAF	80	0	80
TOTAL	**41163,63**	**33799,43**	**7364,2**
ENGRAIS ORGANIQUES			
ELEPHANT VERT	72113,665	42198,238	29915
SOFAVIA MALI	7335	2785,5	4550
MALI ENGRAIS	6320	2186	4134
BACORE SYLLA/IPRO AGRO SARL	3100	515	2585
AGRI OBTENTION	3236	1505,9	1730
ORGAFERT	2315	1195	1120
PROFEBA	2752	2299,45	453
TOTAL	**97171,665**	**52685,088**	**44486,5**

Source : DNA

Pour ce qui est de la campagne 2024, 31 179,5 tonnes d'engrais minéraux sont acquises à travers la Banque Mondiale et la Fédération de Russie. Cette quantité est in extenso constituée dans les bassins de production et cédée aux producteurs au prix subventionné de 14 000 FCFA, le sac de 50 kg par les fournisseurs ci-après. Les fournisseurs concernés sont les suibvants:

Pour les 15 000 tonnes de la Banque Mondiale

- HOULOULOU AG MOHAMED
- SOCIETE MOHAMED ALHOUSSEYNI MAIGA
- TOGUNA SARL
- DPA S.A.
- GIB SARL
- SENE YIRIWASO
- SAD
- SOCIETE DIANE ET FRERES
- PLANETE DISTRIBUTION
- SANGOYE

Pour le don de la Fédération de Russie

- DPA S.A.
- TOGUNA SARL
- SAD
- GNOUMANI
- KO2
- SEWA

Question 6 : Monsieur le ministre, pouvez-vous me fournir le bilan des activités de la CMDT depuis l'arrivée de SE le Colonel Assimi GOITA au pouvoir ? Pouvez-vous me donner la liste des Cotonculteurs ayant bénéficié de leur argent ?

Les réalisations de la CMDT, depuis l'arrivée de son SE le Colonel Assimi GOITA au pouvoir sont entre autres :

- le renouvellement des organes et instances de la confédération des sociétés coopératives des producteurs de coton ;
- la réalisation d'une production record de 777 000 tonnes de coton graine en 2021/2022 avec un rendement de 1 079 kg/ha, plaçant le Mali au rang de 1er producteur de coton en Afrique ;
- la poursuite de la subvention des engrais du système coton à 14 000 FCFA, le sac de 50 kg;
- la prise en charge par l'Etat du montant du crédit des superficies sinistrées (attaque des jassides et inondations) des producteurs de coton pour un montant de 9,938 milliards de FCFA;
- l'augmentation régulière du prix du coton graine passant de 290 FCFA/kg en 2022/2023 à 295 FCFA/kg en 2023/2024 puis à 300 FCFA/kg en 2024/2025 ;
- le positionnement du Mali au premier rang des producteurs de coton en Afrique et au dixième rang mondial en 2023/2024.

S'agissant du remboursement des cotonculteurs, il faut noter qu'à la date du 7 juin 2024, sur un montant total de 172 milliards de FCFA à payer aux producteurs, au titre de la campagne agricole 2023/2024, il reste à payer 21 milliards, soit seulement 12% du montant en cause.

En ce qui concerne la liste des cotonculteurs qui ont bénéficié de leur argent, ceci relève de la compétence des services financiers de la CMDT qui pourront être consultés au besoin.

Question 7 : Monsieur le ministre, le Cercle de Farako derrière le fleuve à Ségou après investigation parlementaire n'a pas reçu les intrants programmés. Pouvez-vous m'expliquer les raisons ?

Le village de Farako, au titre de la campagne 2023, a reçu des quotas d'engrais subventionnés dans les proportions ci-après **: 30 tonnes de DAP, 41 tonnes d'Urée, 43,35 tonnes de NPK et 25,3 tonnes d'engrais organiques**. Par ailleurs la zone a reçu 20 tonnes de semences de Riz (Kokoni et Adny) durant la campagne 2023.

En raison de l'insécurité persistante dans la zone, la commission locale de gestion des intrants subventionnés a pris la décision de stocker lesdites quantités dans la ville de Ségou. Les bénéficiaires de Farako en ont été informés et certains ont pu récupérer leurs intrants.

Question 8 : Quelles sont les dispositions prises pour acheminer les intrants dans ces zones d'insécurité ?

Grâce à une synergie d'actions des acteurs concernés (services techniques, fournisseurs et autorités locales) et l'assistance des forces de défense, les quotas attribués soit 446 tonnes d'urée aux zones concernées (Dioro, Markala et Tamani) sur les quantités offertes par la Fédération de Russie sont déjà constitués.

Question 9 : Un autre problème évoqué dans la même zone de Farako est lié aux aléas de la canalisation et des petits barrages. Ces problèmes ont été à l'origine de la mauvaise saison dans la zone. Quelles sont les mesures prises pour anticiper sur ces problèmes ?

Plusieurs mesures sont envisagées pour assurer l'entretien des canalisations et des petits barrages, afin de prévenir d'éventuels problèmes.

Il faut noter que l'ORS a élaboré des Termes de Références et de Fiches de Projets pour la reconversion de la plaine de Farako à la maîtrise totale de l'eau.

Par ailleurs, des travaux d'entretien sont régulièrement effectués tous les ans sur notamment les infrastructures secondaires. En 2022, le curage en aval de l'ouvrage de Doni a été fait sur environ 500 ml, même si cela n'a pas permis de résoudre définitivement le problème de mise en eau du complexe de Farako. Il faut rappeler que le Canal principal dudit complexe a été réalisé pour irriguer 3000 ha mais en raison de l'extension des superficies exploitées aux hors casiers, on se trouve aujourd'hui à 7000 ha.

Des efforts sont déployés pour assurer le respect du calendrier agricole et le choix des variétés adaptées, afin d'atténuer les contraintes hydriques. Au dela de la défaillance du système hydraulique, la mauvaise pluviométrie et le faible niveau de la crue du Fleuve Niger sont des facteurs qui ne dépendent pas de l'encadrement.

Question 10 : Monsieur le ministre, quelle est la prévision annuelle 2024 en tonnes du riz, du sorgho, du coton et du maïs au Mali ?

Les objectifs de production définis dans le plan de campagne consolidé de 2024, sont les suivants : 3 271 252 tonnes de riz, 1 738 888 tonnes de sorgho, 4 043 199 tonnes de maïs et 765 000 tonnes de coton graine.

Question 11 : Monsieur le ministre, pouvez-vous me donner le bilan détaillé des vivres donnés dans le cadre de la crise sécurité alimentaire ?

En 2023, le Gouvernement a procédé à la distribution de vivres, dans toutes les régions du pays.Sur une prévision de **1 246 406 personnes vulnérables** identifiées par le système d'alerte précoce, **1 111 481 personnes** ont bénéficié dans le cadre de l'assistance alimentaire d'une quantité totale de **30 010 tonnes** de céréales.

Question 12 : Monsieur le ministre, pouvez-vous me donner votre bilan à la tête de ce département ?

En termes de bilan, les réalisations et initiatives significatives suivantes peuvent être citées :

Au plan des aménagements

14 058 ha d'aménagements hydroagricoles nouveaux sont réalisés et mis à la disposition des producteurs sur une prévision de 10 000 ha **soit 144,35%.** Ces AHA sont constitués de **9 940** ha de grands aménagements et **4 118** ha d'aménagements de proximité (y compris **297** ha de périmètres maraîchers).

Ces réalisations ont concerné toutes les régions administratives du Mali excepté Taoudéni. Grâce à certains projets et programmes et la sécurisation des chantiers par les FAMA les aménagements programmés ont été finalisés notamment les 8 840ha de Kandara .

Par ailleurs **45, 62 km** de nouvelles pistes agricoles ont été aménagés et **85,05 km** autres ont été réhabilités pour faciliter l'acheminement des productions agricoles vers les zones de consommation.

Au plan des équipements

Les équipements mis à la disposition des producteurs sont constitués par 15 tracteurs, 24 multiculteurs, 38 motoculteurs, 77 motopompes, 111 batteuses, 95 décortiqueuses, 24 haches paille et 3 moulins.

S'agissant des infrastructures de stockage, 17 magasins ont été mis à la disposition des producteurs dont : 1 de 10 tonnes, 7 de 20 tonnes, 4 de 30 tonnes, 1 de 40 tonnes, 3 de 65 tonnes, et 1 de 100 tonnes.

Au plan de la réforme du cadre Réglementaire de l'Agriculture et du dispositif de gestion des subventions Agricoles

Les actions suivantes ont été effectuées :

- finalisation de la Politique Nationale de Conseil Agricole (PNCA) et du Système National de Conseil Agricole(SNCA) ;
- tenue de la Concertation nationale sur la gestion de la subvention des intrants Agricoles ;
- révision en cours du manuel de gestion des subventions Agricoles;
- Révision du plan stratégique de la recherche agricole.

A cela il faut ajouter entre autres le démarrage du Recensement Général Agricole (RGA), la sécurisation du foncier agricole (cas de Samanko), l'acquisition de 22 179,5 tonnes d'Urée et 15 000 Tonnes d'engrais de fonds à travers les partenaires techniques et financiers. L'acquisition de 21 500 tonnes d'engrais est en cours ainsi celle des pesticides pour la protection des végétaux.

Question 13 : Monsieur le ministre, quel est l'état de mise en œuvre des recommandations du Conseil National de Transition lors de l'adoption des différents projets de votre département ?

Nous n'avons pas connaissance de recommandations particulières formulées à notre endroit lors de l'adoption des projets du département par le Conseil National de Transition.

Bamako, le 26 juin 2024.

Le Ministre,

MINISTERE DE L'AGRICULTURE * LE MINISTRE * CABINET

Lassine DEMBELE
Chevalier de l'Ordre National

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Présidence

Bamako, le.....

N°...../P-CNT

Le Président

A

Monsieur le Premier ministre,
Chef du Gouvernement
- Bamako -

Objet : Questions écrites

Monsieur le Premier ministre,

Conformément à l'article 85 du Règlement Intérieur, j'ai l'honneur de vous communiquer, à toutes fins utiles, les Questions Ecrites de Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, membre du CNT, adressées à Monsieur le Ministre des Maliens Etablis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Pièce jointe :
- Questions Ecrites

Malick DIAW
Commandeur de l'Ordre National

PRIMATURE

CABINET DU PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

CONFIDENTIEL

Bamako, le 07 NOV 2024

Le Premier Ministre

Chef du Gouvernement

N° 0615 PM-CAB

Monsieur le Secrétaire Général du Conseil National de Transition.

A la Haute Attention de Monsieur le Président du Conseil National de Transition (CNT).

- Bamako -

Réf : V/Lettre n°511/P-CNT du 14 octobre 2024.

Objet : Questions écrites.

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, les éléments de réponse du ministre des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration africaine, aux questions écrites de Monsieur Aboubacar Sidick FOMBA, membre du CNT.

Je vous prie d'agréer, **Monsieur le Secrétaire Général**, l'expression de ma considération distinguée./.

P/Le Premier ministre et par Ordre

Le Directeur de Cabinet,

Mohamed Sidda DICKO

Officier de l'Ordre National

Ampliation :

- MMEEIA... P/Info

P.J :

Copie de la lettre confidentielle n°0151/MMEEIA-SG du 04 novembre 2024.

MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR REPUBLIQUE DU MALI
ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE *Un Peuple - un But - une Foi*
****
SECRETARIAT GENERAL
****

Eléments de réponses aux questions écrites de Monsieur Aboubacar SIDIK FOMBA, membre du Conseil National de Transition (CNT).

1. **Comment comprendre le comportement du Chargé d'Affaires de l'Ambassade du Mali en France ?**

Réponse : Dans le cadre de l'élection du Président du Conseil de Base des Maliens de France, le Département a saisi par courrier le Chargé d'Affaires de participer à la supervision du déroulement de ladite élection et de rendre compte.

A la suite de l'élection l'Ambassade du Mali en France m'a transmis le compte rendu du déroulement de l'élection qui a été remportée par Madame Dalla DRAME.

Je signale qu'en prélude à l'élection et dans un souci d'apaisement et de cohésion au sein de la communauté malienne de France, j'ai reçu en audience Monsieur Habib SYLLA, Président du Haut du Conseil des Maliens de l'Extérieur, afin qu'il s'implique personnellement en appelant tous les candidats à la retenue et à préservation de la cohésion au sein de la communauté malienne de France.

Conformément aux Articles 43 et 44 du Règlement intérieur du Haut-Conseil des Maliens de l'Extérieur, le représentant du département tutelle et /ou de la Mission diplomatique siégeant dans le présidium de l'assemblée élective a pour rôle le contrôle des mandats, la réception des candidatures et des programmes électoraux, l'organisation du vote, son dépouillement, la proclamation des résultats, l'élaboration du procès-verbal et du rapport.

Le rôle du Chargé d'Affaires se situe essentiellement à ce niveau et le département s'en tient aux différents échanges de courriers. Toutes les autres questions relèvent du niveau interne au Haut-Conseil des Maliens de l'Extérieur.

2. **Comment le Président sortant peut-il continuer à gérer le mandat de Madame Dalla DRAME ?**

Réponse : Avec la validation de l'élection de Madame Dalla DRAME, le Président sortant doit impérativement faire la passation à son successeur. Cette situation est en cours de traitement par le Bureau national du Haut-Conseil des Maliens de l'Extérieur.

3. **Comment le Haut- Conseil peut être complice de cette situation conflictuelle ?**

Réponse : Le Bureau national du Haut-Conseil des Maliens de l'Extérieur à travers son Président déploie énormément d'efforts pour la cohésion au sein des Maliens de France. Au regard des rencontres et les échanges de courriers avec le Président du Haut-Conseil des Maliens de l'Extérieur, nous ne disposons à ce jour d'aucun élément d'appréciation de sa complicité

4. **A quand la mise de Madame Dalla DRAME dans ses droits ?**

Réponse : Conformément aux textes en vigueur du Haut-Conseil des Maliens de l'Extérieur, Madame Dalla DRAME est mise dans ses droits par sa reconnaissance en qualité de Présidente élue du Conseil de Base de Maliens de France. Le département s'aligne sur cette reconnaissance. Le département ne peut en aucune manière s'immiscer dans des questions internes à une association.

5. **Peut-on savoir les motivations du Chargé d'Affaires dans le blocage du fonctionnement du nouveau Bureau de France ?**

Réponse :

Je n'ai à ce jour aucun élément d'appréciation relatif à une quelconque motivation du Chargé d'Affaires dans ce processus à part d'assurer son rôle de superviseur du processus électoral conformément aux articles 43 et 44 du Règlement intérieur du Haut-Conseil des Maliens de l'Extérieur.

6. **Quels est l'Etat des lieux des documents administratifs des maliens établis à l'Extérieur (Togo et Paris) ?**

Réponse : Le département de concert avec le Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation et le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, travaille sur les demandes de corrections du NINA. A notre niveau, une fois que les dossiers arrivent les agents de la Délégation Générale des Maliens de l'Extérieur vérifient la conformité des pièces et par la suite les transmettent au Ministère de la Justice, puis le Ministère de l'Administration territoriale chargé d'établir les corrections à travers le Centre de Traitement des Données d'Etat civil (CTDEC). A notre niveau, je ne précise qu'aucun n'est en souffrance.

En effet le rôle de mon département dans la délivrance des documents administratifs, se limite à la transmission et au suivi des dossiers de demandes au niveau des autres services compétents.

7. **Quel est votre bilan depuis votre nomination à la tête de ce département ?**
Réponse : Les actions ci-dessous ont été réalisées :

- Organisation des Etats Généraux de la Migration et les concertations avec les Maliens établis à l'extérieur ;
- Organisation de la Journée internationale des migrants, édition 2023 à Sikasso ;
- Organisation du Forum régional de Kayes sur les enjeux migratoires et l'intégration africaine ;
- Lancement du processus de révision de la Politique Nationale de Migration (PONAM) ;
- Organisation des opérations de rapatriement qui ont permis d'assister du 1er août 2023 au 31 octobre 2024, environ 12 000 migrants de retour volontaire ;
- Opérations de réintégration d'environ 6000 migrants de retour ;
- Organisation de campagnes de sensibilisation dans le cadre de la prévention de la migration irrégulière ;
- Mise en œuvre de politiques de raffermissement de la coopération internationale en matière de migration

Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et le Programme des Nations pour le Développement (PNUD) ;

- Participation à la conférence internationale sur les futurs agendas de l'engagement de la diaspora à l'Île de SAL au Cap-Vert en septembre 2024 ;
- Participation à la deuxième évaluation de la mie en œuvre du Pacte mondial pour les migrations, sûres, ordonnées et régulières en octobre 2024 ;
- Tenue des rencontres avec les autorités de certains pays partenaires en vue de renforcer la coopération sur les enjeux migratoires et la protection de nos compatriotes conformément au droit international de la migration (exemple : mission en septembre 2023) ;
- Promotion des investissements de la diaspora malienne travers des visites de certaines entreprises des Maliens établis à l'extérieur pour mettre leurs initiatives en lumière afin d'attirer d'autres à aller dans le même sens. Ces visites ont eu lieu à Bamako et à Sikasso ;
- Dans lc cadrc du soutien aux initiatives de la diaspora dans les localités d'origine à travers la Cellule Technique de Codéveloppement, Monsieur le ministre a procédé à l'inauguration de la maternité de Douga à Ségou, le 7 décembre 2023 ;
- Missions de rencontre de la communauté malienne dans les pays d'accueil notamment en Tunisie, au Sénégal, au Burkina Faso et au Niger. Ces rencontres permettent de les informer sur la situation du pays et de s'enquérir de leurs conditions de vie ;
- Célébration de la semaine nationale de l'Intégration africaine ;
- Organisation des journées MMEIA pour l'élaboration du plan d'action du département à DIAMCIS en février 2024 ;
- Participation au premier sommet à Niamey et aux réunions ministérielles à Bamako et à Ouaga de la Confédération de l'Alliance des Etats du Sahel ;
- Organisation d'un atelier sur l'Alliance des Etats du Sahel au mémorial Modibo KEITA en mars 2024 ;
- Organisation d'un atelier sur l'état des lieux de la mise en œuvre de la Politique nationale en matière d'Intégration africaine (PNIAM) à Sikasso en décembre 2023 ;
- Organisation d'une journée d'échanges et de réflexion sur la place qu'accorde le Mali à l'Intégration africaine à travers les monuments et sites dédiés au panafricanisme.